



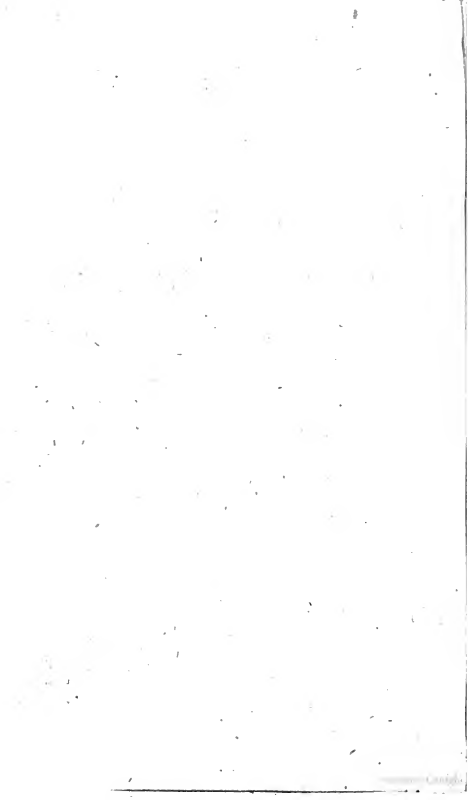




86.90

Palat. XLIII

75¹⁴



586866

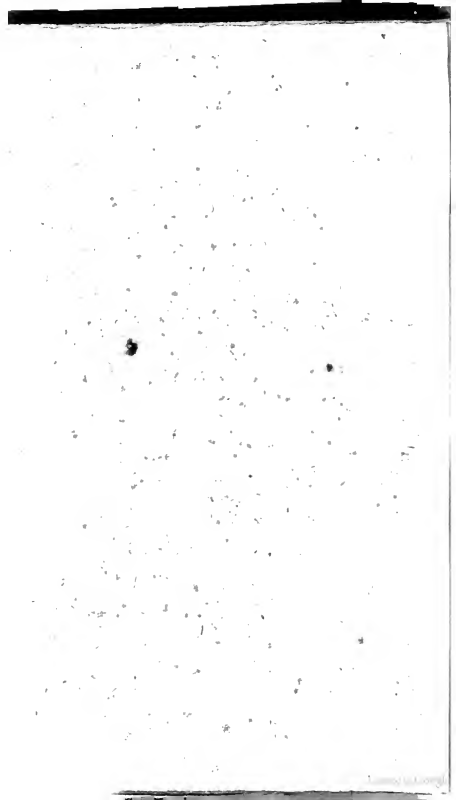
HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

DE FRANCE.

TOME QUATRIÈME.



HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION

DE FRANCE.

PRÉCÉDÉE de l'exposé rapide des
Administrations successives qui ont dé-
terminé cette Révolution mémorable.

NOUVELLE ÉDITION,

Revue, corrigée et augmentée ;

PAR DEUX AMIS DE LA LIBERTÉ.

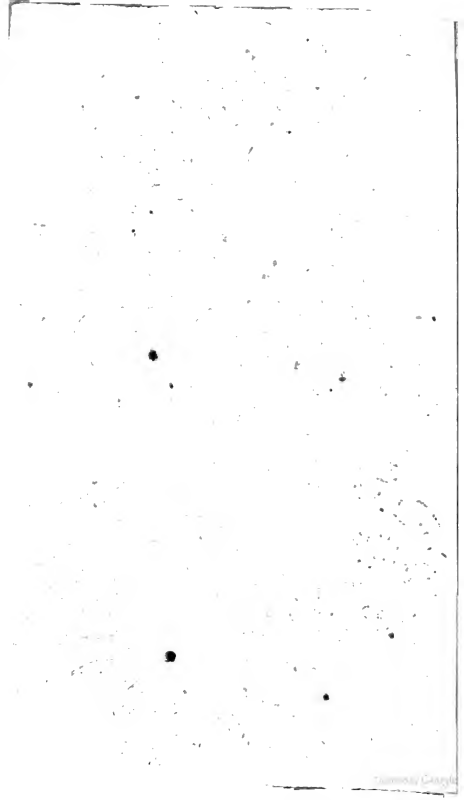
TOME QUATRIÈME.



PARIS,

Chez GARNERY, Libraire, rue
Serpente, n°. 17

1792.



RÉVOLUTION ET CONSTITUTION FRANÇOISE.

CHAPITRE PREMIER.

Nécessité d'un ressource extraordinaire pour sauver la France. Aliénation des biens du clergé. Tableau de divers périodes de l'opulence ecclésiastique. Artifices employés par les prêtres pour mettre à contribution la crédulité des peuples.

Les désordres particuliers qui se renou-
veloient perpétuellement retardoient les im-
portans travaux de la constitution , et affli-
geoient les bons citoyens aussi inquiets sur le
sort des individus qu'effrayés d'un danger
bien plus imminent qui appeloit toutes les
forces de l'Assemblée Nationale. Le gouffre
immense du *deficit* s'aggrandissoit de jour en
jour et paroïsoit prêt à tout engloutir. Le

peuple écrasé par une longue suite de vexations et de malheurs, loin de pouvoir supporter un accroissement de charges, avoit le plus pressant besoin d'un prompt soulagement. Il falloit donc de nouvelles ressources, et elles étoient toutes épuisées; il falloit du crédit, et il étoit anéanti. Cependant l'infâme banqueroute étoit là; il falloit l'écarter à l'instant même, ou voir frapper de mort le corps politique, et souiller de la tache la plus honteuse la gloire du nom françois. Tous les regards se tournoient vers le clergé dont les immenses possessions se présentoient dans cette tourmente comme le seul abri contre le naufrage. On savoit que dans les différens âges de la monarchie, si les prêtres avoient plusieurs fois trouvé moyen de conquérir tous les biens de la nation, la nation avoit plusieurs fois aussi trouvé le moyen de les reprendre, lorsque les besoins publics l'avoient exigé. Et certes, jamais circonstance plus critique n'avoit si impérieusement commandé les mesures les plus puissantes, et les plus extraordinaires. Cependant encore, on étoit épouvanté du grand sacrifice qu'on alloit de-

mander au nom de la patrie, on l'étoit de la masse d'intérêts particuliers qu'on alloit heurter, de la masse de préjugés qu'il falloit renverser. Ce fut un évêque qui osa porter le premier coup au colosse sacré : cet évêque, le plus jeune, le plus intrépide et le plus éclairé du collège épiscopal, étoit M. de Talleyrand-Périgord alors évêque d'Autun. Ce prélat, citoyen immolant à l'intérêt public et ses avantages présens et ceux que la plus brillante perspective lui offroit dans l'avenir, proposa hautement à l'Assemblée de chercher dans l'aliénation de l'universalité des biens du clergé un remède aux maux du royaume ; et développant un vaste système de finance, montra comment on y trouveroit et un gage pour les créanciers de l'état, et des facilités pour la libération de la dette publique, par l'échange d'une portion de ces propriétés contre les titres des créances nationales ; enfin le moyen si long-tems désiré d'abolir les restes de l'odieux impôt de la gabelle, et d'effacer par un remboursement général les derniers vestiges de l'opprobre de la vénalité des charges.

Sans vouloir traiter la question de la pro-

priété des biens ecclésiastiques , M. de Talleyrand disoit que c'étoit un point constant que le clergé n'est pas propriétaire comme le sont les autres propriétaires ; qu'il n'est pas moins sûr que la nation a sur tous les corps qui existent dans son sein , un pouvoir très-étendu ; que si elle ne peut détruire le corps entier du clergé , parce qu'il est nécessaire au culte même dont elle fait profession , elle peut anéantir les aggrégations particulières de ce corps qu'elle juge nuisibles ou simplement inutiles , et que ce droit incontestable sur leur existence entraîne un pouvoir immédiat sur la disposition de leurs biens ; qu'elle peut par conséquent s'approprier les biens des divers corps ecclésiastiques qu'elle jugera devoir supprimer , en assurant la subsistance des individus.

Il soutenoit enoore qu'elle a le même droit sur les bénéfices sans fonctions , également contraires aux principes et à la disposition des fondateurs ; et qu'elle pouvoit faire tourner dès ce moment au profit du trésor public , les bénéfices de ce genre qui se trouvent vacans , et destiner au même usage tous ceux qui yaqueroient dans la suite.

Enfin , ajoutoit-il , si l'on consulte les titres de fondation des biens ecclésiastiques , et les diverses loix de l'église qui en expliquent le sens , il est certain que la seule partie des revenus de ces biens , qui appartient réellement au bénéficié , est celle qui est réellement nécessaire à son honnête subsistance ; qu'il n'est que l'administrateur du reste ; que si la nation se charge de cette administration , et qu'en pourvoyant elle-même à tous les objets auxquels les bénéficiés étoient chargés de pourvoir , tels que l'entretien des hôpitaux , des ateliers de charité , les réparations des églises , les frais de la dette publique , elle assure au bénéficié la subsistance honorable qu'il a été dans l'intention du fondateur de lui accorder ; il est certain que dans ce cas , en réduisant les revenus actuels , elle ne touche pas à sa véritable propriété.

Cette motion soutenue par M. Thourer , qui l'étendit à tous les domaines de la couronne , et fortement appuyée par MM. Garat , Mirabeau , Barnave et les respectables curés Gouttes et Dillon ; vivement combattue par MM. de Montlausier , les abbés Maury et d'Aymar , porta au comble la haine de la

partie opulente du clergé contre les amis de la révolution, et rallia à cette cause un grand nombre d'ecclésiastiques dont l'orgueilleuse avarice frémissait au titre de *salaire*, dont le patriotisme calculé sur l'intérêt, n'avoit pu survivre à la dîme, et qui n'ayant apporté à l'Assemblée Nationale que de petits motifs de vengeance, et non le noble courage de la liberté, se hâtèrent de retourner aux pieds de leurs anciens oppresseurs, et de redemander et reprendre les chaînes de la fière prélature, pour sauver le produit de leurs bénéfices.

Une seule considération, celle du respect pour la propriété, suspendoit la décision de l'Assemblée, et lui avoit fait repousser avec une sorte d'indignation, toute motion tendante à cet objet, tant qu'elle avoit pu se flatter de pouvoir fermer d'une autre manière la plaie profonde de l'état, et qu'on ne l'eut pas complètement rassurée sur l'atteinte qu'elle craignoit de porter au premier de tous les droits politiques. Jamais question ne fut plus clairement discutée; jamais cause ne fut plus foiblement défendue que celle de la propriété des titulaires ecclésiastiques sur leurs bénéfices.

Suivant les uns, ils appartenoient à l'église ; au clergé de France, suivant les autres ; selon quelques-uns , aux institutions particulières qui en jouissoient. La plupart écartant le point de droit , s'attachoient à prouver l'insuffisance de cette ressource pour les besoins actuels , et à attaquer les calculs que l'on présentait sur la valeur de ces biens ; d'autres insistoient sur l'atteinte que la religion recevoit de l'aliénation des domaines ecclésiastiques , et soutenant que leur possession étoit tellement liée avec l'existence politique du clergé , et celle-ci avec celle de la religion , qu'on ne pouvoit séparer ces trois objets , montroient assez que ce prétendu zèle pour les choses célestes ne servoit qu'à colorer un grand attachement pour les choses terrestres , et que leur christianisme étoit moins fondé sur les dogmes de l'évangile , que sur la considération et les richesses dont leur état leur promettoit la jouissance. Les principaux défenseurs de cette cause réunissant leurs efforts , osèrent enfin aborder la question en elle-même , et soutinrent que la nation ne pouvoit réclamer aucun droit sur des immeubles qu'elle n'avoit point acquis , qu'elle

n'avoit jamais possédés même comme corps politique ; que les droits du clergé sur ces biens reposoient sur la même base que ceux des laïques sur les biens séculiers : titre et possession ; que le titre étoit légitimement fondé sur des actes de donation , et que la possession étoit constante ; en un mot , qu'un titre plus sacré lui assuroit sa qualité de propriétaire , puisqu'une grande portion de ses biens étoit le fruit de son acquisition et de son économie. Ils allèrent plus loin , et substituant à la force du raisonnement l'audace des assertions , ils avancèrent que les corps peuvent s'établir sans le concours de la loi , et par la seule volonté des individus auxquels il plaît de former une aggrégation politique ; qu'aucun corps ne peut exister sans propriété ; et qu'aliéner celle de l'église , c'étoit tuer le corps du clergé pour s'emparer de ses domaines.

Les individus et les corps , leur répondit-on , diffèrent essentiellement par la nature de leurs droits , et par l'étendue d'autorité que la loi peut exercer sur ces droits. Les individus existent indépendamment de la loi et antérieurement à elle : ils ont des droits personnels

sultans de leur nature et de leurs facultés propres, droits que la loi reconnoît et protège, mais qu'elle ne peut détruire parce qu'elle n'est pas elle qui les a créés : tels sont la propriété et la liberté ; ils ne s'associent point pour les acquérir, mais pour en jouir dans toute leur plénitude. Les corps au contraire n'ont d'existence morale que par la loi, car il est évident qu'ils ne peuvent point être des membres de l'ordre social, puisqu'ils n'existent pas au moment où la société se forme ; ils n'ont ni droits, ni propriété avant la loi qui leur les donne ; ils en reçoivent tout, qu'à leur existence ; ils ne sont que parce qu'elle veut qu'ils soient. Ils ne sont donc que comme elle veut et qu'autant qu'elle le veut. Des individus peuvent bien se réunir à volonté ; mais ce n'est point la réunion matérielle des individus qui constitue une aggrégation politique. La société entière peut seule conférer ce caractère, et à moins de supposer que quelques individus sans titre et sans délégation particulière peuvent faire des corps, il est absurde de soutenir qu'ils puissent former des corps, ou que des corps puissent former d'eux-mêmes. Mais si la société

seule a le droit d'établir et de ne pas établir les corps, elle a celui de les supprimer, et il y en a cent exemples; si elle a le droit de les établir et de les supprimer, elle a celui de les modifier à son gré; elle a celui d'étendre ou de restreindre la jouissance des effets civils qu'elle juge à propos de leur accorder; elle a celui d'examiner jusques à quand et jusqu'à quel point il est bon de la leur conserver. Or la faculté d'être propriétaire étant au nombre des effets civils, la loi a pu la conférer ou l'interdire; et la nation pouvoit, sans injustice, en 1789, priver le clergé du droit de posséder des propriétés, comme elle a pu en 1749 le priver de la faculté d'en acquérir. La même raison qui fait que la suppression d'un corps n'est pas un homicide, fait aussi que la défense de posséder n'est pas une spoliation. Si les corps peuvent être détruits, leur propriété peut l'être et leurs droits périssent avec eux. Mais à qui appartiendront leurs biens? Ce ne peut être aux corps, puisqu'ils n'existent plus; ce ne peut être aux membres qui les composoient, puisque leur propriété étant collective est anéantie par le fait même de la dissolution.

de la communauté; et ceux du clergé en particulier n'ayant jamais eu de droits personnels qu'à la portion de leur revenu nécessaire à leur subsistance, n'en pouvoient revendiquer davantage; c'est donc la nation seule qui peut en être légitime propriétaire.

Passant ensuite à l'examen des titres sur lesquels le clergé établissoit ses propriétés, on y trouvoit de nouvelles preuves du droit incontestable que la nation avoit d'en disposer. En effet ce corps n'avoit pu entrer en possession de ses biens que de quatre manières différentes. Il les tenoit ou de nos rois, ou des corps et communautés, ou de simples particuliers, ou de lui-même. Dans le premier cas, tout ce que le prince a donné pour remplir une destination publique, est censé donné par la nation même qui, sans la munificence des princes, auroit été forcée de doter elle-même les églises ou leurs ministres; sous ce premier rapport la nation est donc propriétaire et peut reprendre des biens qui n'ont été donnés que par son chef, en son nom et pour elle. Elle ne l'est pas moins sous le second, puisque les communautés, en faisant des donations à l'église, n'ont fait

que payer leur contingent d'une dette publique et solidaire entre tous les citoyens du royaume et prévenir un impôt général qu'il eût été indispensable d'établir sans ces pieuses largesses.

Les donations faites par les particuliers paroissoient offrir plus de difficultés. Mais on observoit que les biens donnés à l'église, à quelque titre que ce fût, n'ont pu avoir que ces cinq objets, le service du culte, l'entretien des temples, le soulagement des pauvres, la subsistance des prêtres, et des prières particulières pour les familles des fondateurs. Or, que le clergé fût propriétaire ou non, l'intention des fondateurs n'en seroit pas moins remplie, si les conditions de la fondation étoient religieusement observées. On remarquoit de plus que les titres de fondation ne donnent ni au clergé de France, ni à tel ou tel individu, mais sont généralement énoncés en ces termes : *Je fonde telle chapelle pour le service public de tel canton, etc. Je donne telle somme pour qu'elle soit employée en messes, en prières pour le repos de mon âme, etc.* et que par conséquent ces donations ne pouvoient être considérées comme individuelles.

individuelles. Que si on les regardoit comme faites à des corps particuliers, les principes ci-dessus énoncés établissent les droits imprescriptibles de la nation auxquels ne peuvent préjudicier des fondations ou autres pareils actes; ou bien il faudroit dire qu'ils ont la puissance de créer ou de perpétuer des corps politiques dans l'état, contre le vœu de l'état lui-même, de leur donner la capacité de posséder et d'acquérir sans pouvoir être privés de ce droit ou limités dans son exercice, et d'opposer ainsi une barrière invincible à la volonté nationale.

A l'égard des biens que les revenus du clergé lui ont donné la faculté d'acquérir, il est clair que si les acquisitions n'ont pu être faites qu'en détournant les produits des donations, des usages auxquels les avoient affectés les donateurs, elles n'ont pu procurer aucun nouveau droit à l'église; et que si les donateurs sont censés les avoir approuvées, il faut dès-lors appliquer à ces biens ce que nous avons dit des donations directes qu'elle en a reçues.

Il est donc évident que, quel que soit le titre de ces fondations, la nation est restée

dans tous ses droits ; que la possession du clergé n'étoit que précaire et momentanée ; que ses biens n'ont jamais été une véritable propriété ; qu'en les acceptant des fondateurs , c'est pour la religion , les pauvres et le service des autels qu'il les a reçus ; qu'il n'en a été que le dépositaire et l'administrateur. Il n'est pas moins évident que l'intention des donateurs ne sera pas trompée par la translation de ces biens en d'autres mains , puisque c'est à condition d'actes publics et nationaux que ces fondations ont été faites , et que la nation en se subrogeant aux donataires , se charge de leurs obligations et ne fait qu'user d'un droit dont personne n'a pu la priver , événement que les bienfaiteurs de l'église ont toujours dû regarder au moins comme possible.

Le mode de possession du clergé n'est pas plus favorable à ses prétentions. Il est prouvé par l'histoire et la jurisprudence , qu'il ne pouvoit ni acquérir , ni aliéner sans le concours et l'autorité de la nation et du roi qui la représentoit ; qu'il ne pouvoit sans la même intervention ni emprunter , ni hypothéquer ses biens ; que le monarque pouvoit les di-

viser ou les réunir ; que c'étoit lui , et par lui la nation , qui nommoit aux évêchés , abbayes , etc. ; que c'étoit donc la nation et non le clergé , qui en étoit de droit le collateur universel , que dans la vacance de ces grands bénéfices , les revenus en étoient portés au trésor de la nation et non au trésor du clergé ; qu'une tradition sacrée qui remonte au berceau du christianisme , énonce que les biens possédés par le clergé , sont le patrimoine des pauvres ; enfin que sous toutes les dynasties de nos rois , la nation dans les besoins publics , avoit toujours tourné ses regards sur les biens du clergé comme sur des fonds dont elle pouvoit légitimement disposer. On citoit à ce sujet l'exemple récent des biens des Jésuites , qui ont été dévolus à la nation et non au clergé , sans aucune réclamation de ce dernier , ni des cours de justice. Ainsi chaque fait , chaque loi , déposoit contre les prétentions du clergé , et sa longue jouissance elle-même présentoit dans toutes ses époques les caractères de l'usufruit et non ceux de la propriété.

Les défenseurs du clergé , terrassés par cette série de principes et de conséquences incon-

testables, présentée avec la précision et la clarté de M. Thouret, l'éloquence de M. de Mirabeau et la logique pressante de MM. Garat le jeune, Barnave, Dupont et d'une foule d'autres orateurs, ne se battoient plus qu'en retraite, faisant naître des incidens pour éloigner la décision, portant à la présidence M. Camus, comme autrefois l'avocat du clergé, mais qui montra autant de sagesse que d'impartialité; répétant quelques raisonnemens usés, et argumentant de l'intérêt de la nation et de celui de la religion qu'ils sembloient ne pouvoir séparer de celui de leurs domaines. Ils allèrent même jusqu'à employer des moyens de séduction en proposant des sacrifices; mais ce nouveau système de défense ne fut pas moins victorieusement renversé.

Comment douter en effet qu'une nation agricole ne dût tourner toutes ses vues vers l'accroissement des produits de son sol; la principale source de ses richesses? Comment douter qu'il ne fut du plus grand intérêt pour elle de donner à ses terres des propriétaires réels qui porteroient sur tous les points de sa surface ce zèle et cet attachement de la pro-

priété que rien ne supplée, au lieu de laisser de vastes et nombreuses possessions à des propriétaires fictifs toujours remplacés par des usufruitiers ennemis naturels de la propriété, ou par des administrateurs qui s'y intéressent peu? Comment douter que dans un pays où la population est immense et la distribution des fortunes monstrueusement inégale, il ne fût de la plus haute importance de diviser les propriétés afin de diminuer le nombre des individus qui ne possédant rien, tiennent moins par cette raison à la chose publique, et sont si dangereux dans l'ordre social sous tous les rapports politiques et moraux?

Il faut une religion dans l'état, il faut que cette religion ait ses ministres sans doute. Mais falloit-il que ces ministres formassent dans l'état un corps particulier? Non; parce que des corps particuliers placés dans la société générale rompent l'unité de ses principes et l'équilibre de ses forces. Falloit-il que ce clergé fût propriétaire? Non; le clergé ne pouvant avoir de propriété collective sans former une corporation, l'intérêt public s'y oppose et même son intérêt particulier. Ses

membres , comme fonctionnaires publics , doivent être salariés , et des salaires distribués entre les prêtres , d'une manière équitable relativement à l'importance de leurs fonctions , feroient disparoître le scandale de la misère d'un grand nombre , et de l'excessive opulence de quelques individus , suite nécessaire de l'énorme disproportion qui se trouve entre leurs traitemens respectifs. L'intérêt de la religion est-il d'avoir un clergé dont les trois quarts soient salariés par l'autre comme l'étoit celui de France , où la plupart des prêtres utiles étoient les serviteurs à gages d'un petit nombre de riches oisifs , dont le faste insultoit la pauvreté du peuple et dont les mœurs déshonoroient le caractère ? En quoi la majesté du culte seroit-elle dégradée , si les ministres des autels étoient stipendiés comme le sont les ministres de la justice , les ministres du roi et le premier ministre de la nation , le roi lui-même ? Les apôtres et leurs successeurs , durant les trois premiers siècles de l'église , formoient-ils un corps propriétaire ? et cependant furent-ils jamais plus respectés et plus respectables ? L'intérêt de la religion est que ses ministres se fassent

honorer par leur sainteté, par leur bienfaisance, par toutes les vertus, et non par des richesses, du luxe, des vices brillans et d'insolentes prétentions. A l'égard des prétendus sacrifices que proposoit le clergé, comment pouvoit-il offrir ce dont il n'avoit pas le droit de disposer ? De quel front osoit-il faire présent à la nation de ce qui n'appartenoit qu'à elle ?

L'Assemblée étoit convaincue, néanmoins elle hésitoit encore. M. Chapelier avoit porté le dernier coup au clergé, par un résumé clair et précis des raisonnemens invincibles qu'on lui avoit opposés, et par les nouveaux points de vue sous lesquels il avoit présenté la question. M. de Mirabeau, s'apercevant que la très-grande majorité réunie de sentimens, n'étoit partagée que sur les expressions, et qu'il répugnoit à plusieurs membres de prononcer une translation de *propriété*, substitua dans le projet de décret une expression heureuse de M. d'Arche, et proposa à l'Assemblée de déclarer que les biens du clergé étoient à la *disposition* de la nation. Le clergé, vaincu par le raisonnement, n'opposa plus à ses adversaires que du tumulte et des

clameurs. Enfin après deux heures de désordre, l'on parvint à commencer l'appel nominal; et le 2 Novembre 1789, à cinq heures et demie du soir, fut rendu le décret suivant, à une grande majorité.

« L'Assemblée Nationale déclare, 1^o. que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres, sous la surveillance et d'après les instructions des provinces.

» 2^o. Que dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'aucune cure, moins de douze cents livres par année, non compris le logement et les jardins en dépendans ».

Peu de jours après, l'Assemblée arrêta par un autre décret, que le roi seroit supplié de surseoir à toute nomination de bénéfice, excepté toutefois des archevêchés, évêchés et cures; qu'il seroit pareillement sursis à toute disposition de quelque nature qu'elle pût être, de tous titres à collation ou patronage ecclésiastique, qui ne seroient pas à charge.

d'ames ; que ceux qui seroient pourvus à l'avenir d'archevêchés et d'évêchés , ne pourroient jouir des revenus qui y sont actuellement attachés que jusqu'à concurrence des sommes qui seroient incessamment déterminées par l'Assemblée Nationale , sans néanmoins que les titulaires d'archevêchés et évêchés dont les revenus seroient inférieurs auxdites sommes eussent droit de prétendre à un supplément ; que dans les vingt-quatre heures de la publication de ce décret , le juge ordinaire du chef-lieu de chaque bénéfice , autre que les cures et maisons employées actuellement au soulagement des malades et à l'éducation publique , apposeroit le scellé sur les chartriers , manuscrits , bibliothèques desdits bénéfices ; exceptant néanmoins de cette disposition les titres et papiers nécessaires pour la perception des cens , rentes et revenus , lesquels seroient par le procès-verbal du juge , laissés à la charge et garde du titulaire ou des syndics et procureurs des maisons ; l'Assemblée Nationale se réservant de déclarer par qui et de quelle manière il seroit procédé à la levée desdits scellés et à l'inventaire qui devra suivre.

Une chose vraiment remarquable , c'est que dans cette grande discussion sur les domaines ecclésiastiques , les défenseurs de cette cause ne nommèrent pas un seul pape , une seule décrétale , une seule bulle ; et que ses adversaires voulurent à peine effleurer l'histoire de ses usurpations. Mais ce qu'ils ne crurent pas devoir répéter par des considérations estimables sans doute , doit être mis au grand jour par la grande considération de la vérité. Pour embrasser la question toute entière , il faut nécessairement parcourir le tableau des divers périodes de la fortune du clergé et des moyens par lesquels il l'avoit acquise.

L'église chrétienne ignora , pauvre , persécutée , offrit pendant trois cents ans le modèle d'une politique céleste et du seul gouvernement peut-être qui n'ait eu pour objet que l'avantage des gouvernés , sans aucun égard à celui des chefs. Mais à peine commença-t-elle à acquérir quelque puissance sous les empereurs chrétiens , qu'elle perdit bientôt du côté des vertus ce qu'elle avoit gagné du côté des richesses. Ses ministres tourmentés de la soif de l'or , abusoient pour

l'assouvir, de l'ascendant que leur donnoit leur caractère. Il fallut que l'autorité impériale vînt au secours des familles qu'ils dépouilloient, et Valentinien fut obligé de rendre une loi qui déclarât nuls tous legs faits par des femmes à des ecclésiastiques et à des moines. En vain plusieurs princes voulurent la faire exécuter ou la renouveler; le clergé sut lasser leur patience ou effrayer leur foiblesse à l'aide des armées de mendiants qu'il tenoit à sa solde, et se maintenir à force de séditions dans ses pieux brigandages, jusqu'à ce qu'Isaac Comnène, plus ferme ou plus heureux, le laissant crier tant qu'il voulut à l'impiété, au sacrilège, réduisit les moines à leur strict nécessaire et appliqua leur superflu au profit et aux besoins de l'état.

Lorsque les Francs, devenus maîtres des Gaules, embrassèrent le christianisme, les prêtres trouvèrent bientôt le moyen d'entrer en partage avec les vainqueurs et de se faire adjuger la meilleure part des dépouilles. On croyoit en ces siècles grossiers que l'avarice étoit le premier attribut de la divinité, et que les saints trafiquoient avec les hommes de leur crédit et de leur protection. De-là le

bon mot de Clovis, que *S. Martin ne servoit pas mal ses amis, mais qu'il se faisoit payer trop cher de ses peines.*

Les prêtres ne manquoient pas de propager cette doctrine, et à force de mettre sous les yeux des puissans et des riches la rigueur des jugemens de Dieu dans un autre monde, ils parvinrent à s'emparer de presque tous leurs biens dans celui-ci. Ils se seroient rendus maîtres de la France entière, si Charles-Martel ne les eût arrêtés dans le cours de leurs conquêtes, et ne les en eût dépouillés pour enrichir son armée. Ils le damnèrent après sa mort pour effrayer ses successeurs, et apla- nirent le chemin du trône à Pépin-le-Bref son fils, dans l'espoir qu'il les remettrait en possession de ce qu'ils venoient de perdre.

La cérémonie du sacre que ce prince institua pour légitimer son usurpation aux yeux de ses sujets, augmenta encore la puissance d'opinion du clergé. Le prince recevant la couronne de la main des évêques, ceux-ci crurent ou firent croire que c'étoit eux qui la donnoient au nom du ciel. L'impôt de la dîme répara bientôt la perte de leurs domaines; et l'usage si commode pour les pécheurs

de s'affranchir des austérités de la pénitence en cette vie, et de la crainte de l'enfer dans l'autre, en transférant à l'église la propriété de ses biens dont on se réservait la jouissance pendant sa vie, et de dépouiller ainsi ses héritiers et ses enfans pour gagner le paradis, fit passer une seconde fois dans leurs mains presque tous les trésors de l'état.

Leur audace s'accrut avec leur pouvoir par l'établissement de la féodalité. Les prélats, devenus chasseurs et guerriers, joignirent toute la férocité de ces siècles barbares à l'orgueil pontifical, et portant successivement le casque et la mître, la crosse et l'épée, tuoient, massactoient, égorgeoient de la même main dont ils venoient de bénir le peuple au nom d'un Dieu de paix. Admis à raison de leurs fiefs dans le gouvernement, ils crurent aussi-tôt avoir comme évêques ce qu'ils n'avoient que comme seigneurs, et s'arrogèrent le droit de juger les rois, non-seulement dans le tribunal de la pénitence, mais encore dans les conciles. Ils osèrent déposer Vamba et Louis-le-Débonnaire, et prétendre à une suprématie universelle. De là la confusion des deux puissances et la doc-

trine des deux glaives que des torrens de sang répandus en Europe pour des querelles sacrées démontrèrent être si terribles dans des mains sacerdotales.

Dépouillé de ses biens par les invasions des Normands qui avoient juré aux prêtres chrétiens une haine implacable ; dépouillé d'une partie de la puissance à laquelle il s'étoit élevé en suivant le système d'usurpation de la cour romaine , le clergé de France sut trouver de nouvelles sources de richesses. Fort de la crédulité humaine , de l'ignorance générale , des espérances , des terreurs et des ténèbres de la superstition , il trafiqua des clefs du paradis et de l'enfer , ouvrit le premier à ses bienfaiteurs et le dernier à ses ennemis , promit dans un autre monde le centuple de ce qu'on lui auroit donné dans celui-ci , et vendant le ciel pour acheter la terre ; canonisa le crime même pourvu qu'il fût libéral ; dévoua à l'anathème ceux qui attaquoient ses possessions et les consacra à Dieu pour les mettre hors de l'atteinte des hommes. Une tradition généralement répandue du second avènement de J. C. , mille ans après son ascension , et de la fin pro-

chaîne du monde annoncée dans toutes les chaires de vérité, causa une consternation universelle. On s'empressa d'acquérir des trésors pour l'autre vie en faisant don aux églises de biens désormais inutiles : *Appropinquante mundi termino*, disent presque toutes les chartes de donation. Cependant la fin du monde n'arriva point, et tous ces biens demeurèrent au clergé qui en accrut la valeur par les privilèges de tout genre dont il s'environna (a) et l'habileté avec laquelle il sut en étendre les limites et les défendre.

(a) De ce nombre est l'incroyable prérogative, qu'il s'étoit attribuée de ne point contribuer aux charges de l'état. Ce n'est que depuis l'an 1600 qu'il payoit sa part des subsides, encore étoit-ce à titre de don gratuit. C'étoit en d'autres termes un secours généreux, une espèce d'aumône qu'il vouloit bien accorder à la nation : car il ne lui devoit rien apparemment pour la protection qu'elle lui assuroit. Si dès cette époque, il eût été imposé seulement sur le même taux que la noblesse, les finances publiques, suivant le calcul de M. Dupont, auroient été riches, en 1789, de deux milliards sept cent cinquante millions. Une autre observation non moins juste de ce député, c'est que ce corps n'a jamais payé que par des emprunts. Le

Osoit-on contester quelques-uns de ses prétendus droits, s'opposer à quelques-unes de ses usurpations? Le téméraire étoit excommunié; des villes entières, souvent même un royaume étoient mis en interdit, les églises étoient fermées, le service divin interrompu, il n'étoit permis ni de se faire la barbe, ni de se saluer. Pour frapper plus vivement les esprits et exciter le peuple à la sédition par des craintes religieuses, les prêtres portoient au milieu d'un champ les croix, les vases sacrés, les ornemens, les reliques des temples qu'ils desservoient, formoient autour une enceinte de ronces et d'épines et s'en alloient à pas précipités, les mains élevées vers le ciel comme pour conjurer la foudre. La frayeur et la superstition les rappeloient bien vite, et leur faisoient offrir plus qu'ils n'avoient demandé. Ce ne fut que dans le concile de Lyon, sous Grégoire X, vers 1274, que cet usage fut aboli.

clergé passé a engagé le clergé présent, celui-ci a engagé le clergé futur. En continuant ce régime, les dettes auroient enfin égalé les propriétés, et il auroit fallu que la nation finît par payer elle-même les frais du culte divin.

S'ils n'essayèrent plus de s'emparer du souverain pouvoir comme ils avoient fait sous Louis le-Débonnaire, ils parvinrent à s'attribuer une juridiction *traiement monstrueuse*, et à attirer à eux seuls la connoissance de toutes les affaires. Parce qu'il y avoit peu d'actions et de conventions humaines qui ne fussent susceptibles de péché, ils prétendoient que tout étoit de leur compétence *à raison de péché, dont personne de bon sens*, disoit le pape Innocent, *ne peut ignorer que la connoissance appartient à notre ministère*. Le mariage étant regardé comme un sacrement, toutes les causes matrimoniales furent portées devant eux. Ils jugèrent presque toutes les conventions civiles, sous prétexte qu'elles étoient accompagnées d'un serment. Tous les testamens étoient de leur ressort, parce qu'ils devoient contenir des legs à l'église, et tout homme qui avoit l'insolence de mourir sans faire un *de ces legs qu'on appelle pieux*, étoit déclaré *déconfes*, c'est-à-dire, sans religion, sa damnation étoit présumée, il étoit privé de la sépulture, son testament étoit cassé, l'église en faisoit un pour lui et s'adjugeoit ce que le mort auroit dû lui donner.

Ce n'est pas tout encore, ils mirent un impôt sur les cadavres, il fallut leur payer le droit de pourrir en terre bénite (a); et

(a) Cet abus scandaleux fut aboli par le parlement dans le seizième siècle. Il se perpétua cependant jusqu'à nous sous le nom de *taxe des enterremens*, et l'on ne put mourir sans payer aux prêtres une rétribution à laquelle furent assujettis les protestans eux-mêmes, quoique le clergé catholique les privât autant qu'il étoit en lui des honneurs funèbres. Ce n'étoit que par grace que l'indigence obtenoit une sépulture qu'elle ne pouvoit acheter, et cette grâce ne s'obtenoit pas toujours. Un exemple de cette révoltante inhumanité arrivé pendant la révolution souleva tout Paris; et l'indignation du peuple qui a aboli tant d'abus, nous délivra encore de celui-ci. Vers la fin de Septembre 1789, mourut sur la paroisse de Saint-Jacques-la-Boucherie un honnête ouvrier, nommé Claude Perrot; il étoit veuf et laissoit deux enfans, dont l'un étoit encore à la mamelle. Quelques parens pauvres, de bons voisins se réunissent pour acheter une bière, et demander un enterrement gratuit : il est refusé. Le peuple indigné va chercher la bière et la porte à l'église. Le suisse veut la repousser et demande ce qu'on veut qu'il fasse de cette *charogne*. Peu s'en fallut que cette réponse barbare ne lui coûtât la vie, il ne la dut qu'aux efforts d'un bon citoyen qui parvint, avec beaucoup de peine, à obtenir de la mul-

Pon vit des curés s'opposer à la profession de ceux qui vouloient se faire moines, jusqu'à ce qu'ils eussent payé le droit de sépulture, disant que puisqu'ils mourroient au monde par la profession religieuse, il étoit juste qu'ils s'acquittassent de ce qu'ils auroient dû si on les avoit enterrés. Ils mirent un impôt sur l'empressement de l'amour conjugal, et ce ne fut qu'en 1409 et par arrêt du parlement que les nouveaux mariés purent passer

titude de ne pas souiller le sanctuaire par un homicide, et de se borner à condamner le coupable à faire une amende honorable envers celui auquel ils rendoient les derniers devoirs. On lui met aussitôt une torche à la main et on l'oblige de rester à genoux devant la bierre. Pendant que cette scène se passoit, on avoit arrêté des prêtres dans la rue, on leur avoit ouvert la sacristie pour se vêtir des ornemens nécessaires à la cérémonie funèbre; Vingt-quatre cierges sont allumés autour du corps; la garde-nationale arrive avec sa musique et assiste à la grand'messe et à l'enterrement. Le lendemain le curé qui ignoroit le refus odieux fait aux parens de Perrot, célébra lui-même, pour le défunt, un service solennel. Après avoir ainsi honoré la mémoire du père, on pourvut au sort des enfans, et le cri de l'humanité fit enfin disparoître une des plus criantes vexations qui ayent déshonoré l'église.

ensemble les trois premières nuits de leurs noces , et les maris habiter avec leurs femmes sans la permission de l'évêque. Ils mirent un impôt sur la tendresse maternelle : des prêtres barbares lioient sur l'autel l'enfant qu'ils venoient de baptiser , et ne le détachotent qu'après avoir reçu une riche offrande du parrain et de la marraine ; pour terminer le rachat on le portoit ensuite au cabaret , lieu digne de tels trafiquans et d'un tel négociant. Ils mirent un impôt sur le repentir du coupable , et ce ne fut qu'à prix d'argent qu'il put obtenir des ministres d'une religion qui ne prêchoit que désintéressement et mépris des richesses , la grace d'une réconciliation que son divin auteur n'a fait dépendre que de la pratique des vertus , et de la pureté des affections du cœur. Par-tout les brigands sacrés , les foudres de l'église à la main , mettoient à contribution et l'enfance et la vieillesse , et le crime et la vertu , et la vie et la mort , effrayoient les peuples , faisoient taire les loix , et trembler les souverains jusques sur leur trône.

S. Louis fut le premier qui osa défendre contre eux les droits de la couronne et ceux du genre humain. Il fut le premier qui sur-

briser dans leurs mains les armes spirituelles jusques-là si redoutables , en déclarant , de concert avec les grands du royaume , qu'une excommunication injuste est essentiellement nulle , et en leur défendant , à peine de la saisie de leur temporel , d'en frapper les tribunaux. Mais ce fut sur-tout à la constance inébranlable des parlemens , au réveil de la raison , au progrès des lumières et à la renaissance des lettres , que la nation dut son affranchissement de cette odieuse tyrannie.

Combien de sources non moins impures ne trouveroit-on pas encore aux richesses du clergé ? Que ne pourroit-on pas dire de cette foule de fausses chartes , de faux testamens , de fausses donations imaginées pour couvrir ses rapines , depuis la donation de Constantin jusqu'à la fabrique de faux titres établie dans l'abbaye de Saint-Médard de Soissons , où le faussaire Guernon se vanta au lit de mort d'avoir ainsi enrichi à lui seul tous les monastères de son ordre ? Que ne pourroit-on pas dire de ces fausses légendes et de ces faux miracles inventés , suivant M. de Fleury même , soit

pour attirer des offrandes par l'opinion des guérisons miraculeuses , soit pour conserver les biens des églises par la crainte des punitions divines ; et de l'infâme trafic des dépouilles des morts , sous le nom de reliques , et de la manie des pèlerinages qui en fut la suite et porta le dernier coup aux mœurs publiques et privées , en faisant expier les désordres d'une vie criminelle , par les désordres d'une vie vagabonde , et de la pieuse phrénésie des croisades qui précipita l'Europe sur l'Asie , dévasta ces deux parties du monde et fit passer entre les mains du clergé qui les acheta à vil prix , presque toutes les propriétés foncières de la France ? Il faudroit des volumes pour suivre dans tout son cours le plus incroyable système de rapines que les hommes aient jamais conçu. Mais nous ne pouvons terminer ce tableau dont nous sommes nous-mêmes effrayés , sans dire un mot du *purgatoire* et des *indulgences* qui procurèrent aux prêtres l'une des mines les plus abondantes qu'ils eussent exploitées. Que de pieuses fraudes , que de dévots stratagèmes furent mis en usage pour faire valoir ces nouvelles branches de revenus ! que de révélations , d'appari-

tions (a), de prodiges de tout genre , pour

(a) On pourroit citer mille traits de ce genre de fourberies. Pour en donner une idée , nous nous bornerons aux deux suivans.

« L'illus tre maison de Saint-Memin avoit donné de grands biens au couvent des cordeliers d'Orléans et avoit sa sépulture dans leur église. La femme d'un seigneur de Saint-Memin étant morte , son mari fit un présent à ces pères. Mais comme il ne leur parut pas assez considérable , ils résolurent de déterrer la défunte pour forcer le veuf à la faire réenterrer en les payant mieux. D'abord l'ame de la dame apparut à deux religieux , et leur dit qu'elle étoit damnée parce que son mari n'avoit pas donné assez. . . . Cela donna du soupçon et la rumeur fut grande. Les cordeliers changèrent alors de batterie et mirent la dame en purgatoire. Elle apparut de nouveau , déclarant que le purgatoire étoit son partage , et demanda d'être déterrée. On espéroit que M. de Saint-Memin préviendrait cet affront extraordinaire en donnant quelque argent ; mais il n'en fit rien ; et la demande d'être jetée hors de l'église ne fit qu'augmenter les soupçons. L'ame depuis ce tems ne parla plus : elle se contenta de lutiner tout le monde dans le couvent et dans l'église. Les cordeliers l'exorcisèrent ; le frère Pierre d'Arras qui la conjuroit lui disoit : *si tu es l'ame de madame de Saint-Memin , frappe quatre coups ,* — et on entendit les quatre coups : — *si tu es damnée , frappe six coups ,* et les six coups furent frappés :

égarer la crédulité des peuples et pomper leur

si tu es encore plus tourmentée en enfer parce que ton corps est enterré en terre sainte, frappe six autres coups, et les six autres coups furent entendus encore plus distinctement : — si nous déterminons ton corps et si nous cessons de prier Dieu pour toi se-as-tu moins damnée ? frappe cinq coups pour nous le certifier, — et l'âme le certifia par cinq coups. Cet interrogatoire de l'âme fait par Pierre d'Arras, fut signé par vingt-deux cordeliers, à la tête desquels étoit le révérend père provincial. Ce père provincial fit encore le lendemain les mêmes questions à l'âme, et il lui fut répondu de même.

« Le seigneur de Saint-Mentin présenta requête au roi contre ces moines. Le roi délégua des juges : le procureur-général requit que les cordeliers fussent brûlés. Mais l'arrêt ne les condamna qu'à faire tous amende honorable, la torche au poing, et à être bannis du royaume. Cet arrêt est du 18 Février 1534 ».

Le second trait est rapporté dans les Essais sur Paris, à l'article *rue d'Enfer*. « Saint Louis, dit M. de Sainte-Foix, fut si édifié au récit qu'on lui faisoit de la vie austère et silencieuse des disciples de saint Bruno, qu'il en fit venir six, et leur donna une maison avec des jardins et des vignes au village de Gentilly. Ces religieux voyoient de leurs fenêtres le palais de Vauvert, bâti par le roi Robert, abandonné par ses successeurs, et dont on pouvoit faire un monastère commode et agréable par la

sang.

lang et leur or ! Il y eut pour cet objet des autels privilégiés (a) de sept ans ; il y en eut

proximité de Paris. Le hasard voulut que des esprits ou revenans s'avisèrent de s'emparer de ce vieux château. On y entendoit des hurlemens affreux, on y voyoit des spectres traînant des chaînes, et entr'autres un monstre vert, avec une grande barbe blanche, moitié homme et moitié serpent, armé d'une grosse massue, et qui sembloit toujours prêt à s'élancer la nuit sur les passans. Que faire d'un pareil château ? les chartreux le demandèrent à saint Louis ; il le leur donna avec toutes ses appartenances et dépendances. Les revenans n'y revinrent plus ; le nom d'enfer resta seulement à la rue, en mémoire de tout le tapage que les diables y avoient fait ».

(a) La première idée de ces autels, selon M. l'abbé Thiers, est venue à quelque moine mendiant, qui, avec la permission de la cour de Rome, fit valoir cette précieuse découverte au profit de son couvent. « Il n'en fallut pas davantage pour exciter la sainte jalousie des autres mendiants. Les réguliers, les moines rentés, les collégiales, quelques cathédrales même, obtinrent aussi des autels privilégiés, et le produit immense qu'ils rapportoient, faisant juger que la chose n'étoit pas à négliger, les écrivains d'autel privilégié furent exposés. Quelques moines connoissant combien le peuple est avide du merveilleux, enchérèrent sur ces écrivains

à perpétuité ; à la fin du dernier siècle , on en vit un qui étoit ambulant (a). Il y eut des indulgences pour les morts , il y en eut pour les vivans ; il y en eut à *l'étollier de l'immaculée conception de la Vierge* ; il y en eut *aux croix de Caravaca* ; il y en eut à *l'image de Notre-Dame du petit Lac* ; — *aux couronnes des mystères de la passion de Notre-*

et y ajoutèrent : *ici se délivre une ame du purgatoire , à chaque messe* ; et d'autres , tandis qu'on disoit la messe , principalement depuis la consécration jusqu'à la fin de la communion , *faisoient jouer derrière l'autel des petits feux d'artifice pour marquer que dans ce moment une ame sortoit du purgatoire pour s'envoler droit au ciel*. C'est , ajoute l'abbé Thiers , ce que j'ai vu pratiquer dans une célèbre église , et tout Paris l'a vu aussi bien que moi ».

Il existe encore aujourd'hui des autels privilégiés , mais comme nous n'avons peut-être pas les yeux de la foi , nous ne voyons plus sortir les ames du purgatoire pour monter au ciel sur des pétards.

(a) En 1694 on vit un de ces autels ambulans. C'étoit un jésuite qui se disoit être , lui-même , *autel privilégié*. Il prétendoit avoir le droit de rendre privilégiés tous les autels où il disoit la messe , et de délivrer autant d'ames du purgatoire qu'il vouloit.

Seigneur ; — à la mesure de sa hauteur ; — à la mesure de la plaie de son côté ; — à la plaie de son épaule révélée à saint Bernard ; il y eut les indulgences des confrères de saint Nicolas , les indulgences des oraisons de sainte Brigitte , les indulgences du cordon de saint François et une infinité d'autres , les unes pour mille , deux mille , quatre mille et jusqu'à quatre-vingt mille ans , le tout à juste prix. Par-tout il y eut des bureaux de conscience établis pour ce négoce de pardons , d'indulgences , d'absolutions , de dispenses : on délivroit argent comptant autant d'ames du purgatoire qu'on le vouloit (a). On achetoit la rémission non-seulement des péchés

(a) On a trouvé dans les archives de la cathédrale de Condom une transaction très-ancienne , passée entre le clergé et le peuple du diocèse. On y voit que le peuple ne vouloit payer la dîme qu'à la dixième gerbe , et que le clergé la vouloit à la huitième. Par ce traité les habitans consentent à cette horrible exaction , et le clergé , pour les indemniser , promet et s'oblige de faire sortir chaque année du purgatoire deux cent cinquante ames de leurs parens et amis , et de les conduire directement en paradis. . . .

passés , mais même de ceux qu'on avoit dessein de commettre. On a retrouvé dans les archives de Joinville , une indulgence en expectative pour le cardinal de Lorraine et douze personnes de sa suite , laquelle remettoit à chacun d'eux , par avance , trois péchés à leur choix. Cette taxe apostolique fut arbitraire et illimitée jusqu'à Jean XXII. Ce pape eut l'impudence de la rédiger lui-même comme un code du droit canon ; il y eut un prix fixé pour l'adultère , l'inceste , le meurtre , l'assassinat , le parricide , la bestialité. Le pape Léon X fit imprimer à Rome le 18 Novembre 1514 cet affreux tarif de crimes , sous le nom de *taxes de la sacrée chancellerie et de la sacrée pénitencerie apostolique* (a). Bientôt ce voluptueux pontife affer-

(a) Le tableau de ces taxes dont Rome a rougi depuis , et dont elle a voulu anéantir l'opprobre en l'anéantissant lui-même , fut imprimé à Paris sous format in-40. l'an 1520. Voici quelques extraits du chapitre des absolutions , qui offre le juste prix auquel on pouvoit consciencieusement se livrer à toutes sortes d'excès :

« L'absolution pour celui qui a connu charnellement sa mère , sa sœur ou quelque autre parente ou

ma les indulgences comme une douane, et remplit l'Europe entière du scandale de ce trafic, qui plongea pendant trois cents ans la chrétienté dans les horreurs de la guerre civile et enleva à l'église romaine la moitié de ses secrateurs.

La religion n'est pas comptable sans doute

alliée, 6 liv. Pour celui qui a défloré une vierge, 7 liv. 4 s. Pour celui qui a tué son père, sa mère, son frère, sa sœur, sa femme ou quelqu'autre parent ou allié, laïc néanmoins, 6 liv. Si le mort étoit ecclésiastique, l'homicide seroit obligé de visiter les saints lieux. Pour celui qui brûle la maison de son voisin, 7 liv. 4 s. Pour des habitans qu'auroient tiré de l'église un meurtrier qui s'y seroit réfugié, 86 liv. 12 s. ».

On y trouve aussi le prix fixé pour celui qui révèle la confession d'un pénitent, pour le faussaire, le parjure, le sacrilège, le concubinage, la sodomie, la bestialité, ect. ect. enfin en un seul article, pour absoudre tous les crimes, 67 liv. 10 s.

Il faut convenir que cette invention étoit très-commode pour les riches scélérats qui pouvoient acheter le paradis à beaux deniers comptans. Les pauvres, n'ayant pas les mêmes ressources, ne pouvoient jouir des mêmes faveurs, aussi ont-ils été obligés dans tous les tems de le conquérir à force de vertus.

des crimes de ses ministres , ni le clergé actuel des forfaits de ses devanciers , et nous sommes bien éloignés de vouloir porter aucune atteinte à leur auguste caractère. Mais au moment où la nation se régénère , nous avons dû lui rappeler ses droits , nous avons dû déchirer le voile qui couvroit tant d'iniquités , opposer les monumens historiques aux cris du fanatisme , et rassurer les consciences timorées , relativement à la légitimité de la propriété nationale sur les biens de l'église , en démontrant la nullité de donations faites par des donateurs imbécilles et trompés , à des donataires avides et trompeurs , de donations dont les motifs , tels que l'impunité des crimes , le rachat de l'enfer , la simonie du paradis et la proximité de la fin du monde , étoient absurdes et coupables , et les conditions impossibles à remplir ; car il n'étoit certainement pas au pouvoir de prêtres fripons et fanatiques , d'enchaîner à leur gré le bras de l'Eternel , de le rendre l'exécuteur de leurs vengeances ; de dicter les décrets de sa justice , de vendre ses graces et sa clémence , et d'échanger contre les biens de la terre les trésors célestes dont assuré-

ment ils avoient moins de droit que personne d'être les dispensateurs. Nous avons dû démontrer que les maux et l'opprobre de l'église avoient été la suite de l'esprit d'orgueil, de cupidité et d'avarice naturel à un corps de célibataires qui s'est condamné à renoncer aux plus saintes et aux plus douces affections de la nature, et rendre sensible à tous que l'intérêt de l'état et l'intérêt de la religion exigeoient également que les ministres du culte ne formassent plus une aggrégation politique, et que rendus à leurs véritables fonctions ils trouvassent dans la juste reconnaissance de la nation, une existence honorable, et dans la sainteté de leurs mœurs le respect dû au plus noble ministère dont un homme puisse être revêtu, celui d'officier de morale et de médiateur entre le ciel et la terre.

C H A P I T R E I I.

Coalition de toutes les classes privilégiées contre la nouvelle forme du gouvernement. Rébellion excitée par l'évêque de Tréguier. Conciliabule de gentilshommes à Toulouse. Ligue des magistrats avec le clergé, la noblesse et les pays d'Etat. Prolongation des vacances de toutes les cours de justice. Démarche séditieuse des Parlemens de Rouen et Metz, déferée par le roi à l'Assemblée Nationale.

LE décret qui assuroit les droits de la nation sur les biens ecclésiastiques, fut reçu avec transport par les bons citoyens qui voyoient dans ces vastes possessions une nouvelle source de prospérité nationale, un gage assuré de la dette de l'état et le salut de l'honneur françois. Mais à la première atteinte portée au clergé, l'aristocratie des corps se réveilla avec fureur : la prélature, la noblesse, les pays d'état, les parlemens se réunirent pour tout diviser. Ils sentirent que ce combat seroit un combat à mort ; que le triomphe de l'esprit public seroit infaillible.

ment suivi de leur anéantissement, et ne pouvant comprendre qu'ils gagneroient comme citoyens ce qu'ils perdoient comme évêques, comme nobles, comme magistrats, ils résolurent de tout renverser pour sauver leur existence privilégiée, dussent-ils être eux-mêmes ensevelis sous les débris de l'empire.

C'est de cette époque que la capitale et toutes les parties du royaume furent inondées de pamphlets et d'écrits séditieux, d'arrêtés, de mandemens et autres libelles incendiaires sous toutes les formes. L'évêque de Tréguier débuta le premier dans cette hontense carrière, et prenant texte d'une lettre du roi à tous les prélats de France, pour les inviter à ordonner des prières dans tous les diocèses, à l'effet d'obtenir du ciel cette paix si nécessaire pour établir parmi les hommes le règne des loix et de la justice, représenta la révolution qui s'opéroit, comme la subversion de tout ordre; les principes de la constitution, comme le renversement des principes de la nature et de la foi; la tolérance, comme une impiété; la liberté, comme une révolte; l'égalité, comme une monstrueuse chimère; enfin il exhortoit les prêtres à déromper les

peuples de ces prétendues erreurs et à sonner ainsi le tocsin de la rébellion. Quelques manœuvres de la noblesse de cette ville auxquelles il fut soupçonné d'avoir eu part, manœuvres qui avoient pour objet de corrompre la garde nationale ou d'en créer une nouvelle, uniquement dévouée aux privilégiés, le firent dénoncer à l'Assemblée Nationale par la municipalité.

Dans le même tems, quatre-vingt gentils-hommes et un grand nombre de membres du parlement s'assembloient à Toulouse, et dans un acte où ils osoient se qualifier d'ordre de la noblesse, quoique la distinction des ordres eût été expressément abolie par la loi, ils invitoient *l'ordre du clergé et l'ordre du tiers-état*, car c'est ainsi qu'il appeloient encore insolamment les communes, à se réunir à eux et à *mettre tout en usage pour rendre à la religion son utile influence, aux loix leur force et leur activité, au monarque enfin, son autorité légitime et sa liberté*; à s'opposer formellement à la division géométrique du royaume en général et de la province de Languedoc en particulier, ainsi qu'à l'abolition des droits et franchises de cette province et

des villes qu'elle renferme. Le patriotisme éclairé de la commune de Toulouse déjoua ce complot, et empêcha de donner suite à ce méprisable arrêté contre lequel plusieurs cités, entr'autres, Nîmes, Pezenas et Narbonne s'élevèrent avec force en le dénonçant au corps législatif.

D'un autre côté, les états de Béarn s'assembloient, ceux du Dauphiné étoient convoqués sans permission du roi, en trois ordres, contre le vœu de la loi qui avoit aboli cette forme, et même avec le doublement, ce qui annonçoit qu'il y seroit traité d'objets de la plus haute importance. Le bureau renforcé des états du Cambrésis, venoit de protester contre le décret sur les biens du clergé, de désavouer tout consentement donné à ce décret par les députés de cette province, et de déclarer qu'il leur retireroit leurs pouvoirs. Croira-t-on que cette protestation extravagante trouva dans l'Assemblée deux défenseurs. M. l'abbé Maury, qui cita en sa faveur les placards de Charles-Quint et le traité de Nimègue, et M. d'Estournel, qui démontra que la composition du bureau des états ne pouvoit être aristocratique, attendu

qu'il étoit formé de deux prêtres, deux nobles, d'un juge et d'un avocat? Les mouvemens qui venoient de se manifester en Bretagne, en faisoient craindre de plus grands : tout sembloit menacer d'une commotion générale. La sagesse et la fermeté de l'Assemblée Nationale conjura l'orage. Toute assemblée d'état, sous quelque prétexte que ce pût être, fut provisoirement suspendue : plusieurs villes prévirent la loi, et défendirent elle-mêmes à leurs représentans de s'y rendre.

La conduite du Cambrésis devoit exciter la plus vive indignation ou le plus profond mépris : deux prêtres, deux nobles et deux maîtres de ville s'érigeoient en juges du pouvoir constituant, s'élevoient contre les loix, et s'arrogeoient le droit de révoquer les pouvoirs que le peuple avoit donnés à ses représentans, droit que le peuple lui-même ne peut pas exercer : c'étoit le comble de l'audace ou de la stupidité. Mais en considérant le régime de ces misérables états, l'opinion ne pouvoit demeurer long tems flottante. L'autorité y reposoit entière entre les mains de l'archevêque et de quelques abbés réguliers : les seuls pasteurs utiles, les curés y étoient sans

sans représentation. Il y avoit un règlement, et ce règlement étoit l'ouvrage de l'abbé de Calonne. Les représentans des communes y étoient leurs plus grands ennemis ; c'étoit des maires, des échevins nommés par l'archevêque et l'intendant qui les révoquoient à volonté. Des baillis nommés par les abbés, renforçoient cette masse d'aristocratie, et tenoient le peuple écrasé sous le double joug de la tyrannie féodale et religieuse. Que devoit-on attendre d'une telle administration et de son bureau ? On les prit en pitié, et l'Assemblée Nationale se contenta de déclarer que ces états et ce bureau ne représentoient point les habitans de cette province, et ne pouvoient exprimer leur vœu ; que la délibération dénoncée étoit nulle, attentatoire à la souveraineté de la nation et aux droits des citoyens ; de supplier le roi de donner les ordres nécessaires pour faire rentrer dans le devoir les membres de ce bureau, et faire exécuter les loix dans le Cambrésis ; et de recommander au peuple de cette province de persister dans le bon ordre et dans la confiance due à ses décrets.

Les parlemens ne manquèrent pas d'entrer

dans la ligue qui se formoit contre l'Assemblée Nationale. Toujours jaloux du pouvoir suprême ; après avoir asservi la nation pour aggrandir l'autorité des rois, ils opposèrent aux rois les droits de la nation pour les contraindre à la partager avec eux. Ennemis nés des états - généraux au nom desquels ils régnoient, ils parvinrent à l'aide de la puérile formalité de l'enregistrement, à suspendre pendant des siècles le retour de ces assemblées, sans lesquelles il ne peut y avoir de véritable liberté, parce que, sans elles, il ne peut exister de véritables loix. Vaincus enfin par la solennité des lits de justice, abattus sous la verge de fer des ministres, ils eurent recours à la nation, et l'intéressèrent à leur cause en réclamant les états-généraux qu'ils prétendoient représenter. La cour, forcée de céder à l'opinion publique, se rendit à leurs vœux, ou plutôt au vœu de la France. Les parlemens effrayés de leurs propres succès, ne songèrent alors qu'à rendre leur triomphe illusoire, et l'on vit avec indignation celui de Paris, le jour même où il enregistra cette convocation si long-tems désirée, s'efforcer d'en faire perdre le fruit, en exigeant qu'elle

fût faite suivant le même mode que celle des inutiles états de 1614. L'on savoit de quel œil la plupart de ces tribunaux voyoient l'établissement de la constitution , et quels étoient leurs regrets de voir finir de si longues jouissances, et s'évanouir ces brillans fantômes d'autorité législative qu'ils avoient si long-tems poursuivis. On ne pouvoit donc , sans le plus grand danger , leur conserver une existence politique qui leur inspireroit indubitablement le desir, et leur donneroit le moyen d'associer à leurs projets d'ambition et de vengeance, tout ce que la régénération de l'état pourroit faire de mécontents , et de les armer au nom de la loi, contre les loix elles-mêmes et contre leurs auteurs. Ces considérations engagèrent l'Assemblée Nationale à décréter que, jusqu'à l'époque où elle s'occuperoit de la nouvelle organisation du pouvoir judiciaire, tous les parlemens du royaume continueroient de rester en vacance , ou y rentreroient , s'ils avoient repris leurs fonctions ; et que les chambres de vacation ainsi que les autres tribunaux, rendroient la justice comme par le passé.

Cette loi rendue le 3 Novembre 1789, fut aussi-tôt présentée à la sanction du roi, et le prince, à la prière de l'Assemblée, expédia sur-le-champ des couriers pour la porter à toutes les cours. Le parlement de Paris l'enregistra sans délai, et, par un arrêté généreux, s'engagea à rendre gratuitement la justice. Il n'en fut pas ainsi du parlement de Rouen : les magistrats dont il étoit composé, imbus des orgueilleux préjugés de la robe et des maximes despotiques, n'avoient pu, même depuis la révolution, rien rabattre de leurs espérances, ni tempérer la rigueur inflexible de leur régime vexatoire. Contre la disposition précise de la loi, qui défendoit que personne fût inquiété pour les opinions qui pourroient être énoncées dans les assemblées primaires, ils avoient décrété d'ajournement personnel le procureur du roi de Falaise, l'avoient interdit de ses fonctions et poursuivi extraordinairement pour avoir inséré dans les cahiers de son bailliage quelques principes contraires aux leurs, et dénoncé des abus dans certaines parties de l'ordre judiciaire. Il fallut qu'il vînt chercher un asyle contre la vengeance de cet impitoyable

sénat, sous la sauve-garde de l'Assemblée, qui déclara cette procédure nulle et attentatoire à la liberté nationale.

Ce décret et les événemens qui le suivirent ne contribuèrent pas à le reconcilier avec le nouvel ordre de choses : l'accroissement de l'autorité de l'Assemblée Nationale l'alarmoit trop pour la sienne, pour qu'il n'en devînt pas l'ennemi. La nouvelle loi qui, en prolongeant ses vacances, sembloit lui en présager d'éternelles, irrita sa haine, et lui fournit l'occasion de faire les premiers actes d'hostilité. La chambre des vacations enregistra cependant; mais elle prit en même-tems et envoya au roi un arrêté secret, par lequel protestant de nullité contre un enregistrement forcé, auquel elle ne consentoit que pour prévenir de plus grands maux, et sans tirer à conséquence, elle essayoit avec un art cruel de jeter des germes de haine et de rivalité de puissance entre le monarque et les représentans du peuple, lui insinuoit un système de dissimulation et de perfidie, et calomniant l'Assemblée Nationale avec autant d'adresse que de malice, la montroit par-tout, en affectant de la nommer nulle

part, comme l'unique cause des malheurs de l'empire.

Le roi justement indigné, dénonça lui-même au corps législatif cet arrêté séditieux, après l'avoir fait casser par un arrêt de son conseil. Ce premier acte d'insurrection parlementaire appeloit un châtiment d'autant plus rigoureux, qu'il étoit essentiel de prévenir ou de dissoudre une coalition entre les divers corps de magistrature, que le caractère et le pouvoir dont ils étoient revêtus, un vieux respect et une profonde théorie dans l'art d'exciter et de diriger les mouvemens du peuple, pouvoient rendre redoutables.

On délibéra long-tems sur les moyens les plus efficaces d'arrêter, par un exemple sévère, l'audace de ceux qui seroient tentés de devenir leurs imitateurs. M. de Frondeville, président de ce parlement, président de la chambre même des vacations, songea moins à justifier ses collègues qu'à atténuer leur faute, les défendit par ses larmes plutôt que par des excuses plausibles, et ne chercha à désarmer la justice de l'Assemblée qu'en implorant sa clémence. Mais la nécessité d'assurer la tranquillité publique par la juste pu-

nition d'un attentat si contraire à la puissance souveraine de la nation, l'emporta sur toutes les considérations particulières, et il fut décrété :

1°. Que le président se retireroit devers le roi pour le remercier au nom de la nation, de la promptitude avec laquelle il avoit proscrit cet arrêté et réprimé les écarts de cette chambre.

2°. Que cette pièce seroit envoyée au tribunal auquel elle avoit provisoirement attribué la connoissance des crimes de lèse - nation, pour le procès être instruit contre les auteurs de l'arrêté.

3°. Que le roi seroit supplié de nommer une autre chambre des vacations prise parmi les autres membres du parlement de Rouen, avec les mêmes pouvoirs et les mêmes fonctions que la précédente, et qui enregistreroit purement et simplement le décret du 3 Novembre.

Le lendemain, cette affaire dont on venoit de régler la marche, prit une issue à laquelle on ne s'attendoit pas. Le parlement de Rouen, atterré par l'arrêt du conseil qui cassoit son arrêté, et par la dénonciation faite par le roi, se hâta de parer par d'adroi-

tes explications le coup qui le menaçoit. Il observoit qu'il avoit enregistré la loi purement et simplement ; que l'arrêté dont on se plaignoit n'avoit eu et ne devoit avoir aucune publicité ; qu'il n'étoit destiné à être connu que du roi et de ses ministres ; qu'il n'avoit eu pour objet que de donner des témoignages d'amour et d'attachement à sa majesté ; et nullement de rompre l'accord qui régnoit entr'elle et l'Assemblée Nationale. C'étoit la première fois que cette chambre des vacations prononçoit ce mot, et ce mot étoit le dernier de son arrêté. Ces moyens d'atténuation , les mêmes qui avoient déjà été présentés par M. de Fronleville , reposoient comme on le voit , sur le mystère dont cet acte avoit été enveloppé , et n'étoient rien moins que satisfaisans. Car ce mystère même étoit nécessaire dans le plan insidieux de ces magistrats , qui ne pouvoient avoir eu d'autre but que de détacher le roi du peuple , en irritant la jalousie des ministres contre le pouvoir des représentans ; et en offrant à la cour l'appui des parlemens contre le corps législatif , entreprise dont le secret seul pouvoit assurer le succès. Le conseil s'en contenta cependant.

et le roi qui avoit été lui-même si empressé à punir la révolte de cette chambre, écrivit de sa propre main pour demander qu'on arrêât toutes poursuites ultérieures, dès qu'il fut constaté qu'elle n'avoit donné aucune publicité à sa démarche, et qu'elle parût reconnoître la souveraineté de l'Assemblée Nationale.

Le premier mouvement fut de se rendre au vœu du prince, et la grande majorité se leva pour y adhérer. Le second fut de remplir un devoir rigoureux, mais sacré, celui d'assurer le repos de la nation et de poursuivre le châtimement d'un attentat dont l'impunité pourroit compromettre la sûreté publique; et la délibération devint très-orageuse. Enfin le desir de répondre par une marque de dévouement à la conduite franche et loyale du roi, fit prévaloir le parti de la clémence, et le vœu de sa majesté devint celui de l'Assemblée, malgré l'opposition de plusieurs membres qui réclamoient hautement contre l'illégalité des formes dans lesquelles ce décret fut rendu.

Un autre parlement, celui de Metz, protestoit aussi, mais avec moins de violence

dans les expressions, contre le décret qui prolongeoit ses vacances, sous prétexte qu'il ne reconnoissoit, ni dans l'Assemblée Nationale, ni dans le roi, le caractère de liberté nécessaire pour rendre une loi obligatoire. Mais au lieu que la démarche du parlement de Rouen avoit été secrète, celle-ci avoit été publique; au lieu d'être faite par la chambre des vacations seule, elle l'étoit par toutes les chambres assemblées; au lieu de présenter au roi des insinuations artificieuses, elle contenoit clairement un appel au peuple. Enfin cet arrêté n'étoit pas pris par un acte particulier, il étoit consigné tout entier dans l'arrêt même de registre. Il eut le même sort que celui de Rouen, il fut cassé par un arrêt du conseil d'état, et déféré par le roi à l'Assemblée Nationale.

Il étoit difficile de ne pas voir dans ces mouvemens simultanés du clergé, de la noblesse, des pays d'état et des parlemens, dans les diverses parties du royaume, l'exécution d'un projet général de contre-révolution. Les villes de Rouen et de Metz, malgré le patriotisme connu de la majorité de leurs habitans, passoient pour recéler des

foyers d'aristocratie : celle de Metz , par sa position sur les frontières , le grand nombre de troupes qu'elle renfermoit , l'aversion décidée de son commandant pour le nouvel ordre de choses , et la facilité des communications avec les étrangers , paroissoit très propre à devenir la place d'armes d'une conjuration. Loin que les mesures différentes adoptées par les deux parlemens détruisissent le soupçon d'une collusion entre ces deux compagnies , elles l'augmentoient encore en donnant à penser qu'elles avoient voulu réunir les deux moyens les plus favorables à leurs vues , l'insurrection du peuple et la défection du roi , et que chacune d'elle avoit pris celui qui convenoit le mieux à sa position particulière. On n'avoit pas oublié que lors de la conspiration du mois d'Octobre , c'étoit sur ces deux villes et sur-tout sur la dernière que l'on avoit compté pour y transporter le roi si l'on pouvoit réussir à l'enlever ; de plus , il venoit de se tenir à Merz une assemblée d'ecclésiastiques qui n'avoit été contenue que par l'énergie des curés. Enfin mille sourdes menées , jointes à ces airs de jactance par lesquels nos lâches conspirateurs prélu-

doient à leurs triomphes, faisoient présumer qu'une trame nouvelle s'ourdissait, et que les fils de cette trame odieuse aboutissoient à des mains étrangères. On ne pouvoit d'ailleurs plus balancer à porter un coup vigoureux pour réduire au silence une puissance rivale de la puissance nationale, et renverser les audacieuses espérances des ennemis de l'état. L'Assemblée Nationale crut donc devoir sévir contre cette compagnie. Mais indulgente dans sa sévérité même, elle se contenta d'ordonner que les membres du parlement de Metz qui avoient assisté à la délibération coupable, seroient mandés à la barre pour y rendre compte de leur conduite; que le roi seroit supplié de former, avec les membres qui n'avoient point pris part à cet arrêté, une chambre des vacations pour enregistrer purement et simplement le décret du 3 Novembre, et exécuter ses dispositions. Elle arrêta de plus que le roi seroit remercié de la promptitude avec laquelle il avoit réprimé les écarts de ce parlement, qu'on lui annoncerait la résolution de l'Assemblée, de prévenir, par une juste sévérité, des attentats d'un si dangereux exemple, et qu'il seroit
prié

prié de donner sa sanction à ce décret, et les ordres nécessaires pour son exécution.

Le parlement de Metz, aussi effrayé que l'avoit été celui de Rouen, de l'attitude fière et imposante de l'Assemblée Nationale, eut recours à une protection bien puissante auprès des représentans du peuple, celle du peuple lui-même. La commune de Metz intercédâ pour lui auprès du corps législatif, et lui présentant le repentir de la chambre des vacations qui avoit cassé elle-même, par un arrêté réfléchi, celui dont l'imprudence avoit attiré sur elle l'animadversion publique, le conjura d'oublier des écarts qu'elle avoit si promptement réparés. Le décret d'amnistie fut prononcé à l'instant, et la grace des magistrats accordée à la prière des citoyens.

C H A P I T R E I I I .

Félicitations de citoyens Anglois à l'Assemblée Nationale. Troubles excités à Marseille par l'intendant et le parlement de Provence. Vexations de cette cour. Désordres occasionnés par une milice de privilégiés. Du prévôt Bournissac, et du tribunal du Châtelet.

T ANDIS que des évêques, dans leurs mandemens ; des parlemens, dans leurs arrêts ; un bureau renforcé, dans une délibération ; des intrigans de toutes les classes, dans des pamphlets de toutes les formes, calomnioient l'Assemblée Nationale, et tâchoient par les manœuvres les plus criminelles, d'exciter les citoyens à la révolte, les puissances rivales à une invasion, et de livrer leur patrie à toutes les horreurs d'une guerre civile et étrangère, une société d'hommes libres, d'hommes éclairés, de citoyens anglois, sous la présidence de milord Stanhope et sur le rapport du docteur Price, présentoit au corps constituant de France ses félicitations sur les glorieux triom-

phes qu'elle avoit remportés, et ses vœux pour l'heureuse fin d'une révolution qui devoit en amener une dans toute l'Europe pour le bonheur du genre humain.

Ce fut le 4 Novembre, jour fixé pour célébrer dans toute la grande Bretagne la mémorable révolution de 1688, que cette société formée depuis cent ans, dont l'objet, comme son nom l'indique, est d'en maintenir les principes, choisit pour offrir à l'Assemblée Nationale de France le noble préliminaire de ce traité de paix universelle qui doit un jour éteindre les haines et les rivalités nationales, et réunir enfin tous les membres de la famille humaine dans ces sentimens de philanthropie que la liberté seule sait inspirer aux peuples qui ont le bonheur d'en jouir. Ce monument est trop honorable pour les deux nations pour ne pas le consacrer ici :

Arrêté de la société des amis de la révolution.

« La société formée pour célébrer la révolution de la grande Bretagne, rejetant loin d'elle toute partialité nationale et se réjouissant de tous les triomphes que la liberté et la justice remportent sur le pouvoir arbitraire, félicite l'Assemblée Nationale de France de la révolution qui s'effectue dans ce

pays-là et de la perspective qu'elle offre aux deux premiers empires de l'univers, de participer aux biens de la liberté civile et religieuse. Elle ne peut que souhaiter avec ardeur l'heureuse conclusion d'une révolution si importante et exprimer en même tems la satisfaction extrême qu'elle sent à réfléchir sur l'exemple glorieux que donne la France, d'établir les droits inaliénables du genre humain, d'introduire une réforme générale dans les gouvernemens européens et de rendre l'univers libre et heureux.

» Arrête unanimement que le présent arrêté soit signé par le président au nom de toute l'assemblée, et qu'il le fasse passer à l'Assemblée Nationale de France ».

Jamais hommage ne flatta plus vivement l'Assemblée Nationale, que ce témoignage éclatant d'estime de la part d'une société aussi illustre par ses lumières que par son civisme, d'une société qui comptoit parmi ses membres, les Price, les Stanhope et une infinité d'autres célèbres défenseurs des droits de l'humanité. M. de Boisgelin, alors archevêque d'Aix et président de l'Assemblée, fut chargé par elle de lui répondre en son nom et de lui envoyer la délibération solennelle qui consacroit la vive et profonde sensibilité qu'y avoit excitée une déclaration si digne des plus généreux amis du genre humain.

Une foule d'adresses de félicitations et d'adhésions de toutes les parties du royaume contribuèrent encore à venger le corps législatif des vaines attaques de ses ennemis et à le rassurer sur les terreurs dont ils tentoient de l'assiéger , et sur l'altération de la confiance publique dont le menaçoient sans cesse ses calomniateurs et ceux de la nation. Ne pouvant égarer le peuple , ni l'aliéner de ses représentans , les mécontents profitèrent de l'influence que leur laissoit le reste de pouvoir dont ils étoient encore revêtus , pour opprimer les bons citoyens , les punir des excès auxquels ils les avoient forcés eux-mêmes , les jeter dans les fers et quelquefois les traîner jusqu'au pied de l'échafaud. C'est ce qui arriva dans la ville de Marseille. Une des premières du royaume , elle s'étoit montrée digne de la liberté par son courage et par sa haine pour l'oppression et les oppresseurs. Dans les assemblées primaires qui furent les premiers élémens de la régénération de l'état , elle osa s'élever contre deux pouvoirs qui écrasoient la Provence , celui de l'intendant dont les vexations furent dénoncées , et celui du parlement dont elle demanda

le remplacement par d'autres juges. Elle sollicita aussi le changement d'un système d'impositions, dans lequel les contributions presque uniquement établies sur le prix du pain et de la viande, épargnoient les riches et dévoreroient chaque jour une grande partie de la subsistance du peuple. Un mouvement soudain et irrésistible de l'indignation publique causé par les scandaleuses imprudences d'un protégé de l'intendant, adjudicataire des fermes municipales, et riche de plusieurs millions, ternit un peu la gloire de ses premiers combats contre la tyrannie. La multitude crut pouvoir détruire elle-même sur le-champ les abus qu'elle dénonçoit, et la maison du fermier fut dévastée. Ce premier acte de violence mit en péril la ville entière. Ce peuple d'étrangers, d'inconnus, de matelots de toutes les nations, ce ramas d'hommes sans fortune, sans ressources, sans état, dont les grands ports de commerce sont toujours remplis, s'attroupa dès le lendemain : les négocians trembloient déjà pour leurs magasins prêts à être livrés au pillage. Mais les jeunes citoyens se réunissent pour la défense commune, les brigands sont investis et dispersés.

la ville est préservée ; et pour prévenir le retour des mêmes dangers , ses libérateurs sont formés en milice bourgeoise. Ainsi Marseille eut l'honneur d'avoir devancé l'établissement des gardes-nationales.

Cette milice citoyenne se conduisit avec un zèle infatigable. Les patrouilles purgèrent la ville des malfaiteurs ; trois cents scélérats dont plusieurs avoient déjà subi des peines , furent déposés dans des prisons publiques : le reste s'enfuit d'une ville où les espérances du crime n'en compensoient plus les dangers. Des éloges votés par tous les corps , des drapeaux offerts par le commandant de la province , et par-dessus tout , les bénédictions du peuple furent la récompense de leurs généreux services.

Le parlement de Provence parut craindre de laisser informer sur ces troubles par les juges ordinaires , et demanda que cette redoutable instruction lui fût exclusivement confiée. La Provence étoit alors divisée en deux partis qui s'accusoient réciproquement d'être les auteurs et les fauteurs de ces désordres ; il étoit donc plus nécessaire que jamais d'avoir des juges qui ne fussent pas pris dans la triple

aristocratie des nobles , des privilégiés , des possédant-fiefs. Il obtint cependant cette attribution qui pouvoit devenir si funeste à la liberté publique. La déclaration du roi , vraisemblablement libellée par ce tribunal lui-même , selon l'usage de ce tems - là , où les hommes et les corps en crédit dictoient eux-mêmes les loix qu'ils faisoient ensuite promulguer par le conseil , portoit sur-tout de rechercher les auteurs , de remonter aux causes , d'informer sur les propos : on n'avoit oublié aucun instrument de la tyrannie.

Cette loi de sang répandit la désolation dans la Provence. Des citoyens furent pros crits , des villages dévastés ; mais c'étoit Marseille sur-tout que menaçoit l'orage. Marseille qui dans les assemblées primaires s'étoit élevée contre le parlement , contre l'intendant qui en étoit en même-tems premier président , et contre un protégé de cet intendant. L'aristocratie y désignoit déjà ses victimes parmi les chefs de cette milice qui défendoit le peuple et que le peuple défendoit à son tour ; elle étoit prête à les saisir lorsque Marseille contesta au parlement son attribution. Des délibérations unanimes du conseil des trois

ordres qui avoit député aux états-généraux , portèrent aux pieds du trône les réclamations d'un grand peuple.

Elles y furent d'abord dédaignées. Cependant le parlement , effrayé de la résistance qu'il éprouvoit , résolut d'employer d'autres armes : il travailla à diviser entr'eux les citoyens et à les calomnier auprès des ministres. La crainte et l'intérêt firent des créatures à l'intendant , les suppôts des fermiers s'y joignirent. La conduite de la garde citoyenne fut indignement travestie ; des fautes de discipline furent transformés en délits ; quelques actes d'autorité dans les affaires de police furent présentés comme des actes de révolte : l'on parvint enfin à faire voir au gouvernement cette milice fidèle , comme une troupe de révoltés , et le parlement demandoit une armée pour entrer dans Marseille par la brèche , comme un roi méconnu , mais vainqueur , qui punit des sujets rebelles.

De plus grands forfaits aggravoient encore le crime de Marseille et excitoient ses ennemis à la vengeance. Un chat avoit été pendu ; la milice citoyenne l'avoit souffert , et les amis de l'intendant prétendoient que ce chat n'étoit

qu'un emblème. La flatterie avoit donné le nom de cet intendant à une fontaine publique : le peuple y avoit substitué celui de M. Necker ; et la milice citoyenne n'avoit pas fait verser des flots de sang pour empêcher cet attentat. Enfin le conseil des trois ordres, le conseil électeur des députés aux états généraux , avoit nommé vingt-quatre commissaires pour vérifier le compte des anciens échevins , et ces commissaires avoient découvert ou de grandes fautes en arithmétique , ou de grandes erreurs en administration. C'en étoit assez pour grossir le parti de l'intendant, de tous ceux à qui ses faveurs , ses entreprises , ses spéculations n'avoient pas été étrangères.

De tels crimes parurent irrémissibles aux yeux du parlement. Il demanda des troupes au commandant pour châtier une ville coupable , et sur son refus, les chambres s'assemblèrent. Le premier mouvement fut de le décréter ; mais on se borna à lui envoyer une députation. *Les troupes ne risqueront rien, lui dit-on, on tirera sur toutes les fenêtres ouvertes.* Eh ! qu'importe , s'écrie à ce sujet M. de Mirabeau dont nous tirons ces détails,

qu'importe en effet que Marseille fut détruite, si le parlement étoit vainqueur ! Il le fut. Le commandant reçut l'ordre de se transporter à Marseille avec huit mille hommes de troupes et un train considérable d'artillerie. Il arrive, et ces portes qu'il devoit renverser étoient couronnées par des arcs de triomphe, et cette milice qu'il devoit combattre préparoit des fêtes, et ce peuple qu'il falloit punir, content d'avoir repoussé le parlement, manifestoit son allégresse par des cris de *vive le roi !*

Mais les ordres donnés par des ministres qui croyoient la ville révoltée, n'en furent pas moins exécutés, quoiqu'en l'eût trouvée fidèle. Il falloit rendre inutile le travail des vingt-quatre commissaires examinateurs des comptes, et l'on cassa le conseil des trois ordres ; il falloit punir cette milice citoyenne qui avoit osé résister au parlement, et elle fut accusée ; il falloit la remplacer par une autre qui ne pût être dangereuse pour ceux à qui la première avoit été redoutable, et l'on en créa une autre dans cette vue. Les capitaines furent pris exclusivement dans deux classes de citoyens, les nobles et les négo-

cians de la première classe. Les lieutenans furent nommés, partie par les capitaines, partie par les échevins; le nombre des chefs fut augmenté; le nombre des volontaires diminua dans la même proportion, ou pour mieux dire, il n'y en eut presque jamais : l'amour-propre avoit recruté les officiers, le défaut de confiance écarta le soldat.

Les choses demeurèrent en cet état jusqu'au 23 Juillet. C'est à cette époque que les nouvelles désastreuses des craintes et des efforts de la capitale donnèrent une commotion violente à toutes les parties de l'empire, et firent prendre à toutes les grandes villes ces mesures fermes et généreuses qui sauvèrent la France. Marseille suivit leur exemple. M. de Caraman sentit le besoin de rassurer le peuple et rappela le conseil des trois ordres. Mais impatiens d'exprimer leur vœu, six mille citoyens s'assemblèrent dans une salle de M. Arquier. Là une pétition fut rédigée et adressée au conseil général : les ministres prévaricateurs, les ennemis de l'empire, les oppresseurs de Marseille lui furent dénoncés. On demanda que les canons braqués sur la ville fussent retirés; que huit mille soldats postés dans les faux-bourgs

bourgs fussent éloignés, et le conseil acquiesça à ces demandes.

La députation des communes de Provence avoit fait de vains efforts auprès des anciens ministres pour obtenir la révocation de la déclaration du roi qui attribuoit exclusivement au parlement d'Aix la connoissance des troubles de Provence. Elle fut plus heureuse auprès du nouveau ministère. Le bruit se répandit alors que le parlement instruisoit secrètement une procédure contre Marseille. Un curé citoyen de cette ville, venoit d'être décrété de prise de corps dans une affaire du même genre, enlevé en plein jour par cent soldats et enfin renvoyé sur ses réponses en état d'assigné pour être ouï, tant il avoit clairement établi son innocence. Un de ses paroissiens impliqué dans un procès de même nature avoit été arrêté à Marseille, et délivré par le peuple. On craignit que le parlement, prêt de voir les accusés échapper à sa vengeance, ne se hâtât de les condamner. Par une sorte d'inspiration soudaine, le peuple s'assemble, demande des armes à la municipalité et se rend à Aix pour délivrer les prisonniers, comme autrefois l'on partoît pour les croisades.

M. de Caraman qui avoit reconnu le danger de chercher à arrêter ce mouvement populaire , se borna à le diriger. L'abbé de Bausset se mit à la tête du peuple , afin de le contenir et choisit deux citoyens honnêtes pour le seconder. Les habitans d'Aix accueillirent cette croisade patriotique avec des transports de joie. Soixante-trois prisonniers furent délivrés : la petite armée les ramena le même jour à Marseille sur des chariots ornés de guirlandes. La milice les reçut hors des portes de la ville où elle formoit une double haie sur leur passage ; un peuple immense étoit placé en amphithéâtre sur toutes les avenues ; les soldats portoient au bout de leurs fusils des tronçons de chaînes brisées , ou des carcans enlevés sur la route ; les prisonniers levoient les mains au ciel et bénissoient leurs libérateurs ; les larmes couloient de tous les yeux , jamais Marseille n'avoit eu de fête plus intéressante. L'armée reçut l'ordre de défiler devant le portrait du roi , que l'on mit sous un dais dans la salle du conseil. Là , toutes les armes furent déposées en un faisceau , des aumônes abondantes furent recueillies pour les prisonniers , et les citoyens d'Aix qui les

avoient accompagnés reçurent en présent un drapeau d'union de la ville de Marseille.

Les nouvelles que l'on reçut alors de Versailles ajoutèrent encore à la joie publique. Le roi venoit d'accorder une amnistie générale pour tous les troubles qui avoient eu lieu jusqu'alors en Provence, et la connoissance des émotions populaires de cette province fut exclusivement accordée au prévôt général. Il ne restoit plus à desirer aux Marseillois que d'organiser enfin leur garde nationale sur le plan général de celles qui s'établissoient alors dans tout le royaume, et de substituer un corps utile et sûr par sa force réelle et par sa formation, à une armée d'officiers, dénuée de soldats, et qui bien que composée de beaucoup d'honnêtes citoyens, n'étoit cependant rien moins qu'une milice nationale. C'étoit le vœu du conseil général des trois ordres, c'étoit celui de la majorité des citoyens, c'étoit celui de M. de Caraman lui-même. Mais ce ne fut pas celui des aristocrates du corps qu'on vouloit réformer. On ne put parvenir dans le conseil des trois ordres à délibérer sur aucune des motions dont la milice étoit l'objet. Les officiers de

cette milice environnoient le conseil ; les échevins éluoient les délibérations ; des capitaines étoient conseillers de ville ; une épée fut même tirée dans le conseil contre un motionnaire. Les esprits s'aigrirent , la milice avoit mis de l'amour-propre à rester telle qu'elle étoit formée ; la journée funeste du 19 Août lui prépara bientôt d'éternels regrets.

Ce jour-là , une affiche fut trouvée au coin d'une rue , portant invitation aux citoyens de se rendre à quatre heures du soir à une place appelée *la Tourette* , qui touche au fort S. Jean. La milice regarda cette affiche comme un défi ; elle prit aussi-tôt les armes , prépara des cartouches , et ses menaces annoncèrent tous les malheurs que l'on devoit craindre ou d'un dessein prémédité , ou de l'amour-propre et de l'impatience. A midi , M. de Caraman fit annoncer par un placard , qu'il alloit s'occuper sans relâche de la formation de la garde bourgeoise ; mais dans l'instant même qu'on l'affichoit , des lieutenans de la milice s'opposèrent à sa publication. A trois heures , le fils de M. de Caraman alla s'assurer par lui-même qu'il n'y avoit pas d'attroupemens à la Tourette. Mais la milice se croyoit bravée ,

elle s'obstina à s'y rendre , ne prévoyant pas sans doute les suites de cette imprudence : elle n'y trouva que des ouvriers qui travailloient et qu'elle voulut chasser , des enfans qui la huèrent en la voyant maltraiter ces ouvriers , des gens qui buvoient sous des cabanes , quelques curieux au coin d'une rue , en tout moins de cent personnes. Elle fait feu sans en avoir reçu l'ordre , sous prétexte de quelques coups de pierres qui sont plus que douteux. Un citoyen percé de trois balles demeure sur la place. Bientôt la milice se débande d'elle-même au milieu des imprécations du peuple qui la poursuit , et plusieurs ne sauvent leur vie qu'en abandonnant leurs habits et leurs armes. Dès le lendemain vingt-huit capitaines sur soixante donnèrent leur démission et refusèrent de servir dans un corps qui avoit perdu le droit de défendre les citoyens ; plus de deux cents lieutenans suivirent leur exemple. Mais un événement imprévu répandit le même jour la consternation dans la ville entière. Le peuple toujours exalté dans ses vengeances , le peuple sur lequel les scènes dramatiques ont un si dangereux pouvoir , portoit dans les rues le cadavre du ci-

royen qui avoit été tué à la Tourette. On le déposa tour à-tour dans le corps-de-garde de la milice , devant l'hôtel du commandant , et dans la maison de M. la Flèche un des échevins. Là des brigands s'introduisirent ; aucun vol , dit-on , ne fut commis ; mais les meubles d'un salon furent incendiés. Les troupes entrèrent sur-le-champ dans la ville , vingt-trois coupables furent arrêtés dans la maison du consul , et le prévôt-général appelé à Marseille.

Cet homme , qui portoit dans son cœur et dans sa tête toute l'aristocratie d'un parlement entier , ne vit dans cette affaire que des autorités outragées à rétablir , et n'envisagea comme autorités que le conseil municipal qui n'en devoit plus avoir depuis le rétablissement du conseil des trois ordres , et une prétendue garde nationale , nulle par sa formation qui ne donnoit aucun moyen de protéger la sûreté publique , plus nulle encore par sa création émanée d'un acte arbitraire d'un conseil sans pouvoirs. Tout le reste ne lui parut qu'assemblées illicites et séditions , les bons citoyens que des rebelles , l'expression de l'amour de la patrie et de la liberté que des

crimes de lèse-majesté, et l'inquisition la plus odieuse, les vexations les plus atroces, des moyens naturels de parvenir à exercer au nom des loix les vengeances d'un parti implacable. La mort du citoyen tué sur la Tourrette demeure impunie, les insultes faites à la milice au retour de cette fatale expédition sont seules poursuivies ; dans l'espace d'un mois cent citoyens sont décrétés pour leurs opinions et pour leurs pensées. Ce n'est pas tout, ce prévôt informe sur la milice, pour la milice, contre les détracteurs de la milice ; il prend pour assesseurs, il s'associe pour juges deux lieutenans de cette milice, et il place les parties sur le tribunal. Tout le reste de cette monstrueuse procédure est assorti à son commencement. Les décrets de l'Assemblée sont méconnus, l'information porte sur des faits antérieurs à l'amnistic, l'instruction est uniquement dirigée contre les patriotes, les accusés ne sont pas gardés dans les prisons de la justice, mais dans les citadelles ; la loi de la publicité de la procédure est éludée, ou plutôt toutes les loix sont violées, et l'on ne feint d'observer les formes que pour les outrager avec plus d'insolence. Tant d'excès in,

dignèrent l'Assemblée Nationale qui ordonna que cette procédure seroit jugée par la sénéchaussée de Marseille , que les décrétés seroient transférés dans ses prisons, et renvoya au tribunal chargé du jugement des crimes de lèze-nation plusieurs requêtes présentées par les accusés contre le prévôt Bournissac.

Celui-ci n'en poursuivit pas moins son système d'oppression , sous les auspices de M. l'abbé Maury , dans la personne duquel il trouva un zélé défenseur, et qui fit dans cette affaire un plaidoyer au lieu d'un rapport. Mais l'Assemblée, choquée de tant de partialité et convaincue par les propres réponses du rapporteur , qu'il n'avoit pas même lu les pièces justificatives, renvoya l'examen de cette affaire au nouveau comité des rapports. M. de Mirabeau , après avoir réfuté les arguties de l'abbé Maury , rétabli les faits qu'il avoit dénaturés dans son récit , et attaché le prévôt prévaricateur au gibet de l'opinion publique , considérant que ce n'étoit pas un coupable de plus qu'il falloit poursuivre , mais les amis de la liberté qu'il falloit sauver , consentit lui-même à le mettre hors de cause , et l'Assemblée Nationale , sans en faire aucune mention ,

décréta l'attribution de cette affaire à la sénéchaussée de Marseille.

Si la conduite de M. Bournissac ne fut punie que par le mépris de l'indignation qu'elle avoit fait naître, il ne le dut qu'au peu de confiance que le châtelet avoit inspiré. Ce tribunal provisoirement chargé, d'abord de l'instruction, quelque tems après du jugement définitif des crimes de lèze-nation, fit bientôt remarquer que cette importante commission étoit au-dessus de son courage et de ses forces, et que le patriotisme n'avoit pu y triompher de l'esprit de corps. La conjuration des ministres contre la nation, leurs attentats contre ses représentans, les fureurs du prince de Lambesc, la complicité présumée de MM. de Broglie et de Bézénval avec les chefs du complot, les événemens du 6 Octobre, et plusieurs faits particuliers relatifs au projet d'enlever le roi, de le transporter à Metz et d'y lever son étendart contre l'Assemblée Nationale, en un mot, tous les délits contre la sûreté générale du royaume lui avoient été dénoncés, et il avoit montré dans plusieurs de ces affaires peu de zèle et d'activité, de la foiblesse ou de l'impéritie dans d'autres,

dans quelques-unes même une choquante impartialité.

Il est certain que les formes provisoirement décrétées par l'Assemblée Nationale pour les jugemens criminels, rendoient très-difficile la conviction des crimes, hors le cas de flagrant-délit, et que la réunion de la publicité de l'instruction et d'un conseil pour les accusés, à la nécessité de la preuve légale, offroit peut-être trop de chances aux coupables pour se soustraire au glaive des loix. Mais l'impossibilité de créer tout d'un coup la jurisprudence des jurés et la nécessité de prémunir l'accusé contre la partialité du juge et les préventions du peuple, obligèrent de sacrifier à des considérations d'humanité la sûreté de la vindicte publique. D'un autre côté, il étoit peut-être embarrassant de déterminer l'instant et le point précis où l'obéissance des généraux aux chefs du pouvoir exécutif, devenoit un crime punissable, au milieu de l'incertitude des opinions et des idées, incertitude inévitable au moment d'une révolution aussi soudaine.

Ce n'est donc pas le jugement de M. Bzenval que nous censurons ; coupable aux

yeux de l'homme, il pouvoit être innocent aux yeux des juges. Mais comment ces juges osèrent-ils se permettre d'embarrasser ou d'intimider les témoins par des questions capicieuses, des observations ironiques, des sourires perfides, des airs d'intelligence avec cet accusé? Comment ces juges purent-ils décharger d'accusation les ministres? Il est vrai que les conspirations ne s'écrivent pas; mais les faits les démontrent, et si les agens subalternes ne peuvent répondre de l'exécution d'ordres émanés de leurs supérieurs légitimes dont les motifs leur sont inconnus, les auteurs mêmes de ces ordres ne peuvent alléguer la même raison pour leur défense. Et certes les ministres ne pouvoient ignorer ni leur objet dans le rassemblement des troupes dont ils avoient investi la capitale, ni leurs attentats contre la liberté du corps législatif, contre son autorité, contre son existence même. Et les actes de violence exercés par M. de Lambesc, à la vue d'un peuple immense, pouvoient-ils être révoqués en doute ou justifiés par aucune excuse plausible? Et le mandement de M. l'Evêque de Tréguier n'étoit-il pas authentique, reconnu par lui-même; ne

portoit-il pas tous les caractères de la rébellion contre la souveraineté nationale ? L'acte d'un magistrat, revêtu des formes légales, appelant au nom de la religion les peuples à la révolte, devoit-il être confondu avec tous ces pamphlets anonymes, productions éphémères sans force et sans autorité ? Comment donc tous ces attentats demeurèrent-ils impunis ? Comment le châtelet à qui la publicité de l'instruction offroit une sauve-garde contre les imputations des malveillans, parvint-il à soulever contre lui tous les esprits, au point de se rendre suspect de chercher à occasionner ces explosions qui pensèrent plus d'une fois éclater dans le sanctuaire même de la justice et devenir fatales aux accusés, dans le dessein perfide de décourager à force de désordres et de malheurs les amis de la révolution et de nous ramener au despotisme par l'excès de l'anarchie ?

Sans imputer à ce tribunal des vues aussi criminelles, il est néanmoins impossible de ne pas reconnoître dans l'ensemble de sa conduite ce génie de la robe toujours ennemi de la liberté, pour qui l'autorité constitue le droit, pour qui la juste résistance à la plus cruelle

cruelle tyrannie est une révolte; ce génie qui ne put voir des coupables dans des ministres conjurés contre une nation entière, et qui, si le sort en eût autrement décidé, auroit sans balancer déployé l'appareil imposant des formes judiciaires, et dressé des gibets pour les vainqueurs de la Bastille, le maire de Paris, le commandant général, les chefs de la milice parisienne, et les plus zélés défenseurs du peuple; ce génie ambitieux, vil et superbe à la fois, qui ne sert que pour commander, qui ne voit dans les loix que des formalités, et dans les formalités que des moyens d'étendre sa puissance, de renverser tout ce qui s'y oppose, et de régner sans rival.

C H A P I T R E I V.

Disposition générale de l'armée à l'égard du nouveau régime. Irritation du soldat contre M. Dubois de Crancey. Origine des troubles de Toulon. Imprudence et inflexibilité du commandant de ce port. Sa détention. Mesure de conciliation prise à ce sujet par l'Assemblée. Son zèle à poursuivre le despotisme dans tous ses repaires. Apparition du doyen de l'espèce humaine au milieu des représentans.

L'ESPRIT militaire n'étoit pas moins opposé à l'esprit de la constitution, et l'influence de la force armée sur la sûreté tant intérieure qu'extérieure de l'état, rendoit cet ennemi extrêmement redoutable. Ce n'étoit qu'en brisant le frein de la subordination ou plutôt les chaînes de l'esclavage qui retenoient le soldat, que l'on étoit parvenu à écarter le joug de fer dont la France étoit menacée, et à détruire la véritable puissance du despotisme, la puissance des bayonnettes. L'affranchissement de l'armée sauva l'empire.

re. Mais son indiscipline auroit livré les provinces aux plus affreux désordres, et les frontières aux invasions du premier agresseur. Il falloit soustraire le soldat au despotisme des chefs; mais il falloit le soumettre à un régime humain dans ses principes et sévère dans son exécution; il falloit le rendre citoyen pour attacher son intérêt à l'intérêt de la chose publique; il falloit enfin le rendre guerrier soumis pour en faire un véritable défenseur de la patrie.

L'armée se trouvoit partagée en deux corps qui n'avoient pour ainsi dire rien de commun; le corps des officiers et le corps des soldats. Le premier, avide de distinctions, de prérogatives, de prééminences, ne se repaissoit que des vaines chimères d'un faux honneur, ne redoutoit rien tant que l'égalité, et s'inquiétoit peu d'être lui même esclave, pourvu qu'il y eût d'autres esclaves auxquels il pût commander. Le second, généralement peu instruit, sans principes, mais sans préjugés, fier de son courage, et susceptible de l'enthousiasme de la liberté, devoit nécessairement embrasser avec transport un nouveau système de gouvernement qui ouvroit un

vaste champ à ses espérances, assuroit de la considération au mérite et une récompense aux services. Mais cette passion pour la liberté pouvoit facilement l'emporter aux plus terribles écarts de la licence, et son inexpérience, le livrer aux plus dangereuses insinuations.

Les circonstances sembloient présenter une grande mesure, le licenciement des officiers dont les dispositions ne pouvoient être douteuses, et qu'il étoit impossible, à moins d'un miracle au-dessus des efforts de la puissance humaine, de se flatter d'amener à l'amour d'un régime fondé sur une égalité si monstrueuse à leurs yeux. Il auroit été facile de les remplacer par les sous-officiers dont le patriotisme étoit sûr, et qui, dans tous les régimens, sont chargés de la manutention de la discipline, de l'instruction des soldats et de leurs chefs, et de tous les détails de l'administration; ou par ceux des officiers actuels dont le civisme auroit été reconnu, examen que l'on pouvoit sans crainte abandonner pour cette fois au jugement des troupes. Mais d'anciens préjugés que l'on n'osa secouer, la crainte d'une désorganisation to-

tales, des suites du mécontentement de ceux qui perdroient leur état, et plusieurs considérations puissantes empêchèrent de prendre le seul moyen efficace de rétablir une obéissance qui ne peut exister sans une confiance entière dans ceux qui commandent.

On crut qu'un serment exigé au nom du roi, seroit un garant de leur fidélité. On se trompa. Ils prêtèrent ce serment, et n'en furent pas plus fidèles; ils s'obstinèrent à ne se croire liés que par le premier qu'ils avoient fait au monarque, à lui conserver une feinte soumission et à lui désobéir à lui-même sous prétexte d'un dévouement sans bornes à son autorité. De-là, les désordres qui, pendant plus de deux ans, effrayèrent tous les bons citoyens, et qui auroient entraîné la dissolution de l'empire, si la propagation des lumières et de l'esprit public n'avoit contenu l'impétuosité nationale, et si le noble orgueil de la liberté n'avoit sans cesse fait rentrer dans le devoir ceux qu'on travailloit constamment à en faire sortir par les plus coupables artifices. Tantôt, par une molesse affectée, on favorisoit les excès du soldat en fermant les yeux sur toutes ses fautes; d'autres fois, par

une sévérité outrée, on le poussoit à la révolte par le désespoir; quelques-uns cherchoient à le gagner par des espérances, plusieurs même par des largesses, presque tous s'occupoient à l'envi à vexer, tourmenter et dégoûter de mille manières ceux qui étoient connus pour patriotes.

Enfin, pour affoiblir également l'armée par l'oisiveté et par l'indiscipline, on cessa de la former aux exercices militaires, ou du moins on ne le fit que pour la forme et avec la plus grande négligence. En même tems on mettoit tout en œuvre pour semer la zizanie entre le soldat et le citoyen, et sur-tout pour l'aiguir contre l'Assemblée Nationale. Celle-ci gémissoit de tant de maux, elle sentit qu'elle ne pourroit les faire cesser qu'en donnant une constitution à l'armée; et le comité militaire fut établi. Ses premiers regards durent se porter, et se portèrent, en effet, sur le mode de recrutement qui, souillant les divers régimens, de l'écume des grandes villes, les remplissoit de jeunes gens souvent énervés par la débauche, écartoit d'une carrière honorable un grand nombre d'excellens citoyens, et faisoit redouter comme un écueil

pour les mœurs la glorieuse école du courage et des vertus brillantes des guerriers.

Quelques expressions peu mesurées échappées à M. Dubois de Crancey sur des abus si funestes au bien du service, fournirent un prétexte à la malveillance pour calomnier le Corps législatif. Des lettres perfides circulèrent dans toutes les garnisons, furent distribuées dans les chambrées, et le vengeur de l'honneur de l'armée, celui qui s'indignoit de voir le beau nom de soldat profané par quelques brigands, fut accusé d'avoir insulté tout le militaire françois, et d'avoir dit impunément au milieu des représentans de la nation que tous ses guerriers étoient un ramas de brigands. Toutes les troupes s'indignèrent à la seule idée d'un tel affront, et des lettres de tous les régimens firent entendre à l'Assemblée Nationale le cri de l'honneur outragé. Les ennemis triomphoient, ils se flattoient déjà de voir le soldat égaré dans son ressentiment, se déclarer contre les amis du peuple, de voir une affaire particulière entre un individu et l'armée, devenir une affaire publique qui pourroit être fatale à la cause de la liberté. L'événement trompa leur cruelle es-

pérance. Une lettre explicative de M. DuBois de Crancey , appuyée d'une lettre du président du Corps législatif , dissipa les nuages que la calomnie avoit élevés , et fit évanouir les mauvaises impressions que la malignité avoit fait naître.

Tel étoit l'esprit des officiers des troupes de terre. Celui qui animoit les officiers de la marine n'étoit pas moins à craindre. Accoutumés à mépriser tout ce qui n'étoit pas eux , ils ne pouvoient sans indignation entendre le mot d'égalité : c'étoit un blasphème politique , un attentat contre leur dignité , une révolte contre la majesté du grand corps. Leur brusque franchise ne permettoit pas à leur colère de se déguiser , et ils témoignoiient ouvertement leur horreur pour des principes qui leur paroissoient aussi contraires à la nature qu'à leurs préjugés. Des marques de hauteur de leur part , des marques de ressentiment de la part des citoyens , augmentèrent la haine réciproque. Des imprudences amenèrent des voies de fait , la tranquillité publique fut troublée dans tous les ports , et la ville de Toulon en particulier devint le théâtre de scènes inouïes

qui furent sur le point de devenir très-sanglantes.

L'agitation de cette ville commença au mois de Juin 1789 et fut produite, comme il arrive souvent, par les mesures mêmes que des chefs imprudens avoient prises pour la prévenir. M. de Bethisy qui commandoit la garnison en l'absence de M. de Coigny, crut devoir déployer au milieu d'une cité paisible cet appareil militaire qui annonce une invasion étrangère, ou une fermentation intestine. Des canons furent placés aux portes de la ville, des revues fréquentes et inusitées, des promenades militaires et nocturnes de la garnison sur les remparts ou hors des murs, le son de la générale devenu presque journalier, tous ces mouvemens fatiguoient les troupes et inquiétoient les citoyens; la défense de porter la cocarde nationale dans un tems où toute la France la regardoit comme le signe du patriotisme, les irritoit; l'enlèvement militaire exécuté par ses ordres de la communauté entière des cabaretiers assemblée au couvent des minimes pour ses affaires particulières, et l'emprisonnement des syndics de cette communauté, achevèrent

de mettre le comble à l'indignation , et cet officier auroit pu payer de sa tête sa démenche aristocratique , si une prompte fuite ne l'avoit dérobé à la colère du peuple.

M. d'Albert de Rioms , célèbre par ses exploits dans la dernière guerre , commandoit dans le port. Ce général estimable par ses talens et encore plus par ses vertus domestiques , mais infecté de la double aristocratie de la noblesse et de la marine , s'étoit rendu généralement suspect par le serment aussi imprudent qu'inutile qu'il exigea le 5 Août , des officiers , sous-officiers et canonniers qui étoient sous ses ordres , *de se défendre pour garder l'arsenal et les effets qui y sont appartenans au roi et à la nation , contre toute attaque , quelque prétexte et quelque dénomination qu'elle pût avoir ;* et encore plus par l'ordre donné aux ouvriers du port à l'époque du départ de M. de Berthisy , de se rendre à l'arsenal avec leurs femmes et leurs enfans , si l'on battoit la générale pendant la nuit.

Cette disposition jeta l'alarme dans toute la ville. Les ouvriers croyant qu'on ne vouloit les attirer dans l'arsenal avec leurs femmes

et leurs enfans que pour les égorger ; les citoyens , qu'on vouloit les priver du secours que les ouvriers pourroient leur fournir , se réunissent entr'eux et jurent de ne jamais se séparer. Plusieurs personnes s'enfuient , dans la crainte d'un massacre général ; ceux qui restent passent la nuit dans l'attente de quelque événement. Chacun s'arme pour sa sûreté , et c'est alors que se forme à Toulon la garde nationale , à l'établissement de laquelle M. d'Albert paroît avoir concouru. Mais des impressions du genre de celles qu'il venoit de donner ne s'effacent jamais , et le peuple ne vit plus en lui qu'un conspirateur et un ennemi de la nation. L'inflexibilité de son caractère et sa hauteur ne lui permirent même pas de chercher les moyens de se concilier la faveur publique.

Au mois de Novembre , sur une ordonnance de la municipalité , tous les citoyens de Toulon arborèrent enfin la cocarde. Les ouvriers de l'arsenal auxquels M. d'Albert l'avoit jusqu'alors interdite , s'en décorèrent aussi ; plusieurs même voulurent se faire enrôler dans la milice citoyenne. Mais le commandant le leur défendit avec menaces ; cette

ardeur patriotique lui parut même un acte d'indiscipline qui devoit exciter toute sa sévérité.

Le 13, un officier du régiment de Dauphiné, M. d'Oville, vêtu en chasseur, armé d'un fusil à deux coups, portant une immense cocarde noire au milieu de laquelle dispa-roissoient deux bouts de ruban de couleur, se présente devant un corps-de-garde national. Une sentinelle l'arrête. L'officier se défend et couche successivement en joue cette sentinelle et un brigadier qui s'avance pour la secourir. Mis en prison sur les plaintes de la garde nationale, il est relâché sur son intercession. M. d'Albert se déclare hautement l'apologiste de ce militaire, et quelques officiers de marine profitent de cette disposition de leur chef pour former une coalition des bas-officiers de leur corps et de ceux des troupes de terre en faveur de M. d'Oville qu'on prétendoit offensé par la détention qu'on lui avoit fait subir. Plusieurs assemblées sont tenues à cet effet sous l'autorité de M. Durique, major de la marine, et moitié par surprise, moitié par menaces, on leur fait signer un acte, qui dans l'état des choses

choses , étoit une véritable déclaration de guerre contre la garde nationale. Cet acte est remis aux consuls de Toulon et tenu secret par leur prudence ; mais bientôt son contenu transpire. La garde-nationale s'assemble, elle envoie une députation à M. d'Albert , pour lui demander justice des auteurs de cette association hostile , et M. d'Albert est sourd à ses plaintes. Une seconde députation plus nombreuse , ayant un consul à sa tête , va porter une seconde fois au général les réclamations des citoyens ; quelques volontaires de la garde-nationale en habits d'uniforme s'y étoient joints. A la vue de cet habit dont une influence presque magique porte le trouble et le délire dans les têtes des aristocrates , le commandant s'irrite , et ne gardant plus de mesure : « Si j'avois pu vous prévenir , dit-il au consul , j'aurois empêché d'entrer ces volontaires , les derniers des hommes ; leurs chefs en font trop de cas , mais je sais les apprécier. Oui , je le déclare , oui , j'approuve ce qu'ont fait les bas-officiers , et si la chose étoit à faire , je la ferois sans hésiter. Les volontaires vexent les citoyens , il faut qu'on les fasse rentrer dans le devoir.

J'ai la force en main, je compte sur mes braves gens, je n'ai pas peur; je serai en tout inexorable. Je suis chef, je soutiendrai tous les officiers de la garnison, et je ne souffrirai jamais que les personnes qui sont sous mes ordres soient insultées par les volontaires ».

Ces nouvelles instances, et la haine déclarée du commandant indignent la garde-nationale. Ce n'est plus à lui qu'elle demande une satisfaction désormais insuffisante, c'est aux représentans de la nation qu'elle s'adresse pour obtenir justice. Le comité permanent, le conseil municipal se joignent à elle, et trois députés sont chargés d'aller leur porter les plaintes de la ville de Toulon.

M. d'Albert se flatte d'arrêter par un désaveu les suites de cette résolution : il n'étoit plus tems. Les députés partent, et dès ce moment les hostilités commencent. Son secrétaire portoit l'aigrette, signe de son enrôlement; il la lui fait quitter; quelques ouvriers de l'arsenal la portoient également; il veut qu'ils y renoncent et renouvelle ses défenses de porter l'aigrette et la cocarde nationale. Il n'est pas obéi. Le 30 Novembre, il chasse

du port deux charpentiers de l'arsenal qu'il affectionnoit, mais qui les premiers s'étoient parés de la cocarde nationale. Cette rigueur imprudente révolte les ouvriers; une émeute s'annonce. Le consul instruit de ce commencement d'effervescence, se rend avec M. de Carpillet, commandant des troupes de terre, chez M. d'Albert pour solliciter sa clémence, lui représenter les suites terribles des mouvemens qui se manifestent. M. d'Albert est inexorable, comme il l'avoit annoncé. Une sage déférence à leurs prières pouvoit conserver la tranquillité publique sans compromettre l'autorité; une roideur inflexible ne pouvoit se soutenir qu'en opposant la force à la violence, et cependant M. d'Albert est inflexible. L'ordre est donné sur-le-champ aux troupes de la marine de se tenir prêtes à marcher; des cartouches sont distribuées aux sergens, des défenses sont faites aux soldats mariés de quitter ce soir leurs casernes, le second bataillon du régiment de Barrois est commandé pour le lendemain à sept heures du matin; aucune disposition n'est oubliée, soit pour l'attaque, soit pour la défense.

Le lendemain matin premier Décembre,

les ouvriers se rendent à l'hôtel-de-ville , et sur leur demande une nouvelle députation va trouver le général qui donnoit alors ses ordres dans l'arsenal. La députation le joint à la porte et le reconduit dans son hôtel , à travers les flots d'une multitude irritée. Il avoit donné ordre à M. de Montignan de faire avancer des troupes sur le champ de bataille.... La députation arrivée à l'hôtel , le consul emploie les expressions les plus pressantes et les plus soumises pour obtenir la grace des deux ouvriers. Le commandant persiste dans ses refus. Dans ce moment, un officier annonce que les troupes sont en bataille à côté de l'hôtel. Leur présence augmente la fermentation ; des cris se font entendre ; le tumulte redouble , la foule se presse vers l'hôtel , les troupes sont serrées , leurs officiers se croient attaqués. Plusieurs témoins déposent que du balcon du commandant partit en cet instant l'ordre de faire feu. Des officiers le répètent à plusieurs reprises : « Allons , mes amis , dit l'un d'eux en conduisant ses soldats , il faut tirer sur cette canaille. J'espère qu'en ce moment-ci vous ne trahirez point votre commandant , que vous montrerez votre zèle

pour faire ce qu'on vous a dit, et détruire tous ces brigands ». Mais le soldat déclare qu'il est citoyen et qu'il ne se souillera pas du sang de ses frères. Cette réponse est suivie de la grace des deux ouvriers, que M. d'Albert accorde d'abord sous une condition capable d'augmenter la fureur du peuple, mais que les consuls refusent. Enfin elle est promise sans restriction. Les consuls sortent et l'annoncent à la multitude qui en paroît satisfaite. Les troupes appelées si imprudemment sur le champ de bataille rentrent dans leurs quartiers, et les consuls les font remplacer par la garde nationale.

Le calme commençoit à renaître, lorsque M. de Saint-Julien, major de vaisseau, se présente. Instruit du danger du général, il vole à son secours, se fait jour l'épée à la main et blesse un volontaire; on le désarme, il pénètre dans l'hôtel, en sort avec un sabre; on le désarme de nouveau. On le maltraite. L'air retentit de cris, la foule augmente et fait pleuvoir une grêle de pierres sur l'hôtel de la Marine, tant du côté du champ de bataille, que par la porte de devant. Plusieurs officiers se présentent à cette porte et haran-

guent le peuple: tout est inutile. M. d'Albert envoie un officier aux consuls pour réclamer l'exécution de la loi martiale, et commande une garde de cinquante hommes du régiment de Barrois. Le conseil municipal assemblé envoie à son secours un renfort de gardes-nationales, et arrête qu'il sera fait une proclamation pour rendre compte au peuple de ce qui s'est passé chez le commandant et de la grace accordée aux ouvriers, l'exhorter à la tranquillité et défendre toutes les violences. Le détachement de Barrois, commandé par M. Dufaure, capitaine de ce régiment, qui montra dans cette journée autant de sagesse que de courage, arrive et reçoit du général l'ordre de se retirer. Cependant le tumulte s'accroît; les divers événemens de la matinée racontés de mille manières diverses échauffent toutes les têtes, la ville entière se porte vers la maison du commandant, on veut absolument s'en rendre maître. La garde nationale parvient à arrêter cette première impétuosité, et à contenir le peuple dont une partie se retire. On commençoit à respirer; il n'étoit pas encore deux heures, et M. d'Albert venoit de se mettre à table, un ingé-

nicur du port et deux gardes-nationales accourent et le supplient de faire fermer toutes les portes, lui annonçant qu'il n'est pas en sûreté, et que l'on se dispose à forcer l'entrée de sa maison.

En effet, le bruit s'étoit répandu que des officiers alloient dans les quartiers exciter les compagnies. Cette nouvelle avoit jeté l'alarme, et la multitude qui ne voyoit que des complots, étoit retournée en force à l'hôtel que les gardes nationales défendoient avec la plus grande valeur. Dans cette extrémité on a recours aux consuls, et M. de Rochemaure reçoit ordre de M. d'Albert d'aller demander leur assistance. Il veut sortir par une porte de derrière qui fait face aux murs de l'arsenal, mais d'horribles menaces le forcent de rentrer. M. Dufaure, qui, n'étant pas de la marine, n'étoit pas odieux au peuple, offre au général de se charger du message. Celui-ci hésite dans la crainte d'exposer cet officier qui s'élance au même instant sur la balustrade, pour sortir; les volontaires et leurs chefs s'empressent de l'aider à descendre, et M. Pietche, ancien garde-du-corps et aide-major de la garde nationale, lui des

mande s'il leur apporte quelque ordre du général. M. Dufaure les conjure de calmer l'effervescence des citoyens, et court à l'hôtel-de-ville. D'une voix unanime on arrête d'aller au secours de M. d'Albert. La municipalité ayant à sa tête M. Roubaud, consul, se rend à l'hôtel de la Marine et demande au peuple le sujet de ses plaintes. Il exige qu'on lui livre M. de Broves, qui, le premier, dit-on, avoit donné l'ordre de faire feu; il se livre généreusement lui-même pour sauver son général. Ce premier succès ne satisfait pas la multitude : elle demande hautement qu'on remette entre ses mains tous ceux qui sont accusés ou indirectement soupçonnés d'avoir compromis sa sûreté. Une proclamation de l'hôtel-de-ville ordonne que M. d'Albert et les officiers soupçonnés seront gardés dans l'hôtel de la Marine. Mais le peuple ne veut rien entendre, et une partie des volontaires partage les sentimens qui excitent la foule à la fermentation. Le général demande le second bataillon du régiment de Barrois; la municipalité en corps, accompagnée de M. de Carpillet, commandant de la garnison, et de plusieurs autres officiers, se porte chez

M. d'Albert. Il n'étoit plus tems, sa maison étoit forcée, il avoit été arrêté avec MM. de Castellet, de Bonneval et de Villages, conduit au Palais et jeté dans un cachot, ainsi que les officiers arrêtés avec lui. Quelques instans après, à la prière des consuls, ils sont réunis dans un appartement commun, et gardés à vue jusqu'à la décision de l'Assemblée.

A la première nouvelle de ces événemens, les uns crurent, comme le peuple de Toulon, voir dans M. d'Albert un conspirateur et un ennemi de la nation ; les autres crurent, comme M. d'Albert, voir dans la conduite du peuple la preuve d'une sédition préparée de longue main, et à laquelle paroissoient avoir participé les officiers municipaux eux-mêmes en n'usant pas, pour arrêter une si violente insurrection, du moyen terrible, mais légal, que la constitution leur mettoit entre les mains. Les uns provoquoient contre la municipalité, les autres contre le général la sévérité de l'Assemblée. Mais elle sentit qu'au milieu de ces impulsions impétueuses la voix de la vérité auroit de la peine à se faire entendre, et remettant à un moment plus calme

à porter un jugement sur le fond de l'affaire, elle se contenta d'ordonner la seule mesure que les circonstances ne permettoient pas de différer, la liberté de deux officiers généraux dont l'un étoit commandant pour le roi dans le port et dans la ville de Toulon, et de plusieurs officiers de la marine, qui, sans un énorme attentat contre les droits les plus sacrés des citoyens, n'avoient pu sans accusation, sans décret, sans procédure être traînés dans des cachots par la seule volonté d'une multitude aveugle et révoltée.

Les ministres s'empressèrent de faire expédier en conséquence par un courrier exprès les ordres qu'ils jugèrent nécessaires; mais la défiance empêcha de s'y soumettre, et l'on ne voulut obéir qu'au décret de l'Assemblée Nationale. Le premier usage que les détenus firent de leur liberté, fut de venir demander justice au corps législatif; M. d'Albert témoigna même le desir d'être entendu à la barre. Mais l'Assemblée Nationale en éloignant, par une sage lenteur, le terme de la décision de cette affaire, avoit senti la nécessité d'un jugement de paternité plutôt que d'un arrêt de stricte justice : elle ne vit dans

l'inconsidération, l'inflexibilité et la hauteur déplacée de M. d'Albert, qu'une suite naturelle de préjugés invétérés que l'esprit de liberté n'avoit pas eu le tems de modifier, de l'habitude du commandement, et de la sévère discipline des armées navales; elle ne vit dans l'égarement momentané du peuple de Toulon, qu'un effet de cette inquiétude générale inséparable des premiers momens de la conquête de la liberté, inquiétude nécessairement augmentée par les précautions imprudentes de M. de Béthisy et par l'aversion connue du corps de la marine pour le nouveau régime. Elle reconnut dans la conduite de la municipalité et de la garde nationale, de la prudence, de la fermeté, et le desir de faire le bien. Enfin, d'après la sage réflexion de M. de Liancourt, elle considéra qu'une aussi grande révolution que celle qui change les loix, les usages, les habitudes de tant de siècles, ne peut s'opérer sans de grandes secousses; que les malheurs passagers qu'entraînent ces grandes commotions, effets d'actions souvent répréhensibles en les envisageant séparément, peuvent être aussi l'effet d'intentions pures qu'une politique saine et

éclairée ne doit pas condamner, sans les examiner dans le rapport des circonstances qui les ont fait naître, et rendit le décret suivant :

« L'Assemblée Nationale présumant favorablement des motifs qui ont animé M. d'Albert de Rioms et les autres officiers de marine impliqués dans l'affaire, les officiers municipaux et la garde nationale de Toulon, déclare qu'il n'y a lieu à aucune inculpation ».

Le lendemain, l'Assemblée voulant donner à ce général des marques distinguées de la considération qu'elle attachoit à ses importants services, et à la gloire qu'il s'étoit acquise en soutenant l'honneur du pavillon françois, sur la motion de MM. Goupil de Préfeln et de la Fayette, chargea son président de lui transmettre le précédent décret, et de lui témoigner ainsi qu'à MM. de Bonneval, de Broves et de S. Julien, qu'elle n'avoit jamais cessé d'avoir pour eux l'estime due à des guerriers dont les services avoient dignement soutenu la gloire de la nation.

La sagesse de ce décret ne put garantir l'Assemblée des inculpations des deux partis. Mais le sentiment du bien qu'elle opéroit, la consolait de leur injustice, et malgré l'ingratitude

gratitude dont ses services furent souvent récompensés, eile ne s'en occupa pas avec moins d'ardeur et de courage du bonheur de ceux mêmes qui la calomnioient, et de la poursuite des abus qui restoient à réformer.

Un grand nombre de victimes du pouvoir arbitraire gémissoit encore dans les bastilles particulières, dont la surface de la France étoit couverte. La ville de Paris seule en renfermoit trente-cinq. Le despotisme avoit transformé des maisons privées en donjons, des religieux en porte-clefs et en bourreaux, et répandant avec une égale profusion ses largesses et ses vengeances, distribuoit à bureau ouvert, à ses favoris des *bons* sur le trésor royal, des lettres-de-cachet à ses ennemis, et entassoit sans choix dans les mêmes cachots les scélérats qu'il déroboit au glaive des loix, et les innocens qu'il immoloit tantôt à sès soupçons, tantôt à la haine et à l'avidité de ses agens.

La sûreté générale ne permettoit donc pas d'ouvrir indistinctement les portes de ces prisons tout odieuses et tout illégales qu'elles étoient. Un comité fut chargé de prendre connoissance de la totalité des prisonniers

qu'elles contenoient , et de rechercher avec le plus grand soin les motifs de ces vexations ténébreuses , souvent ignorées des ministres eux mêmes et pour la plupart exercées par des commandans , des évêques et même par de simples commis qui trafiquoient au poids de l'or de la liberté des citoyens. On n'oublia pas ces gouffres plus affreux encore , où le despotisme monacal engloutissoit tout vivans tant de malheureuses victimes , ces *vade in pace* où l'on n'existoit plus avant de cesser d'être , et tous ces tombeaux creusés des mains de la vengeance , dont quelques-uns étoient enfoncés à quarante pieds sous terre. Les injonctions les plus sévères furent faites à tous les agens du pouvoir exécutif et à tous les géoliers religieux , militaires et civils , d'envoyer à l'Assemblée les noms , surnoms et âges des différens prisonniers , avec les causes , la date de leur détention , et l'extrait des ordres en vertu desquels ils avoient été emprisonnés. Ce fut M. de Castellane , qui le premier appela les regards de l'Assemblée sur le tableau de la misère de ces infortunés : ses collègues s'empressèrent , il est vrai , de partager ses généreux sentimens ; mais on

lui doit la justice de dire qu'il se livra avec un zèle et une constance dignes de tous les éloges à ce grand œuvre d'humanité.

Le jour même de la première motion de M. de Castellane sur les lettres de-cachet, l'Assemblée vit paroître dans son sein un vieillard de cent vingt ans, né le 10 Novembre 1669, dans la plus monstrueuse de toutes les servitudes, la mainmortabilité des montagnes du Jura. Il avoit vécu quarante-six ans sous Louis XIV, et il venoit en personne rendre grace du bienfait de la liberté accordée à ses compatriotes. Il se nommoit Jean, fils de Jean Claude Jacob, de la paroisse de Saint-Sauverain, département du Jura. A son arrivée, l'Assemblée entière se leva par respect, et voulut que ce doyen du genre humain assistât couvert à sa séance. Elle prouva par cet hommage qu'après avoir eu peu d'égards pour la vieillesse des empires, les corps antiques et les vieilles institutions, elle savoit du moins respecter la vieillesse individuelle et l'antiquité d'un mortel. Le roi l'avoit entretenu avec intérêt et gratifié d'une pension de deux cents livres. Le corps législatif ouvrit en sa faveur une souscription pa-

triotique , et lorsqu'il se retira , le président lui témoigna le vœu général de le voir jouir long-tems au milieu de ses concitoyens du spectacle de la liberté de sa patrie. Mais le moment fixé par la nature devoit bientôt arriver , et deux mois après ce vénérable vieillard parvint au terme de sa longue carrière.

CHAPITRE V.

Situation critique des finances. Causes générales et particulières de cette crise. Insuffisance des ressources de M. Necker. De la Caisse d'Escompte. Projet du ministre de la transformer en banque nationale. Mesure provisoire adoptée par l'Assemblée pour alimenter le trésor public.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE emportée par le mouvement rapide de la révolution, avoit pu laisser à peine tomber un regard sur la situation des finances. Deux emprunts, dont le premier trop légèrement réduit à un intérêt parcimonieux avoit peut-être achevé de ruiner le crédit en écartant du trésor public les fonds des capitalistes; et la contribution du quart des revenus acceptée de confiance sur la demande de M. Necker, et dont les produits étoient bien loin d'égaliser l'espérance qu'on en avoit conçue, n'offroient que de foibles ressources dans la crise où se trouvoit l'empire par l'anéantissement simultané de presque toutes les branches de ses revenus.

Les impôts indirects ne se payoient plus , la réduction de la gabelle n'avoit pu faire supporter une odieuse taxe depuis long tems jugée, condamnée, et par le roi et par le peuple. La perception des impôts indirects étoit même presque totalement suspendue par la mauvaise volonté, qu par l'impuissance des contribuables. Diverses causes concouroient à déranger à notre préjudice la balance du commerce : les immenses achats de bled que l'on avoit été contraint de faire hors du royaume, pour éloigner les horreurs de la famine, avoient fait sortir une grande quantité de métaux monnoyés; et le traité de commerce avec la Grande - Bretagne avoit rendu notre industrie tributaire de la sienne, en nous constituant débiteurs envers elle d'une somme de marchandises manufacturées que nos propres fabriques fournissoient autrefois. Nos troubles intérieurs avoient fait fuir les étrangers de nos foyers, et leurs capitaux de nos fonds publics; la plupart s'empressoient de les en retirer, et nous perdions à la fois l'or qu'il auroient consommé chez nous et celui que nous étions forcés de leur rendre. Les prodigieuses émigrations des particuliers

les plus riches, la terreur qui resserroit partout le numéraire, et la malveillance qui l'accaparoit et l'enfouissoit pour augmenter le désordre en arrêtant la circulation, tout concouroit à augmenter notre détresse. Il falloit un miracle pour prévenir notre ruine, et ce miracle, on l'attendoit du ministre des finances. Mais le système de cet administrateur se trouva trop éloigné de ce qu'exigeoit alors la disposition générale des esprits, pour être accueilli avec la même faveur que ses opérations précédentes.

Le renversement subit de notre antique gouvernement et la création presque magique de la constitution avoient rempli les citoyens de fierté et d'audace. Ce n'étoit plus le tems d'étayer des ruines qui s'écrouloient de toutes parts; on vouloit des chef-d'œuvres nouveaux, on vouloit que tout fût assorti au majestueux édifice qu'on venoit d'élever. Mais le premier ministre, fatigué depuis plus d'un an, à soutenir sur une terre ébranlée et au milieu des plus violens orages, un colosse chancelant, sans base et sans appui, loin de se livrer à des conceptions hardies, redoutoit les moindres secousses, et ne vouloit mettre

en œuvre que des matériaux dont il connût par expérience la force et la solidité. Aussi lorsqu'on l'entendit proposer de chercher dans le changement de la caisse d'escompte en banque nationale des moyens de suppléer à l'excessive diminution de l'impôt, à l'impossibilité des emprunts, et de se procurer cent soixante-dix millions d'extraordinaire que demandoit le service de 1789 et de l'année suivante, on fut presque surpris de la stérilité de son génie et de sa réputation en finances.

Toute la France attendoit un plan général, un plan régénérateur. M. Necker n'osa croire qu'il fût possible de la faire jouir d'un si grand bienfait au milieu des alarmes et du discrédit; il s'attacha, non à inventer un système complet de restauration, mais à chercher le remède le plus approprié à la difficulté des circonstances, à choisir parmi les inconvéniens celui qui présenteroit le moins de danger; et dans cette crise désespérante, ses yeux durent naturellement se fixer sur un établissement dont l'habitude et les idées reçues faisoient regarder la fortune comme étroitement liée avec la fortune publique, et dont les fonds ali-

mentoient presque seuls depuis un an , les finances épuisées.

La caisse d'escompte créée en 1776 , sous le ministère de M. Turgot , par un simple arrêt du conseil et sans aucun privilège exclusif , à l'effet d'escompter les lettres-de-change , et autres effets commercables à un taux modéré , avec la permission de faire le commerce d'or et d'argent , et de recevoir les dépôts qui lui seroient volontairement confiés , n'avoit dans son institution aucun rapport avec le service du trésor royal. Dix millions sur quinze qui devoient composer ses premiers fonds , durent y être déposés pour sûreté de ses engagements. Ces quinze millions furent , peu de mois après , réduits à douze , et formés en commandite par quatre mille actions de trois mille livres chacune. Les conditions imposées aux actionnaires , furent que leurs escomptes ne s'éleveroient jamais au-dessus de quatre pour cent par année , qu'ils s'interdiroient tout autre commerce , ne feroient aucun emprunt portant intérêt , ne contracteroient aucun engagement qui ne fût à vue et au porteur , que la caisse d'escompte seroit réputée et censée être la caisse personnelle et

domestique de chaque particulier qui y tiendrait son argent, et seroit comptable envers lesdits particuliers, de la même manière que le seroient leurs caissiers domestiques.

Cet établissement éprouva peu de faveur les deux premières années de sa création, et trouva autant de difficultés à vendre ses actions, qu'à introduire ses billets dans la circulation. Mais à la fin de 1778, plusieurs des premières maisons de banque de la capitale s'étant réunies pour prendre des intérêts dans cette société, et faire, par son entremise, une partie de leurs négociations, elle prit alors un essor rapide. Le taux de ses escomptes fut augmenté d'un demi pour cent quoiqu'en temps de guerre; le nombre des administrateurs fut porté à treize, de sept qu'ils étoient; tous ses fonds furent complétés; et ses billets reçus de préférence, à cause de leur extrême commodité, dans presque tous les paiemens considérables, acquirent un degré de confiance qui ne s'est altéré que dans quelques momens de crise.

La première eut lieu au mois de Septembre 1783. La caisse avoit prêté au gouvernement six millions qu'il ne pouvoit lui rendre, et

ce déficit imprévu, joint à la trop grande extension de ses billets, réduisit tout d'un coup son numéraire à la somme presque nulle de cent trente-huit mille livres. Il lui restoit cependant assez de piastres pour attendre les rentrées de son porte-feuille et des fonds que lui devoit le gouvernement. Mais le ministère n'osa autoriser des paiemens en monnoie étrangère ; il préféra de donner un arrêt de surséance et de nommer des commissaires pour examiner l'état des affaires de cette caisse et le rendre public.

Cet événement ne fut pas aussi funeste qu'il auroit dû l'être à un établissement uniquement fondé sur la confiance. L'inventaire démontra que son actif surpassoit son passif de plus de quatorze millions. Cette vérité bien constatée calma les alarmes du public. Bientôt elle obtint le remboursement des six millions qu'elle avoit avancés au gouvernement, et les fonds qu'elle avoit en porte-feuille étant aussi rentrés, elle créa mille actions nouvelles, fit un appel de cinq cents livres sur les anciennes, et se trouva en état de reprendre ses paiemens à bureau ouvert avant l'expiration du terme fixé par l'arrêt de surséance.

Il fut donc révoqué ; mais on lui donna en même-tems de nouveaux statuts pour diriger ses opérations, et de nouveaux réglemens pour modifier son régime intérieur, afin de prévenir le retour des circonstances difficiles qu'elle venoit de surmonter. Par un des articles de ce nouveau régime, il étoit permis aux actionnaires de conserver toujours en réserve un fonds d'environ deux millions cinq cents mille livres, pour subvenir aux pertes imprévues ; par un autre, de garder constamment un fonds suffisant d'espèces, afin de se tenir en état de satisfaire à l'obligation étroite de payer les billets à présentation, lequel fonds ne pourroit jamais être moindre que du tiers au quart de la somme des billets en circulation. Il leur étoit permis encore de restreindre sensiblement les escomptes, dès qu'ils s'apercevroient que le numéraire effectif seroit baissé au-dessous du tiers, et de les cesser entièrement dès que la proportion du numéraire ne seroit plus que du quart de la somme en circulation.

Le capital de la caisse se trouva alors de vingt millions, tant par la création des mille actions nouvelles, que par l'appel qui avoit

été fait sur les anciennes ; ses bénéfices s'accrurent avec son numéraire , et elle jouit d'une prospérité constante , tant que bornée aux opérations de son commerce , elle demeura étrangère aux spéculations d'un gouvernement avide et dissipateur. Mais elle ne put long-tems échapper aux regards d'un ministre qui dévorant et rejetant tour-à-tour les trésors de l'état , étoit toujours aux expédiens au milieu des richesses et ne sembloit attirer à lui tout l'or de la France que pour l'anéantir à force de le disperser.

Ce fut au mois de Février 1787 , que M. de Calonne qui faisoit affaire de tout , en fit une de la caisse d'escompte et la contraignit de s'associer à la fortune , ou plutôt à la ruine de l'empire par un prêt forcé de soixante et dix millions qu'il sut en tirer , en la menaçant de la création de deux compagnies rivales qui réduiroit à rien ses dividendes , en partageant ses bénéfices.

Vingt mille actions nouvelles furent créées sur le pied de quatre mille livres , et le capital de la caisse monta ainsi à cent millions , dont trente furent destinés à son commerce , et soixante et dix déposés au trésor-royal par

forme et à titre de cautionnement envers le public. Ce dépôt fut fait en actions dont le trésor royal toucha les fonds ; et l'on expédia en conséquence aux actionnaires une quittance de finance portant promesse d'en payer les intérêts sur le pied de cinq pour cent sans retenue, de six mois en six mois jusqu'au remboursement qui devoit s'effectuer en totalité et en espèces, lors de la cessation du privilège exclusif de trente ans qui devoit leur être accordé aux termes de l'arrêt du conseil du 18 Février 1787 ; promesse dont les événemens postérieurs empêchèrent l'exécution.

Quelque fragile que dût paroître ce gage entre les mains d'un gouvernement obéré et de ministres qui respectoient aussi peu la foi publique, la caisse d'escompte continua de prospérer pendant quatorze mois et de présenter à ses créanciers et à la nation l'aspect d'une grande solidité. Au mois de Février 1788, elle avoit pour cent treize millions de billets en circulation, et plus de cinquante millions en espèces. Au mois de Mars, ses billets montoient à cent vingt millions et demi, et son numéraire à cinquante-deux. Au mois d'Avril, les engagements

étoient de cent vingt millions deux cent et quelques mille livres, et les espèces dans ses coffres formoient un capital de cinquante et un million et demi. Enfin, dans les premiers jours du mois de Mai, malgré les inquiétudes que les opérations de l'archevêque de Sens commençoient à répandre, plus de quarante-neuf millions et demi en argent offroient les cinq douzièmes des cent vingt millions de billets au porteur qu'elle avoit en émission.

Quoique les administrateurs fussent encore bien éloignés du terme où les réglemens leur prescrivoient de diminuer les escomptes, le seul aspect des affaires publiques les détermina à les ralentir, et à diminuer ainsi le nombre de leurs billets circulans. Mais la diminution de leurs espèces suivit une progression plus rapide. Le 16 Août, elles se trouvoient au terme au-dessous duquel tout escompte doit cesser. Cependant les administrateurs crurent devoir se contenter de continuer à les réduire; et du 16 Août au premier Septembre, ils furent en effet réduits à trois millions six cents mille livres. Un respect scrupuleux pour la lettre du réglemeut auroit eu les plus grands dangers: car la cessation subite de

l'escompte eût exposé les principales maisons de banque et de commerce à une faillite presque générale qui les auroit renversées les unes sur les autres, auroit ainsi écrasé les principaux débiteurs de la caisse, ruiné les actionnaires et rendu la propriété des porteurs de billets moins assurée. D'ailleurs la différence de la somme qui restoit en caisse, à la valeur du quart des billets en émission étoit peu considérable, et en moins de douze jours elle s'éleva au-dessus de cette proportion au niveau de laquelle elle se soutint pendant neuf mois.

Ce premier échec que le discrédit du gouvernement fit éprouver à la caisse d'escompte, fut encore aggravé par l'impéritie du ministère. Le 19 Août, les administrateurs furent consternés comme tout le public, de trouver afficher à la porte de leur établissement un arrêt du conseil qui dispensoit la caisse de payer ses billets, à vue, l'autorisoit à les solder en bonnes lettres de change, ordonnoit de les recevoir dans tous les paiemens, dans toutes les caisses publiques et privées, et changeoit ainsi un papier monnoie en papier de confiance.

Les administrateurs affirmèrent plusieurs fois aux actionnaires qu'ils n'avoient ni sollicité, ni prévu cet arrêt. Dans les onze jours qui le suivirent, ils payèrent pour dix millions de billets. Le 30 Août, ils excédoient de cinq cents mille livres, et le premier Septembre, d'un million, la proportion du quart : leur masse en circulation étoit réduite de soixante-quatorze à soixante-quatre millions, tandis que leurs fonds de caisse n'étoient baissés que d'environ neuf cent soixante mille livres. Tout annonçoit donc qu'ils pourroient bientôt payer à bureau entièrement ouvert.

Cependant ils ne repoussèrent pas cet arrêt de surséance, il paroît même qu'il entra dans les considérations qui les déterminèrent à se rendre faciles sur les premiers secours que leur demanda le ministre des finances, et qu'ils profitèrent de ses dispositions, en rendant la forme des paiemens encore plus lente, non seulement en ne les effectuant pas à toute quotité de sommes, mais en ne payant à présentation que mille livres à chaque porteur. C'est ici que commencent les torts les plus graves de cet éta-

blissement et ses services les plus importants.

M. l'archevêque de Sens venoit de laisser à M. Necker les malheurs de l'administration la plus désastreuse à réparer, l'ordre à rétablir, la famine à écarter, le crédit à faire renaître, le commerce à ranimer, des dettes énormes à acquitter, et pour toute ressource quatre cents mille francs dans le trésor royal. Dans cette extrémité, ce ministre s'adressa aux administrateurs de la caisse d'escompte pour en obtenir des secours qui seroient peut-être devenus impossibles si la demande en avoit été publique; et sans consulter les actionnaires, ils consentirent à prêter quinze millions à l'état contre autant de rescriptions à un an de terme et à cinq pour-cent d'intérêt, malgré l'article du règlement qui défendoit d'escompter des effets ayant plus de six mois de date.

Six semaines étoient à peine écoulées qu'il fut forcé de leur demander au nom du roi un nouveau secours égal au premier, secours qu'il leur présenta comme nécessaire pour seconder les opérations du gouvernement relativement à la convocation des états-géné-

taux ; et ces quinze millions furent encore versés de mois en mois dans le trésor royal en trois paiemens égaux. Ce n'est pas tout : le 11 Décembre , ils escomptèrent encore à la prière du ministre pour trois millions six cents mille livres de billets solidaires des administrateurs de la loterie royale qui venoit d'éprouver des pertes considérables et imprévues.

Malgré tant de sacrifices , les administrateurs ne perdoient pas de vue les mesures nécessaires pour que la caisse pût reprendre le paiement de ses billets à bureau ouvert. Ils s'étoient procuré du numéraire ; et le dernier Décembre , ils avoient en caisse trente et un millions deux cent quatre-vingt-quatre mille livres : c'étoit presque le tiers de la somme de cent deux millions de billets qui étoient pour lors en circulation. Ces espèces et une certaine quantité de piastres qu'ils avoient achetées , leur donnoient l'espoir fondé de reprendre incessamment leurs paiemens. Mais le ministre , privé du produit des impôts , privé de la ressource des emprunts , ne voyant de ressource que dans les efforts de la caisse d'escompte , lui donna à la fin de Décembre un nouvel arrêt de surséance.

Au commencement de Janvier 1789, les actionnaires, sur la proposition de M. Boscaré, prêtèrent personnellement vingt-cinq millions, dont quatre furent fournis par la caisse sur le dépôt d'une somme égale en actions.

L'administration fut encore obligée de recevoir en assignations sur la ferme générale un paiement de deux millions qui lui étoient dus par le trésor royal, et qui devoit être fait en espèces. Elle n'en continua pas moins ses efforts pour se procurer une augmentation de numéraire; et malgré la cherté où l'importation énorme des grains venant de l'étranger, avoit porté le taux de l'argent, et les frais considérables d'achat et de transport de ce métal, elle étoit parvenue le 31 Mars, à réaliser trente-quatre millions huit cent seize mille livres en écus, et par conséquent à excéder de cinq cents mille francs, le tiers de cent deux millions huit cent soixante et seize mille livres, valeur de ses billets.

Elle se dispoit à payer à toute quotité; mais ses combinaisons furent encore dérangées par de nouvelles demandes du ministre. C'étoit le moment où les états-généraux alloient

s'ouvrir. L'on espéroit que le crédit alloit reparoître, tous les embarras des finances s'applanir, et elle accorda encore dix millions. Le 15 Mai, nouvel emprunt de douze millions ; après beaucoup de discussions sur les conditions, elle y accéda, et finit par se rendre au vœu du gouvernement. A la fin du même mois, il lui fallut encore recevoir du trésor royal, au lieu de l'argent qu'il lui devoit pour les intérêts du cautionnement, dix-sept cent cinquante mille livres en assignations sur la ferme générale.

Le 25 Septembre, le trésor royal étoit encore aux expédiens, les deux emprunts ayant manqué. Le ministre venoit de proposer la contribution patriotique : elle n'étoit pas encore décrétée ; mais on y comptoit. M. Necker demanda douze millions avec les dernières instances, sur des billets de l'administrateur du trésor royal, appuyés de borderaux de pareille somme sur le dernier emprunt. Les administrateurs de la caisse d'es-compte crurent devoir consulter l'Assemblée Nationale. Le comité des douze, chargé de se concerter avec le ministre pour les opérations de finances, les autorisa à fournir

cette somme sur l'emprunt de quatre-vingt millions. Il ne faisoit en cela qu'approuver un placement de douze millions dans un emprunt ouvert à tous les particuliers. L'emprunt n'ayant pas été rempli, cette assignation fut transportée sur la contribution patriotique. Le premier ministre des finances ayant été autorisé depuis à négocier avec la caisse d'escompte ou toute autre compagnie, pour se procurer sur cette contribution les sommes indispensables au service courant, la caisse s'engagea de fournir au trésor public six millions par semaine jusqu'au premier Janvier 1790, époque à laquelle, compensation faite de ce qu'elle avoit reçu, il lui resta dû quatre-vingt-six millions.

Telle est l'histoire abrégée de cette caisse si vantée par les uns, si dépréciée par les autres; tel est l'exposé fidèle de ses fautes qui furent presque toutes des services rendus à l'état, et de ses services rendus à l'état qui presque tous furent des fautes. Il est certain qu'elle enfreignit tous ses statuts et en acceptant du ministre des effets à un an d'échéance, et en ne suspendant par ses escomptes lorsque le discrédit amena la baisse de ses fonds;

Il est certain qu'elle viola le principe fondamental de toute banque de secours en ne se tenant pas toujours en état de payer ses billets à toute quotité et à bureau ouvert ; qu'elle manqua en cela même de justice et de sagesse ; qu'aucun sacrifice ne devoit lui coûter pour remplir des engagemens dont rien ne pouvoit la dispenser, et que la confiance qu'auroit infailliblement commandée une courageuse probité, l'auroit dédommée bien amplement d'une perte momentanée , par la solidité inébranlable qu'elle auroit donnée aux bases de son crédit et du crédit national. Mais il est certain aussi que dans des circonstances telles que les fastes de l'univers n'en présentent point de semblables, l'incertitude des événemens, l'oscillation continuelle des idées dérangent tous les calculs de la prudence, et que la puissance des choses fait fléchir l'austérité des principes. Il est certain que loin de s'être jamais trouvée en état de banqueroute, la caisse a toujours présenté à ses créanciers des gages assurés, et que son actif a toujours surpassé son passif dans une proportion considérable, que toutes les crises qu'elle a

éprouvées n'ont été produites que par ses relations avec le gouvernement, relations forcées, 1°. par un prêt de six millions en 1783, 2°. par un prêt déguisé de soixante et dix millions en 1787 ; que les arrêts de surséance qu'elle n'avoit pas sollicités , mais qu'on lui reproche avec raison de n'avoir pas repoussés , étoient moins une ressource pour elle , qu'une dispense que le gouvernement se donnoit à lui-même de remplir ses engagements ; que pendant la durée même de ces surséances , elle n'a point suspendu ses paiemens qui n'ont jamais été au-dessous de cent mille écus par jour ; que forcée à l'avénement de M. Necker au ministère de venir au secours de l'état dont la ruine inévitable auroit nécessairement entraîné celle de ses actionnaires et celle des porteurs de ses billets , elle s'est vue conduite chaque jour de sacrifice en sacrifice , et qu'au milieu de cette gêne continuelle elle n'a cessé d'acheter à haut prix du numéraire pour se mettre en état de payer à bureau ouvert ; enfin que placée entre l'alternative de ruiner le commerce et de rendre illusoires les secours qu'elle avoit accordés au gouvernement , en suspendant entièrement ses es-

comptes ,

comptes, ou d'aider le gouvernement et le commerce en ralentissant ses paiemens sans les discontinuer, elle a pris le parti le plus utile à sa patrie.

. Reste à juger l'accusation souvent répétée d'ambition dans ses vues, d'inconsidération dans ses calculs, d'intérêt dans ses sacrifices; mais cet examen sort de notre sujet, et nous ne voulons pas, comme les ingrats, scruter les motifs de ceux qui nous obligent, pour nous dispenser de la reconnoissance. Nous n'en dirons pas moins que son administration fut coupable dans le principe, de n'avoir pas, à quelque prix que ce fût, repoussé le funeste arrêt de surséance du 18 Août; que de cette première faute est née cette série d'actes irréguliers qui ne peuvent trouver d'excuse que dans la pureté de leurs intentions; qu'un généreux effort auroit pu rendre à l'état de plus importans services, et leur épargner le reproche d'avoir disposé de la propriété de leurs créanciers et fait valoir leur argent au profit de la caisse, au lieu de les payer, reproche qui les flétriroit à jamais, s'il n'étoit démontré que la solidité de leurs créances dépendoit essentiellement de la con-

tinuation des opérations de la caisse pour le maintien de son crédit et par conséquent de son papier en circulation. Ces fautes exagérées par les journaux et les pamphlets du tems, jointes à des inculpations plus graves encore d'agiotage, avoient jeté sur cet établissement une défaveur qui augmentoit l'embarras des affaires et la difficulté des moyens de restauration.

Une manie de banque avoit alors saisi tous les esprits. L'Angleterre avoit une banque, et elle prospéroit sous le faix d'une dette immense: on en concluoit que pour faire prospérer la France, il suffisoit d'y établir une banque. *Banque ou banqueroute*, étoit devenue un axiome de nos politiques financiers, et l'un des orateurs les plus éclairés dans cette partie, ne craignit pas de l'énoncer à la tribune de l'Assemblée Nationale. Le ministre, entraîné par l'opinion publique dans un pays où elle est en possession de commander au despotisme même, et dans un moment où elle étoit la seule puissance existante dans l'état, fut contraint de s'arrêter à un moyen qui, d'après ses propres expressions, *s'écartoit des principes généraux*

d'administration dont l'observation sévère l'avoit seule attaché jusqu'alors au maniement des affaires publiques. Il proposa donc une banque nationale, puisque la nation en vouloit une, et proposa pour base de cet établissement une caisse qui avoit rendu de grands services aux finances, dont les intéressés avoient versé dans le trésor royal soixante et dix millions à titre de dépôt, et quatre-vingt-dix millions à titre de prêt, somme énorme dont le remboursement étoit de justice rigoureuse si l'on détruisoit leur association, et que la détresse et la pénurie actuelles rendoient absolument impossible d'effectuer. Dans le plan présenté au contraire, cent soixante et dix millions auroient été avancés à l'état contre des assignations ou rescriptions, sur le produit de la contribution patriotique et sur celui de la vente des biens des domaines et de ceux du clergé; quatre-vingt millions auroient été destinés aux escomptes des lettres de change et auroient procuré au commerce un secours immense et nécessaire, et soixante et dix consacrés aux fonds de caisse qui devroient avoir lieu en numéraire effectif. On auroit exigé de

plus de la banque que l'intérêt du capital de soixante et dix millions , déposé entre les mains du roi depuis 1787 , fut réduit de cinq à quatre pour cent , et que celui des cent soixante et dix millions resta fixé à trois pour cent. Rien de plus simple au reste que le plan de sa formation : douze mille cinq cents actions nouvelles à quatre mille francs chacune , jointes aux vingt-cinq mille déjà existantes , auroient porté son capital à cent cinquante millions et servi de première caution à ses billets dont la valeur seroit demeurée fixée à deux cent quarante millions ; la seconde caution auroit dérivé de tous les effets pris à escompte par elle , et leur somme eût été nécessairement égale à la totalité des billets de caisse , puisqu'aucun de ces billets n'auroit été délivré qu'en paiement des effets sur lesquels la banque auroit fait des avances par forme d'escompte ; la troisième enfin et la plus importante de toutes , eût été la garantie pleine et entière de la nation , qui auroit assuré le crédit de l'établissement , sans exposer l'état à aucune espèce de risque. Nous ne dirons rien des divers moyens de finance proposés pour en hâter le succès ,

mais nous ne pouvons taire qu'il offroit deux inconvéniens que rien ne pouvoit racheter; l'un de forcer l'admission des billets de banque dans la circulation, l'autre d'éloigner encore le terme où ils seroient à volonté convertibles en espèces.

M. Necker connoissoit tous les vices de l'institution qu'il proposoit. Parmi plusieurs maux, il avoit cru choisir le moindre; il s'attendoit que son plan seroit critiqué, il le fut, et vivement.

Quelle ressource, disoit-on, que celle d'une caisse banqueroutière qui ne peut nous prêter que notre propre crédit? Quelle honteuse ressource que celle d'une banque nationale en faillite dès sa naissance, qui ne rétablit pas même à une époque éloignée le paiement immédiat des billets à bureau ouvert? Vouloit-on faire revivre ou bien frapper de mort le crédit de la France? Ses représentans pouvoient-ils accorder la garantie nationale à des spéculations vagues dont les futurs contingens n'étoient ni connus, ni limités? Pouvoient-ils accorder à une banque un privilège exclusif qui violeroit tous les principes et blesseroit les intérêts commerciaux des

provinces? Falloit-il compromettre l'honneur et la fortune publique, pour soutenir un établissement qui seroit beaucoup plus utile et dont les produits seroient même beaucoup plus assurés lorsqu'il seroit enfin uniquement rendu au commerce et aux affaires entre les particuliers? S'il étoit créancier de l'état, il falloit le rembourser, mais non se déshonorer par reconnoissance, ou par l'espoir de secours incertains que l'on pourroit assurément se procurer sans lui?

Quelques-uns allèrent même jusqu'à proposer de mettre la créance de la caisse d'es-compte dans la classe des dettes arriérées. Mais cette proposition fut généralement repoussée. Les lumières qui rejaillirent de la discussion sur la théorie des banques, avoient beaucoup diminué les brillantes espérances qu'on en avoit conçues. On avoit presque abandonné tout projet à cet égard, lorsqu'un plan aussi simple que vaste, présenté par M. de la Børde de Méréville, reporta sur cet objet l'attention de l'Assemblée. Le ministre fut consulté : dix commissaires furent nommés pour l'examiner. Mais leur rapport fit enfin renoncer à un remède dangereux. Ils

trouvèrent en combinant ensemble les idées de M. Necker, celles du comité des finances et de plusieurs membres de l'Assemblée, les moyens de procurer aux finances le secours momentané dont elles avoient besoin, d'être juste envers la caisse d'escompte et de commencer enfin à mettre la nation en jouissance du précieux héritage que lui offroient les domaines du roi et du clergé. Ce fut dans cette vue que l'Assemblée Nationale rendit les deux décrets suivans :

1°. « Que les billets de la caisse d'escompte continueront d'être reçus en paiement dans toutes les caisses publiques et particulières jusqu'au 1^{er} Juillet 1790; elle sera tenue d'effectuer ses paiemens à bureau ouvert à cette époque.

2°. » La caisse d'escompte fournira au trésor public d'ici au 1^{er} Juillet prochain, quatre-vingts millions.

3°. » Les soixante-dix millions déposés par la caisse d'escompte au trésor royal en 1787, lui seront remboursés en annuités portant cinq pour cent d'intérêt et trois pour cent pour le remboursement du capital en vingt années.

4°. « Il sera donné à la caisse d'escompte, pour les avances de l'année présente et des dix premiers mois de 1790, cent soixante-dix millions en assignats sur la caisse de l'extraordinaire, ou billets d'achats sur les biens-fonds qui seront mis en vente, portant intérêt à cinq pour cent et payables à raison de cinq millions par mois, depuis le 1^{er} Juillet 1790, jusqu'au 1^{er} Juillet 1791, et ensuite à raison de dix millions par mois.

5°. « La caisse d'escompte sera autorisée à créer vingt-cinq millions d'actions nouvelles payables par six termes de mois en mois à compter du 1^{er} Janvier prochain, moitié en argent ou en billets de caisse, moitié en effets qui seront désignés.

6°. « Le dividende sera fixé invariablement à six pour cent; le surplus des bénéfices restera en caisse ou dans la circulation de la caisse, pour former un fonds d'accumulation.

7°. « Lorsque le fonds d'accumulation sera de six pour cent sur le capital de la caisse, il en sera retranché cinq, pour être ajoutés au capital existant alors, et le dividende sera payé à six pour cent sur le nouveau capital.

8°. » La caisse d'escompte sera tenue de rembourser à ses actionnaires 2000 liv. par actions, en quatre paiemens de 500 livres chacun, qui seront effectués le 1^{er} Janvier 1791, le 1^{er} Juillet de la même année, le 1^{er} Janvier de 1792 et le 1^{er} Juillet de la même année ».

Second décret.

ART. I. « Il sera formé une caisse de l'extraordinaire dans laquelle seront versés les fonds provenans de la contribution patriotique, ceux des ventes qui seront ordonnées par le présent décret et toutes les autres recettes extraordinaires de l'état. Les deniers de cette caisse seront destinés à payer les créances exigibles et arriérées, et à rembourser les capitaux de toutes les dettes dont l'Assemblée Nationale aura décrété l'extinction.

II. » Les domaines de la couronne, à l'exception des forêts et des maisons royales, dont sa majesté voudra se réserver la jouissance, seront mis en vente, ainsi que des domaines ecclésiastiques dont la valeur sera estimée quatre cents millions.

III. » L'Assemblée Nationale se réserve de régler incessamment la forme et les condi-

tions desdites ventes, après avoir reçu les renseignemens qui lui seront donnés par les assemblées de département, conformément à son décret du 2 Novembre.

IV. » Il sera créé sur la caisse de l'extraordinaire des assignats de 1000 liv. chacun, portant intérêt à cinq pour cent, jusqu'à concurrence de la valeur desdits biens à vendre, lesquels assignats seront admis de préférence dans l'achat desdits biens. Il sera retiré desdits assignats, soit par lesdites ventes, soit par les rentrées de la contribution patriotique, et par toutes les autres recettes extraordinaires qui pourront avoir lieu, cent millions en 1791, cent millions en 1792, quatre-vingts millions en 1793, quatre-vingts millions en 1794, et le surplus en 1795.

» Lesdits assignats pourront être échangés contre toute espèce de titres de créance sur l'état et dettes exigibles portant intérêt, arriérées ou suspendues ».

Dans une des séances suivantes, sur la proposition d'un membre du comité des Dix, on fit à ces deux décrets quelques changemens désirés par le ministre.

Le premier de ces changemens concerne l'article 4 du premier décret : au lieu de commencer le paiement des cinq millions d'assignats en Juillet 1790, on le différa jusqu'en Janvier 1791, et afin de ne rien déranger dans les calculs on éleva chaque paiement à dix millions.

Le second est relatif à l'article 8 du même décret qui ordonne le remboursement de deux mille livres par action : on y ajouta la condition que ce remboursement ne pourroit avoir lieu, s'il n'y avoit pas cinquante millions de comptant dans la caisse.

Le troisième regarde l'article 4 du second décret : au lieu de cent millions remboursables en 1791, on porta ce remboursement à cent vingt millions pour correspondre aux précédens changemens, et l'on retrancha le dernier paragraphe de cet article, concernant l'échange de toute espèce d'effets royaux contre les assignats.

C H A P I T R E V I.

*Etablissement de la caisse de l'extraordinaire.
Vaine opposition du clergé à la vente de
ses domaines. Profusion de libelles. Dons
patriotiques de la ville de Neufchâtel. Of-
fres intéressées des oppresseurs de Genève.
Démarche des Brabançons auprès des Re-
présentans de la Nation. Réunion de la
Corse à l'Empire François. Parlement de
Rennes à la barre de l'Assemblée Nationale.*

IL étoit tems d'adopter enfin un parti dé-
cisif ; car le *deficit* qui avoit anéanti le des-
potisme , eût aussi porté le coup fatal à la li-
berté. La chaleur du patriotisme ne se rallen-
tissoit pas ; au contraire , elle sembloit re-
doubler chaque jour. Les dons se multi-
plioient ; la vaisselle , les bijoux , étoient
portés à la monnoie. Quand les objets de
luxe furent épuisés , on envoya ses boucles.
L'Assemblée Nationale ayant imité ce géné-
reux exemple , toute la France s'empressa de
le suivre , et l'on ne put sans être noté d'in-
civisme , conserver de la vaisselle plate ou
des

des boucles d'argent. Quelques tribunaux firent au peuple un plus noble présent, et s'engagèrent à rendre gratuitement ce qui, à la honte de la nation, avoit été vénal jusqu'alors, la justice.

Ces nombreux sacrifices étoient loin de combler le gouffre où la France paroissoit prête à se précipiter. Le produit de l'impôt étoit toujours presque nul ; la contribution patriotique sur laquelle on avoit tant compté, rendoit peu et lentement. On se reposoit sur les vertus et les lumières du ministre, et encore plus sur la volonté toute-puissante de l'Assemblée Nationale. Mais on ne connoissoit encore précisément, ni l'état de la dette, ni les moyens de libération, ni le plan de finances qui devoit être arrêté ; on ignoroit si l'on avoit quelque surcharge à craindre, ou quelque soulagement à espérer. Une inquiétude vague agitoit tous les esprits, et les alarmes de chaque particulier sur sa propre existence se joignant à celles qu'inspiroit l'incertitude où l'on étoit sur la fortune publique, augmentoient la stagnation générale, étouffoient les spéculations du commerce et forçoient le numéraire à s'enfuir ou à se ca-

cher. Chaque heure amenoit de nouveaux besoins et épuisoit quelque ressource. Chaque jour étoit un jour de crise dont l'établissement de la caisse de l'extraordinaire et la vente des domaines nationaux firent enfin sortir et le corps législatif, et le gouvernement.

Cette vaste opération de finances affranchit l'administration de ses principales entraves. Dès-lors elle n'eut plus à combattre contre des difficultés sans cesse renaissantes, à suffire à de grandes dépenses avec des revenus insuffisans, et à lutter avec les plus foibles ressources contre les besoins les plus pressans, et l'effrayante pénurie du trésor public. Mais trop d'intérêts étoient blessés, trop de passions irritées par cette mesure, pour qu'elle n'éprouvât pas la plus violente opposition. Le clergé sur-tout, qui voyoit s'échapper de ses mains tant de riches domaines, par une aliénation à laquelle il ne pouvoit croire encore, opposa une vigoureuse résistance, et après avoir en vain essayé de parer le coup par des calculs spécieux et des offres éblouissantes, chercha du moins à le retarder par d'indécentes clameurs et un tumulte scan-

daleux. Mais la voix impérieuse de la justice soutenue par celle de la nécessité, étouffa ces cris impuissans. Le décret fut confirmé, l'espoir des ennemis confondu, et la révolution assurée.

On eut recours à d'autres armes. Des libraires furent assez lâchement avides pour spéculer sur le produit des libelles, et des écrivains assez vils pour s'associer à cet infâme trafic (a). Des milliers de calomnies imprimées inondèrent la France : d'audacieux

(a) Un libraire de Paris, intéressé dans cette entreprise, en fit confidence à M. Charles Lameth, et lui avoua que c'étoit de sa manufacture que sortoient ces libelles dont toute la France, et surtout la Lorraine, l'Alsace, le pays Messin et autres provinces frontières étoient journellement empoisonnés. Ces libellistes poussèrent l'audace jusqu'à faire distribuer des feuilles incendiaires sous le nom de l'abbé de Montesquiou et de M. Desmeuniers, alors président de l'Assemblée Nationale. Le corps législatif opposa un tranquille mépris à l'audace des calomniateurs qui portoient l'impudence jusqu'à afficher, crier et distribuer dans le vestibule même de la salle les pamphlets les plus outrageans. Il crut que le parti le plus sage et le plus digne de lui étoit d'abandonner ses folliculaires à leurs propres fureurs et à l'exécration de tous les bons citoyens.

libellistes feignant d'embrasser la cause du peuple afin de la déshonorer et de la rendre odieuse, le provoquoient au meurtre au nom de la patrie, et se travailloient à inventer chaque jour de nouvelles conspirations pour fatiguer les citoyens par des terreurs continues, ou les porter à des vengeances barbares par l'excès de l'indignation. Quelques-uns s'attachoient à noircir des plus affreux soupçons les plus zélés patriotes pour les décourager ou les perdre, tandis que d'autres chargés d'un rôle différent, dénatioient toutes les opérations de l'Assemblée, infectoient de leur venin les esprits foibles et crédules, les repaissoient de chimères et les excitoient à la rébellion et à la vengeance.

Les citoyens alarmés des suites d'une telle licence, enhardie par l'impunité, demandoient une loi pour réprimer des abus aussi révoltans, et disoient que la liberté de la presse n'étoit pas la liberté de la diffamation, de même que la libre circulation des denrées n'étoit pas la libre circulation des poisons. L'Assemblée Nationale se rendit au vœu public, et ordonna à son comité de constitution de lui présenter un projet de loi à ce su-

jet. L'on reconnut alors combien une question qui touche de si près au premier principe du droit le plus sacré de l'homme, renfermoit de difficultés insolubles; car le comité, après avoir long-tems et mûrement discuté un projet de décret, ne put s'arrêter qu'à une loi de circonstance dont il requit lui-même que l'exécution fût limitée à deux ans. L'Assemblée, pénétrée d'un respect religieux pour la liberté des opinions, et convaincue que la presse peut seule réparer les dommages qu'elle a causés, considérant qu'il existe des loix contre la sédition et la calomnie, n'osa porter atteinte à ce dogme fondamental de la liberté, et prononça un ajournement indéfini. Le suffrage de l'Europe la vengeoit assez de la rage et des satyres de ses méprisables détracteurs.

Des nations étrangères voulurent pour ainsi dire s'associer à sa gloire, en partageant l'honneur de venir au secours d'un pays qui devenoit la commune patrie de tous les amis de la liberté. Les habitans de Neuchâtel, entr'autres, firent don à la France du quart de leurs revenus sur le roi, et cette offrande patriotique fut reçue avec une extrême gra-

titude. Il n'en fut pas ainsi d'un don de neuf cent mille livres présenté au nom de la république de Genève. On crut apercevoir dans la lettre d'envoi, que cette générosité qui coincidoit avec la garantie que le parti aristocratique de ce petit état venoit d'obtenir du ministère françois, et par son moyen, du canton de Berne et du roi de Sardaigne, pour la constitution, ou plutôt le code d'oppression dicté en 1782 les armes à la main, étoit le prix de l'asservissement du peuple, but constant des gouvernemens despotiques. Cette somme, comme on le sut bientôt, loin d'être offerte par l'état, étoit le produit d'une souscription ouverte à la prière de M. Necker (a),

(a) M. Necker ayant passé à Genève peu de tems après la prétendue constitution de 1782, fut invité par les syndics de la république à prêter le serment exigé de tous les citoyens. Il aima mieux sortir de la ville, que de paroître consentir à l'anéantissement de sa liberté. Mais peu de tems après ayant été nommé membre du conseil des deux cents, soit qu'il désespérât du salut de la patrie, soit qu'il se flattât de pouvoir lui être plus utile dans le sénat, que par son refus d'accéder à un acte constitutionnel établi par la violence, il eut la foiblesse d'y souscrire. Les patriotes genevois ne purent le lui

et remplie par les principaux chefs de la cabale aristocratique. Ces factieux qui vouloient acheter au rabais le droit d'être les tyrans de leurs égaux, avoient proposé trois millions à la France, avant d'obtenir la garantie de leurs usurpations; mais après l'avoir obtenue, ils avoient réduit à neuf cent mille francs les dons de leur générosité intéressée, et s'efforçoient encore de faire valoir leur prodigieuse munificence par le tableau des maux de leur patrie dont ils étoient eux-mêmes les auteurs, de la ruine de son commerce qui avoit fui avec la liberté, et de l'extrême misère de leurs concitoyens qu'ils s'occupoient à asservir et non à soulager. Les représentans du peuple françois ne crurent pouvoir accepter les présens des oppresseurs du peuple Genevois, et les refusèrent à l'unanimité absolue.

Un événement d'une nature bien différente, mit à une pénible épreuve leur sagesse et leur justice. Les états de Flandre et

pardonner, et les aristocrates de l'assemblée en profitèrent pour le rendre suspect à leurs adversaires et se venger de la prédilection qu'il leur avoit marquée.

de Brabant venoient de rompre les liens qui les attachoient à la domination impériale , et de déclarer leur indépendance. Un envoyé de Vandernoot qui se qualifioit agent général du peuple Brabançon , apportoit à l'Assemblée Nationale et au roi , le manifeste de cette nouvelle puissance.

La France qui , dans sa longue servitude , s'étoit toujours montrée la protectrice des opprimés , repousseroit-elle à l'époque glorieuse de sa régénération à la liberté , la démarche d'un peuple qui se sentoit le courage de l'imiter et de revendiquer ses droits ? Mais la France pouvoit-elle s'ériger en arbitre des droits respectifs de Joseph II et des états , et la volonté générale de la nation , seule juge d'une si grande cause , étoit-elle suffisamment manifestée , par une simple délibération d'une assemblée à laquelle on pouvoit contester le caractère de représentation nationale , que l'on savoit influencée par l'aristocratie féodale et épiscopale , et dirigée par des ambitieux et des intrigans ? Dans le premier moment , le public demandoit d'une voix que la liberté des Brabançons fût reconnue. Le corps législatif eut le courage de résister à ce

noble, mais imprudent enthousiasme, et persuadé qu'il seroit contre la sagesse d'accueillir avec précipitation, et contre sa dignité et sa justice, de rejeter les demandes d'un peuple qui aspire à être libre, éloigna prudemment l'ouverture du paquet et le moment de la décision.

Elle ne montra pas moins de respect pour les droits des nations dans les décrets qu'elle rendit à cette époque relativement à la Corse. Cette île sujette, ou plutôt esclave de la république de Gênes, avoit long-tems gémi sous le plus affreux despotisme. Après une longue lutte de la liberté contre la tyrannie, elle se déclara enfin indépendante en 1735 dans une assemblée générale, et cette déclaration fut renouvelée en 1755, lorsque Paul Paoli fut élu commandant-général. Les Génois, dont les armées furent mises en déroute sur le bord de la mer par douze hommes et par douze femmes, eurent recours à la France pour punir cette prétendue révolte, et M. de Choiseuil, après y avoir entretenu des troupes pendant quatre ans pour garder les postes que ces républicains y possédoient, fit avec eux en 1768 une transaction par laquelle ils cé-

doient au roi un droit d'administration qu'ils n'avoient pas et qui ne pouvoit être exercé que par la force. Cette île étoit censée par ce traité appartenir à la France. Mais le sénat de Gênes se réservoir de rentrer dans sa prétendue souveraineté en lui remboursant les frais qu'elle auroit faits pour assouvir sa vengeance et lui conserver ses droits chimériques ; frais immenses et qui furent complètement à sa charge , puisque les revenus qu'elle tira de cette île furent toujours bien au-dessous des frais que nécessitoit son administration.

Les Corses refusèrent de ratifier cet étrange marché par lequel on vendoit un peuple comme un troupeau de moutons. Il fallut les conquérir , et ce ne fut qu'en versant des flots de sang , que nos soldats parvinrent à les mettre au nombre des compagnons de leur servitude. Subjugués plutôt que soumis, ils devinrent par force sujets du roi , mais non membres volontaires de l'empire françois. A l'époque des états généraux , l'espoir de l'affranchissement prochain de la nation réveilla leur amour pour la liberté , et ils chargèrent leurs députés de demander for-

mellement qu'ils en fussent déclarés partie intégrante. Ils partagèrent avec transport les triomphes de l'Assemblée Nationale et la virent avec joie substituer à l'absurde régime des intendants et des subdélégués, les mêmes divisions et subdivisions que Paoli y avoit déjà introduites pour la facilité de l'administration, dans le tems que cette île combattoit pour la liberté. Mais la consternation s'y répandit avec le bruit qu'on alloit ou la céder à Gênes, ou la retenir sous le despotisme militaire; et ce bruit paroissoit d'autant mieux fondé, que, de tous les décrets de l'Assemblée Nationale, l'on n'y avoit encore publié au mois de Novembre que la loi martiale.

Une si cruelle incertitude excita une fermentation générale. L'île entière se couvre d'armes, non plus contre les François, mais pour eux et pour la même cause. On déclare à M. de Barrin, alors commandant pour le roi, que l'on veut enfin former une garde nationale : toute la ville de Bastia s'assemble à cet effet dans l'église paroissiale de S. Jean; le commandant s'y rend lui-même. Tout-à-coup on entend battre la générale; M. de Reully, colonel du régiment du Maine, et

M. de Tissonnet, capitaine dans le même corps, marchoit l'un par la droite à la tête des grenadiers, l'autre par la gauche à la tête des chasseurs pour s'emparer de l'église et en chasser l'assemblée. Vingt-cinq à trente bourgeois courent aux armes et se réunissent; les chasseurs font feu sur eux, les citoyens ripostent et les obligent à rétrograder. Deux soldats sont tués, deux autres sont blessés, ainsi que M. de Tissonnet leur chef. Dans sa brutale vengeance, la troupe massacre deux enfans dans la rue à coups de bayonnettes. Le peuple frémit d'horreur de tant de barbarie, il se porte en foule à la citadelle, à l'arsenal, à tous les forts et s'en rend maître, ainsi que de tous les magasins à poudre, sans verser une goutte de sang.

La commune de Bastia rendant compte de tous ces faits à l'Assemblée Nationale, insista auprès de ses députés pour faire sanctionner par un décret le vœu du peuple Corse pour sa pleine et entière réunion à la nation françoise. « Le ministère, écrivoit-elle, nous a conquis par la force, et d'après un traité passé avec la république de Gênes qui n'avoit nullement le droit de nous céder. Pour notre
sûreté,

sûreté, et pour que nous soyons françois à jamais, ce qui est notre unique vœu, il nous faut un décret de la nation sur une demande faite par vous, messieurs, qui êtes nos représentans librement et légalement élus ».

L'Assemblée Nationale se rendit à leurs desirs. L'île de Corse fut déclarée partie intégrante de l'empire françois, et le roi pria d'y faire passer tous les décrets du corps législatif. Bien plus, sur la motion de M. de Mirabeau, dont la jeunesse, dit-il, avoit été souillée par une participation à la conquête de cette île (a), mais qui ne s'en tenoit que plus étroitement obligé à réparer envers ce peuple généreux, ce que sa raison lui représentoit comme une injustice, il fut décrété que ceux des Corses qui n'étant coupables d'aucuns délits légaux, auroient été forcés

(a) Malgré les plaisanteries que se permirent à cette occasion les ennemis de M. de Mirabeau sur ses exploits guerriers, il est certain que durant la guerre de Corse, il débuta dans la carrière militaire d'une manière très-honorable, et qu'il montra dans les combats le même courage qu'il fit paroître depuis au milieu des orages de la révolution.

au moment de la conquête, de s'éloigner d'une patrie dont une proclamation barbare les écartoit, sous peine de mort, pour en avoir glorieusement défendu la liberté, seroient libres d'y rentrer et d'y jouir de tous les droits de citoyens.

Dès ce jour sans doute, et dès ce jour seulement, la Corse fut véritablement françoise, puisque ce fut celui où les deux nations consentirent librement et volontairement à une réunion éternelle. Mais les aristocrates de Gènes n'en jugèrent pas ainsi : ils réclamèrent leurs droits sur la souveraineté de la Corse, et rappelèrent l'acte par lequel ils avoient bien voulu y établir le roi de France pour leur premier commis. Il n'y eut qu'une voix dans l'Assemblée sur cette absurdité diplomatique. L'abbé Maury et M. d'Espéremont lui-même, rendirent hommage aux principes; M. de Mirabeau le jeune s'amusa quelques instans à proposer que le doge de Gènes fût mandé à la barre, et l'insolente requête du sénat fut bientôt accueillie comme elle le méritoit, par la question préalable.

L'Assemblée Nationale venoit d'humilier l'orgueil et de châtier la révolte d'un autre

sénat non moins aristocratique et non moins despote, le parlement de Bretagne. Cette compagnie réunissoit au plus haut degré l'esprit de domination de la magistrature, et les prétentions orgueilleuses de la noblesse. Depuis cent ans, elle avoit, par des arrêtés secrets, exclu de son sein les membres des communes. Il falloit un siècle d'existence privilégiée pour y être admis, et dans les derniers tems on ne put, sans être noble d'extraction, aspirer à la pourpre et à l'honneur de siéger sur ce tribunal souverain.

Fièrè des pouvoirs qu'elle s'arrogéoit, elle vouloit représenter toute la province, quoique son essence fût de ne représenter personne et que ses fonctions se bornassent à rendre la justice. Elle se croyoit même supérieure aux états.

Conservatrice, disoit-elle, des droits de la Bretagne, elle protégeoit, il est vrai, de toute sa puissance, les usurpations féodales auxquelles sa vanité étoit intéressée; mais elle étoit la première à violer les véritables franchises des Bretons. Presque toutes les loix émanées du ministère étoient enregistrées sans le consentement des états, et plus

d'une fois elle osa soutenir qu'un impôt **con-**
senti par eux , ne pouvoit être levé sans sa
permission , tandis que l'enregistrement seul
forçoit la nation contre son gré et même
après son refus , à supporter une taxe pu-
blique. Dans le dernier siècle elle alla jusqu'à
défendre aux membres des états de s'assem-
bler , jusqu'à rendre des arrêts contr'eux ; et
lorsqu'il fut question de terminer cette que-
relle par voie de conciliation , elle ne rougit
pas de prétendre que leurs commissaires ne
paroîtroient devant elle que debout et à la
barre. Enfin, en 1788 , elle avoit mis tout en
œuvre pour arrêter dans son principe les pre-
miers efforts de la nation vers la régénéra-
tion publique, et défendre comme illégales les
assemblées très-paisibles des citoyens. C'est
ce même corps qui s'étoit toujours placé au-
dessus de la nation pour la braver ou l'oppri-
mer , qui , pour maintenir sa propre tyrannie ,
feignoit alors de réclamer les droits du peuple
et couvroit sa rébellion du titre de son dé-
fenseur.

On juge bien qu'accoutumés dans leur pro-
vince à se regarder comme les souverains
d'une nation composée de trois ordres et les

égaux des rois de France, ces magistrats avoient peu de respect pour les représentans d'une nation qui n'étoit composée que de citoyens, et pour un roi des François qui n'étoit plus leur maître, mais leur chef, et dont le *veto suspensif* ne pouvoit soutenir le parallèle avec le *veto absolu* des parlemens. Aussi lors du décret du 3 Novembre, le sénat breton ne daigna pas même protester comme ceux de Rouen et de Metz, et garda un majestueux silence. Il fallut deux lettres de jussion du roi, et la jussion plus impérative encore du peuple pour forcer la chambre des vacations à s'assembler, et elle ne le fit que pour déclarer qu'elle ne pouvoit ni enregistrer, ni se charger des fonctions qui lui étoient attribuées par cette loi.

Cette désobéissance opiniâtre qui laissoit la province sans justice, excita l'indignation publique. Le prétexte hypocrite de la conservation des privilèges fut désavoué par la généralité des citoyens qui sentoient qu'il y avoit plus à gagner qu'à perdre dans l'abandon de ces chartres gothiques, si précieuses dans le tems du despotisme, et qu'il valoit mieux devenir François sous la nouvelle cons-

titution , que de rester Bretons sous l'ancienne. Plusieurs villes, entr'autres celles de Rennes et de Nantes, s'en expliquèrent très-ouvertement dans des adresses pleines d'énergie et de patriotisme. L'Assemblée ordonna qu'il seroit formé une autre chambre des vacations, et que la chambre réfractaire seroit mandée à la barre pour rendre compte de sa conduite.

Il fallut obéir. Un refus eût exposé à une humiliante contrainte : la garde nationale bretonne auroit amené comme des esclaves fugitifs, ces superbes sénateurs qui prétendoient marcher égaux aux monarques, et dont la puissance ne s'étoit souvent montrée, ni moins absolue, ni moins redoutable. Ils se rendirent donc à l'Assemblée Nationale. Une foule immense remplissoit les tribunes et entouroit le lieu des séances. La nouveauté du spectacle, le desir d'observer la contenance de ces fiers parlementaires, de voir comment ils répareroient leurs torts, d'entendre les motifs dont ils coloreroient leur désobéissance, l'incertitude du parti qu'ils prendroient et de celui qu'on alloit prendre à leur égard, tout augmentoit l'intérêt de la

scène et excitoit la curiosité du public. Pour eux , accoutumés à voir tout fléchir devant leur autorité , et à n'en reconnoître aucune , ils sembloient exprimer par leur attitude le mot du doge de Gênes dans la galerie de Versailles : *ce qui m'étonne le plus , c'est de me voir ici.*

Après une demi-heure d'attente dans le vestibule , ils furent introduits à la barre. L'abbé de Montesquiou , alors président de l'Assemblée , s'adressant à eux avec cette majesté pleine d'indulgence , si convenable à l'organe de la puissance législative et de l'autorité suprême de la nation : « Messieurs , leur dit il , l'Assemblée Nationale a ordonné à tous les tribunaux du royaume de transcrire sur leurs registres , sans retard et sans remontrances , toutes les loix qui leur seroient adressées. Cependant vous avez refusé l'enregistrement du décret qui prolonge les vacances de votre parlement. L'Assemblée Nationale étonnée de ce refus , vous a mandés pour en savoir les motifs. Comment les loix se trouvent-elles arrêtées dans leur exécution ? Comment des magistrats ont-ils cessé de donner l'exemple de l'obéissance ? Parlez.

L'Assemblée juste dans les moindres détails ; comme sur les plus grands objets, veut vous entendre ; et si la présence du corps législatif vous rappelle l'inflexibilité de ses principes, n'oubliez pas aussi que vous paroissez devant les pères de la patrie, toujours heureux de pouvoir en excuser les enfans, et de ne trouver dans leurs torts que les égaremens de leur esprit et de simples erreurs ».

« Messieurs, répondit M. de la Houssaye, président de la chambre, impassibles comme la loi dont nous sommes les organes, nous nous félicitons de pouvoir donner en ce moment au plus juste des rois une grande preuve de notre soumission, en exposant aux représentans de la nation les motifs et les titres qui ne nous ont pas permis d'enregistrer les lettres-patentes du 3 Novembre 1789, portant continuation des vacances de tous les parlemens du royaume. Il n'est point de sacrifices qui paroissent pénibles à de fidèles sujets, lorsque commandés par un monarque vertueux, ils ne sont réprouvés, ni par les devoirs sacrés de la conscience, ni par les loix impérieuses de l'honneur ».

Après cet exorde, il exposa les motifs qui avoient déterminé la chambre à ne point enregistrer. Elle n'auroit pu le faire que par un arrêt, et elle étoit sans qualité pour le rendre ; car sa mission étant finie depuis le 17 Octobre , long-tems par conséquent avant les lettres-patentes données sur le décret , ses membres n'étoient plus que de simples particuliers, le parlement en corps pouvant seul enregistrer.

S'appuyant ensuite sur le serment que les magistrats avoient prêté , de maintenir les privilèges de la province , il dit que ces privilèges étoient de véritables droits ; que les états seuls constitutionnellement assemblés , pouvoient en faire l'abandon. Il invoqua les capitulations de la Bretagne , les testamens , les contrats de mariage du duc François , de la duchesse Anne , du roi François premier , enfin les mandats donnés par les cahiers aux députés , de conserver soigneusement les droits et franchises de leur patrie , et notamment son droit de consentir dans les états , la loi , l'impôt et tout changement dans l'ordre public de cette province. D'où il concluoit que le parlement avoit dû , sous peine de se rendre

parjure , refuser l'enregistrement d'un décret qui en changeoit tout l'ordre judiciaire , et que l'Assemblée Nationale étoit sans pouvoir et sans titre pour abroger les traités qui lient la Bretagne à la France.

« Permettez , Messieurs , ajouta-t-il en finissant , permettez que je parle de moi. Cette circonstance illustrera mon nom et celui de mes collègues ; l'histoire rappellera que nous avons bravé les dangers plutôt que d'étouffer le cri de l'honneur et de la conscience. . . . Un jour , les bretons désabusés , rendront hommage à nos principes. Heureux si mon âge , si une santé affoiblie , me permettoient de voir ce jour , et de prouver encore que je fus toujours digne de porter les titres précieux de sujet fidèle et de véritable citoyen » . —

« L'Assemblée Nationale , leur répondit le président , pesera avec maturité les observations que vous avez cru devoir lui proposer : je prendrai ses ordres et vous saurez ses intentions » .

Ils sortirent. Le faste avec lequel ils venoient d'étaler leur doctrine parlementaire , leur hardiesse à décorer du nom de devoir

leur désobéissance à l'autorité de la nation, leur mépris pour les ordres réitérés du roi, leur infraction au serment individuel qui les obligeoit de rendre la justice aux peuples, la confiance enfin avec laquelle ils se couvroient des privilèges de la Bretagne, qu'ils s'étoient si souvent fait un jeu d'enfreindre, et des droits du peuple qui désavouoit des défenseurs dont la tyrannie l'avoit écrasé si long-tems, laissèrent l'Assemblée et le public également étonnés. Cette intrépidité de bonne foi, ce naïf épanchement d'aristocratie trouva des panégyristes et des censeurs. C'étoit, selon les uns, le comble de l'héroïsme; c'étoit, selon les autres, le comble de l'impudence. Les uns admiroient la force de leur raisonnement et toute cette cathégorie de parchemins, vieilles et vénérables reliques de la féodalité; monumens augustes de la sagesse de leurs nobles aïeux; les autres s'indignoient qu'on pût opposer de telles rapsodies à la volonté toute-puissante de la nation, et prétendre garrotter toutes les générations successives, des chaînes que l'ignorance et l'orgueil avoient forgées dans des siècles barbares. Et qu'étoit-ce en effet que

le contrat de la reine Anne , près de ce contrat éternel sur lequel reposent les fondemens de la société? Qu'étoient ces états de Bretagne , cette assemblée où les évêques et la noblesse avoient usurpé tous les droits de la nation , et où ne paroissoient les représentans du peuple que pour rehausser par leur avilissement les orgueilleuses prétentions des deux premiers ordres ? N'étoient-ils donc pas anéantis ces états , du jour où le peuple avoit déclaré qu'il vouloit rentrer dans ses droits imprescriptibles , reprendre sa dignité et confier ses intérêts à des représentans librement élus par lui dans une juste proportion avec le nombre des représentés ? Le peuple breton n'étoit-il pas devenu françois du jour où il avoit envoyé ses députés à l'Assemblée Nationale de France ? Quelle force pouvoient avoir des cahiers dictés dans ce trouble et cette inquiétude inséparables des premiers momens d'une grande révolution , contre l'adhésion presque unanime de tous les individus de la province à la renonciation faite par leurs délégués à des privilèges qui , au milieu de la liberté générale du royaume , seroient devenus pour eux seuls des titres de

servitude !

servitude? Une nation entière avoit-elle besoin , pour se faire entendre , d'emprunter l'organe d'une assemblée où tout le monde se disoit représentant , où personne n'étoit représenté , où elle ne voyoit que des oppresseurs et dont elle avoit prononcé l'éternelle dissolution? Et dans tous les cas , la voix de tout un peuple ne valoit-elle donc pas un arrêté des états?

A l'égard de la chambre des vacations , sa conduite ne pouvoit admettre aucune excuse. Coupable envers la province qu'elle avoit laissée sans justice , coupable envers la nation dont elle avoit bravé les représentans par sa révolte contre leurs décrets , coupable envers le roi à qui elle avoit désobéi deux fois , elle avoit encore aggravé tous ses torts et insulté , pour ainsi dire , la loi elle-même en tenant un langage séditieux dans une assemblée de législateurs , en y affectant une sorte de souveraineté , en opposant au vœu connu des bretons , des sermens qu'elle avoit si souvent violés , et en soutenant le système absurde du droit d'enregistrement , droit également usurpé sur la nation et sur le roi. Et certes , ces magistrats avoient mis peu de

dignité dans leur défense en excusant par une puérile chicane de procureur, leur refus d'enregistrement et en se rejetant sur je ne sais quel défaut de caractère; comme s'ils avoient perdu ce caractère par la suspension de leurs fonctions, comme si rassemblés par un acte légal, ils ne rentroient pas dans la plénitude de leur pouvoir, comme si les vacances du parlement avoient nécessairement dû arrêter l'action du corps législatif. Et à l'égard de ce courage magnanime dont ils paroissoient si fiers, il n'en falloit pas tant peut-être pour s'exprimer avec arrogance devant des hommes trop puissans pour n'être pas au-dessus d'une offense de quelques individus, et trop généreux pour la punir.

En vain MM. Mirabeau jeune, d'Espréménil, Frondeville, Cazalès, l'abbé Maury, osèrent prendre leur défense et les couvrir, comme d'une égide, de ces antiques transactions, de ces traités frauduleux où la ruse s'est combinée avec la force pour enchaîner le genre humain et vendre les peuples à quelques tyrans. MM. Chapellicr, Barnave et Mirabeau, firent disparaître ces vains fantômes devant la lumière éclatante

des droits de l'homme et du citoyen; et ces souverains détrônés furent mandés de nouveau à la barre pour y entendre leur arrêt. Jamais la salle n'avoit été plus remplie de députés, et les galeries d'une plus grande affluence de citoyens. Ils parurent à la barre et s'y rangèrent en silence au milieu d'un silence universel. Le président de l'Assemblée Nationale, sans aucune affectation dans sa voix, ni de hauteur ni de douceur, leur lut le décret suivant :

« L'Assemblée Nationale improuvant la conduite des magistrats de la chambre des vacations du parlement de Rennes, et les motifs qu'ils ont allégués pour leur justification, déclare que leur résistance à la loi, les rend inhabiles à remplir aucunes fonctions de citoyens actifs, jusqu'à ce que sur leur requête présentée au corps législatif, ils aient été admis à prêter le serment de fidélité à la constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roi. Et en exécution du présent décret, l'Assemblée ordonne que les magistrats de la chambre des vacations du parlement de Rennes, seront mandés à la barre de l'Assemblée pour entendre le pré-

sent décret par l'organe de son président ».

Après cette lecture , ils se retirèrent en silence comme ils étoient entrés. On crut un instant que le président de la Houssaye alloit sur-le-champ présenter une requête au nom de ses collègues et au sien , pour être admis à prêter le serment de fidélité à la constitution. Cinquante gentilshommes à Rennes , et un grand nombre d'autres dans plusieurs villes de Bretagne , avoient donné cette marque de soumission à la loi. Mais l'esprit indomptable de la robe , ne permit point aux magistrats de suivre ce généreux exemple. Ils retournèrent en Bretagne avec tout leur orgueil et tous leurs préjugés. Les successeurs qu'on leur avoit designés les imitèrent dans leur opiniâtreté et refusèrent de rendre la justice. Quelques-uns s'enfuirent ; le peuple indigné menaçant les autres , il fallut leur commander les arrêts dans leurs maisons , les y faire garder par la milice nationale pour les soustraire à sa fureur ; et le garde-des-sceaux fut obligé d'écrire à l'Assemblée pour la prier d'aviser promptement aux moyens de procurer enfin des juges à la Bretagne. Les plus zélés défenseurs de cette

cause n'osèrent entreprendre l'apologie d'une rébellion si marquée contre la loi, et se bornèrent à solliciter la clémence du corps législatif. Il décréta qu'il seroit formé un tribunal provisoire présidé par M. de Talhouet (a); le seul des magistrats bretons qui eût rendu hommage à la constitution, et composé de deux juges de chacun des quatre présidiaux de Bretagne, de quatre jurisconsultes du barreau de Rennes et de deux de chaque ville où les trois autres présidiaux étoient établis. A l'égard de la peine que les ci-devant magistrats avoient encourue par leur désobéis-

(a) Ce respectable magistrat s'est vu plus d'une fois depuis victime de son amour pour la liberté; il n'est aucune manœuvre qu'on n'ait employée pour le punir d'avoir osé se montrer citoyen. Ses possessions menacées, des procès odieux suscités, ses créanciers ameutés, toutes les armes de l'intrigue tournées contre lui, ont dû lui apprendre qu'un gentilhomme et un sénateur ne pouvoit être impunément honnête homme. L'audace de ses ennemis est même allée jusqu'à détourner artificieusement le tribut de la reconnaissance que le peuple lui adressoit. M. de Talhouet a tout souffert sans se plaindre et n'en est pas moins invariablement demeuré le défenseur et l'ami du peuple et de la liberté;

sance, l'Assemblée se contenta de prononcer la même interdiction provisoire des droits de citoyens actifs qu'elle avoit déjà portée contre la première chambre des vacations.

C H A P I T R E V I I .

Nouvelles tentatives des privilégiés de l'église, de la robe et de l'épée. Projet de contre-révolution attribuée à M. de Favras. Dénonciation, développement et moyens d'exécution de ce projet. Procédure et jugement du châtelet contre M. de Favras. Son testament de mort. Son supplice.

LA révolution se consolidoit, le parti populaire acquéroit à chaque instant de nouvelles forces : l'aristocratie étoit vaincue, mais elle n'étoit pas comptée. Cette hydre à cent têtes survivoit à toutes ses blessures, et toujours battue, s'irritoit de ses défaites et combattoit toujours. Dans l'église, dans l'armée, dans la robe, dans tous les états, elle suscitoit des ennemis au peuple. A des conspirations étouffées succédoient de nouvelles conspirations. Jamais le démon de la tyrannie n'eut tant d'efforts à vaincre que le génie de la liberté. A Auch et à Strasbourg, le clergé protestoit, les chefs de l'armée l'excitoient à la révolte, les parlemens préparoient

des arrêtés, et la noblesse cherchoit dans la populace qui, de tout tems, fit cause commune avec elle, des brigands à armer contre les citoyens.

On alla prêcher les maximes de la servitude jusques dans les Cévennes, ces premiers asyles de la liberté de conscience. On osa écrire de Givet à diverses garnisons, entr'autres à celle de Brest, pour tâcher de les séduire. A Meaux, à Brie-Comte-Robert, dans plusieurs autres villes, on essaya de multiplier les désordres par la terreur d'un odieux monopole sur les subsistances. Par-tout les manœuvres des ennemis furent déjouées. Les Cévennauts se confédérèrent contre les perturbateurs du repos public; le régiment de Beauce donna l'exemple de dénoncer les lettres incendiaires adressées aux troupes; l'activité des gardes nationales et la sagesse des administrateurs surent maintenir la tranquillité avec l'abondance; la fermeté de l'Assemblée Nationale confondit l'orgueil des parlemens, et l'accord des citoyens renversa les impuissans efforts de la noblesse.

Malgré tous ces échecs qui auroient dû leur en présager tant d'autres, les chefs du parti

ne s'obstinèrent pas moins dans leurs coupables espérances. Depuis long-tems ils sentoient que la réunion du roi au Corps législatif, donnoit à la cause populaire une force invincible, et que le coup le plus terrible à lui porter, seroit de séparer le prince de l'Assemblée, d'opposer le fantôme de la royauté à la souveraineté nationale, d'offrir aux rebelles un point de ralliement, et de légitimer leur révolte par le prétexte de la fidélité qu'ils devoient au monarque, et de leur obéissance pour ses ordres qu'ils se proposoient bien de dicter eux-mêmes : c'étoit-là le point essentiel, et ils ne l'avoient jamais perdu de vue. Aussi lorsque le projet qu'ils avoient d'abord formé de dissoudre par la force le Corps constituant, fut renversé sans retour, ils s'occupèrent avec ardeur des moyens d'enlever le roi et de le transporter à Metz, ce qu'ils auroient effectué au mois d'Octobre 1789, sans la résistance qu'ils trouvèrent en lui et le mouvement subit de l'armée parisienne sur Versailles. Ils changèrent alors de batterie, et résolurent de l'amener de gré ou de force dans la ville de Péronne. C'est du moins ce qui résulte des dépositions faites contre M. Tho-

mas Mahi de Favras, accusé d'être un des principaux agens de la conspiration.

Cet homme, né avec un génie entreprenant et une ambition exaltée, avoit passé sa vie à combiner des projets de fortune ; successivement mousquetaire, capitaine de dragons, et premier lieutenant des gardes - suisses de *MONSIEUR*, il avoit donné sa démission de cette dernière place pour aller à Vienne en Autriche, faire statuer sur l'état de madame de Favras, née princesse d'Anhalt-Schaumbourg. Persécutée pour cause de religion, rejetée par sa famille qui nioit sa légitimité, elle étoit tombée dans la dernière misère. M. de Favras l'épousa, fit reconnoître ses droits, et obtint un rescrit impérial pour contraindre le prince d'Anhalt, père de sa femme, à lui assurer à titre de dot une pension de mille florins.

Ce fut à la suite de ce voyage qu'il se livra aux méditations de la politique financière ; il en fut détourné en 1785 par les troubles de Hollande qui lui ouvrirent une carrière plus analogue à son esprit remuant. Il partit avec le projet de lever une légion pour le service des provinces unies, et ce fut-là le motif et

l'époque de ses liaisons avec un officier recruteur, nommé Tourcaty, dont il crut que les soins pourroient lui être utiles. Mais la prompte pacification qui fut la suite de la médiation armée de la Prusse, le força de renoncer à ses projets, et de reprendre ses travaux sur la liquidation de la dette publique. Le compte satisfaisant qui en fut rendu au ministre par une commission chargée de l'examiner, augmenta son empressement d'en obtenir la discussion dans l'Assemblée Nationale, et il paroît qu'il fondeoit sur la réussite de ce plan de hautes espérances.

Cependant, l'insurrection du Brabant et les événemens qui la suivirent, faisoient fermenter cette tête ardente. Il crut y voir une occasion favorable de renouer le projet qu'il avoit conçu en 1785, et ses vues s'aggrandissant, il lia le plan d'une contre-révolution en Hollande, avec une révolution dans le Brabant, et peut-être avec une contre-révolution en France; du moins il assure que l'exécution de ce qu'il méditoit auroit pu être fort utile à sa patrie, et l'on sait ce qu'un privilégié pouvoit juger utile à l'état. Il est pourtant vraisemblable que ses idées militaires

étoient subordonnées au succès de celles qu'il avoit conçues pour la libération de la dette publique , et qu'il ne les reprit qu'après avoir perdu tout espoir de ce côté.

M. de Favras avoit beaucoup de talens et encore plus d'ambition ; comme tous les nouveaux nobles , il étoit fortement attaché à la noblesse. L'ordre de choses qui s'établissoit sur les ruines de l'ancienne administration , détruisoit plusieurs de ses moyens d'avancemens ; aussi affectoit-il un grand attachement à l'autorité royale , et fort peu de goût pour le régime de la liberté. Caressé par les grands pour qui , dans les circonstances , un esprit de cette trempe étoit si précieux , il avoit été mis dans la confiance du premier projet de translation de la famille royale à Metz. Dès le 2 Octobre , il avoit arboré la cocarde blanche , et le jour de l'irruption des femmes de Paris à Versailles , il pria à plusieurs reprises M. de S. Priest , alors ministre de la maison du roi , de lui faire donner pour lui et un nombre de volontaires , des chevaux des écuries de S. M. , pour disperser les brigands et leur enlever leurs canons.

Lorsque l'Assemblée Nationale et le roi
vinrent

vinrent se fixer à Paris, M. de Favras, qui, depuis l'ouverture des états-généraux, étoit resté à Versailles, retourna aussi dans la capitale, et continua d'y entretenir ses relations avec les chefs de la cabale aristocratique; il avoue même avoir été chargé de surveiller alors le fauxbourg Saint - Antoine, pour calmer les inquiétudes de la famille royale, et avoir reçu de M. de Luxembourg, capitaine des gardes-du-corps, une somme de cent louis, à titre d'encouragement ou de récompense.

Il avoit repris ses anciennes liaisons avec Tourcary, à qui il promettoit de l'avancement dans la légion qu'il devoit lever pour rétablir la liberté dans la Hollande et le despotisme dans le Brabant. Cet officier recruteur se chargeoit de lui fournir des bas-officiers pour former la tête de ses compagnies; et M. de Favras, pour augmenter sans doute sa considération auprès de cet homme, lui avoit, dès le mois de Juillet ou de Septembre, annoncé les principales circonstances d'une prochaine contre-révolution qui alloit s'opérer en France par l'enlèvement du roi et de la famille royale. M. Tourcary avoit un ami recruteur comme lui, nommé M. Morel : il lui raconta les

étranges confidences qu'il venoit de recevoir, et celui-ci s'empressa d'en donner avis au commandant général de la garde parisienne.

Les journées des 5 et 6 Octobre sembloient avoir fait avorter toutes les conspirations, lorsque MM. Morel et Tourcaty vinrent en dénoncer une nouvelle qui, dans tout autre tems, eût trouvé sa réfutation dans son absurdité même. M. Morel avoit été présenté par M. Tourcaty à M. de Favras, comme un homme qui pourroit le servir utilement dans ses projets. Dès la première entrevue, ce chef de conjurés qui recevoit d'un grand seigneur une aumône de cent louis, leur offrit, dirent-ils, vingt mille francs pour faire tomber la tragédie de Charles IX. Peu de jours après, il fixa leur attention sur de plus grands objets, en leur apprenant qu'une insurrection violente étoit à la veille d'éclater, que la vie du roi étoit menacée par les démagogues, et il leur développa le plan de la contre-révolution projetée.

1. Douze cens chevaux devoient être rassemblés à Versailles, en partir à jour marqué, et arriver à Paris sur trois colonnes vers les deux heures du matin. La première seroit en-

trée par la grille de Chaillot, la seconde par la barrière du Roule, la troisième par celle de Grenelle. Une partie de la garde soldée, des suisses, et un grand nombre de conjurés des provinces se seroient trouvés dans la ville et joints à la cavalerie. On se seroit, en entrant, emparé de la garde; des postes intérieurs auroient été disposés de manière à lui couper le passage et l'empêcher de rentrer dans Paris. Si la résistance avoit été trop forte, on l'auroit massacrée. Les quatre cens hommes qui seroient entrés par la rue de Grenelle, auroient eu ordre d'égorger M. de la Fayette (a); ceux du Roule se seroient défaits.

(a) La partie du plan relative à cet assassinat fut, suivant les dénonciateurs, changée bientôt après. On crut qu'il valoit mieux en charger quatre hommes sûrs, bien montés et bien armés qui se seroient portés dans un lieu convenu pour attendre sa voiture. Deux de ces hommes auroient marché devant au petit pas, et les deux autres auroient longé à droite et à gauche de la rue. Un des deux cavaliers de devant, tenant un papier à la main, auroit fait signe au cocher d'arrêter, disant qu'il avoit un avis très-important à donner au général. Celui-ci n'auroit pas manqué de se présenter à la portière, et aussi-tôt on lui auroit brûlé la cervelle d'un coup de pistolet.

de M. Bailly et de M. Necker; et après avoir encloué à boulets secs les canons que l'on n'auroit pu entraîner, tous se seroient réunis aux Champs Elysées pour entrer ensemble aux Tuileries et s'en rendre maîtres. Des personnes qui étoient dans le complot devoient dire au roi : « Sire, le fauxbourg S. Antoine se soulève et nous craignons pour vos jours. Il seroit à propos que vous cherchiez votre salut dans la fuite; nous avons des voitures prêtes pour votre majesté et toute votre famille ». Si le roi n'avoit pas voulu consentir, on l'eût fait monter par force dans celle qui lui étoit destinée pour le conduire à Saint-Denis, où l'on eût été attendu par vingt mille hommes d'infanterie; et de-là on se seroit rendu en grand cortège à Péronne. Un brigadier des armées du roi se seroit adressé quelques jours auparavant à M. de la Fayette pour obtenir par son entremise la permission de lever une légion pour le service du Brabant, et de placer dans Péronne les hommes qu'on auroit enrôlés sous ce prétexte, et dont on auroit tâché de porter le nombre jusqu'à mille. Au surplus on auroit trouvé dans cette ville vingt mille hommes qui

y seroient arrivés le jour même de la Flandre maritime, de la Picardie, de l'Artois, de la Champagne, de la Bourgogne, de la Lorraine, de l'Alsace et du Cambresis. On étoit en outre en marché pour vingt mille suisses, douze mille allemands et douze mille sardes, qui, réunis aux régimens restés fidèles, aux gentilshommes et officiers retirés, auroient porté l'armée à cent cinquante mille hommes. On auroit formé pour le roi une garde de vingt-deux mille hommes; il y auroit eu dans cette garde des corps nobles, et d'autres qui auroient donné la noblesse. Dès que l'armée eût été formée, on auroit marché sur Paris pour intercepter le haut et le bas de la rivière et forcer cette ville à rentrer dans le devoir, en lui coupant les vivres. Alors on auroit dissous l'Assemblée Nationale si elle ne l'avoit déjà été, car on se proposoit de faire convoquer les bailliages pour rappeler leurs députés.

Telle est la dénonciation qui fut faite du projet de M. de Favras au comité des recherches, par MM. Morel et Tourcaty. Les dénonciateurs reçurent ordre de continuer à observer de près ses démarches; et Morel

pour mieux s'assurer de sa confiance , ou pour empêcher qu'il ne la plaçât sur quelqu'un qui pût en abuser , brigua , suivant sa déposition , l'honneur d'être l'assassin de M. de la Fayette. Un volontaire de la garde nationale fut attaché à ses pas , et il n'en fit aucun qui ne fût connu. La conjuration ne pouvoit manquer d'éclater incessamment ; les douze cens chevaux étoient déjà à Versailles , et quarante chariots à S. Denis.

Jusqu'ici l'armée ostensible de M. de Favras se borne à ses deux confidens , et sa caisse militaire , aux cent louis qu'il avoit reçus de M. de Luxembourg. Il lui falloit des hommes et de l'argent ; l'officieux Morel se chargea de pourvoir à tout. Une partie du plan consistoit à pratiquer des intelligences dans la garde soldée et à l'armer contre les compagnies bourgeoises. M. Marquié , ci-devant sergent aux gardes-françoises , alors sous-lieutenant d'une compagnie de grenadiers du centre , qui s'étoit distingué au siège de la Bastille , n'avoit pas montré moins de civisme dans la fameuse matinée du 6 Octobre. Il avoit eu le bonheur de sauver la vie à plusieurs gardes-du-corps , et d'épargner de grands

crimes à une multitude égarée. Placé dans la route de Versailles à Paris , près de la voiture du roi , il ne put retenir ses larmes en songeant aux dangers qu'avoit courus la famille royale , et à la consternation dans laquelle elle demeuroid plongée pendant ce terrible voyage. Sa douleur fut remarquée : madame Elisabeth fit même demander son nom. Les gens de la cour qui ne concevoient pas qu'on pût aimer à-la-fois le roi et la patrie , crurent voir en lui un de leurs partisans , et quelques jours après , se trouvant de service au château des Tuileries , et accompagnant la reine dans une promenade au jardin , il fut abordé par un écuyer de cette princesse qui donna des éloges à son attachement pour son prince , et soit pour le pressentir sur ses dispositions , soit pour lui faire naître celles qu'on desiroit trouver en lui , lui demanda si le régiment des gardes françoises ne parloit pas de reprendre son nom.

Tel est l'homme sur lequel M. de Favras crut pouvoir compter pour gagner la troupe soldée. Dès le lendemain Morel vint mystérieusement lui donner un rendez-vous pour le soir sous les arcades de la place Royale.

M. Marquié qui ne le connoissoit pas , ne s'empessa nullement de s'y rendre. Le lendemain il reçut par un billet anonyme une nouvelle invitation. Il s'y rendit à l'heure indiquée , et trouva au lieu du rendez-vous M. Moret, avec un particulier à lui inconnu, qu'il sut depuis être M. de Favras. Celui-ci , après lui avoir parlé de sa conversation avec l'écuyer de la reine , et de la situation du roi , l'interrogea sur les sentimens des gardes-françoises , plaignit ce beau régiment d'avoir perdu son nom , le questionna sur le bruit qui se répandoit que les compagnies bourgeoises alloient s'emparer exclusivement de la garde du roi , et sur le parti que prendroient en ce cas les compagnies du centre ; il finit par lui donner un autre rendez-vous à huitaine au même endroit. A cette seconde entrevue , il reprit la même conversation , lui assura que M. de la Fayette alloit loger à l'hôtel de Longueville , avec deux compagnies de grenadiers non-soldés , et une compagnie de cavalerie ; que ces troupes étoient destinées à la garde du roi , et lui demanda si les ci-devant gardes-françoises le souffriroient. M. Marquié , étonné de

tels discours , et ne sachant où en vouloit venir cet inconnu , hésitoit à se trouver à un troisième rendez-vous. Un nouveau billet anonyme le rappela six jours après sous les arcades de la place Royale. M. de Favras revint encore sur l'objet prétendu des grenadiers bourgeois , l'interrogea sur le nombre des ci-devant gardes-françois , lui demanda si c'étoient des gens sûrs , et lui dit qu'ils feroient bien de demander le rappel des gardes-du-corps (a). Deux jours après , il lui remit un pamphlet incendiaire intitulé , *ouvrez donc les yeux* , dont il avoit marqué les pages les plus fortes , l'engageant (selon sa déposition contredite en ce point par celle de Morel) à les faire lire attentivement à ses grenadiers , et à lui donner les noms et les adresses des personnes du régiment auxquelles il pourroit la faire distribuer. M. Marquié le pressa en vain de lui apprendre son nom , il s'en dé-

(a) Le roi , pour donner une marque de confiance aux parisiens , et prévenir tout sujet de querelle sur ce qui s'étoit passé à Versailles , s'étoit décidé à les éloigner ; il se refusa même quelque tems après aux instances que lui fit la commune de Paris , de les rapprocher de sa personne.

fendit toujours, disant que c'étoit chose inutile, et que tout ce qu'il vouloit faire étoit pour le bien et l'intérêt du régiment.

Pendant ce tems, il négocioit un emprunt de deux millions, et toujours par l'entremise de M. Morel. Celui-ci l'adressa d'abord à un banquier nommé M. Pomaret ; mais bientôt de plus grandes espérances et des conditions plus favorables déterminèrent M. de Favras à préférer M. Chomel, réfugié hollandois, qui lui fut indiqué comme plus en état de consommer l'opération. Le marché fut ratifié le 23 Décembre, et M. Chomel s'engagea, au nom d'une compagnie hollandoise, à prêter une somme de deux millions, dont le premier paiement devoit être fait le lendemain en une somme de cent mille écus, tant en argent qu'en bons effets de caisse, et le surplus faisant la somme de dix-sept cent mille francs, en quatre paiemens égaux, de huit jours en huit jours, en même nature d'effets ou d'argent, avec la condition expresse que dans le cas où l'on manqueroit au terme du second paiement, les prêteurs s'en rapporteroient à la justice et à la discrétion de l'emprunteur pour le tems où il lui plairoit.

de rembourser la première somme. Il étoit stipulé cinq pour cent d'intérêt, et deux pour cent de commission. Le remboursement total devoit s'effectuer dans l'espace de six années, à raison d'un douzième tous les six mois.

M. Chomel passa depuis pour avoir été l'agent du comité des recherches, qui avoit dicté les conditions de cet emprunt simulé, et qui auroit même, en cas de besoin, fourni les premiers fonds pour connoître l'emploi qu'en auroit fait M. de Favras, s'assurer de l'existence du complot et découvrir les complices. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne fut point réalisé, et que l'on changea de marche quand on sut qu'il étoit fait pour le compte et au nom de *MONSIEUR*, frère du roi.

Le premier paiement devoit s'effectuer dans la soirée du 24 Décembre. M. de Chedeville, intendant de Monsieur, et M. Chomel, se rendent chez M. Sertorius, banquier, où ils devoient trouver une somme de quarante mille francs en argent, et le surplus en billets de caisse. M. de Favras attendoit la consommation de l'affaire chez M. de la Ferté, trésorier général du prince. M. Sertorius s'excuse

sur l'absence de son caissier et remet M. de Chedeville au lendemain 25, onze heures du matin. Au retour de M. de Chedeville, M. de Favras se retire et est arrêté dans la rue Baurepaire, par M. Joffroi, qui l'observoit depuis deux mois : ce jour-là, il étoit accompagné de plusieurs officiers de l'état-major qui le suivoient en voiture. Au même instant on arrêtoit chez elle madame de Favras, et l'on saisissoit tous leurs papiers. Ils furent amenés l'un et l'autre au comité des recherches et enfermés dans les prisons de l'abbaye.

La découverte de cette nouvelle conspiration occasionna dans Paris un mouvement général : on ne donna aucun terme aux conjectures ; et dès le lendemain, des placards dénoncèrent MONSIEUR comme chef des conjurés. Ce prince alarmé, se rend le 26 à l'hôtel-de-ville et donne le premier exemple d'un frère du roi qui vient pour se justifier devant ses concitoyens. Le premier moment d'enthousiasme ne laissa voir au public dans ce citoyen que le frère du monarque, et à peine parut-il dans la salle de la commune, qu'il fut couvert d'applaudissemens. Il étoit
environ

environ six heures du soir quand il arriva. Une députation de douze membres alla le recevoir et le conduisit à un fauteuil qu'on lui avoit préparé auprès du maire, au milieu des acclamations d'une foule de spectateurs. Lorsque le silence eut succédé au tumulte :

« Messieurs, dit-il, je viens au milieu de vous repousser une calomnie atroce. M. de Favras a été arrêté avant-hier par ordre de votre comité des recherches, et l'on répand aujourd'hui avec affectation que j'ai de grandes liaisons avec lui. En ma qualité de citoyen de la ville de Paris, j'ai cru devoir venir vous instruire moi-même des seuls rapports sous lesquels je connois M. de Favras.

» En 1772, il est entré dans mes gardes-suisses, il en est sorti en 1775, et je ne lui ai pas parlé depuis cette époque.

» Privé depuis plusieurs mois de la jouissance de mes revenus, inquiet sur les paiemens considérables que j'ai à faire en Janvier, j'ai désiré pouvoir satisfaire à mes engagemens, sans être à charge au trésor public. J'avois donc formé le projet d'aliéner des contrats ; mais on m'a représenté qu'il seroit moins onéreux à mes finances de faire un emprunt. M. de la Châtre m'a indiqué, il y a environ quinze jours, M. de Favras comme pouvant l'effectuer par deux banquiers, MM. Chomel et Sertorius. En conséquence j'ai souscrit une obligation de deux millions, somme nécessaire pour acquitter mes engagemens du commencement de

l'année, et pour payer ma maison. Cette affaire étant purement de finances, j'ai chargé mon trésorier de la suivre. Je n'ai point vu M. de Favras, je ne lui ai point écrit et je n'ai eu aucune communication quelconque avec lui; ce qu'il a fait d'ailleurs m'est parfaitement inconnu. Cependant j'ai appris hier qu'on distribuoit avec profusion dans la capitale un papier conçu en ces termes :

Le marquis de Favras, place royale, a été arrêté avec madame son épouse la nuit du 24 au 25 pour un plan qu'il avoit fait de faire soulever trente mille hommes, pour faire assassiner M. de la Fayette et le maire de la ville, et ensuite de nous couper les vivres. MONSIEUR, frère du roi, étoit à la tête. Signé, BARAUZ.

» Vous n'attendez pas de moi sans doute que je m'abaisse jusqu'à me justifier d'un crime aussi lâche. Mais dans un tems où les calomnies les plus absurdes peuvent faire aisément confondre les meilleurs citoyens avec les ennemis de la révolution, j'ai cru devoir au roi, à vous et à moi-même d'entrer dans tous les détails que vous venez d'entendre, afin que l'opinion publique ne puisse rester un seul instant incertaine.

» Quant à mes opinions personnelles, j'en parlerai avec confiance à mes concitoyens. Depuis le jour où dans la seconde assemblée des notables, je me déclarai sur la question fondamentale qui divisoit encore les esprits, je n'ai pas cessé de croire qu'une grande révolution étoit prête; que le roi, par ses intentions, ses vertus et son rang suprême de-

voit en être le chef , puisqu'elle ne pouvoit pas être avantageuse à la nation sans l'être également au monarque ; enfin que l'autorité royale étoit le rempart de la liberté nationale , et la liberté nationale la base de l'autorité royale.

« Que l'on cite une seule de mes actions , un seul de mes discours qui ait démenti ces principes , qui ait montré que dans quelque circonstance où je me sois trouvé placé , le bonheur du roi , celui du peuple ait cessé d'être l'unique objet de mes pensées et de mes vœux. Jusques-là , j'ai le droit d'être cru sur ma parole. Je n'ai jamais changé de sentimens ni de principes , et je n'en changerai jamais ».

Sur la réponse très-flatteuse que lui adressa M. le maire , il ajouta ;

« Le devoir que je viens de remplir , a été pénible pour un cœur vertueux ; mais j'en suis bien dédommagé par les sentimens que l'Assemblée vient de me témoigner , et ma bouche ne doit plus s'ouvrir que pour demander la grâce de ceux qui m'ont offensé ».

Le discours que MONSIEUR envoya le surlendemain à l'Assemblée , détourna de dessus lui le ressentiment de la multitude , mais ne détruisit pas les soupçons d'un grand nombre de personnes.

Peu de jours après , M. de Favras fut dénoncé au châtelet par le procureur-syndic de

la commune, décrété de prise de corps, et transféré dans les prisons de ce tribunal. L'opinion publique en avoit flétri les membres; on les accusoit hautement d'aristocratie, et l'incivisme même des juges les rendit très-redoutables à l'accusé. La nature des crimes dont on le chargeoit, le soupçon de trois assassinats prémédités, la longue impunité des conspirateurs qui ne faisoit qu'enfanter tous les jours de nouveaux complots, tout excitoit l'indignation générale. L'anarchie de la capitale qui paroissoit se perpétuer par les manœuvres des mal-intentionnés fortifioit les préventions, et faisoit desirer un exemple. La guerre étoit déclarée entre les représentans de la commune et les districts : le tumulte et le peu de décence des assemblées en avoient écarté les citoyens les plus instruits; et les discussions abandonnées à des hommes qui avoient plus de zèle que de lumières, qui prenoient du bruit pour du patriotisme, et l'indépendance pour la liberté, produisoient des arrêtés d'autant plus applaudis qu'ils étoient plus violens. Oubliant que le nouveau gouvernement étoit par sa nature un gouvernement représentatif, on essayoit d'y introduire

les principes de la démocratie pure , et de faire de la capitale de l'empire un état fédératif , composé de soixante républiques. Bientôt chaque district prétendit former un petit état indépendant. On posoit en principes que les représentans de la commune étoient révocables à la volonté de leurs commettans ; on leur faisoit des injonctions , on leur prescrivait des formules de serment injurieuses au corps municipal , on révoquoit ceux qui ne vouloient pas y souscrire , et l'on fit plus d'une fois appuyer ces arrêtés par les bayonnettes de la garde nationale. Ce fut par une espèce de prodige que le génie de la France la conserva au milieu d'un tel désordre.

On cherchoit dans des complots inconnus la cause de ces agitations tumultueuses , qui étoient peut-être une suite inévitable du brusque passage de la servitude à la liberté. Un événement qui arriva dans le même tems , prouva que des factieux contribuoient à entretenir et augmenter ces troubles ; et si les mouvemens combinés que l'on fit alors pour amener une grande explosion ne prouvent pas que M. de Favras fut un chef de conjurés , ils prouvent au moins l'existence d'une cons

piration sur laquelle il auroit pu vraisemblablement donner des lumières.

Ce fut à Versailles que l'on donna le signal de l'insurrection. Près de deux mille ouvriers, ou soi-disant tels, dont la plupart n'habitoient point cette ville, mais s'y étoient rendus de Paris, s'attroupèrent le 8 Janvier, et demandèrent que le pain et la viande fussent taxés à huit sols; et la municipalité effrayée eut la foiblesse de céder aux clameurs des séditieux. C'étoit le tems où l'on discutoit à l'Assemblée Nationale l'affaire du parlement de Bretagne, et où ses partisans tâchoient de jeter l'effroi parmi les citoyens, en leur exagérant les dangers du prétendu despotisme du corps législatif, dans l'espérance, sans doute, de les dégoûter du nouvel ordre de choses, en les alarmant sur les dispositions de leurs représentans, et en les fatiguant par les séditions continuelles auxquelles on excitoit, tantôt le peuple lui-même, tantôt des ramas d'hommes sans aveu.

On s'étoit flatté que le succès remporté à Versailles, produiroit à Paris une secousse favorable; on se trompa. Les fauxbourgs furent contenus, le pouvoir exécutif ordonna

que le prix du pain seroit remis à douze sols à Versailles ; et des détachemens de la garde nationale parisienne facilitèrent l'exécution de cet ordre.

On prit alors d'autres mesures. On répandit que M. de Favras alloit être relâché, ce qui occasionna un soulèvement contre le Châtelet. Il fallut déployer tout l'appareil militaire pour arrêter les séditeux : des patrouilles nombreuses les dissipèrent avant la nuit ; mais l'attroupement recommença le lendemain matin. Des mécontents ameurent la populace, des cohortes de désœuvrés aux gages de l'aristocratie, se portent de nouveau vers le châtelet. Pour aigrir davantage le peuple, ils mêlent dans leurs imprécations les noms de *Favras* et de *Bézenval* (ce dernier étoit encore en prison, et la partialité des juges à son égard avoit irrité tous les esprits) ils menacent d'assaillir cette forteresse sans défense, et demandent à grands cris la tête de Favras.

Pendant ce tems, trois cents soldats de la garde soldée s'assembloient aux Champs Elysées. Le général étoit instruit de tout ; la veille, à l'ordre, il en avertit les capitaines,

défend que les compagnies soient consignées, ordonne de laisser sortir ceux qui le voudront, pourvu qu'ils ne soient point armés, et de remettre les armes sous la surveillance des ci-devant gardes-françoises.

Tandis que quelques bataillons marchent vers le châtelet et le mettent à l'abri d'un coup de main, M. de la Fayette rassembloit à la place Vendôme des corps d'élite de la garde soldée et non-soldée, infanterie et cavalerie. Entre onze heures et midi il part à leur tête. A l'extrémité de la rue S. Honoré, la petite armée se divise; une partie traverse le fauxbourg, et va occuper toutes les issues des Champs Elysées; la cavalerie remonte le long de la Seine jusqu'à la barrière de Chail-lot, pour enceindre les Champs-Elysées du côté du Cours-la-Reine, tandis que les grenadiers et les chasseurs s'avancent par les principales avenues et ferment le cercle en partie formé par les autres détachemens.

Les rebelles étoient presque entièrement enveloppés avant qu'ils se fussent aperçus de cette manœuvre. Les uns prennent la fuite et sont arrêtés par la cavalerie; les autres se replient et n'en sont que plus facilement en-

veloppés par le cordon; quelques-uns passent la rivière à la nage. Ils n'avoient pour la plupart que des sabres, des bayonnettes et des pistolets : ils n'osent faire usage de leurs armes et se rendent sans résistance. Le général s'avance vers eux, leur déclare qu'ils se sont rendus indignes de porter l'uniforme et la cocarde nationale. Malgré leurs prières et leurs larmes ils en sont dépouillés sur-le-champ, liés deux à deux et conduits par la cavalerie au dépôt de S. Denis. De ce nombre se trouvèrent seulement deux ci-devant gardes-françoises; ils n'avoient été que deux mois au corps et n'avoient pu en prendre l'esprit. Une députation de ces braves militaires vint le lendemain assurer la commune de la fidélité de cette troupe citoyenne, et lui témoigner sa douleur d'avoir vu deux de ses membres trahir la cause de la patrie. Dans plusieurs quartiers de la ville, on apprit à-la-fois cet attroupement et sa dispersion. Le succès de ce coup de main intimida les séditieux qui entouroient le châtelet, ils se retirèrent peu-à-peu, et grâce à la vigilance et au zèle de la garde nationale et de son chef, tout fut calme le lendemain, et l'une des crises les

plus terribles de la révolution étoit apaisée.

On ne peut douter que ces mouvemens n'eussent pour objet d'amener un bouleversement général, à la faveur duquel on pût dissoudre l'Assemblée Nationale, et faire égorger les représentans du peuple et le roi ; ou les contraindre à la fuite, et commencer la guerre civile. On se flattoit encore, en livrant M. de Favras à la fureur du peuple, de prévenir ses révélations indiscrettes et de mettre en sûreté par sa mort le secret des conjurés. Pour lui, tranquille au milieu des dangers qui l'entouroient, il ne paroissoit frappé ni de la gravité des inculpations, ni de la violence de la prévention publique. Il opposoit à ses dénonciateurs la force de ses raisonnemens, et à l'animosité du peuple, un courage digne d'une meilleure cause. Après avoir repoussé l'accusation d'un complot contre l'état, par l'absurdité de celui qu'on lui imputoit, il combattit les deux principaux témoins par leurs dépositions elles-mêmes ; et en rapprochant les principales circonstances, prouva qu'ils n'étoient d'accord, ni sur le lieu, ni sur le tems où ils disoient avoir reçu ses prétendues confidences, et que leurs

témoignages se détruisoient mutuellement. Enfin il les écartoit par la loi qui ne veut pas que le dénonciateur soit témoin ; et il est impossible de se dissimuler qu'il les battit pleinement dans ses confrontations.

Mais un troisième témoin beaucoup plus redoutable, s'élevoit contre lui, et fortifioit la crédulité des deux premiers. C'étoit M. Chomel, ce banquier avec lequel il avoit négocié l'emprunt de deux millions, pour MONSIEUR. Il disoit n'avoir aucune connoissance du projet d'entrer à Paris à main armée, et d'assassiner MM. Necker, Bailly et la Fayette. Mais il déclaroit que M. de Favras lui en avoit communiqué un autre, comme utile au bien du royaume et propre à prévenir le démembrement de la monarchie, qui paroissoit infaillible par le mécontentement qu'on assurait exister dans les provinces, sur les frontières d'Allemagne et des Pays-Bas ; qu'il lui sembloit, par ce qui lui en avoit été communiqué, que le projet étoit de rassembler les mécontents de ces diverses provinces sur les frontières des Pays-Bas, pour en former une armée destinée à s'emparer des divers postes, depuis Troyes en Champagne jusqu'à

Amiens. On se proposoit de gagner une grande partie des gardes-françoises, en leur rendant ce titre pour les engager à tirer le roi de Paris et à le conduire à Péronne. Si l'on réussissoit, on rappelleroit auprès du monarque les parlemens et l'Assemblée Nationale, pour faire mettre en vigueur la déclaration du 23 Juin précédent. En cas de refus de l'Assemblée Nationale de se rendre auprès du roi, elle auroit été dissoute, pour faire place à une nouvelle convocation d'états-généraux. On se flattoit aussi de l'accession générale de toutes les provinces, sans qu'il fût besoin de faire usage des armes. Si Paris avoit refusé d'agréer la déclaration du 23 Juin, on se fût borné à lui couper les communications, tant par terre que par eau, à huit ou dix lieues de distance, dans l'espérance que la disette, jointe au mécontentement des bourgeois de Paris, à raison de la stagnation du commerce et des services, tant personnels que pécuniaires, que les circonstances exigeoient, engageroit cette puissante ville à favoriser la contre-révolution qu'on méditoit. On comptoit au besoin sur un secours d'environ vingt mille hommes de troupes des princes voisins d'Allemagne,

d'Allemagne, sur un même nombre de troupes sardes, et sur une armée espagnole. M. Chomel ajoutoit que lecture de ce plan devoit avoir été faite par M. de Favras, le 23 Décembre, dans une maison particulière, et que cette lecture avoit empêché une conférence qui devoit se tenir le soir même pour la conclusion de l'emprunt.

On y reconnoît le fond de celui que Morel et Tourcaty avoient travesti dans leurs dépositions. Mais celle d'un homme qui ne sembloit avoir aucun intérêt que celui d'obéir à la justice et de rendre hommage à la vérité, d'un homme qui ne paroissoit avoir aucune relation avec les dénonciateurs, ajoutoit un poids imposant à des témoignages insignifiants par leur absurdité. Il ne sembloit pas étonnant que deux recruteurs eussent défiguré des idées qu'ils n'avoient peut-être pas bien saisies, et que leur rapport présentât des circonstances contradictoires. L'imagination qui, dans des hommes peu instruits, s'exalte si facilement sur des faits de cette nature, la frayeur qui ne raisonne pas, et peut-être aussi le desir de prouver ce qu'ils avoient avancé, avoient pu, même sans dessein prémédité et

sans qu'ils s'en aperçussent, dénaturer dans leur esprit, et par suite dans leurs expressions, ce qu'ils avoient entendu dire à M. de Favras. Le témoignage de M. Chomel rétablissoit les faits; et s'il ne suffisoit pas pour démontrer quels étoient les vrais détails de la conspiration, il sembloit au moins établir qu'il existoit une conspiration.

Mais quel en étoit l'auteur? Quels en étoient les chefs? Etoit-ce un simple projet idéal? ou avoit-on la volonté ferme de le mettre à exécution? On chercheroit en vain dans la procédure la réponse à ces questions. Et d'abord il est bien extraordinaire qu'un chef de conjurés, trahi par ses principaux agents, observé pendant trois mois de suite par les ordres d'un comité des recherches d'une extrême activité, n'ait laissé aucune trace de ses menées, aucun indice de ses complots, aucune pièce de conviction. Que sont devenus, et ces douze cents chevaux, et ces quarante chariots? Quoi, l'immense correspondance qu'il a dû avoir, n'a pu fournir contre lui qu'une seule lettre d'un sieur Foucault, dans laquelle se trouvoient quelques lignes qui sembloient annoncer quelques lu-

mières bientôt évanouies à l'interrogatoire du témoin et de l'accusé ! Ses conversations avec M. Marquié établissent-elles suffisamment ses mauvais desseins ? Le fait le plus important, la remise de la brochure, *ouvrez donc les yeux*, est diversement rapporté par les témoins, et les circonstances les plus graves de la déposition de cet officier sont formellement contredites par Morel, qu'on ne soupçonnera pas d'avoir été favorable à l'accusé. Or, il dépose que M. de Favras, en remettant cette brochure à M. Marquié, lui dit expressément : *ceci est pour vous-même*, et qu'il ne fut pas question de la faire lire aux grenadiers. S'il avoit demandé la liste de ceux à qui il conviendrait de l'envoyer, pourquoi ne profita-t on pas de cette ouverture pour acquérir contre lui une preuve sans réplique ? Ses démarches relatives à l'emprunt de deux millions, il les expliquoit très-bien par sa reconnoissance pour MONSIEUR, qui fournissoit aux frais de l'éducation de son fils, et par l'intérêt qu'il avoit de ménager à ses enfans une si puissante protection. Et certes, si cet emprunt étoit fait dans des vues coupables, ce n'étoit pas contre lui, que de-

voient être dirigées les premières poursuites. Les réflexions naissent en foule, et tout est étrange dans cette procédure.

Il y avoit assurément beaucoup plus de griefs contre M. Augeard qui fut arrêté vers même tems. Son projet d'enlèvement du roi et son itinéraire jusqu'à Metz, étoit écrit de sa main; il l'avoit communiqué à M. de Clermont - Tonnerre, alors évêque de Châlons; sa haine et ses projets hostiles contre l'Assemblée Nationale n'y étoient pas dissimulés. C'étoit aussi un esprit inquiet et remuant, il avoit cabalé contre le despotisme comme il cabaloit contre la liberté; et sous les deux régimes, il fut déclaré innocent. M. de Favras ne fut pas si heureux.

Jamais on ne déploya plus de force d'ame, de vigueur de caractère, de courage d'esprit, et de vraie noblesse que cet accusé dans sa défense. C'étoit Socrate devant ses juges; et ce nom qu'on lui donna depuis par une dérision cruelle, il le mérita vraiment par sa fermeté inébranlable, la justesse et la décence de ses réponses. Toujours calme et tranquille, il se montra dans cette attitude fière qui convient à l'innocence, répondit à ses accusateurs avec

dignité, les réfuta sans emportement, et parla aux juges avec ce respect que tout citoyen doit aux ministres de la loi. C'étoit le 30 Janvier que l'on devoit prononcer son jugement. Le rapport général du procès commença à neuf heures et demie, et finit vers les trois heures. Le procureur du roi se leva, récapitula et conclut au dernier supplice et à l'amende honorable : il hésitoit, bégayoit, dit un témoin oculaire, en prononçant ces sinistres conclusions. Quarante juges étoient rangés en cercle au haut de la salle, le président sous un dais, un tableau du Christ crucifié derrière lui, le portrait du roi en face à l'autre extrémité. Des grenadiers nationaux gardoient la salle au-dedans et au-dehors de la porte d'entrée. Les juges donnent l'ordre d'aller chercher l'accusé. Il arrive, précédé et suivi d'un détachement de grenadiers. Il étoit tranquille, sa toilette faite avec soin, sa croix de Saint-Louis, bien mis, poudré à blanc, un cheveu ne passoit pas l'autre. Il étoit debout devant ses juges. Le président, après un de ces silences effrayans qui précèdent une grande attente, et se produisent tout-à-coup au milieu du tumulte et des flots

pressés d'un peuple bruyant, qui, en ce moment, osoit à peine respirer; le président, d'une voix sévère, l'interroge en ces termes : Qui êtes-vous.... ? Je suis accusé et prisonnier. — Comment vous appelez-vous.... ? Thomas de Mahi, marquis de Favras. — D'où êtes-vous ... ? De Blois. — Quel est votre état.... ? Colonel au service du roi. — Où demeurez-vous (ici il chercha longtemps sa réponse) ? enfin il dit, place Royale, n°. 21. — Quel âge avez-vous.... ? Quarante-six ans. — Asseyez-vous. Il s'assit. Alors il subit un nouvel interrogatoire sur toutes les charges et accusations du procès. Il répondit à tout avec beaucoup de sang-froid et de présence d'esprit, et persista à nier qu'il eût trémpé dans aucune espèce de complot contre la nation. Il soutint toujours que ses projets de révolution regardoient les Pays-Bas et la Hollande.

Il étoit deux heures et demie du matin quand les juges se retirèrent. M. de Favras avoit présenté une requête en faits justificatifs; elle fut rejetée. On assigna de nouveaux témoins; leurs dépositions ne donnèrent aucune nouvelle lumière. Enfin, le 18

Février, on fit un nouveau rapport de l'affaire, il dura cinq heures, et le procureur du roi conclut encore à la mort. M. de Corméré, frère de l'accusé, ayant eu le courage de l'informer de la nature des conclusions, sa sécurité n'en fut point altérée. Il comparoit pour la seconde fois devant le tribunal assemblé, persiste dans ses dénégations, somme ses juges d'admettre ses faits justificatifs. On lui répond qu'ils ont été rejetés par un premier jugement. Il s'explique avec chaleur sur ce refus; et, après plusieurs difficultés, obtient la permission de consigner sur les registres ses protestations et ses demandes, les dicte au greffier, et déclare à ses juges, en se retirant, qu'il les rend responsables de ce déni de justice. Son conseil et M. de Corméré, son frère, plaident successivement sa cause. Les juges vont aux opinions, et après un délibéré de six heures, l'arrêt fatal est prononcé, et l'accusé condamné à faire amende honorable, et à être pendu.

Pendant qu'on procédoit au jugement, une multitude altérée de sang, faisoit retentir les airs d'affreuses menaces et demandoit sa condamnation. On prétendit dans le tems, que

cette haine du peuple influa sur son sort, et que ses juges, déjà entachés d'aristocratie, n'osèrent l'absoudre, et le sacrifièrent à leur propre sûreté. Mais il n'est pas vraisemblable qu'un tribunal, quelle que fût d'ailleurs son opinion sur la situation politique de l'empire, pût être influencé par une terreur aussi lâche, et que des magistrats n'eussent pas su mourir plutôt que d'égorger un innocent. Il paroît que des considérations d'un ordre supérieur déterminèrent la conduite de ces juges que nous ne prétendons cependant pas approuver, parce que l'exacte observation des formes dans les jugemens criminels, est essentiellement liée avec la liberté publique et particulière, et qu'on ne peut leur donner atteinte sans la mettre en danger.

Mais M. de Favras étoit-il innocent ? Oui, aux yeux de la loi, puisqu'aucun de ses délits n'étoit légalement constaté ; mais non, aux yeux de la raison, puisqu'il est impossible de douter qu'il ait existé un complot, et que cet accusé n'en fût un des agens. Toutes les probabilités se réunissent pour faire croire que ce complot fût connu dans ses détails, et que le nombre et l'importance de ceux qui y trem-

pèrent , engagea à répandre des ténèbres sur leurs trames et à les envelopper de nuages. Aussi voyons-nous qu'on s'occupa d'effacer les traces qui auroient pu conduire jusqu'à eux , et qu'on ne donna aucune suite à la désertion et à la révolte des trois cents soldats du centre. Quoi qu'il en soit , le jugement du châtelain nous semble aussi inconséquent , qu'opposé à tous les principes. Car il étoit absurde de condamner M. de Favras comme chef d'une conjuration : ni son rang , ni sa fortune , ni son crédit sur le peuple , ne pouvoient lui permettre d'aspirer à ce titre. On ne change pas la face d'un empire avec cent louis et deux recruteurs. L'on ne pouvoit non plus le condamner comme complice , puisque la conspiration n'étoit pas légalement prouvée , et que dans cette supposition même , on auroit encore dû le conserver pour remonter jusqu'à la source. Il est plus probable que ses juges , moralement convaincus de sa complicité avec les factieux , et du danger qu'il y auroit de donner trop de publicité à des attentats qui auroient pu effrayer ou révolter le peuple par le nombre et le rang des coupables , se crurent autorisés par les circonstances à im-

moler cette victime à la sûreté et peut-être à la fureur publique.

M. de Favras parut dans ces momens si terribles pour la nature, tel qu'il s'étoit montré pendant l'instruction de son procès. Le 19 Février, il étoit dans sa chambre, coëffé et habillé, le dos appuyé contre sa cheminée, avec l'air d'un homme bien éloigné par la pensée du sort qui l'attendoit, lorsque vers onze heures du matin, on vint lui dire de descendre. De légers soupçons parurent alors lui venir, et il fit quelque difficulté. Entre les deux guichets, on lui demanda sa croix de Saint Louis; il remit le ruban ponceau qu'il portoit à sa boutonnière, entre les mains d'un sergent-major de la garde nationale qui accompagnoit l'huissier, et déclara qu'il n'avoit pas actuellement en sa possession la croix de l'ordre de Saint-Louis. Il fut ensuite mené à la chambre de la question, où le bourreau et ses valets se jetèrent sur lui pour le garrotter. A cette vue, son courage parut l'abandonner un instant. M. Sulcau, alors prisonnier au châtelet, le soutint dans ses bras. Il triompha bientôt de ce moment de foiblesse, et sembla n'avoir payé ce léger tribut à la na-

ture humaine, que pour s'élever ensuite au-dessus de l'humanité. Son rapporteur lui dit : *Votre vie est un sacrifice que vous devez à la tranquillité et à la liberté publique. Je n'ai d'autres consolations à vous donner que celles que vous offre la religion ; je vous invite à en profiter.* Il lui proposa un confesseur — *De vous ?* lui répondit-il avec indignation, *de vous ? un confesseur ! de votre choix ! il me seroit suspect. Je demande le curé de Saint Paul.*

Il resta fort long-tems enfermé avec lui, il pria en grace qu'on lui laissât les mains libres : on le lui refusa. Sur les trois heures, il partit pour se rendre au lieu du supplice. Il étoit lié sur un tombereau, nus pieds et nue tête, en cheveux longs, vêtu d'une chemise blanche par-dessus ses habits, avec un écriteau devant et derrière, portant ces mots : *conspirateur contre l'état.* A côté de lui étoit une torche ardente ; le bourreau derrière. Une garde nombreuse formoit une haie serrée sur son passage. Lorsqu'il sortit du châtelet, on battit des mains, et cette scène barbare se répéta encore sur le pont Notre-Dame. La joie du peuple ne parut ni l'irriter ni l'affli-

ger. Il se penchoit sur le curé de Saint Paul ; et s'entretenoit avec lui d'un air serein et tranquille.

Arrivé devant la principale porte de Notre-Dame, il descend avec fermeté du tombereau, prend des mains du greffier l'arrêt qui le condamne, le lit lui-même à haute voix, adresse la parole au peuple pour se justifier, et prend le ciel à témoin de son innocence. Il dit ensuite : *qu'on me conduise à l'hôtel-de-ville, j'y révélerai des secrets importants.* A son retour de Notre-Dame, il sembloit pâlir, mais sa contenance étoit toujours la même ; le calme et la paix qui paroissent respirer dans tous ses traits, commandoient le respect et le silence. Arrivé à l'hôtel-de-ville, il demande à faire des déclarations essentielles, et dicte lui-même au greffier son testament de mort. Nous insérons ici cette pièce, monument unique en ce genre, et qui, d'ailleurs jette quelque jour sur cette affaire.

Testament de mort de M. de Favras.

L'an mil sept cent quatre-vingt-dix, le vendredi dix-neuf Février, après-midi : Nous Jean-Nicolas Quatremere, conseiller du roi en son Châtelet de Paris,

Paris, assisté de Me Jean Drié, greffier-commis, sommes transportés à l'hôtel-de-ville, pour faire mettre à exécution le jugement en dernier ressort rendu au Châtelet de Paris, la compagnie assemblée, le jour d'hier, lequel condamne Thomas de Mahy de Favras à faire amende honorable, et à être pendu en place de Grève, etc. Ledit greffier, de retour de l'amende honorable dudit Mahy de Favras, nous ayant rejoint dans l'une des salles dudit hôtel-de-ville, publiquement, et les portes ouvertes, Sur ce qui nous a été dit que le condamné avoit des déclarations à nous faire, nous avons ordonné qu'il seroit amené pardevant nous par l'exécuteur de la haute-justice.

Et nous a dit que, pour l'acquit de sa conscience, il se croit obligé de nous déclarer qu'en ce moment terrible, prêt à paroître devant Dieu, il atteste, en sa présence, à ses juges et à tous les citoyens qui l'entendent, d'abord qu'il pardonne aux hommes qui l'ont inculpé si grièvement et contre leur conscience, de projets criminels qui n'ont jamais été dans son ame, et qui ont induit justice en erreur. Le déni d'entendre ceux qui étoient propres à dévoiler l'imposture et les faux témoins, est peut-être en ce moment un reproche qu'un malheureux condamné pourroit faire à justice, si mieux éclairée, l'erreur ne se fût pas emparée d'elle; et un jugement effroyable, qui condamne l'innocence n'auroit pas souillé les lèvres qui l'ont prononcé et les mains qui l'ont signé. Mais un aveu solennel, qui méritera sans doute à un innocent la compassion d'un peu,

ple qui semble jouir de sa misère et de son infortune, est l'aveu qui va suivre.

Ni en Juillet ni en Septembre, ni en Octobre, quand je me suis adressé à M. le comte de Saint-Priest, aucune action de ma part, propos ni projet n'a pu donner lieu aux conspirations effroyables qui m'ont été imputées pour enlever le roi, détruire l'Assemblée Nationale, et faire périr trois des principales têtes de l'état. Je jure, au contraire, devant Dieu, que j'ai plusieurs fois blâmé, non pas directement, ceux qui ont formé de pareils projets, car je ne les ai pas connus, mais même l'idée de pareils projets, particulièrement de violence contre le roi, convaincu que jamais il ne devoit quitter sa résidence ordinaire, et qu'il auroit fallu l'y maintenir plutôt que de l'en enlever. J'ai professé ouvertement cette façon de penser, par cette considération, et sans aucune intelligence préalable ni préméditée. J'ai consenti, le cinq Octobre, sur la demande de la pluralité de ce qui étoit aux appartemens du roi, et avant que l'on fût certain si la milice nationale de Paris se rendroit effectivement à Versailles; j'ai consenti, dis-je, à m'adresser à M. de Saint-Priest, pour lors au cabinet du roi, dont il est sorti pour me parler, afin de lui demander si on pourroit user des chevaux des écuries pour enlever l'artillerie d'une multitude armée qui occupoit l'avenue de Paris, et qui menaçoit la tranquillité de Versailles pendant la nuit. Cette demande ne pouvoit avoir son exécution que dans le cas où M. de Saint-Priest y auroit consenti par la permis-

sion du roi; elle étoit tellement innocente, que je ne suis pas en état de nommer un seul de ceux qui m'ont engagé à la faire. Dieu m'entend, et je dis vrai. Cette demande cependant, venue à la suite d'une dénonciation déjà faite à M. le marquis de la Fayette, et par laquelle je lui avois déjà été représenté comme un conspirateur, par un homme dont je n'étois pas connu, paroît être devenue un premier indice de suspicion qui a fortifié cette prévention. Elle étoit mal fondée. Le moment de la demande passé, il n'a plus été question de rien. C'étoient de grands ennemis du bien public, et particulièrement du roi, qui avoient excité cette insurrection du cinq Octobre. Ces ennemis, disoit-on de toutes parts, vouloient la destruction entière de la famille royale. J'aimois mon roi, je mourrai fidèle à ce sentiment: il m'a vivement affecté. Mais aucun moyen en moi, ni volonté, n'a été d'employer des mesures violentes, contre l'ordre de choses nouvellement établi. Je n'ai point de pension, aucune grace personnelle; mes intérêts, ceux qui attendent les miens, sont en pays étrangers: je ne perdois rien avec le nouvel ordre des choses, je ne pouvois espérer qu'y gagner personnellement. Mais le roi conduit à Paris, la faction qui lui étoit contraire, ne perdoit pas de vue que le coup prémédité à Versailles avoit été manqué. Pour y donner de la suite, et dans l'intention de l'effectuer, on a travaillé le peuple, afin d'y fomentér les troubles qui, au mois de Novembre, ont menacé la ville de Paris d'une insurrection nouvelle. A cette occasion, un

grand seigneur, d'une maison qui marche après celle de nos princes, et attaché par état à la cour, ayant désiré me parler, parce que, disoit-il, toutes les trames lui étoient connues, je fus chez lui. Dans la première conversation, il dit que la manière dont j'avois voulu garantir les jours du roi à Versailles, le cinq Octobre, lui avoit donné une haute idée de mon attachement à sa majesté: que si j'avois quelques moyens de prévenir le coup terrible dont elle étoit menacée, il me prioit de m'y employer, pour préserver les jours du roi, qu'il regardoit dans le plus grand danger, et que si je pouvois connoître le degré des troubles dont le fauxbourg Saint-Antoine paroissoit agité, il me prieroit de l'en informer; qu'étant voisin de ce fauxbourg, j'aurois plus de moyens que lui de savoir ce qui s'y passe. Quelques réflexions de ma part, sur cette inquiétude, le mirent dans le cas de m'assurer qu'il connoissoit la cabale; et enfin, sans rien me demander autre chose que de l'informer de l'état où j'apprendrois être les apparences d'insurrection du fauxbourg Saint-Antoine, il me dit que sachant que je n'étois pas riche, et la recherche de ce connoissement pouvant me devenir dispendieuse, il m'offroit cent louis; pour les instructions que je pourrois lui donner; que ma délicatesse ne devoit pas souffrir de les accepter, qu'il me les donneroit en lieu propre à lever tous les scrupules: et enfin, pour les lever il m'invita à me rendre chez le roi, le soir du même jour, où il me les remettrait, après que sa majesté auroit donné l'ordre. Je me suis rendu au rendez-

vous; ce seigneur s'y trouva de même. En sortant du cabinet du roi, il me remit les cent louis, en deux rouleaux de vingt-cinq doubles louis chacun. Nous descendîmes ensemble du château : il me conduisit dans son cabriolet jusqu'à la rue Vivienne. Dans la rue des Petits-Champs, et chemin faisant, il ne cessoit de m'entretenir des dangers imminens que courroit la vie du roi, si l'insurrection avoit lieu. Ce seigneur ne me dit point que les cent louis venoient de sa majesté, mais bien tout ce qu'il faut pour y faire croire; et on ne peut disconvenir que toutes les apparences y étoient. Je le répète encore, il n'étoit question de rien autre chose, que de l'apparence plus ou moins grande des progrès de l'insurrection appréhendée. Je lui promis donc tout mon zèle. Je ne manquai pas à prendre les informations nécessaires. Les mouvemens étoient grands, mais je ne les ai jamais jugés dangereux, et je le lui ai dit. Lui, au contraire, me regardant mal informé, considéroit le danger toujours plus imminent, et au point qu'il cessa de coucher dans son hôtel, pour, me dit-il, être plus près du roi, ayant une chambre aux Tuileries, près de sa majesté, où il passoit toutes les nuits. Quelques jours après, moi, cherchant toujours à le rassurer, parce que je savois qu'il avoit tenu la famille royale sur pied toute la nuit, il me dit ces propres paroles : « Vos informations sont mauvaises, l'insurrection aura lieu; elle se portera vers les Tuileries. La vie du roi est dans le plus grand danger. Je sais, de science certaine, que s'il a peur, et qu'il sorte de son ap-

partement, il y a ordre de tirer dessus ». Je frémis à ce récit, et il me le répéta deux ou trois fois : je fus toute la journée hors de moi. Je fus, sur le soir, au fauxbourg Saint-Antoine ; je me mêlai dans plus de vingt pelotons de gens attroupés, et j'entendis de toutes parts, sans que personne ait pu m'en expliquer la cause, que le tumulte se porteroit sur les Tuileries. Me trouvant fortifié, pour lors, dans la terreur qui avoit été imprimée à mon ame du fatalisme qui menaçoit les jours du roi, je rentrai chez moi très-effrayé. C'étoit le même jour que s'y trouvèrent les sieurs Tourcaty et Morel, et il ne faut pas s'étonner si je leur témoignai de l'inquiétude. Il ne fut dit que cela, et point parlé de complot ; et peut-être que, si je n'avois pas eu l'espoir d'apaiser, de quelque autre manière, l'insurrection appréhendée, je leur aurois proposé de m'aider par les moyens qu'ils m'avoient dit être en eux, pour me servir dans l'occasion ; service qui se rapportoit à des pays étrangers. Mais pour lors il n'en fut point question, et je ne les réclamai pas de ces deux hommes à qui je pardonne, et à qui je souhaite que Dieu pardonne également leurs impostures. L'un m'a accusé, ce jour-là même, d'un long détail de conspiration. L'autre l'a nié. Mais le lendemain, voulant tenter de calmer le peuple du fauxbourg, et la nuit s'étant passée plus calme que je ne l'aurois dû supposer, je m'adressai au curé de Sainte Marguerite, comme un digne et honorable pasteur, pour m'informer de lui s'il ne connoissoit personne en état de calmer le peuple, et de l'inviter à la paix.

Il me dit que non; ce qui me causa beaucoup de peine. D'un autre côté, je travaillois à rassurer la famille royale par mes rapports. Ils furent toujours justifiés par l'événement; de sorte que ce seigneur, qui la tenoit dans des craintes beaucoup plus considérables, n'étoit plus cru. J'observe que ce seigneur n'est point M. le comte de la Châtre, mais un seigneur d'un rang beaucoup plus élevé. Ce fut dans ce même tems qu'inopinément et par hasard, je fus invité à m'informer du sieur Marquié, de quelques circonstances relatives au 6 Octobre. On étoit persuadé que le salut de la famille royale lui étoit dû, qu'il avoit aussi empêché le massacre général des gardes-du-corps, et je trouvai dans cet officier des sentimens si honorables, que, vu la crise du moment, je crus ne pouvoir mieux faire que de le sonder sur la disposition de sa compagnie de grenadiers, afin d'empêcher l'approche des Tuileries, en cas d'insurrection. Mon motif étoit pur, et il me mena à quatre conversations avec ce même officier, sans autres motifs que de prévenir les malheurs des jours du roi. Je n'ai jamais eu d'autre intention. Le plus grand détail de ce que j'ai fait à cet égard, est consigné dans un mémoire qui auroit dû paroître imprimé il y a plusieurs jours et dont je n'ai eu que fort peu d'exemplaires, hier au soir à près de dix heures. Je prie ceux des citoyens qui m'entendent, et à qui ce détail vrai peu causer quelque impression, d'y rechercher l'innocence d'un homme qui va mourir tout-à-l'heure, de le plaindre comme une victime dévouée, mais parfaitement

résignée, et de se pénétrer de cette autre vérité, que les mouvemens de l'insurrection n'ont fini qu'au même moment où j'ai cessé de voir le sieur Marquié, puisqu'alors je n'avois plus aucun motif pour le rechercher; que d'ailleurs je n'avois communiqué à personne, pas même au seigneur dont j'ai parlé, ma conduite envers le sieur Marquié, et que ce même seigneur, vers ce même tems où j'ai cessé de voir ledit sieur Marquié, me dit, en présence de témoins, que, dieu merci, ses alarmes commençoient à cesser, que le roi ne tarderoit à recouvrer l'autorité légitime qui lui appartient, sans aucune crise ni convulsion populaire; qu'il ne s'agissoit pour cela que de faire un connétable, et de donner un nouveau commandant à la milice de Paris. Je fis peut-être une réflexion qui n'a pas été goûtée, savoir, que l'un et l'autre étoient trop jeunes pour leur destination respective, car on me tourna le dos, en me témoignant du mécontentement. Depuis ce jour, je n'ai plus vu ce seigneur qu'une seule fois chez lui, où il me déclara qu'il me prioit de ne plus venir, parce que je devenois suspect. Je m'en suis en effet abstenu. Il n'avoit jamais été, entre nous, question de toutes ces conspirations détestables. Cette disposition fait voir le principe de ma conduite, qu'elle étoit mue par un agent visible et par un amour pour mon roi, sans que j'y aie été poussé par aucune mission directe: je n'avois que celle d'informer des mouvemens. Cette conduite néanmoins, toute loyale et honorable qu'elle est, me fait périr sur l'échafaud; elle me laisse ou moins la paix de l'ame et la

tranquillité de la conscience ; elle sentant mon adversité. Je ne doute point que les témoins imposteurs soient reconnus. Je demande leur grace. Que personne n'appréhende la suite d'un complot imaginaire. Que chacun examine, sur mon mémoire, les dépositions des témoins, elles y sont partout une, à l'exception de quelques faits matériels et sans preuves, cités verbalement et presque toujours contradictoirement, par les deux auteurs d'une dénonciation d'un prétendu complot où j'assassine. Je leur pardonne, je le répète. Je plains les égaremens de la justice, comme pouvant être attribués, en partie, à ces bruits accrédités dans le peuple, par lesquels il a été trompé, et qui lui font desirer en ce moment ma mort. C'est n'est qu'une vie que je rendrai un peu plutôt à l'Être éternel qui me l'a donnée, et qui, s'il me fait grâce, m'accordera peut-être, dans sa justice, un dédommagement personnel à l'infamie du supplice qui termine mes jours. Je recommande ma mémoire à l'estime des honorables citoyens qui m'entendent ; j'y recommande mon épouse trop infortunée, que des adversités relatives à la religion catholique qu'elle professe, ont éloignée du sein d'un père et d'une famille dont l'alliance ne déshonorerait pas nos rois. Je recommande deux malheureux enfans que je laisse, à l'attention de ceux qui, dans quelques-unes des circonstances de leur vie, croiront pouvoir les dédommager de la perte d'un père si nécessaire à leur éducation et à leur fortune. J'ai fait cette déposition uniquement dans l'intention de me laver des taches

criminelles de complot dont ma conduite cachée a pu donner lieu à suspicion. Une grande consolation pour moi, sont les soins généreux de M. le curé de Saint-Paul, mon respectable pasteur, que j'ai appelé auprès de moi, dans ces momens cruels, pour calmer les sollicitudes de mon ame. Dès qu'elle va être détachée de mon corps, je demande à justice de permettre que ce dernier lui soit remis, pour qu'il reçoive la sépulture de tous les catholiques, apostoliques et romains, Dieu me faisant la grace de mourir dans les sentimens d'un vrai chrétien, d'une fidélité que je dois et que j'ai jurée à mon roi, et d'emporter avec moi l'espoir que la nouvelle constitution françoise rendra les peuples de cet empire aussi heureux que je le desire. J'ose prier M. le curé de Saint-Paul de réclamer mon corps, dès qu'il ne sera plus que matière, de me donner les soins de l'amitié qu'il me témoigne dans ces derniers momens, en l'honorant d'une sépulture convenable. J'ai satisfait à justice par l'amende honorable à laquelle elle m'a condamné, et que j'ai faite devant l'église de Notre-Dame. Il appartient à tous et à chacun de commencer par lui obéir. Mais avant de remettre mon ame dans les mains de Dieu, je proteste n'avoir fait aucun projet pour enlever le roi à Péronne ni ailleurs; n'avoir jamais prémédité la destruction de l'Assemblée Nationale, et encore moins des violences envers elle, ni aucun de ses membres; n'avoir jamais eu en pensée les assassinats affreux dont on m'a inculpé, comme projet d'attenter aux jours des trois principales têtes de

cet empire ; que je n'ai jamais voulu porter la famine dans cette ville , et que je ne conçois pas même ce qui a pu donner lieu à une inculpation si étrange. Que si j'ai parlé des mécontentemens des provinces , j'en ai parlé comme de choses connues et publiques , même imprimées , mais auxquelles je n'ai jamais donné lieu , en quelque manière que ce soit ; que les troupes étrangères que je suis accusé avoir voulu faire entrer dans le royaume , seront , aux yeux de tous les princes étrangers à qui elles appartiennent , et qui doivent savoir que jamais je n'ai rien tenté de semblable , négocié directement ni indirectement vis-à-vis d'eux , une preuve évidente de mon innocence sur ce dernier fait. Enfin , puisqu'il faut une victime , je préfère qu'elle soit tombée sur moi , par préférence sur tout autre , et suis prêt à me rendre à l'échafaud , où la justice m'a condamné , afin d'y expier des crimes que je n'ai pas commis , mais dont le peuple me croit coupable , après avoir élevé à Dieu la dernière de mes pensées dans ce moment si terrible qui fait frémir la nature.

Sommé de déclarer le nom du seigneur dont il a parlé dans la présente déclaration.

A dit : que ce seigneur ne lui ayant jamais paru que pénétré de crainte sur les dangers où s'est trouvée la vie du roi , ou du moins dont il a paru être fermement persuadé que le roi étoit menacé , sans que ledit seigneur lui ait jamais témoigné rien propre à faire suspecter ses intentions , ni à faire croire qu'il puisse être conspirateur , son nom ne paroît d'aucune utilité à déclarer.

Sommé de déclarer s'il a su quelles étoient les personnes que le seigneur dont il a parlé désignoit pour être connétable et commandant général de la garde nationale parisienne.

A dit qu'oui, que ces deux personnes lui ont été nommés, mais qu'il étoit également inutile de les citer, vu que l'on en pourroit déduire quelque idée, de sa part, contraire à ce qu'il se doit au moment où son ame va paroître devant Dieu; que d'ailleurs ces élévations particulières, espérées, disoit-on, du consentement du roi, n'ont point été indiquées comme devant opérer une contre-révolution, nuisible à l'ordre présent des choses, mais uniquement comme moyen de faire reprendre au roi une autorité légitime qui seroit agréable au peuple: déclarant en outre qu'aucune de ces deux places éminentes ne devoit être occupée par aucun des princes du sang royal, qui, dans tout ceci, ne sont rien, mais seulement, comme je l'ai dit, d'autres familles puissantes qui ont joué, depuis long-tems, un grand rôle à la cour. Que ces révélations n'ont été faites, de ma part, que comme indices certains de ce qui a mu mes démarches trop malheureusement interprétées; que justice avant prononcé l'arrêt de ma mort, qui ne peut plus se différer, l'aveu même de celui qui m'a donné ces diverses connoissances, ne pourroit plus retarder ni faire changer ce jugement; que je le crois assez loyal pour penser que, si cet aveu devoit me rendre la vie, et avec elle l'honneur, qui m'est encore plus cher, cet appareil qui environne mon échafaud ne lui permettoit pas de balancer

balancer à convenir des faits véritables et qu'il m'a dits. Mais si par malheur quelque considération le retenoit sur cet aveu, je pourrois, par cela seul, être taxé d'imposture; ce à quoi je ne m'exposerais pas : qu'étant au moment de perdre la vie ignominieusement, je puis, par mon silence, la perdre en quelque manière glorieusement. J'atteste qu'un seul de ces deux personnages a conversé avec moi sur ces dignités; que l'autre ne m'en a point parlé, que même je n'ai jamais eu avec lui aucune relation, que seulement les deux noms m'ont été nommés, et, comme je l'ai dit, en présence d'une tierce-personne(a). Tout se découvre, tout s'apprend; mais ce n'est pas moi qui en donnerai l'ouverture, cela me paroissant, comme je l'ai dit, d'une inutilité parfaite. Je me permettrai, avant de clore ma déclaration, de demander à M. le conseiller-rapporteur, s'il sent son ame émue par ce que je viens de dire, en faveur d'une justification qui auroit été plus complète en ma faveur, si je n'avois éprouvé un déni de justice sur des témoins que j'ai cru nécessaires à l'instruction de mon procès; s'il croit que l'aveu des noms qu'il m'a demandés pourroit changer quelque chose à la sentence sous laquelle je me trouve opprimé, et s'il pense que l'aveu de tout ce que j'ai

(a) « C'est une vérité constante, dit M. de Corméré, éditeur de ce testament, que M. de Luxembourg parla à M. de Favras de la place de Connétable pour M. de la Fayette, & de celle de Commandant-Général pour lui-même ».

dit ici , dont je n'ai point parlé au procès , par la persuasion où j'étois qu'aucun témoignage ni preuve n'étoit complete ou suffisante pour faire perdre la vie à un homme qui , dans le fort de sa conscience , se sentoit innocent , je lui demande , dis-je , s'il pense que ces déclarations auroient porté un plus grand jour à mon innocence , et retenu le bras de la justice qui me tranche les jours ? S'il le pense , je le supplie de représenter à la cour qui m'a jugé , qu'une de ses victimes souhaite devenir pour elle un sujet de circonspection qui la fasse balancer à prononcer des jugemens de mort , s'il se présente à ses yeux quelqu'autre accusé aussi extraordinairement impliqué que je l'ai été dans une cause surnaturelle , qui tient du roman et de la féerie. Je prie , dis-je , et en cas de besoin , je somme , si cela m'est permis , M. Quatremere , ce digne conseiller , de vouloir bien , d'après sa conscience , répondre à ces interpellations de ma part. Sa sévérité n'a fait aucun tort , vis-à-vis de moi , à la droiture de sa façon de penser et de son cœur : en remplissant un devoir pénible , je me complais à croire qu'il a déploré ma position , vu la circonstance qui , peut-être , a aggravé et précipité mon jugement.

Lecture faite , ledit condamné a persisté , et a signé avec nous et notre greffier , après nous avoir demandé la publicité du présent par la voie de l'impression : et au bas de chaque page , comme en fin du présent , est ainsi signé , MAHY DE FAYRAS , QUATREMERE et DRIÉ.

L'ouverture qu'avoit faite M. de Favras ,

meritoit d'être prise en considération, et il y a lieu de croire qu'elle auroit amené quelque révélation importante, sur-tout s'il est vrai, comme des témoins oculaires l'ont dit et écrit dans le tems, que sur la déclaration du juge que la loi ne permettoit sous aucun prétexte de différer son supplice, l'accusé lui répondit : *en ce cas je mourrai avec mon secret.* Mais on ne vouloit pas le connoître, et d'un autre côté on craignoit quelque explosion de la fureur populaire.

Plus de cinquante mille hommes étoient, depuis huit heures du matin, entassés et pressés sur la place de Grève : à cinq heures, ils murmuroient hautement, et disoient qu'on attendoit la nuit pour pouvoir plus facilement substituer au condamné quelque'autre criminel du châtelet. *Si c'étoit un de nous, ajoutoit-on, il y a déjà long-tems qu'il seroit pendu ; mais c'est un noble et un marquis, on veut le sauver.* Depuis ce moment jusqu'à celui de l'exécution, d'affreux hurlemens répétèrent sans cesse le nom de Favras. Nombre d'aristocrates n'attendoient pas son exécution avec moins d'impatience que la multitude. Plus de quatre-cents particuliers d'un

rang distingué avoient pris la fuite depuis son arrestation ; ce jour même , un personnage considérable attendit près de la Grève avec une vive inquiétude le moment de sa mort , et courut sur-le-champ en porter la nouvelle à d'autres personnes qui n'étoient pas moins alarmées que lui.

A l'entrée de la nuit , on distribua des lampions sur la place , on en mit jusques sur la potence. A huit heures , M. de Favras descendit de l'hôtel-de-ville après avoir prié ceux qui l'environnoient , non de le plaindre , mais de lui conserver leur estime. Toute l'assemblée étoit émue ; le curé de S. Paul s'évanouit : lui seul étoit tranquille. Il s'avance au gibet d'un pas ferme et assuré ; une taille avantageuse (il avoit cinq pieds neuf pouces) , une belle physionomie , le calme de l'innocence au milieu de l'appareil des supplices , le sang-froid du courage et la dignité de l'honneur en présence de la mort la plus infâme et d'un peuple en furie , ses longs cheveux flottans , tout , jusqu'à cette chemise blanche qui paroissoit être la robe du sacrifice , annonçoit la grande victime qui alloit être immolée. La rage de

la multitude demeura comme enchaînée à sa vue , et lorsqu'au pied de l'échafaud il éleva la voix et dit : *Citoyens , je meurs innocent , priez dieu pour moi* , tout le peuple frémit , le bourreau lui-même sentit ses entrailles émues , et lui dit en sanglotant : *Criez plus haut , qu'ils vous entendent* ; et M. de Favras montant l'échelle fatale , répéta trois fois d'une voix forte : *Citoyens , je meurs innocent , priez dieu pour moi*. L'exécuteur et le patient restèrent immobiles , le plus grand silence régnoit sur la place. Alors se retournant avec une sérénité céleste : *Exécuteur de la justice* , dit-il , *faites votre devoir*. Non , jamais vainqueur ne monta avec tant de gloire sur un char de triomphe , que Favras à la potence.

Si l'on me demande comment le crime peut s'allier avec tant de grandeur d'ame , je répondrai que Favras fut innocent à ses yeux ; que l'intérêt du roi lui parut légitimer ses projets ; qu'ils purent même lui paroître des exploits héroïques étant couverts de ce nom sacré ; que dans un moment de révolution , les limites du devoir se trouvent transposées , et que souvent c'est le succès

seul qui décide du titre que l'on donne à une action hardie. Son corps fut rendu à ses frères et inhumé sur-le-champ à Saint-Jean-en-Grève.

Son exemple doit effrayer à jamais ceux qui comptent sur la reconnaissance des hommes puissans ; il doit apprendre aux foibles qui se rendent leurs instrumens, qu'ils sont presque toujours les victimes de ceux qui les emploient, et qu'un lâche abandon est souvent le prix du plus généreux dévouement.

C H A P I T R E V I I I.

Adhésion solennelle de Louis XVI aux principes de la constitution. Serment individuel des membres de l'Assemblée Nationale. Empressement de tous les citoyens à imiter leur exemple. Particularités diverses à ce sujet.

LA vigilance des patriotes à déconcerter toutes les manœuvres de l'aristocratie , auroit mis fin à cette manie de conspirations découvertes aussi-tôt que formées , si la vengeance , l'avarice et l'orgueil , sans cesse irrités par l'appât de nouvelles espérances , pouvoient jamais se laisser désarmer , et ne fermoient pas les cœurs aux considérations vertueuses et aux sentimens généreux. Les chefs de ce parti , pour ébranler le plus qu'ils pouvoient d'hommes foibles et crédules , exciter l'activité des ambitieux , et augmenter ainsi le nombre et l'ardeur de leurs complices , couvroient toutes leurs entreprises du nom et de l'intérêt du monarque qu'ils affectoient de regarder comme prisonnier dans

Paris, dans l'intention de répandre de l'inquiétude sur ses sentimens , et d'exciter ainsi une défiance éternelle entre la nation et le pouvoir exécutif. Le prince voyoit alors avec douleur se propager des idées aussi injurieuses à son courage qu'à sa loyauté , et qui d'ailleurs entretenoient une fermentation générale ; dont les effets éclatoient souvent par des insurrections et des actes de violence. Il pensa qu'il feroit beaucoup pour le retour de la paix en fixant l'opinion sur ses sentimens politiques , et que la manifestation la plus authentique et la plus simple seroit aussi la plus digne de son caractère et de la majesté royale.

Ce fut au milieu des représentans de la nation qu'il crut devoir rendre compte de ce qu'il avoit fait ; de ce qu'il vouloit faire , et consigner sa profession de foi sur la révolution qui s'opéroit dans le royaume. Il se rendit le 4. Février , sans pompe (a), à

(a) Le lendemain de cette séance où la simplicité touchante du monarque avoit expié le vain appareil des lits de justice , les ministres écrivirent à l'Assemblée pour lui témoigner leur desir qu'il ne

l'Assemblée , entouré seulement de ses ministres , mais précédé par l'espérance que tout le peuple avoit conçue de la rectitude de son jugement et de son amour pour la paix et le bonheur de la patrie. A son arrivée , la salle retentit d'acclamations ; il prit place devant le fauteuil du président , qui avoit été décoré pour lui ; mais il ne s'assit pas. Un profond silence succéda aux premiers mouvemens de la joie , et toute l'Assemblée étant debout et dans l'attente , il parla ainsi :

« MESSIEURS ,

« La gravité des circonstances où se trouve la France , m'attire au milieu de vous. Le relâche-

fût point fait mention dans le procès-verbal de la manière dont il s'y étoit rendu. — « Pouvoit-il , dit le Courier de Provence , s'y rendre d'une manière plus noble ? Les ministres aimoient-ils mieux la pompe qui avoit environné le roi le 23 Juin ? Demandèrent-ils alors que la mention en fut effacée du procès-verbal ? Pourquoi vouloient-ils ravir au prince la gloire de sa simplicité ? L'Assemblée en refusant de céder à leur desir , montra qu'elle connoissoit la vraie grandeur , et qu'ils n'avoient pas su l'apprécier ».

ment progressif de tous les liens de l'ordre et de la subordination , la suspension ou l'inactivité de la justice , les mécontentemens qui naissent des privations particulières , les oppositions , les haines malheureuses qui sont la suite inévitable des longues dissensions , la situation critique des finances et les incertitudes sur la fortune publique , enfin l'agitation générale des esprits , tout semble se réunir pour entretenir l'inquiétude des véritables amis de la prospérité et du bonheur du royaume.

» Un grand but se présente à vos regards , mais il faut y atteindre sans accroissement de trouble et sans nouvelles convulsions. C'étoit , je dois le dire , d'une manière plus douce et plus tranquille que j'espérois vous y conduire , lorsque je formai le dessein de vous rassembler , et de réunir pour la félicité publique ; les lumières et les volontés des représentans de la nation ; mais mon bonheur et ma gloire ne sont pas moins étroitement liés au succès de vos travaux.

» Je les ai garantis par une continuelle vigilance de l'influence funeste que pouvoient avoir sur eux les circonstances malheureuses au milieu desquelles vous vous trouviez placés. Les horreurs de la disette que la France avoit à redouter l'année dernière , ont été éloignées par des soins multipliés et des approvisionnement immenses. Le désordre que l'état ancien des finances , le discrédit , l'excessive rareté du numéraire et le dépérissement graduel des revenus devoient naturellement amener ce désordre , au moins dans son éclat et dans ses excès ,

a été jusqu'à présent écarté. J'ai adouci par-tout, et principalement dans la capitale, les dangereuses conséquences du défaut de travail; et nonobstant l'affoiblissement de tous les moyens d'autorité, j'ai maintenu le royaume, non pas, il s'en faut bien, dans le calme que j'eusse désiré, mais dans un état de tranquillité suffisant pour recevoir le bienfait d'une liberté sage et bien ordonnée : enfin, malgré notre situation intérieure généralement connue, et malgré les orages politiques qui agitent d'autres nations, j'ai conservé la paix au-dehors, et j'ai entretenu avec toutes les puissances de l'Europe les rapports d'égards et d'amitié qui peuvent rendre cette paix durable.

» Après vous avoir ainsi préservés des grandes contrariétés qui pouvoient si aisément traverser vos soins et vos travaux, je crois le moment arrivé, où il importe à l'intérêt de l'état que je m'associe d'une manière encore plus expresse et plus manifeste à l'exécution et à la réussite de tout ce que vous avez concerté pour l'avantage de la France. Je ne puis saisir une plus grande occasion que celle où vous présentez à mon acceptation des décrets destinés à établir dans le royaume une organisation nouvelle, qui doit avoir une influence si importante et si propice sur le bonheur de mes sujets et sur la prospérité de cet empire.

» Vous savez, Messieurs, qu'il y a plus de dix ans, et dans un tems où le vœu de la nation ne s'étoit pas encore expliqué sur les assemblées provinciales, j'avois commenté à substituer ce genre

d'administration à celui qu'une ancienne et longue habitude avoit consacré. L'expérience m'ayant fait connoître que je ne m'étois point trompé dans l'opinion que j'avois conçue de l'utilité de ces établissemens, j'ai cherché à faire jouir du même bienfait toutes les provinces de mon royaume ; et pour assurer aux nouvelles administrations la confiance générale, j'ai voulu que les membres dont elles devoient être composées fussent nommés librement par tous les citoyens. Vous avez amélioré ces vues de plusieurs manières, et la plus essentielle, sans doute, est cette subdivision égale et sagement motivée, qui en affoiblissant les anciennes séparations de province à province, et en établissant un système général et complet d'équilibre, réunit davantage à un même esprit et à un même intérêt toutes les parties du royaume. Cette grande idée, ce salutaire dessein vous sont entièrement dûs, il ne falloit pas moins qu'une réunion de volontés de la part des représentans de la nation, il ne falloit pas moins que leur juste ascendant sur l'opinion générale, pour entreprendre avec confiance un changement d'une si grande importance, et pour vaincre, au nom de la raison, les résistances de l'habitude et des intérêts particuliers.

» Je favoriserai, je seconderai par tous les moyens qui sont en mon pouvoir, le succès de cette vaste organisation, d'où dépend à mes yeux le salut de la France, et je crois nécessaire de le dire, je suis trop occupé de la situation intérieure du royaume, j'ai les yeux trop ouverts sur les dangers de tout genre
dont

dont nous sommes environnés, pour ne pas sentir fortement que dans la disposition présente des esprits, et en considérant l'état où se trouvent les affaires publiques, il faut qu'un nouvel ordre de choses s'établisse avec calme et avec tranquillité, ou que le royaume soit exposé à toutes les calamités de l'anarchie.

• Que les vrais citoyens y réfléchissent, ainsi que je l'ai fait, en fixant uniquement leur attention sur le bien de l'état, et ils verront que même avec des opinions différentes, un intérêt imminent doit les réunir tous aujourd'hui. Le tems reformera ce qui pourra rester de défectueux dans la collection des loix qui auront été l'ouvrage de cette Assemblée ; mais toute entreprise qui tendroit à ébranler les principes de la constitution même, tout concert qui auroit pour but de les renverser ou d'en affoiblir l'heureuse influence, ne serviroient qu'à introduire au milieu de nous les maux effrayans de la discorde ; et en supposant le succès partiel ou momentané d'une semblable tentative contre mon peuple et moi, le résultat nous priveroit, sans remplacement, des divers biens dont le nouvel ordre de choses nous offre la perspective.

Livrons-nous donc de bonne foi aux espérances que nous pouvons concevoir, et ne songeons qu'à les réaliser par un accord unanime. Que par-tout on sache que le monarque et les représentans de la nation sont unis d'un même intérêt et d'un même vœu, afin que cette opinion, cette ferme croyance répandent dans les provinces un esprit de paix et

de bonne volonté, et que tous les citoyens recommandables par leur honnêteté, tous ceux qui peuvent servir l'état essentiellement par leur zèle et par leurs lumières, s'empressent de prendre part aux différentes subdivisions de l'administration générale, dont l'enchaînement et l'ensemble doivent concourir efficacement au rétablissement de l'ordre et à la prospérité du royaume.

» Nous ne devons point nous le dissimuler, il y a beaucoup à faire pour arriver à ce but. Une volonté suivie, un effort général et commun sont absolument nécessaires pour obtenir un succès véritable. Continuez donc vos travaux sans autre passion que celle du bien ; fixez toujours votre première attention sur le sort du peuple et sur la liberté publique ; mais occupez-vous aussi d'adoucir, de calmer toutes les défiances, et mettez fin, le plutôt possible, aux différentes inquiétudes qui éloignent de la France un si grand nombre de ses citoyens, et dont l'effet contraste avec les loix de sûreté et de liberté que vous voulez établir. La prospérité ne reviendra qu'avec le contentement général. Nous apercevons par-tout des espérances, soyons impatiens de voir aussi par-tout le bonheur.

» Un jour, j'aime à le croire, tous les françois indistinctement reconnoîtront l'avantage de l'entière suppression des différences d'ordre et d'état, lorsqu'il est question de travailler en commun au bien public, à cette prospérité de la patrie qui intéresse également tous les citoyens, et chacun doit voir sans peine que pour être appelé dorénavant à

servir l'état de quelque manière, il suffira de s'être rendu remarquable par ses talens ou par ses vertus.

» En même-tems néanmoins, tout ce qui rappelle à une nation l'ancienneté et la continuité des services d'une race honorée est une distinction que rien ne peut détruire; et comme elle s'unit aux devoirs de la reconnoissance, ceux qui, dans toutes les classes de la société, aspirent à servir efficacement leur patrie, et ceux qui ont eu déjà le bonheur d'y réussir, ont un intérêt à respecter cette transmission de titres ou de souvenirs, le plus beau de tous les héritages qu'on puisse faire passer à ses enfans.

» Le respect dû aux ministres de la religion ne pourra non plus s'effacer, et lorsque leur considération sera principalement unie aux saintes vérités qui sont la sauve-garde de l'ordre et de la morale, tous les citoyens honnêtes et éclairés auront un égal intérêt à la maintenir et à la défendre.

» Sans doute, ceux qui ont abandonné leurs privilèges pécuniaires, ceux qui ne formeront plus, comme autrefois, un ordre politique dans l'état, se trouvent soumis à des sacrifices dont je connois toute l'importance, mais j'en ai la persuasion, ils auront assez de générosité pour chercher un dédommagement dans tous les avantages publics dont l'établissement des Assemblées Nationales présente l'espérance.

» J'aurois bien aussi des pertes à compter, si, au milieu des plus grands intérêts de l'état, je m'arrêtois à des calculs personnels: mais je trouve une compensation qui me suffit, une compensation pleine et entière dans l'accroissement du bonheur de la

nation , et c'est, du fond de mon cœur que j'exprime ici ce sentiment.

» Je défendrai donc , je maintiendrai la liberté constitutionnelle dont le vœu général , d'accord avec le mien , a consacré les principes. Je ferai d'avantage , et de concert avec la reine qui partage tous mes sentimens , je préparerai de bonne heure l'esprit et le cœur de mon fils au nouvel ordre de choses que les circonstances ont amené. Je l'habituerai , dès ses premiers ans , à être heureux du bonheur des françois , et à reconnoître toujours , malgré le langage des flatteurs , qu'une sage constitution le préservera des dangers de l'inexpérience , et qu'une juste liberté ajoute un nouveau prix aux sentimens d'amour et de fidélité dont la nation , depuis tant de siècles , donne à ses rois des preuves si touchantes.

» Je ne dois point le mettre en doute ; en achevant votre ouvrage , vous vous occuperez sûrement avec sagesse et avec candeur de l'affermissement du pouvoir exécutif , cette condition sans laquelle il ne sauroit exister aucun ordre durable au-dedans ni aucune considération au-dehors. Nulle défiance ne peut raisonnablement vous rester ; ainsi il est de votre devoir , comme citoyens et comme fidèles représentans de la nation , d'assurer au bien de l'état et à la liberté publique cette stabilité qui ne peut dériver que d'une autorité active et tutélaire. Vous aurez sûrement présent à l'esprit que sans une telle autorité , toutes les parties de votre système de constitution resteroient à la fois sans lien et sans

« correspondance ; et en vous occupant de la liberté que vous aimez et que j'aime aussi , vous ne perdrez pas de vue que le désordre en administration , en amenant la confusion des pouvoirs , dégénère souvent , par d'aveugles violences , dans la plus dangereuse et la plus alarmante de toutes les tyrannies.

» Ainsi , non pas pour moi , Messieurs , qui ne compte point ce qui m'est personnel près des loix et des institutions qui doivent régler le destin de l'empire , mais pour le bonheur même de notre patrie , pour sa prospérité , pour sa puissance , je vous invite à vous affranchir de toutes les impressions du moment qui pourroient vous détourner de considérer dans son ensemble ce qu'exige un royaume tel que la France , et par sa vaste étendue , et par son immense population , et par ses relations inévitables au-dehors.

« Vous ne négligerez point non plus de fixer votre attention sur ce qu'exigent encore des législateurs , les mœurs , le caractère et les habitudes d'une nation devenue trop célèbre en Europe par la nature de son esprit et de son génie , pour qu'il puisse paroître indifférent d'entretenir ou d'altérer en elle les sentimens de douceur , de confiance et de bonté qui lui ont valu tant de renommée.

» Donnez-lui l'exemple aussi de cet esprit de justice qui serve de sauve-garde à la propriété , à ce droit respecté de toutes les nations , qui n'est pas l'ouvrage du hasard , qui ne dérive point des privilèges d'opinion , mais qui se lie étroitement aux rapports les plus essentiels de l'ordre pu-

blic et aux premières conditions de l'harmonie sociale.

» Par quelle fatalité, lorsque le calme commençoit à renaître, de nouvelles inquiétudes se sont-elles répandues dans les provinces? Par quelle fatalité s'y livre-t-on à de nouveaux excès? Joignez-vous à moi pour les arrêter, et empêchons de tous nos efforts que des violences criminelles ne viennent souiller ces jours où le bonheur de la nation se prépare. Vous qui pouvez influencer par tant de moyens sur la confiance publique, éclairez sur ses véritables intérêts le peuple qu'on égare, ce bon peuple qui m'est si cher, et dont on m'assure que je suis aimé quand on veut me consoler de mes peines. Ah! s'il savoit à quel point je suis malheureux à la nouvelle d'un injuste attentat contre les fortunes, ou d'un acte de violence contre les personnes, peut-être il m'épargneroit cette douloureuse amertume.

» Je ne puis vous entretenir des grands intérêts de l'état, sans vous presser de vous occuper d'une manière instante et définitive de tout ce qui tient au rétablissement de l'ordre dans les finances, et à la tranquillité de la multitude innombrable de citoyens qui sont unis par quelque lien à la fortune publique. Il est tems d'appaïser toutes les inquiétudes; il est tems de rendre à ce royaume la force de crédit à laquelle il a droit de prétendre. Vous ne pouvez pas tout entreprendre à la fois; aussi je vous invite à réserver pour d'autres tems une partie des biens dont la réunion de vos lumières vous présente

Le tableau ; mais quand vous aurez ajouté à ce que vous avez déjà fait un plan sage et raisonnable pour l'exercice de la justice, quand vous aurez assuré les bases d'un équilibre parfait entre les revenus et les dépenses de l'état, enfin, quand vous aurez achevé l'ouvrage de la constitution, vous aurez acquis de grands droits à la reconnoissance publique ; et dans la continuation successive des Assemblées Nationales, continuation fondée dorénavant sur cette constitution même, il n'y aura plus qu'à ajouter, d'année en année, de nouveaux moyens de prospérité à tous ceux que vous avez déjà préparés. Puisse cette journée, où votre monarque vient s'unir à vous de la manière la plus franche et la plus intime, être une époque mémorable dans l'histoire de cet empire ! Elle le sera, je l'espère, si mes vœux ardens, si mes instantes exhortations peuvent être un signal de paix et de rapprochement entre vous. Que ceux qui s'éloigneroient encore d'un esprit de concorde, devenu si nécessaire, me fassent le sacrifice de tous les souvenirs qui les affligent, je les payerai par ma reconnoissance et mon affection. Ne professons tous, à compter de ce jour, ne professons, je vous en donne l'exemple, qu'une seule opinion, qu'un seul intérêt, qu'une seule volonté, l'attachement à la constitution nouvelle et le desir ardent de la paix, du bonheur et de la prospérité de la France ».

La première partie de ce discours fut écoutée avec une sorte d'inquiétude ; on atten-

doit avec impatience le terme où aboutiroient ces confidences royales. Mais dès qu'on put entrevoir les véritables dispositions du monarque et l'adhésion solennelle qu'il venoit donner lui-même à la volonté nationale ; lorsqu'il eut promis d'être le défenseur de la liberté, et de concert avec la reine , d'apprendre à son fils à être heureux du bonheur des François , et à chérir la constitution , les applaudissemens , les vœux , les bénédictions pour sa prospérité , se firent entendre de toutes parts ; des larmes d'attendrissement se mêlèrent à des larmes de joie , les émotions les plus vives et les plus douces agitèrent tous les cœurs et portèrent l'enthousiasme à un degré inconnu chez le peuple de l'Europe , qui en est peut-être le plus susceptible.

Jusqu'alors on avoit adressé aux rois de longues harangues auxquelles ils faisoient à peine de courtes et insignifiantes réponses. Il n'en fut pas ainsi ce jour-là. Le discours de M. Bureau de Puzy , qui présidoit le corps législatif , ne fut pas moins remarquable par sa majestueuse précision que par son élégante simplicité.

« L'Assemblée Nationale , répondit-il au roi , voit avec la plus vive reconnoissance , mais sans étonnement , la conduite confiante et paternelle de votre majesté. Dédaignant l'appareil et le faste du trône , vous avez senti , Sire , que pour convaincre tous les esprits , pour entraîner tous les cœurs , il suffisoit de vous montrer dans la simplicité de vos vertus ; et lorsque votre majesté vient au milieu des représentans de la nation contracter avec eux l'engagement d'aimer , de maintenir et de défendre la constitution , je ne risquerai pas , Sire , d'affoiblir en voulant les peindre , les témoignages de respect , de gratitude et d'amour que la France doit au patriotisme de son roi : mais j'en abandonne l'expression au sentiment pur qui , dans cette circonstance , saura bien lui-seul inspirer tous les François ».

Le roi se retira au milieu des transports que venoit de faire naître un événement aussi heureux. On crut un moment qu'il seroit impossible de continuer la séance et qu'on seroit obligé de la lever. On la continua cependant , et l'on envoya une députation porter au roi et à la reine , l'expression de la

reconnoissance et de la joie de l'Assemblée Nationale. La princesse vint au-devant des députés, tenant son fils par la main et leur adressa ces paroles : « Je partage tous les sentimens du roi, je m'unis de cœur et d'affection à la démarche que sa tendresse pour ses peuples vient de lui dicter : voici mon fils, je n'oublierai rien pour lui apprendre de bonne heure à imiter les vertus du meilleur des pères, à respecter la liberté publique, et à maintenir les loix dont j'espère qu'il sera le plus ferme soutien ».

Pour mettre le sceau à ce nouveau pacte entre le peuple et le roi, et augmenter encore la solennité de son acception, il fut décrété, sur la motion de M. Goupil de Préfelin, que l'on prendroit sur-le-champ le serment civique de tous les membres de l'Assemblée, et que les absens n'auroient droit de suffrage qu'après avoir rendu cet hommage à la liberté. La première idée étoit que tous les députés feroient à la fois ce serment : mais on sentit qu'il seroit en quelque sorte plus sacré, et qu'il porteroit dans les âmes un sentiment plus religieux si chaque député appelé par son nom, le prononçoit

seul devant l'Assemblée Nationale. Le président ayant fait entendre le premier ces paroles : *Je jure d'être fidèle à la nation , à la loi et au roi , et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roi*, l'appel nominal commença , et les députés se succédant à la tribune répétèrent tous *je le jure*. Les suppléans et après eux les députés extraordinaires , puis les députés du commerce demandèrent à faire ce serment. Bientôt les citoyens qui remplissoient les tribunes et les amphithéâtres, hommes, femmes, enfans, se levèrent, et toute la salle retentit de ces mots : *je le jure , — je le jure*.

A peine cette nouvelle fut-elle répandue dans la ville , qu'elle y excita le même enthousiasme. Les représentans de la commune s'empressèrent d'imiter l'Assemblée Nationale ; une multitude immense remplit la Grève et demande à s'unir à cet acte religieux. M. Bailly descend sur le perron de l'hôtel-de-ville et prononce le serment à haute voix au milieu d'un profond silence qui régnoit sur toute la place. Tout-à-coup, des voix innombrables s'élèvent toutes ensemble et portent

au ciel le serment de la capitale, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi. Toute la ville s'anime d'un air de fête; le peuple se porte en foule dans toutes les églises; le *Te Deum* est chanté à-la-fois dans les soixante districts; tous les carrefours, toutes les places publiques présentent autant de temples élevés à la patrie et à la liberté. Là, les prêtres en habits sacerdotaux, mêlés aux magistrats populaires et aux officiers de la garde nationale environnés de leurs drapeaux, reçoivent à-la-fois de tous les citoyens le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et les enrôlent pour la défense de la patrie sous les étendards de la liberté. Toute la ville est illuminée; pendant plusieurs jours on ne rencontre dans les rues que de longues files de citoyens de tout état, de tout sexe et de tout âge, qui vont prêter le serment civique: tous les corps de magistrature viennent le faire à l'Assemblée Nationale. Elle ne dédaigne pas même d'admettre les jeunes représentans des collèges et autres maisons d'éducation: les pères de la patrie accueillent avec bonté les premiers hommages de ses enfans, ils leur accordent les honneurs de la séance, et ordonnent:

donnent que leurs noms soient inscrits dans le procès-verbal.

Le discours du roi étoit dans toutes les bouches et dans tous les cœurs, et la commune de Paris, pour le transmettre à la postérité, ordonna qu'il seroit gravé sur une table d'airain et placé au-dessous du buste du prince dans le lieu de ses assemblées. Des actions de grâce ayant été votées à l'être suprême, le corps législatif, la commune de Paris et la garde nationale concoururent à cette fête religieuse et civique. Les trois cents précédés du maire, du commandant général et de tous les drapeaux des soixante bataillons, se rendent à l'église métropolitaine, où ils sont bientôt suivis par l'Assemblée Nationale. La cavalerie ouvroit la marche, elle étoit fermée par des compagnies de grenadiers et de chasseurs, et bordée par de nombreux détachemens qui formoient la haie. Le bruit des canons et des instrumens militaires annonça l'entrée des représentans de la nation dans le temple.

Après un discours dans lequel respiroit la vraie religion, c'est-à-dire le patriotisme le plus ardent et le plus pur, prononcé par

l'abbé Mulot , religieux de S. Victor , alors président de la commune , on reçut en présence de la divinité , le serment de l'Assemblée Nationale , des représentans de la commune et de la garde parisienne. Un autel de forme antique avoit été dressé pour cette cérémonie , le maire s'en approcha et prononça les paroles sacrées. A l'instant le peuple unit son vœu à celui de ses législateurs , de ses officiers , de ses défenseurs. Des décharges d'artillerie retentissoient au loin , plusieurs centaines d'instrumens faisoient entendre une sublime harmonie dont les nobles et belliqueux accens élevoient les ames et enflammoient les courages. Toutes les mains étoient levées , tous les grenadiers agitoient vivement leurs glaives au-dessus de leurs têtes , tous les drapeaux étoient balancés dans les airs. Tout-à-coup , le soleil qui étoit demeuré voilé jusqu'à ce moment , perce la nue , ses faisceaux radieux se répandent sur l'armée , et l'inondent d'un déluge de lumière et de feux. Cet incident naturel est regardé comme un prodige , on en reçoit un favorable augure , le peuple croit entendre la voix du ciel et s'empresse d'y répondre par des trans-

ports de reconnoissance et des cris d'allégresse.

La joie publique étoit encore relevée par le contraste frappant que lui opposoit la sombre tristesse des ennemis du monarque et du peuple. Il est plus facile de sentir que d'exprimer combien la séance à jamais mémorable par l'adhésion la plus éclatante aux principes de la liberté, fut cruelle pour les *Noirs*. Au regret de voir le roi se mettre de plein gré à la tête de la révolution, ils joignoient la douleur de se voir enchaînés par leur serment au maintien d'une constitution qu'ils regardoient comme l'arrêt de leur dégradation et de leur mort. Aussi firent-ils tous leurs efforts pour s'y soustraire : quelques - uns de ceux qui étoient présens essayèrent de glisser des restrictions : des huées en firent prompte justice, et ils finirent par se résoudre à jurer purement et simplement. Les absens imaginèrent des prétextes pour s'en dispenser ; M. d'Entraigues feignit une maladie ; M. de Mirabeau le jeune allégua des scrupules. Ces messieurs dont on connoissoit le profond respect pour les droits du peuple, craignoient d'y porter atteinte en le privant de la possibilité

d'améliorer les loix constitutionnelles ; il ne leur convenoit pas de reconnoître que dans une constitution qui consacre le principe de la souveraineté nationale , les droits imprescriptibles du peuple sont essentiellement réservés. On vint cependant à bout d'appaiser en grande partie ces petites délicatesses de conscience ; mais rien ne put faire capituler l'orgueil de M. Bergasse. « J'obéis à la loi quand elle est sage , écrivit-il à l'Assemblée Nationale , comme j'obéis à ma raison. Je m'y sou mets , quand elle ne l'est pas , comme je me sou mets à la nécessité ; mais je ne jure de maintenir que ce qui est juste ; et si , par hasard , ce qui m'a paru juste un jour , m'est démontré injuste le lendemain , je le renverse , comme je l'avois maintenu ». Il concluoit qu'il ne pouvoit faire le serment exigé.

L'Assemblée reçut quelques jours après une autre lettre qui ne lui causa pas moins de surprise : elle renfermoit le serment de M. d'Orléans et son adhésion aux principes du corps législatif. Depuis l'absence de ce prince, la défaveur qui l'avoit accompagné dans son voyage d'Angleterre étoit devenue presque universelle : aussi lorsqu'on entendit ces mots :

J'ai suivi ses travaux (de l'Assemblée) avec d'autant plus d'intérêt que j'ai eu le bonheur de trouver toujours mon vœu particulier conforme au vœu général exprimé par ses décrets. Je partage également les sentimens d'amour et de respect qu'a inspirés à l'Assemblée la démarche vraiment royale et paternelle de sa majesté, quand sans autre cortège que ses vertus, sans autre motif que son amour pour son peuple, elle est venue se réunir aux représentans de la nation, pour affermir et pour presser, s'il est possible, l'heureuse régénération qui assure à jamais la gloire et le bonheur de la France, cette déclaration étonna également les patriotes et ses ennemis personnels; elle contribua en même tems à faire croire que le vrai point de la révolution étoit fixé, et que la liberté publique n'avoit pas plus à redouter les projets de l'ambition que les complots de la haine.

C H A P I T R E IX.

Artifices employés pour soulever les campagnes. Désastres qui en furent la suite. Violences exercées contre les commis de la ferme par le peuple de Béziers. Loi provoquée par la négligence de la Municipalité de cette ville. Tableau des vexations féodales. Leur suppression.

L'ESPRIT du monarque qui, de concert avec l'opinion publique, venoit de concourir à assurer les bases de la constitution nouvelle, avoit porté le coup mortel à tous les projets de la malveillance et de la vanité, et la confusion sembloit désormais devoir être le partage de ces hommes nés pour la servitude des cours, et qui ne pouvoient trouver dans le nouvel ordre de choses aucun dédommagement à ces chaînes plus ou moins dorées qu'ils regrettoient si amèrement. Mais pour assurer d'une manière stable le règne de la liberté, il falloit protéger efficacement la sûreté des personnes et des propriétés; il falloit arrêter le débordement de cette foule de brigands qui, abusant de l'ignorance et

de la crédulité des habitans des campagnes, leur présentoient la loi du 4 Août, moins comme l'affranchissement des hommes et de la terre, que comme un décret de proscription contre la noblesse; il falloit porter le flambeau dans ces repaires où l'on fabriquoit de nouveau et ces faux édits, et ces prétendus ordres du corps législatif, à l'aide desquels on surprenoit la bonne-foi des paysans pour les porter, comme on l'avoit déjà fait, aux plus coupables excès.

Ces hommes simples, mais sans défense contre les séductions de leurs plus redoutables ennemis, se livroient aveuglément à leurs perfides conseils, et dans le délire de la licence qu'ils prenoient pour l'enthousiasme de la liberté, alloient, la torche en main, se faire livrer les chartriers des seigneurs pour anéantir les titres de leur servitude, et jusqu'au souvenir de ces droits féodaux dont les menaces éternelles d'une contre-révolution leur faisoient appréhender le rétablissement. Quelquefois, irrités par une résistance imprudente, ou plutôt entraînés par les artifices des scélérats qui les égardoient pour profiter de leurs désordres et satisfaire la soif du pil-

lage qui les dévorait, ils portoient plus loin leurs vengeances et devenoient incendiaires dans la crainte de redevenir esclaves. C'est ainsi qu'en moins de trois semaines, dix-sept châteaux furent dévastés et brûlés en Bretagne.

La garde nationale de Rennes se répandit dans les campagnes pour les soustraire aux fureurs et à la rapacité dont elles étoient menacées, et des commissaires de la municipalité parcoururent tous les cantons soulevés pour les ramener à des principes de justice et de modération. Il ne fallut que leur présenter la lumière, ils s'empressèrent de s'y rendre; la tranquillité fut aussi-tôt rétablie que réclamée, et l'amnistie accordée par l'Assemblée Nationale à ce moment d'erreur et aux malheurs qui en avoient été la suite, augmenta par la reconnoissance leur respect et leur soumission au législateur.

Mais l'incendie s'étoit propagé au loin, et le Quercy, le Périgord, l'Angoumois voyoient se répéter les mêmes désordres; les chefs d'émeute assembloient les paroisses pour planter le *mai* et pour *éclairer les châteaux*; c'étoit le mot d'ordre. Ils se transportoient chez les

seigneurs, s'emparoiént des girouettes, des cribles, des mesures; les-ornoient de plumes, de rubans, et attachoient ces grotesques trophées au plus bel arbre qu'ils coupoient dans la forêt et qu'ils plantoient sur la place; ils y attachoient un écriteau qui expliquoit cette cérémonie emblématique en ces termes :

QUITTANCE FINALE DES RENTES. Les possessions des patriotes d'alors n'étoient pas même respectées; le château de M. Charles Lameth fut pillé, celui de M. d'Aiguillon fut menacé, et par-tout il fallut tout le zèle et toute l'activité de la garde nationale, pour faire enfin rentrer dans le devoir et les brigands, et leurs malheureux complices.

Un événement plus déplorable dénoncé par le roi lui-même à l'Assemblée Nationale, vint encore augmenter sa douleur et son empressement à réparer tant de malheurs publics et particuliers. Du sel de contrebande ayant été saisi à Beziers par des commis, le peuple prit parti contre des hommes dans lesquels il étoit accoutumé à voir les instrumens de la plus odieuse tyrannie : il voulut leur arracher leur proie; ils osent la défendre, et à l'instant leur mort est jurée. La ville entière est aussi-

tôt livrée à la sédition , et la municipalité garde le silence. M. de Baudre, colonel du régiment qui y étoit en garnison , protège la retraite de trente-deux commis et de quelques femmes dans l'hôtel-de-ville , la foule se précipite sur ses pas. Ne pouvant sans ordre opposer la force à la violence , il fait barricader les portes et se retire. Elles sont enfoncées à l'instant , l'hôtel-de-ville est forcé , et la multitude se porte aux derniers excès de barbarie. Cinq de ces infortunés sont pendus , les femmes mêmes ne sont pas épargnées. Les citoyens , saisis d'horreur et d'effroi , se rassemblent dans une église : un d'entr'eux propose de prier M. de Baudre , de soustraire la ville aux dangers qui la menacent et de rétablir l'ordre. Cet avis est adopté avec empressement , et en peu de tems , par les soins de cet officier , l'attroupement fut dissipé et le calme rétabli.

Cette terrible explosion de la fureur populaire et la conduite incompréhensible des officiers municipaux de Beziers , firent sentir toute la nécessité d'un prompt remède à tant de maux. La loi martiale existoit et auroit suffi sans doute pour prévenir toute scène

sanglante ; mais on n'en avoit pas fait usage , et aucune disposition de cette loi ne frappoit la municipalité coupable qui négligeoit dans un si pressant besoin d'employer cette triste , mais salubre ressource. On demandoit un nouveau décret sur les émeutes : M. de Cazalès et tout le *côté droit* ne voyoient qu'un moyen de rétablir la tranquillité publique , c'étoit d'investir le roi de l'autorité dictatoriale , à l'exemple de Rome , qui , dans les grands dangers de la république , créoit un dictateur ; et de l'Angleterre qui , lorsque la sûreté publique est menacée , remet au roi toute la plénitude du pouvoir exécutif , sans responsabilité (a). Ils vouloient donc que l'on déferât au roi pour trois mois un pouvoir illimité , sans aucune responsabilité pour ses agens. Mais les patriotes savoient que Rome

(a) Cela est vrai , mais les occasions en sont infiniment rares. Ce qui n'est pas moins vrai , c'est que le peuple anglois est tellement jaloux de sa liberté ; qu'il n'a jamais voulu permettre qu'il y eût dans son île une maréchaussée , et qu'il aime mieux voir les grands chemins infestés de brigands , que gardés par les satellites d'un pouvoir qu'ils gardent toujours à vue.

ne se donnoit un maître pour quelques mois, que pour n'avoir pas un roi dont la puissance seroit éternelle, et que l'esprit public et l'amour de la liberté fortifié chez les Anglois par une longue habitude et par une constitution déjà ancienne, n'avoit rien à redouter de cette autorité passagère; au lieu qu'en France, au milieu d'une révolution, les mal-intentionnés qui environnoient le monarque, abuseroient facilement de la force dont on demandoit à l'armer, et pourroient s'en servir pour ébranler les fondemens de la liberté, avec d'autant plus de succès qu'elle étoit jusqu'à ce moment beaucoup plus connue par ses agitations que par ses paisibles jouissances. Ils sentoient qu'il n'étoit pas encore tems de donner toute son énergie au pouvoir exécutif, et qu'il falloit que toute la machine fût construite pour lui imprimer tout son mouvement. On se borna donc à rendre le décret suivant, que l'on peut regarder comme un supplément à la loi martiale :

ART. I. « Le roi sera supplié de donner des ordres pour faire parvenir incessamment à toutes les municipalités du royaume le discours que sa majesté a prononcé dans l'Assemblée

Assemblée Nationale le 4 de ce mois, l'adresse de l'Assemblée Nationale aux François, ainsi que tous les décrets, à mesure qu'ils seront sanctionnés ou acceptés, avec ordre aux officiers municipaux de les faire publier et afficher sans frais, et aux curés ou aux vicaires desservant les paroisses, d'en faire lecture au prône.

II. » Nul ne pourra, sous peine d'être puni, comme perturbateur du repos public, se prévaloir d'aucuns actes prétendus émanés du roi ou de l'Assemblée Nationale, s'ils ne sont revêtus des formes prescrites par la constitution, et s'ils n'ont été publiés par les officiers chargés de cette fonction.

III. » Les officiers municipaux employeront les moyens que la confiance dont ils jouissent met à leur disposition, pour la protection efficace des personnes et des propriétés, et pour prévenir les obstacles qui seroient mis à la perception des impôts; et si la sûreté des personnes et des propriétés étoit mise en danger par des attroupemens séditieux, ils seront tenus de publier la loi martiale.

IV. » Toutes les municipalités se prêteront main-forte; en cas de refus, elles seront responsables des dommages.

V. » Lorsque par un attroupement il aura été commis quelques dommages, la commune en répondra, si elle a été requise et si elle a pu l'empêcher, sauf le recours contre les auteurs de l'attroupement, et la responsabilité sera jugée par les tribunaux des lieux sur la réquisition du directoire du district ».

En assurant les moyens d'arrêter les désordres par la force publique, on jugea nécessaire d'attaquer en même-tems le mal dans sa racine. On voyoit que les longues vexations du fisc et des seigneurs en étoient la véritable source, on résolut d'abolir enfin l'un et l'autre, et de hâter le décret si vivement désiré, qui devoit effacer jusqu'aux derniers vestiges de la féodalité, et délivrer la France d'un fléau qui pesoit sur elle depuis tant de siècles.

C'est à Charles-Martel qu'il paroît que l'on doit rapporter l'origine des *fiefs*, car on ne peut appeler autrement les *bénéfices* qu'il distribua, quoique ce nom ne leur ait été donné que sous Charles-le-Simple, puisque c'étoient des dons faits à la charge de lui rendre, conjointement ou séparément, des services militaires ou domestiques, et que les nou-

veaux bénéficiers furent appelés *vassaux*, dénomination qui exprimoit alors et exprima long-tems encore une relation de domesticité. Mais ce ne fut que sous les foibles successeurs de Louis-le-Débonnaire, que s'établit en effet le régime féodal; c'est alors que les ducs et les comtes, qui n'étoient que des magistrats, usurpèrent la puissance souveraine et se perpétuèrent dans leurs dignités. L'orgueil de ces tyrans inférieurs s'accrut avec leur aide, et devenus maîtres absolus dans leurs propres domaines, ils ne reconnurent plus d'autre loi que la force, et n'obéirent au chef de la nation que par des motifs d'intérêt ou de crainte. Cependant ils voulurent bien encore lui prêter hommage; mais ils l'exigèrent à leur tour des seigneurs moins puissans qu'eux. Alors ceux qui n'avoient pu s'emparer que de quelques bourgades, rendoient hommage aux usurpateurs d'une province, et qui n'avoit qu'un château, relevoit de celui qui étoit maître d'une ville. De tout cela s'étoit formé cet assemblage monstrueux de membres qui ne formoient qu'un seul corps.

On ne connut plus les noms de patrie, de loix, de nation, de citoyen: il n'y eut que

des fiefs, des seigneurs, des vassaux, des serfs, des devoirs féodaux. La couronne elle-même ne fut plus qu'un grand fief, et les rois de France, que des seigneurs très-puissans de seigneurs aussi puissans qu'eux. On vit éclore une foule de droits de tout genre; droit de charroi, droit de pont, droit d'heureux abord, droit de minage, droit de lods et ventes, droit de rachat, droits d'amortissement, droit de péage, droit de corvée, droit de guet et de garde, droit de régale, droit de gîte, droit de dépouilles, droit de prise, droit de main-morte.... Et au milieu de tous ces droits barbares, on oublia les droits de la nature et ceux des nations. En vain l'on invoquoit les loix saliques et les loix ripuaires; la loi terrible du plus fort régnoit seule, et l'on vit des milliers de françois chercher dans la servitude un asyle contre la tyrannie : la terre même fut esclave, et ses tristes enfans, attachés à la glèbe, furent pour ainsi dire enchaînés sur le sein de leur mère. Ce despotisme épidémique passa des maîtres jusqu'à leurs valets : les marmitons de l'archevêque de Vienne avoient établi un impôt sur les mariages; et ses domestiques,

prenant sous leur protection des voleurs et des bandits dont ils partageoient le butin , s'étoient fait une seigneurie en sous-ordre , plus odieuse encore que celle de leur maître.

Chef et capitaine en guerre , et législateur suprême pendant la paix , chaque possesseur de fief dominant établissoit chez lui des loix selon son caprice , de-là tant de coutumes différentes et également bizarres et ridicules. L'un se donnoit le droit de siéger à l'église parmi des chanoines , avec un surplis , des bottes et un oiseau sur le poing ; l'autre ordonnoit que pendant les couches de sa femme , tous ses vassaux battroient les étangs pour faire taire les grenouilles du voisinage. Ce n'étoit pas assez de les opprimer , il falloit les avilir et les faire servir de jouet aux plus barbares fantaisies. Ceux-ci faisoient plonger leurs vassaux dans leurs étangs ou dans leurs rivières ; et les forçoient de sauter comme des carpes ; droit seigneurial qui s'appeloit noblement *le saut du poisson* ; d'autres les faisoient sauter à sec , c'étoit *le saut de cinq ou six pieds*. Quelques-uns courant les campagnes à cheval sans autre droit que celui de tout oser et de tout faire , poursuivoient les

paysans désarmés, les tailloient en pièces; en d'autres termes, *faisoient la chasse aux vilains* (a). La plupart outrageant à la fois et les mœurs et la dignité de la nature humaine, se donnoient le droit de marquetter, de cuissage, de prélibation, c'est à-dire, le droit de ravir à leurs vassales ce qui n'étoit dû qu'à l'amour ou à l'hymen. Tous, possédés du démon de l'avarice, s'étoient, suivant l'énergique expression d'un député de l'Assemblée Nationale, emparés des quatre élémens; de l'air, par les bannalités des moulins à vent; de l'eau, par les bannalités des moulins à eau et les droits de rivière; du feu,

(a) Dans les cantons où cet affreux passe-temps mettoit continuellement en péril la vie des malheureux cultivateurs, on multiplioit les croix sur les chemins et dans les champs, pour leur servir d'asyle; de manière que ces infortunés n'évitoient la brutalité de leurs seigneurs que pour tomber sous la tyrannie des prêtres, dont il leur étoit encore plus difficile de s'affranchir. En effet, on a remarqué, que les endroits du royaume restés dans la servitude, jusqu'à l'époque de la révolution, étoient presque tous dépendans de monastères, abbayes, chapitres, évêchés, enfin de gens d'église.

par la bannalité des fours et des fouages ; de la terre et de ses habitans , par la main-morte réelle et personnelle. Et qu'on ne croye pas que cette odieuse dénomination de main-morte ne fût qu'une expression figurée , elle a un sens propre qui la rend encore plus horrible. Ces brigands titrés s'argeoient , dans nombre de cantons , le droit de s'emparer , après la mort d'un serf , du meilleur meuble de sa maison ; s'il n'en laissoit aucun qui pût tenter leur cupidité , on lui coupoit la main droite , on en faisoit hommage au seigneur , comme d'un instrument qui lui avoit appartenu , mais dont il ne pouvoit plus rien attendre ; on l'attachoit ensuite à la porte principale du château , où elle attestoit en même tems et sa noblesse et sa barbarie. Enfin il y en eut qui portèrent la férocité jusqu'à imaginer le droit de faire éventrer deux de leurs vassaux pour se délasser à leur retour de la chasse , en se baignant les pieds dans leur sang , et ce droit affreux étoit exercé une fois par chacun de leurs successeurs. Les cheveux se dressent au récit de ces atroces et monstrueuses extravagances , inventées par des bourreaux ivres ou des canibales en démence.

Tels étoient cependant les juges du peuple, car chaque seigneur étoit juge dans ses domaines. Les frais de justice faisoient partie des revenus de la terre, et quand un procès étoit commencé, ce n'étoit qu'en payant un dédommagement au seigneur, qu'on pouvoit acheter la permission de s'accommoder, tant on étoit éloigné de penser que la magistrature fut établie pour l'utilité du peuple, et non pour l'avantage du magistrat ! C'est alors que l'ignorance et la superstition donnèrent naissance à l'absurde jurisprudence des épreuves et des duels judiciaires. Sous prétexte que Dieu ne pouvoit laisser périr un innocent, on jetoit un malheureux accusé dans une cuve d'eau froide, lié et garrotté; s'il se noyoit, on ne s'en soucioit guère, c'étoit une preuve qu'il étoit coupable. Quelquefois il falloit, sans se brûler, plonger le bras dans une cuve d'eau bouillante, et ramasser au fond un anneau béni, ou porter dans ses mains, l'espace de neuf pas, une barre de fer ardente. Le plus souvent on ordonnoit le duel; et la potence, au bout de la lice, attendoit le vaincu. Les tribunaux étoient des tréteaux de charlatan; les coups

de lance, des preuves de bon droit. Le trône de la justice étoit un gibet, et l'assesseur du juge un bourreau. C'est cette jurisprudence que nos pères appeloient *le jugement de Dieu*.

Pour comble de malheur, le fléau de la guerre désoloit continuellement les tristes habitans des campagnes; le tems et la nécessité avoient établi que les seigneurs des grands fiefs marcheroient avec des troupes au secours du roi. Tel seigneur devoit quarante jours de service, tel autre vingt-cinq. Les arrières-vassaux ne marchaient qu'aux ordres et pour la cause de leurs seigneurs immédiats. Mais s'ils servoient l'état quelques jours, ils se faisoient la guerre entr'eux toute l'année. Chaque château étoit la capitale d'un petit état de brigands; les monastères eux-mêmes étoient en armes; leurs avocats qu'on appeloit *avoués*, institués dans les premiers tems pour présenter leurs requêtes au prince et diriger leurs affaires, étoient devenus les généraux de leurs armées; les moissons étoient dévastées, les cités réduites en solitude et les campagnes dépeuplées par de longues famines.

La plupart des villes et tous les villages, sans exception, étoient en esclavage. La

seule différence qu'il y eut entre les hommes libres et les serfs, consistoit en ce que ceux-ci ne pouvoient s'affranchir que par la pure faveur de leurs maîtres, tandis que la coutume laissoit aux autres quelques moyens de se soustraire au joug de leurs seigneurs, et même de s'ennoblir en achetant des fiefs. Mais ils perdirent dans la suite cette prérogative; et les terres, ce privilège. Lorsque les rois, pour s'affranchir eux-mêmes de la tyrannie féodale, affranchirent les communes, les vilains furent déclarés incapables de posséder des fiefs. Ce ne fut qu'à prix d'argent qu'on put effacer la tache de sa naissance, et l'on imagina sous saint Louis le droit de franc-fief. Enfin la dégradation des justices seigneuriales, l'abolissement du droit de guerre, et plus que tout le reste, le progrès des connoissances brisa la verge féodale; mais les rois mêmes, dans toute leur puissance, ne purent délivrer entièrement la nation de ce joug de fer.

M. Turgot, dont les lumières et les vertus montrèrent une fois un sage et honnête homme dans le ministère sous l'empire du despotisme, M. Turgot avoit tenté de gra-

à fier la nation de ce grand bienfait; et pour
 préparer les esprits, M. Boncerf, si connu
 par ses ouvrages sur l'agriculture et par ses
 grands travaux sur les desséchemens des ma-
 rais et sur diverses branches de l'économie
 politique, fit paroître par ordre du roi un
 petit traité sur les inconvéniens des droits féo-
 daux. Cet ouvrage, qui réunit les principes
 d'une saine philosophie aux connoissances
 les plus approfondies sur cette matière, porta
 le flambeau dans ce chaos obscur, et fixa l'at-
 tention du public sur une nature de propriété
 injurieuse à la dignité de l'homme, onéreuse
 au cultivateur et destructive de l'agriculture
 et de l'industrie nationale. Les seigneurs de
 fiefs frémissent à ce coup de lumière. Les par-
 lementaires qui, lorsqu'ils n'étoient que les
 officiers du roi, avoient défendu son autorité
 contre l'usurpation des seigneurs, devenus
 seigneurs à leur tour, soutinrent la tyrannie
 féodale contre l'autorité du roi. Le livre fut
 lacéré et brûlé par la main du bourreau, et
 l'auteur forcé d'aller chercher dans le châ-
 teau de Versailles un asyle contre la ven-
 geance de l'aristocratie (a).

(a) M. Boncerf, réduit alors au silence, n'en

Ce que Louis XVI n'avoit pu faire , l'Assemblée Nationale l'exécuta dans la célèbre nuit du 4 Août. Mais il ne suffisoit pas d'abolir d'injustes privilèges et des distinctions puériles et odieuses , il falloit être juste et conserver la propriété en proscrivant le mode qui la rendoit onéreuse aux autres plutôt qu'utile aux possesseurs. Tel fut l'objet des immenses travaux de MM. Merlin , Tronchet , la Jacqueminière , et de plusieurs autres membres estimables du comité féodal. Le détail de leurs longues et pénibles opérations étant étranger au plan que nous avons embrassé , nous nous bornerons à exposer les principes qui dirigèrent l'Assemblée dans ses décisions.

L'orgueil avoit introduit entre les terres les mêmes inégalités qu'entre les hommes,

devint que plus zélé à poursuivre ses travaux , lorsque les circonstances lui permirent de donner un libre cours à ses idées. Il semble même avoir préparé les matériaux et jeté les bases principales des opérations du comité féodal ; presque tous ses projets de loi furent décrétés , et l'on peut dire que la nation lui est en partie redevable de l'extinction de la féodalité.

il avoit ennobli les unes et dégradé les autres. Le corps législatif fit disparaître ces distinctions imaginaires et anéantit la nobilité des fonds.

Parmi les droits féodaux , les uns étoient réels , les autres personnels. On appeloit *droits réels* , tous ceux qui affectoient les fonds , quel qu'en fût le propriétaire , soit qu'ils eussent été originairement créés comme faisant partie du prix de leur concession , soit qu'ils eussent été établis ensuite par une convention libre et réciproque dans laquelle le seigneur et le vassal s'étoient mutuellement obligés à certains devoirs. On appeloit *droits personnels* , ceux qui étoient inhérens à la personne à qui ils étoient dus , tels que ces vains titres , ces ridicules hommages , ces prestations tantôt minutieuses , tantôt onéreuses , mais toujours humiliantes , qui harassoient et avilissoient à plaisir l'infortuné cultivateur. Par-tout où l'Assemblée vit des conventions libres et volontaires , elle les supposa légitimes , et substitua scrupuleusement aux droits qui en résultoient , une indemnité proportionnée. Par-tout où elle ne vit que l'abus de la force et les usurpations de

l'orgueil, elle frappa sans pitié et supprima sans dédommagement. Quelques droits étoient censés le paiement d'une protection ou d'un service : ainsi dans le tems où les seigneurs de fiefs étoient les seuls en possession de porter les armes, et que leurs châteaux étoient des forteresses, ils rançonnoient l'agriculture et le commerce pour s'indemniser des frais que leur occasionnoit leur défense; depuis plusieurs siècles cette protection n'existoit plus, et les droits qui en étoient le prix subsistoient encore. L'Assemblée les abolit ainsi que tous ceux qui étoient de même nature. Également soigneuse de conserver les propriétés et d'anéantir les usurpations, elle appliqua les mêmes principes aux nombreuses questions qui lui furent soumises pendant le cours de la discussion. Elle ne se montra même pas trop sévère sur le genre de preuves qu'elle exigea pour établir la validité du droit; persuadée que souvent les propriétés les plus incontestables par la loi de l'usage et de l'opinion, sont les plus difficiles à constater par des titres proprement dits, que mille accidens ont pu détruire, elle crut pouvoir admettre à leur place des titres secon-

dares qui assuroient suffisamment aux yeux de la bonne foi l'existence d'un droit véritable. Enfin elle convertit toutes ces redevances féodales en rentes foncières rachetables ; et dans la proportion du taux du rachat , on peut dire qu'elle employa tous les ménagemens de la prudence et tous les calculs de l'équité , pour l'avantage commun des deux parties ; s'il y eut quelque préférence , elle fut certainement toute en faveur du propriétaire.

C H A P I T R E X.

Affaire du Parlement de Bordeaux. Colonies françoises. De la forme nouvelle de leur administration. Tyrannie des colons blancs. Fausses mesures décrétées par le corps législatif. Leur influence sur les désastres de nos îles.

TANDIS que l'Assemblée Nationale disposoit l'esprit du peuple à des sentimens de modération par de grands actes de justice , et désarmoit son ressentiment contre ses anciens oppresseurs , en annulant tous les titres des oppressions dont il craignoit le retour , le parlement de Bordeaux , sous prétexte d'armer la force publique contre les brigands qui désoloient les campagnes , tentoit de soulever ces campagnes contre la liberté et la constitution. « Tout ce que le roi a préparé pour le bonheur de ses sujets , disoit le procureur-général dans son réquisitoire , cette réunion de députés de chaque bailliage que vous avez sollicitée vous-mêmes pour être les représentans de la nation , tous ces moyens si heureusement conçus et si sagement combinés ,

n'ont produit jusqu'à présent que des maux qu'il seroit difficile d'énumérer ».

Ces maux innombrables, le magistrat essayoit pourtant de les dénombrer : il peignoit le Limousin, le Périgord, l'Angoumois et une partie du Condomois, inondés du sang de leurs habitans ; des meurtres et des incendies de toutes parts ; les dépôts de la subsistance du peuple, les greniers mis au pillage, et la culture abandonnée mettant en péril les espérances de la prochaine récolte, la dévastation des églises succédoit à la dévastation des châteaux, et les autels mêmes en proie à des mains sacrilèges.

L'arrêt qui intervint, distribué avec profusion et envoyé, contre l'usage, aux officiers des juridictions seigneuriales, servit de véhicule et de passe-port à ce libelle judiciaire. Il y avoit déjà plusieurs jours qu'il circuloit dans les campagnes, lorsqu'on en fut instruit à Bordeaux : c'étoit le premier mouvement contre-révolutionnaire que l'on y eût encore éprouvé. Cette ville avoit reçu la liberté sans orages ; l'appareil militaire y servoit moins de défense que de décoration, et rappeloit l'idée de fête plutôt que celle de dan-

ger. L'aristocratie n'y étoit connue pour ainsi dire que de réputation : les fils, les frères des magistrats s'étoient enrôlés sous les drapeaux de la constitution, et les dépositaires des loix eux-mêmes s'étoient liés aux loix nouvelles par le serment civique. Mais l'esprit de la robe l'emporta enfin, et étouffa chez les sénateurs l'esprit du citoyen.

Les expressions exagérées du réquisitoire ; l'affectation de rapprocher dans le même tableau les objets qui font le plus d'impression sur le peuple, le danger de manquer de subsistances, et les outrages faits aux autels et presque à la Divinité ; de plus ; l'intention marquée de rejeter au moins une partie de l'horreur de ces crimes sur l'Assemblée Nationale, excitèrent une indignation universelle. M. Boyer de Fonfrède le jeune, aide-major général de l'armée patriotique, dénonça le premier au conseil même de cette armée, les magistrats de Bordeaux, et conclut à ce que les membres de la chambre des vacations fussent déclarés déchus de tous les grades, et effacés du nombre des volontaires. Il demanda de plus que l'arrêt rendu par cette chambre, fût dénoncé à la municipalité, avec l'instance

prière de le dénoncer à son tour à l'Assemblée Nationale. La municipalité entra facilement dans les vues du conseil, qui étoient les siennes, et sa dénonciation arriva peu de jours après avec plusieurs autres, et appuyée de plus de mille signatures.

Ce fut M. de Montmorency qui fit le rapport de cette importante affaire. M. Dudon le fils demanda et obtint la permission de parler pour la défense de son père. Il parut à la barre, présenta le tableau de cinquante ans de travaux non interrompus dans la magistrature, et dans ce demi-siècle de vertus, plusieurs députations honorables dans lesquelles ce magistrat avoit été auprès du trône l'intrépide défenseur des droits du peuple, qui, à son retour, l'avoit reçu avec des couronnes. Enfin, il lui échappa de dire que son père étoit excusable d'avoir exagéré les troubles qui affligeoient plusieurs provinces, parce que lui-même avoit failli en être la victime.

« Je trouverois M. le procureur-général mieux justifié, dit M. Alexandre Lameth, si, au lieu de nous apprendre qu'il a été vivement frappé de quelques dangers person-

nels, on nous eût dit qu'il a été trop affecté des désordres publics. Je ne disconviens pas, ajouta-t-il, que les parlemens ne se soient quelquefois opposés au despotisme ; mais ils en étoient les rivaux plutôt que les ennemis ». Après une longue discussion, il fut décrété que le président et le procureur-général de ce parlement seroient mandés à la barre pour rendre compte de leur conduite ; que M. Dudon, attendu son grand âge, seroit dispensé de ce voyage, et rendroit compte par écrit de ses motifs. Le président fut en même tems chargé de témoigner par une lettre, aux officiers municipaux, à la milice nationale et aux citoyens de la ville de Bordeaux, la satisfaction avec laquelle l'Assemblée avoit reçu les nouvelles preuves de leur zèle et de leur patriotisme.

M. d'Augeard, président de cette chambre, se présenta dans la soirée du 8 Avril, à la barre de l'Assemblée Nationale ; elle venoit d'entendre la lettre justificative de M. Dudon, lettre très-respectueuse qui le justifioit pleinement de ce dont il n'étoit point accusé, et qui ne disoit rien sur l'objet de l'accusation. M. de Menou qui présidoit alors

Le Corps législatif, lui eut à peine adressé quelques paroles, que des cris affreux se firent entendre ; une multitude de députés du côté droit s'élançant au milieu de la salle, y excitent le tumulte le plus indécent, et rappellent le président à l'ordre ; un grand nombre de députés du côté gauche s'avancent vers les premiers, les y rappellent à leur tour. Les tribunes prennent parti et augmentent le trouble : un jeune homme laisse échapper quelques propos injurieux, la violence et le désordre sont alors portés au plus haut point. On désigne ce jeune homme, on demande qu'il soit arrêté, et la garde nationale s'en empare sur-le-champ. Les esprits s'étant un peu calmés, M. d'Augeard reçoit l'ordre de se retirer un moment ; plusieurs membres s'y opposent, l'entourent comme pour le défendre et empêcher sa sortie : il fallut que l'Assemblée l'ordonnât par un décret. Alors le président dit que l'exemple de M. l'abbé de Montesquiou, et celui de plusieurs autres présidens, l'avoient dirigé dans le parti qu'il avoit pris de préparer son discours sans le communiquer préalablement à l'Assemblée Nationale ; mais que voulant lui donner une

marque de sa respectueuse déférence, il la supplioit d'entendre son discours, et de décider ensuite s'il devoit être prononcé ou non. Il le lut, l'Assemblée applaudit, et l'autorisa par une délibération expresse à le prononcer. L'ordre s'étant rétabli, le président de la chambre des vacations reparut à la barre, et M. de Menou lui parla en ces termes :

« Si l'Assemblée Nationale n'avoit écouté que la rigueur des principes, si pesant tous les termes de l'arrêt de la chambre des vacations du parlement de Bordeaux, en date du 20 Février dernier, elle se fût déterminée par cette seule considération, peut-être eût-elle déployé une sévérité capable de contenir dans la soumission tous ceux qui tenteront inutilement de mettre des obstacles au succès de ses travaux. Mais l'Assemblée Nationale ayant égard aux circonstances, et cherchant à se persuader, qu'en croyant faire le bien, on peut s'égarer sans être coupable d'intention, vous a mandé pour apprendre de vous-même quels ont été les motifs de la chambre des vacations du parlement de Bordeaux. Punir, est pour l'Assemblée Nationale le fardeau le plus pesant ; persuader et convaincre, voilà son

œu le plus empressé : elle ne cessera d'être indulgente qu'au moment où on la forcera d'être sévère ».

Le magistrat de Bordeaux parla ensuite pour sa défense, et parla de manière qu'il eût été plus difficile de le disculper des expressions contenues dans son discours, que du fait même pour lequel il avoit été mandé. Il sortit, le tumulte recommença. M. d'Espréménil, par la conduite la plus indécente et les sarcasmes les plus outrageans, sembloit prendre plaisir à l'augmenter. On demande qu'il soit rappelé à l'ordre, et consigné nominément dans le procès-verbal. Malgré les cris de fureur qui se font alors entendre, le décret fatal est porté. Les partisans de M. d'Espréménil se portent en foule autour du bureau, demandent aussi d'être rappelés à l'ordre, et d'honorer leurs noms en l'associant à celui de leur collègue. Le discours de M. Augeard est renvoyé au comité des rapports, et quelques jours après, il est de nouveau mandé à la barre pour entendre la lecture du décret qui improuve le réquisitoire adopté par la chambre des vacations.

Des événemens d'une plus haute impor-

tance venoient d'alarmer la ville de Bordeaux et les principales villes de commerce du royaume. Les îles à sucre trembloient que l'Assemblée Nationale, qui avoit proclamé les droits de l'homme et détruit en France toutes les servitudes, ne vouiût effacer deux des plus cruels outrages faits à l'humanité, la traite et l'esclavage des nègres. Les Etats - Unis avoient déjà donné ce grand exemple : l'Angleterre paroissoit prête à le confirmer ; le sénat britannique avoit nommé un comité chargé d'entendre les dépositions des armateurs, des planteurs et celles des amis de la liberté. Des sociétés nombreuses de philanthropes éclairés s'étoient formées dans l'Amérique septentrionale et dans les places les plus commerçantes de la Grande - Bretagne ; peu de mois avant la révolution, il s'en étoit établi une à Paris, et elle comptoit parmi ses membres les orateurs les plus distingués du Corps législatif. Enfin, M. Pitt s'étoit rangé au nombre des ennemis de la traite, et M. Necker avoit déclaré qu'il pensoit que toutes les puissances de l'Europe devoient se concerter ensemble pour détruire cet infâme trafic.

Le commerce de France étoit créancier de celui des colonies de plus de deux cens millions ; et celles-ci menaçoient d'une banqueroute , si l'on ne conservoit dans son entier leur prétendue propriété sur les *charrues vivantes* , seuls instrumens d'agriculture employés dans ces îles. Des députés extraordinaires accoururent en foule des principaux ports marchands du royaume , pour demander à l'Assemblée , qui avoit affranchi la nation , de décréter l'esclavage des malheureux africains et la continuation du trafic de ces infortunés enlevés de leur patrie par le crime et dévoués sous les fouets déchirans aux plus pénibles travaux. Ils furent admis à la barre et invités à la séance ; ils se placèrent à la droite. C'étoit la première députation qui eût donné la préférence à ce côté. Peu de jours après , le Corps législatif se fit rendre compte de la situation des colonies : des nouvelles alarmantes en arrivoient chaque jour. On ne parloit que de l'insurrection des nègres , que d'émissaires de la société des amis des noirs , que de vaisseaux chargés de fusils pour les armer contre leurs maîtres , que d'écrits incendiaires pour les exciter à la révolte.

que de l'invasion des anglois. Tous ces fantômes s'évanouirent après le plus léger examen. Nos colonies étoient, il est vrai, dans une position très-critique ; mais le plus grand danger étoit dans l'esprit d'insurrection des habitans.

A la Martinique, les administrateurs avoient été obligés de convoquer l'assemblée coloniale avant le tems et sans attendre les ordres du roi. Divers réglemens y avoient été adoptés pour le régime intérieur de l'île ; des municipalités furent établies dans toutes les villes et bourgs ; les ports furent ouverts aux étrangers pour quatre mois, et les taxes provisoirement abolies. Saint-Domingue offroit un tableau plus inquiétant encore. Cette colonie étoit divisée en trois provinces, du *nord*, du *sud* et de l'*ouest*, mais réunies sous un seul gouverneur général et sous un seul intendant. Il paroît que, dès le mois de Juin 1789, les députés de cette île négocioient avec le ministre de la marine sur la nouvelle forme qu'on donneroit au gouvernement de cette colonie. Tantôt il vouloit qu'on défendît, tantôt qu'on autorisât des assemblées coloniales. Enfin, le 27 Septembre, le ministre

de la marine adressa à M. de Peynier, gouverneur, et à M. Marbois, intendant, une ordonnance pour convoquer les habitans, à l'effet de nommer des députés, et de former une assemblée pour fournir au Corps législatif et au roi des renseignemens sur l'état et les intérêts de la colonie.

Ces lettres de convocation arrivèrent trop tard. Il s'étoit déjà formé à Saint-Domingue trois comités permanens, l'un dans la partie du sud, l'autre dans la partie de l'ouest, le troisième dans celle du nord. Les deux assemblées du sud et de l'ouest se tinrent en mesure et avec l'administration et avec la métropole. Celle du nord qui se tenoit au Cap manifesta d'autres principes : invoquant les droits primitifs de l'homme, elle déclara que tous les pouvoirs des habitans du nord résidoient en elle, que toute autre assemblée seroit séditieuse et tendante à empêcher le rétablissement de l'ordre ; continua provisoirement dans leurs fonctions les agens du pouvoir exécutif, et cependant intercepta les lettres ministérielles ; confirma quelques impôts, en abrogea d'autres, et réduisit les fonctions du conseil supérieur à la simple

administration de la justice. Elle alla plus loin, elle fit emprisonner M. Dubois, substitut du procureur-général, pour avoir dit que l'esclavage des nègres étoit contraire aux principes de la liberté nationale.

Ces actes de souveraineté excitèrent la censure de M. de Peynier et l'animadversion du conseil supérieur, qui cassa par un arrêt tous les arrêtés de l'assemblée provinciale du nord, annula l'emprisonnement de M. Dubois et ordonna qu'il seroit fait un mémoire de tous ces faits et griefs pour être envoyé à l'Assemblée Nationale. Il n'est pas nécessaire de dire que cet arrêt fut cassé à son tour par l'assemblée du nord.

Quelques jours après, M. Bacon de la Chevalerie, président de cette assemblée souveraine, fut nommé commandant général de la milice et installé en cette qualité. Le conseil supérieur du Cap que le roi avoit réuni à celui du Port au Prince en fut séparé, et reprit ses fonctions. Grâce à la prudence et à la modération de M. de Peynier, cette révolution s'effectua sans secousse violente. Les troupes demeurèrent non-seulement dans le devoir, mais dans l'inaction, et par les mesures que

prit l'administration , le sang des citoyens blancs fut respecté.

Il n'en fut pas ainsi de celui des *gens de couleur*. On appelle ainsi les hommes de toutes les nuances du noir au blanc , qui composent la plus grande partie de la population libre de l'île. Fils ou petits-fils d'euro péens , propriétaires de riches habitations , citoyens enfin , ils ne peuvent en exercer les droits. L'orgueil des blancs établit entr'eux et ces races proscrites une ligne de démarcation que rien ne peut franchir , et qui dévoue à l'opprobre les générations successives qui conservent quelques traces du sang africain.

Au commencement d'une révolution qui anéantissoit tous les préjugés , ils conçurent l'espérance de voir disparaître le préjugé barbare qui les marquoit , en naissant , du sceau de l'infamie , et crurent devoir faire quelques démarches auprès de ces blancs , qui invoquoient les droits primitifs de l'homme , et qui étoient leurs parens et leurs frères. Ils n'avoient pas été admis dans les trois assemblées dont nous venons de parler ; et ce ne fut qu'après plusieurs délibérations que l'on signit de vouloir y admettre leurs électeurs :

en effet, on ne leur donna aucune part aux délibérations, et on ne les en avertit que quelque tems après la formation des comités. Dans le courant de Novembre, on convoqua des assemblées dans chaque paroisse. Le 19, des hommes de couleur présentèrent à celle du petit Goave un mémoire dans lequel ils réclamoient les droits de l'humanité et l'abolition de l'injuste infamie à laquelle ils étoient dévoués. L'orgueil des blancs s'irrita de tant d'insolence, on fit arrêter les députés, et on les menaça de les faire pendre s'ils ne nommoient l'auteur de cet écrit séditieux : c'étoit M. Ferrand de la Baudjère, procureur du roi. On le fait venir, on l'interroge; il déclare avec fermeté qu'il est le défenseur de cette cause. Sans autre formalité, on lui fait trancher la tête par la main du bourreau; ce procès dura une heure.

Les humiliations, les outrages, les vexations dont on accabloit les gens de couleur, ne connurent plus de terme. La nuit du 26 au 27 Novembre, des blancs du comité d'Aquin, divisés en trois bandes, fondent à l'improviste sur les habitations des gens de couleur, se livrent aux dernières violences, sai-

sissent tous leurs papiers pour y chercher quelque vestige de leur prétendue correspondance avec les amis des noirs : une troupe de ces forcenés se rend à l'habitation de M. Labadie. Ce respectable vieillard reposoit tranquillement dans son lit. On enfonce sa porte, et on lui annonce qu'on veut avoir sa tête : comme il se disposoit à la défendre, vingt-cinq coups de fusil sont tirés à-la-fois sur lui, son jeune enfant est tué à ses côtés, lui-même est frappé de trois balles, l'une au bras, l'autre à la main, la troisième à la cuisse. Il s'élance cependant sur ses assassins, et fait faussé amorce sur celui qui commandoit la troupe. Les lâches prennent la fuite, se cachent derrière sa maison, et voyant qu'il ne pouvoit tirer, reviennent tous sur lui et l'accablent de coups de poing. Labadie avoit cent cinquante nègres-dont il étoit adoré; il n'avoit qu'à faire un cri, et ces brigands étoient massacrés : il eut la générosité de ne pas le faire. « Messieurs, leur dit-il, vous êtes des poltrons; lâchez moi, mettons-nous en champ de bataille, et vous verrez si je ne combattrois pas cinq de vous ». Ils ne lui répondent que par des insultes et de nouvelles

violences ; ils ont même la cruauté de le forcer à les suivre à pied , malgré ses blessures ; épuisé de fatigues , il obtient enfin qu'on le mette dans sa voiture : arrivé au bourg , il est enfermé dans sa chambre , sous la garde de huit fusiliers. Mais bientôt , dans la crainte qu'on ne le délivrât , ils le conduisent à la barre , et alloient lui trancher la tête , lorsque le brave Maigrct , accompagné de quinze hommes armés , vient l'arracher des mains de ses bourreaux (a).

Les hommes de couleur n'opposoient à ces traitemens barbares que le courage de la patience , et n'en montroient pas moins de zèle et de patriotisme. Lors de la formation de la garde nationale , ils s'empressèrent de s'assembler , se formèrent en compagnies , et nommèrent leurs officiers. M. de la Cheva-

(a) Parmi les habitans de ce quartier (c'est un hommage que nous nous félicitons de pouvoir rendre à la vérité) , il s'en trouva un qui , tout blanc qu'il étoit , eut dans cette occasion des entrailles humaines : c'est M. Dufresne , alors président du comité d'Aquin ; il vint chercher lui-même M. Labadie , le mena chez lui , et le fit panser par son chirurgien.

lerie régarda ce dernier acte comme un crime qui devoit être jugé et puni par un conseil de guerre; et ce M. de la Chevalerie osoit parler de liberté, d'égalité, et invoquoit les droits primitifs de l'homme.

Tous les patriotes de France frémissaient de tant d'horreurs; mais les cris des colons et des alarmes des négocians étouffèrent la voix de l'humanité. Nos îles à sucre étoient, disoit-on, l'aliment de nos manufactures, de notre marine marchande, et le soutien de notre prépondérance dans la balance du commerce. Que deviendroient six millions d'hommes que les colonies faisoient vivre? Que deviendroient les François habitans de nos îles, que nous laisserions abandonnés à la vengeance des noirs? Il sembloit que l'assemblée eût été sur le point de prononcer l'affranchissement des esclaves; et cependant les amis des noirs étoient bien éloignés de provoquer une mesure qui auroit pu devenir si funeste à ceux-mêmes qu'on eût voulu soulager; ils savoient que la liberté est une arme trop dangereuse pour des êtres dégradés par l'esclavage.

Quelques membres de l'Assemblée vou-

loient qu'on abordât enfin la grande question de la traite ; l'abbé Maury étoit de ce nombre. Sans porter trop loin l'esprit de défiance, il est permis de soupçonner qu'il vouloit ou mettre le corps législatif dans la nécessité de se déshonorer , en consacrant par une loi cette infraction sacrilège des droits de la nature , ou de s'aliéner tout le commerce de France , en proscrivant formellement un brigandage auquel on pensoit que sa prospérité étoit attachée. M. de Cazalès vouloit qu'on prît d'abord les moyens de pourvoir à la sûreté des colonies , et qu'on discutât ensuite à loisir les principes philosophiques et politiques sur le commerce et l'esclavage des noirs. C'étoit le parti le plus sage et le plus digne de l'Assemblée. Elle crut qu'une décision aussi importante devoit être préparée par des commissaires , et elle nomma le comité colonial.

Il y avoit depuis long-tems à Paris un grand nombre d'habitans ou de propriétaires de nos îles. Dès le commencement de la révolution, ils avoient tenu de fréquentes assemblées à l'hôtel de Marsillac ; leurs députés à l'Assemblée Nationale étoient l'ame de leurs délibérations. Cette ivresse de liberté , comme ils

l'appeloient, dans laquelle étoit tombée la nation, leur inspiroit de vives alarmes. Ils avoient avec les assemblées de S. Domingue une correspondance très-active, et il paroît qu'ils en dirigeoient les mouvemens. C'étoit eux, qui avoient donné l'éveil aux négocians et avoient attiré à Paris cette foule de députations de toutes les places, et avoient répandu tant d'alarmes pour arracher à l'Assemblée Nationale un décret contraire à tous les principes; ils voulurent même engager ces députés à s'exprimer en termes menaçans. Mais ceux-ci déclarèrent que, quel que fût le décret qui interviendrait, ils étoient prêts à s'y soumettre. Pour les colons, ils ne parloient que de révolte et de vengeances atroces contre ceux qui opineroient contre leurs intérêts et leurs préjugés.

Ces menaces ridicules ne pouvoient inspirer que la pitié. Mais ce concert de tous les négocians du royaume en imposa aux représentans de la nation, et le comité se laissa effrayer par l'idée de la perte des colonies et du commerce. Tout le monde attendoit son rapport avec une inquiétude mêlée d'impatience; les gens sages, même parmi les aris-

tocrates, pensoient que le corps législatif, par respect pour lui-même et pour ses principes, ne pouvoit décréter la continuation de la traite et de l'esclavage ; mais que des considérations politiques de la plus haute importance ne lui permettoient pas non plus de l'abolir. On desiroit donc qu'elle prît, comme le sénat britannique, le sage parti de temporiser, et cependant de recueillir des renseignemens qui pussent mettre les législatures suivantes en état de prononcer sur une question si étroitement liée avec les intérêts politiques et commerciaux de la France, et avec le sort d'une nombreuse portion de la famille humaine.

Ce fut le 8 Mars, que M. Barnave, au nom du comité colonial, fit ce rapport célèbre, que l'Assemblée Nationale et la France presque toute entière regardèrent ce jour-là comme un prodige de politique et de sagesse. A peine eut-il lu son projet de décret, que l'Assemblée, d'une voix presque unanime, et malgré les plus vives réclamations de MM. Mirabeau l'aîné et Cazalès, qui s'étoient élancés à la tribune, pour le combattre, s'empressa de l'adopter en ces termes :

§ L'assemblée

« L'Assemblée Nationale, délibérant sur les adresses et pétitions des villes de commerce et de manufactures, sur les pièces nouvellement arrivées de Saint-Domingue et de la Martinique, à elle adressées par le ministre de la marine, et sur les représentations des députés des colonies;

» Déclare que, considérant les colonies comme une partie de l'empire françois, et desirant les faire jouir des fruits de l'heureuse régénération qui s'y est opérée, elle n'a cependant jamais entendu les comprendre dans la constitution qu'elle a décrétée pour le royaume, et les assujettir à des loix qui pourroient être incompatibles avec leurs convenances locales et particulières.

» En conséquence, elle a décrété et décrète ce qui suit :

10. » Chaque colonie est autorisée à faire connoître son vœu sur sa constitution, sa législation et l'administration qui conviennent à sa prospérité et au bonheur de ses habitans, à la charge de se conformer aux principes généraux qui lient les colonies à la métropole, et qui assurent la conservation de leurs intérêts respectifs.

20. » Dans les colonies où il existe des assemblées coloniales librement élues par les citoyens et avouées par eux, ces assemblées seront admises à exprimer le vœu de leur colonie. Dans celles où il n'existe point d'assemblée semblable, il en sera fermé incessamment, pour remplir les mêmes fonctions.

30. » Le roi sera supplié de faire parvenir dans

chaque colonie une instruction de l'Assemblée Nationale, renfermant, 10. les moyens de parvenir à la formation des assemblées coloniales dans les colonies où il n'en existe pas; 20. les bases générales auxquelles les assemblées coloniales devront se conformer dans les plans de constitution qu'elles présenteront.

40. » Les plans préparés dans lesdites assemblées coloniales, seront soumis à l'Assemblée Nationale, pour être examinés, décrétés par elle, et présentés à l'acceptation et à la sanction du roi.

50. » Les décrets de l'Assemblée Nationale sur l'organisation des municipalités et des assemblées administratives, seront envoyés auxdites assemblées coloniales, avec pouvoir de mettre à exécution la partie desdits décrets qui peuvent s'adapter aux convenances locales, sauf la décision définitive de l'Assemblée Nationale et du roi, sur les modifications qui y auroient pu être apportées, et la sanction provisoire du gouvernement pour l'exécution des arrêtés qui seront pris par les assemblées administratives.

60. » Les mêmes assemblées coloniales énonceront leurs vœux sur les modifications qui pourroient être apportées au régime prohibitif du commerce entre les colonies et la métropole, pour être, sur leurs pétitions, et après avoir entendu les représentations du commerce françois, statué par l'Assemblée Nationale ainsi qu'il appartiendra.

» Au surplus, l'Assemblée Nationale déclare qu'elle n'a entendu rien innover dans aucune des

branches du commerce, soit directe, soit indirecte, de la France avec ses colonies; met les colons et leurs propriétés sous la sauve-garde spéciale de la nation; déclare criminel envers la nation, quiconque travailleroit à exciter des soulevemens contr'eux, jugeant favorablement des motifs qui ont animé les citoyens desdites colonies, elle déclare qu'il n'y a lieu contr'eux à aucune inculpation, elle attend de leur patriotisme le maintien de la tranquillité et une fidélité inviolable à la nation, à la loi et au roi.

Les galeries, les tribunes, tous les environs de la salle étoient remplis d'une foule de colons, d'une multitude séduite ou égarée par leurs écrits, ou frappée des vaines terreurs qu'ils avoient eu l'art de répandre. Jamais les loix les plus belles par lesquelles l'Assemblée avoit honoré son courage et annobli, pour ainsi dire, la nature humaine, ne furent reçues avec autant d'enthousiasme que ce décret surpris à un moment de faiblesse et dans lequel elle éludoit le principe par des subtilités indignes de la majesté nationale.

La discussion ne fut pas ouverte; elle ne devoit pas l'être: des questions de cette nature ne pouvoient être traitées en sa présence dans toute la rigueur des principes philoso-

phiques. Il auroit fallu être en mesure de les consacrer en les érigeant en loix, et il s'en falloit bien que la position de la France lui permît une détermination aussi hardie. Le seul moyen de concilier ce qu'elle devoit à sa prudence et à sa dignité, nous l'avons déjà dit, c'étoit d'imiter à cet égard la conduite mesurée du parlement d'Angleterre, et d'ouvrir les voies à un meilleur ordre de choses. L'affranchissement subit des esclaves eût été la ruine de notre commerce, peut-être un malheur réel pour eux-mêmes, et certainement pour les colons qu'il auroit exposés à de terribles réactions. L'abolition même de la traite exigeoit des mesures préparatoires et un concert entre les diverses puissances souveraines des Antilles. Mais il auroit été digne des représentans de la nation d'apporter quelque adoucissement au sort des infortunés dont ils ne pouvoient briser les fers, et sur-tout d'anéantir cet inhumain préjugé, qui établissoit un mur de séparation entre des individus appelés comme hommes et comme citoyens à partager les mêmes droits, et qui autorisoit, pour ainsi dire, la barbarie des maîtres envers leurs esclaves, en les leur laissant envi-

sager comme des êtres d'une espèce inférieure, et comme des espèces de bêtes de somme que la liberté même ne pouvoit rapprocher d'eux; préjugé d'autant plus terrible, qu'il étoit fondé sur une différence de couleur, qui, frappant continuellement les sens, entretenoit sans cesse l'humiliation et l'avilissement des uns, et l'orgueil atroce et tyrannique des autres.

Les instructions envoyées aux colonies ne firent qu'aggraver le mal : dictées par le même esprit de pusillanimité que le décret, elles contenoient la même ambiguïté dans les termes. L'Assemblée Nationale n'eut pas l'impudeur de décréter la dégradation des gens de couleur; mais elle n'eut pas le courage de déclarer qu'étant hommes et libres, ils devoient jouir des droits de citoyen. Elle se laissa abuser par les belles paroles des colons et de leurs partisans, et abandonna à la discrétion et au patriotisme des tyrans blancs de nos îles, la majeure partie de leur population, les hommes les plus attachés par sentiment à la métropole, et les plus utiles aux colonies par leur courage en tems de guerre, par leur activité et leur industrie en tems de paix.

Voilà la véritable source des troubles et des malheurs qui ont depuis affligé les colonies. Un acte éclatant de justice n'auroit pu aliéner alors les planteurs ; ils se seroient trouvés fort heureux de conserver à ce prix leurs esclaves, dont ils trembloient de voir prononcer l'affranchissement : il n'auroit point mécontenté le commerce , qui ne craignoit que la banqueroute et la suppression de la traite ; il auroit été utile à toutes les classes de la colonie , aux blancs eux-mêmes , dont les propriétés auroient été bien plus assurées par leur union intime avec les hommes de couleur , avec qui ils n'auroient pu avoir qu'un même intérêt. Il auroit été honorable à l'Assemblée Nationale , qui n'eût pas honteusement dévié des principes, et qui auroit prouvé qu'elle n'avoit pas deux poids et deux mesures, qu'elle ne consacroit pas la diversité des castes dans nos possessions américaines , tandis qu'elle proclamait l'égalité dans la France Européenne , et qu'elle ne s'arrêtoit que là où l'inflexible nécessité et l'intérêt même des hommes empêchoit de leur rendre leurs droits.

Le public alors n'en jugea pas ainsi ; peu

s'en fallut même, que sur les assertions des planteurs, on ne desirât, pour la dernière classe du peuple, le bonheur dont ils se flattoient hautement de faire jouir leurs esclaves ! « Cependant, rien n'est plus affreux que la condition du noir dans tout l'Archipel américain. On commence par le flétrir du sceau ineffaçable de l'esclavage, en imprimant avec un fer chaud, sur les bras ou sur les mamelles, le nom ou la marque de son oppresseur. Une cabane étroite, mal-saine, sans commodités, lui sert de demeure ; son lit est une claye plus propre à briser le corps qu'à le reposer. Quelques pots de terre, quelques plats de bois forment son ameublement. La toile grossière qui cache une partie de sa nudité, ne le garantit ni des chaleurs insupportables du jour, ni des fraîcheurs dangereuses de la nuit. Ce qu'on lui donne de manioc, de bœuf salé, de morue, de fruits et de racines, ne soutient qu'à peine sa malheureuse existence. Privé de tout, il est livré à un travail continuel, dans un climat brûlant, sous le fouet toujours agité d'un conducteur féroce.

» L'Europe retentit depuis un siècle des

plus saines , des plus sublimes maximes de la morale. La fraternité de tous les hommes est établie de la manière la plus touchante dans d'immortels écrits. On s'indigne des cruautés civiles ou religieuses de nos féroces ancêtres, et l'on détourne les regards de ces siècles d'horreur et de sang. Ceux de nos voisins que les Barbaresques ont chargés de chaînes, obtiennent nos secours et notre pitié ; des malheurs même imaginaires nous arrachent des larmes dans le silence du cabinet, et sur-tout au théâtre. Il n'y a que la fatale destinée des malheureux nègres qui ne nous intéresse pas. On les tyrannise, on les mutilé, on les brûle, on les poignarde ; et nous l'entendons dire froidement et sans émotion ! Les tourmens d'un peuple à qui nous devons nos délices, ne vont jamais jusqu'à notre cœur (a).

(a) *Histoire Philosophique*, tome VI.

CHAPITRE XI.

Suppression des ordres religieux. Motifs secrets de la résistance qu'elle éprouve. Renouvellement de la proposition de terminer la législature. Motion incidente de M. Gerle, relative à la religion catholique. Débats orageux à ce sujet. Généreux procédés de la garde nationale parisienne envers ses calomniateurs. Opération du comité des dîmes.

LE décret sur les colonies produisit au moins pour le moment un heureux effet, en rassurant le commerce effrayé. Mais il ne convertit à la révolution ni les planteurs, ni les marchands d'esclaves. On n'inspire pas des sentimens humains à des tygres; on ne fait pas aimer la liberté à des tyrans. L'aristocratie elle-même fut déconcertée d'une victoire qu'elle n'auroit osé attendre, et qu'elle n'avoit désirée que pour jeter de l'odieux ou de la honte sur l'Assemblée Nationale. Sa plus grande espérance étoit dans le clergé. Elle savoit que de tout tems les prêtres étoient

en possession d'armer la terre, au nom du ciel, de faire couler le sang des hommes pour de vaines distinctions théologiques, et de recueillir le fruit du fanatisme qu'ils inspiroient. Quelques-uns des chefs du parti se flattoient d'égorger la liberté avec un fer sacré, et d'anéantir la révolution par une guerre de religion.

Les biens du clergé étoient la seule ressource de la France pour écarter le honteux fléau de la banqueroute, qui auroit atteint les créanciers de l'état, sous la sauve-garde même de la nation, flétri son honneur, et fait écrouler la constitution sur ses bases. La suppression de la dîme, dans la nuit du 4 Août, sembloit ajouter un accroissement à la masse de ses revenus; mais le peuple se crut affranchi de cet impôt onéreux. Accoutumé aux vexations du fisc, il ne comprenoit pas encore que les contributions publiques sont un devoir de citoyen, et qu'il devoit acquitter avec zèle cet heureux prix de la liberté et de la sûreté générale et individuelle. Il eût été dangereux et peut-être impossible d'établir cette perception au profit de l'état, il falloit d'ailleurs lui faire goûter les fruits du nou-

veau régime, dont il étoit le plus capable de sentir la douceur, et délivrer l'agriculture d'un poids qui l'écrasait. La nation fit donc aux campagnes le magnifique présent de plus de soixante-dix millions de revenus.

Le décret du 2 Novembre, qui mit à sa disposition les biens ecclésiastiques, ranima la confiance, et lui offrit une ressource supérieure à ses immenses besoins. Elle avoit décrété dès le mois d'Octobre, la suppression provisoire des professions religieuses. Le mois suivant, elle suspendit les provisions de bénéfices, autres que ceux à charge d'ames et en patronage laïc, et mit enfin la coignée à la racine de l'arbre, en préjugant dès-lors l'aliénation des biens ecclésiastiques pour une somme de quatre cens millions.

C'étoit beaucoup, sans doute; c'étoit peu pour ce qui restoit à faire, et une foule de mesures provisoires étoient nécessaires pour la mettre en jouissance de cette riche succession. Ce devoit être le principal objet des travaux de son comité ecclésiastique. Il existoit depuis le 19 Août, mais ses membres avoient été pris dans les *trois ordres*, comme on s'exprimoit alors, et l'on juge bien qu'ils

n'étoient et ne pouvoient être animés du même esprit. Ils se partagèrent les travaux entr'eux , chacun selon ses vues et son goût particulier. Mais ces divers travaux avoient un but commun , celui de faciliter l'exécution du décret du 2 Novembre , et M. l'évêque de Clermont lui-même avoit déclaré au comité qu'il ne pouvoit en conscience coopérer à l'exécution de cette loi.

En approuvant même les détails des plans proposés par les divers commissaires pour la réforme de l'église de France , les prélats s'obstinoient à les rejeter , par la seule raison qu'ils étoient liés à ce fatal décret. N'étoit-il pas évident que des loix qui devoient hâter le moment de la restitution de leurs richesses usurpées , étoient hérétiques et sacrilèges ? et que le fils de Dieu n'étoit descendu sur la terre et n'avoit donné l'Evangile au monde , qu'afin que les évêques eussent 100,000 livres de rente , des croix d'or , des palais , des équipages , etc. etc. etc. et se fissent appeler *Monseigneur* ?

Cependant le tems s'écouloit en discussions oiseuses. L'Assemblée Nationale se plaignoit de la lenteur de son comité ecclésiastique , et attendoit

attendoit avec impatience qu'il lui présentât l'ensemble de ses vues et de ses projets pour toutes les suppressions et réformes qu'elle supposoit avoir été mûrement réfléchies et méditées, depuis plus de six mois qu'il étoit établi. Il fallut enfin s'expliquer et avouer que la marche du comité étoit arrêtée par la diversité d'avis qui régnoit parmi ses membres sur les points capitaux. Pour détruire le mal dans sa source, on proposa alors de renouveler ou de changer les membres du comité. On prit le parti plus doux d'en doubler le nombre, et le 7 Février 1790, il se trouva composé de trente personnes, par l'élection de quinze nouveaux commissaires. Il se partagea en trois sections, dont l'une eut pour objet les loix relatives à l'organisation du clergé ; les deux autres se chargèrent de s'occuper des déclarations des biens ecclésiastiques et des affaires particulières.

Le premier travail du comité eut pour objet la suppression entière de l'état monastique en France. Il étoit impossible, dans un état dont la constitution étoit fondée sur les droits de l'homme, de conserver des institutions qui les anéantissoient par des vœux témé-

raires, de perpétuer dans un pays libre des pépinières d'esclaves, et des sociétés soumises à un souverain étranger dans un royaume où la nation seule est souveraine, et dont les citoyens ne doivent obéir qu'aux loix.

Cette vérité étoit évidente; des évêques même avoient parlé dans le comité, de la nécessité, sinon de l'abolition entière, du moins de la réforme presque générale des ordres religieux. Mais ils sentirent que cette opération faciliteroit la vente des biens ecclésiastiques, et ils se rétractèrent dans l'Assemblée. De longues et interminables discussions s'élevèrent. Nous ne rapporterons que le discours laconique de M. Délay d'Agier, qui d'une seule phrase embrassoit la question entière. « Doit-on conserver les ordres religieux, dit-il? Non. 1°. Parce que leur état est dans une opposition perpétuelle avec les droits de l'homme; 2°. parce que rien d'utile ne compense cette cruelle opposition ».

Les orateurs du clergé opposoient à la force du raisonnement tous les prestiges de l'éloquence. Bientôt ils employèrent des armes plus redoutables, et appelant à leurs secours le fanatisme et ses fureurs sacrées, et criant

au blasphème , à l'impiété , couvrirent la voix de leurs adversaires , et levèrent les mains au ciel comme pour conjurer et peut-être aussi provoquer sa vengeance. Une voix se fit entendre au milieu de cet orage , mais on ne put distinguer les paroles qui furent prononcées. Tous les regards interpellant le président. « Ces messieurs, dit-il, demandent qu'il soit préalablement reconnu que la religion catholique , apostolique et romaine est la religion nationale ».

A cette motion si peu attendue , mais dont les vues secrettes n'échappèrent à personne , la surprise de l'Assemblée fut extrême : il se fit un moment de silence , et l'évêque de Nancy monta à la tribune. Il étoit l'auteur de la motion , il osa la soutenir. C'étoit demander que l'Assemblée proclamât l'intolérance et donnât le signal de la guerre civile. « C'est qualifier sans rigueur cette motion , répondit M. Rœderer , de dire qu'elle est injurieuse à l'Assemblée , et c'est la traiter en citoyens consacrés à la religion nationale , que de ne pas en relever l'injure ; je demande que l'on passe à l'ordre du jour ». Qui doute , s'écrioit M. Dupont , que la religion catho-

lique soit la religion de l'état? Ne le prouvons-nous pas assez en votant plus de quarante-vingt millions pour l'entretien de son culte, tandis qu'on ne réclame pour les autres que la paix et la tolérance? Cette motion séditieuse fut enfin écartée, malgré les clameurs de l'abbé Maury, de MM. Dufraisse, Montlausier, d'Espréménil et plusieurs autres, qui criaient que la religion étoit perdue.

L'abbé de Montesquiou ayant obtenu la parole sur la question principale, les applaudissemens dont il fut couvert par l'Assemblée, prouvèrent que si elle savoit imposer silence aux fanatiques et aux factieux, elle ne savoit pas moins rendre justice aux citoyens vertueux qui défendoient la religion par des moyens dignes d'une si noble cause. Il établit qu'il falloit séparer dans les vœux, ce qui est entre l'homme et Dieu, de ce qui est entre l'homme et la société; que la société peut bien cesser d'intervenir dans les engagements religieux, mais qu'elle n'a pas le droit de dissoudre ces contrats, sans le consentement des religieux eux-mêmes. — En parlant de la suppression des monastères et des ménagemens que cette opération de-

mandoit, il fit sentir combien on devoit d'égards, sur-tout à la situation des religieuses. « La plupart de leurs couvens sont très-pauvres, dit-il, il faut respecter leur asyle et leur pauvreté. Qui ne sait que leur bonheur est dans leurs habitudes; qu'elles l'ont placé au pied des autels? et quelle douleur pour elles d'être transférées d'une maison dans une autre! J'implore votre humanité en faveur de ces êtres intéressans, qui ont fait de si grands sacrifices ».

On reconnoîtra la plupart de ces idées dans le décret que nous allons citer, comme un beau monument d'une des plus glorieuses victoires que la philosophie ait remportée au dix-huitième siècle.

« L'Assemblée Nationale décrète, comme article constitutionnel, que la loi ne reconnoîtra plus de vœux monastiques solennels de personnes de l'un ni de l'autre sexe;

« Déclare en conséquence que les ordres et congrégations religieuses dans lesquels on fait de pareils vœux, sont et demeureront supprimés en France, sans qu'il puisse en être établi de semblables à l'avenir.

« Tous les individus de l'un et de l'autre

sexe, existans dans les monastères et maisons religieuses, pourront en sortir en faisant leur déclaration à la municipalité du lieu, et il sera pourvu nécessairement à leur sort par une pension convenable.

« Il sera pareillement indiqué des maisons dans lesquelles pourront se retirer ceux qui ne voudront pas profiter de la disposition du présent décret.

« Déclare au surplus l'Assemblée Nationale qu'il ne sera rien changé quant à présent à l'égard des maisons chargées de l'éducation publique, et des établissemens de charité, et ce, jusqu'à ce qu'elle ait pris un parti sur cet objet.

» Que les religieuses pourront rester dans les maisons dans lesquelles elles sont aujourd'hui, l'Assemblée les exceptant expressément de l'article qui oblige les religieux à réunir plusieurs maisons en une seule ».

Il restoit à prononcer sur deux autres questions : quel sort fera-t-on aux religieux qui rentrent dans le monde ? quel sort fera-t-on à ceux qui voudront vivre dans leurs maisons et sous l'habit de leur ordre ? Ces deux articles qui ne présentent que des dispositions

purement économiques, paroissent peu dignes d'occuper une place dans l'histoire, et nous ne parlerons des longs débats auxquels ils donnèrent lieu, que pour remarquer que l'aristocratie y apporta le même esprit, et qu'elle ne négligea rien pour retarder la conclusion d'une affaire qu'elle regardoit comme sa ruine et le salut de la liberté.

Ces questions étoient à l'ordre du jour. M. de Cazalès demanda la parole pour une motion de la plus grande importance, et cette motion avoit pour but de fixer le terme de la présente législature. Elle étoit fondée sur trois motifs. 1°. La nécessité de faire donner à la constitution la sanction de la nation entière; et la constitution n'étoit pas finie. 2°. La nécessité d'ôter aux provinces les doutes qui pouvoient leur rester sur la liberté de l'Assemblée Nationale et du roi dans la capitale; et tous les jours les noirs insultoient insolemment dans leurs discours et dans leurs écrits le peuple de la capitale, et leur audace demeuroit impunie. 3°. Enfin les troubles scandaleux de l'Assemblée; et c'étoient eux-mêmes qui les causoient. Il demandoit que les départemens, aussi-tôt qu'ils seroient éta-

blis, eussent à procéder aux élections d'une nouvelle législature ; qu'aucun des députés de la législature actuelle ne pût être élu pour la législature suivante ; qu'aucune législature ne tint à l'avenir ses séances dans Paris, mais dans quelque petite ville à trente lieues au moins de la capitale.

Des cris d'indignation furent la première réponse de l'Assemblée, et d'une voix presque unanime on lui reprochoit d'avoir violé le serment qu'il avoit fait lui-même à la constitution, en mettant sa légitimité en doute. Au milieu des mouvemens impétueux qui agitoient tous les esprits, un député perce la foule et s'élance vers la tribune ; son air, son geste, son maintien, tout annonçoit une de ces grandes et profondes émotions de l'âme qui ne se font sentir que dans les nombreuses assemblées. C'étoit M. Lucas de Gannat. Tout le monde lui fait place ; tous, jusqu'à M. de Cazalès lui-même. « Messieurs, dit-il, en levant la main, je n'eus pas le bonheur d'assister à cette séance mémorable du jeu de Paume, où vous jurâtes de ne point vous séparer que la constitution ne fût achevée ; veuillez en ce moment, recevoir de moi ce

serment que tout mon cœur prononce. — Je le jure ». Toute la salle retentit d'applaudissemens ; plusieurs autres députés qui ne s'étoient pas trouvés non plus au jeu de Paume, s'empressèrent de suivre cet exemple. Les acclamations redoublèrent lorsqu'on vit paroître à la tribune pour le même objet M. Gerle sous ses vêtemens de chartreux, et la généralité de l'Assemblée renouvela dans son cœur ce serment prêté avec tant de ferveur à la tribune.

La motion de M. de Cazalès n'étoit pas nouvelle. M. de Volney l'avoit faite à Versailles long-tems auparavant, et peu s'en étoit fallu qu'elle ne fût décrétée dans un moment d'enthousiasme. Mais on sentit bientôt quelle secousse recevroient de la dissolution du corps constituant les bases de la constitution avant qu'elle fût terminée, et on la rejeta le lendemain avec le même empressement qu'on l'avoit accueillie la veille. Les circonstances dans lesquelles elle étoit renouvelée, la haine qui s'étoit allumée entre les deux partis, les arrières-vues qu'on supposoit à son auteur, et l'affectation perfide de jeter des doutes sur la liberté du roi et du corps législatif, tous

ces motifs réunis lui firent éprouver cette défaveur dont il feignit de paroître surpris , mais qu'au fond de son cœur il sentoit avoir méritée.

Toutes les démarches du parti de l'opposition ne tendoient qu'à traîner en longueur , pour épuiser les ressources , fatiguer le peuple de la liberté par l'anarchie , et faire perdre à l'Assemblée la confiance de la nation par des imputations odieuses et sur-tout par une banqueroute forcée qu'ils regardoient comme infaillible et sur laquelle ils fondoient leurs plus douces espérances. En effet le numéraire dispa-roissoit sans retour ; le trésor public commençoit à éprouver une effrayante pénurie ; nombre de branches de commerce se trouvoient absolument paralysées faute de circulation , et chaque rapport du ministre des finances , en annonçant de nouveaux besoins , augmentoit encore la détresse en augmentant le discrédit ; ils croyoient toucher au moment de leur triomphe , ils l'annonçoient même déjà hautement. Mais les patriotes de leur côté sentirent que le moment étoit décisif et qu'il falloit enfin vaincre ou périr.

Le comité des finances avoit présenté un projet vaste et décisif, résultat de ses conférences avec M. Necker, et les députés du commerce ; c'étoit l'établissement des assignats. Mais ces assignats n'étant que la représentation des valeurs territoriales qui se trouvoient encore entre les mains du clergé, il falloit l'en exproprier et les faire passer dans celles de la nation. Tel fut l'objet d'un travail du comité des dîmes, que l'on regarda, sinon comme un préliminaire indispensable, du moins comme une mesure collatérale à l'exécution du projet de décret sur les assignats. L'idée générale de ce plan consistoit à supprimer toutes les dîmes depuis le 1^{er} Janvier 1791, à disposer les contributions générales de manière qu'elles fussent à l'entretien complet du culte, et à remettre entre les mains de la nation, dégagée de toute charge, les biens laissés à sa disposition par le décret du 2 Novembre 1789.

La discussion s'ouvre ; le clergé est attaqué avec force et se défend de même. Après de longs débats, plusieurs demandent à aller aux voix, d'autres veulent se faire entendre. Au milieu de l'agitation violente des esprits,

M. Gerle monte à la tribune. « Il faut, dit-il, écarter les doutes que les ennemis de la révolution tâchent d'élever sur les sentimens religieux de l'Assemblée. Je demande qu'il soit décrété que la religion catholique, apostolique et romaine est et demeurra pour toujours la religion de la nation, et que son culte public est le seul autorisé ». La seconde apparition de cette motion dont l'auteur étoit bien éloigné de prévoir les suites, fit le même effet que la première : mêmes clameurs, mêmes transports, même tumulte. Les uns vouloient que, sans délibérer, on la décrétât sur-le-champ ; les autres, que la discussion fût ouverte à l'instant même ; plusieurs, que la motion fut rejetée ; quelques-uns, qu'elle fût ajournée à un autre moment. On mit aux voix si la discussion seroit ouverte sur-le-champ. La majorité parut d'abord incertaine ; mais le président ayant annoncé qu'elle lui paroissoit être en faveur de ceux qui votoient pour l'affirmative, le parti patriote eut un moment de mollesse, et ce moment de mollesse faillit coûter à l'Assemblée sa réputation et au royaume sa tranquillité.

Il est évident qu'on vouloit mettre l'Assemblée

blée dans la terrible alternative d'armer les catholiques contre les protestans ou la superstition contre la liberté. M. Charles de Lameth démontra les dangers de rien prononcer sur une telle matière, dans de telles circonstances. Les applaudissemens, les murmures, les cris permettoient à peine d'entendre sa voix. La fermentation des esprits étoit extrême, tous demandoient la parole, tous la vouloient prendre les premiers. Le côté gauche insistoit pour qu'on levât la séance; le côté droit, pour qu'on discutât, et qu'on décrétât sans désenparer. Enfin la discussion fut continuée au lendemain.

Les deux partis arrivèrent au combat bien préparés. Le public paroissoit aussi agité que l'Assemblée Nationale elle-même : des groupes nombreux se formèrent dans le jardin des Tuileries et les rues adjacentes, et la foule se pressoit aux environs et aux portes mêmes de la salle. Mais des gardes nombreuses maintenoient le bon ordre, et les mesures les plus sûres avoient été prises pour que rien ne pût troubler la liberté et le calme de la délibération.

On passa rapidement sur ces lectures et

ces décisions préliminaires qui occupoient l'ouverture des séances : on étoit pressé d'en venir aux mains. Ce fut M. Samary , curé de Carcassonne , qui ouvrit la lice. Après plusieurs raisonnemens plus théologiques que politiques sur les rapports de la religion avec les gouvernemens , il annonça au nom du clergé la malédiction divine à l'Assemblée Nationale , si elle ne décréteroit pas la motion de M. Gerle. Mais on ne crut pas que la malédiction divine fût ainsi à la discrétion du clergé , et ce langage dans la bouche d'un ministre d'un Dieu de paix ne fit qu'ajouter encore à l'horreur qu'inspiroit le fanatisme.

Plusieurs orateurs établirent bientôt que la religion n'étant qu'un rapport de l'homme privé avec l'être infini , ne pouvoit être un rapport social ; que l'idée d'une religion nationale n'étoit pas moins absurde que ne le seroit celle d'une conscience nationale. Car un homme n'est pas véritablement religieux parce qu'il est de la religion d'une nation , mais parce qu'il est de la sienne ; et quand il n'y auroit qu'une seule religion dans le monde , il seroit encore vrai que chaque homme n'auroit un sentiment sincère de re-

ligion , qu'autant qu'il seroit de la sienne propre , c'est-à-dire , qu'autant qu'il suivroit encore cette religion universelle , quand tout le genre humain viendrait à l'abjurer.

Mais le clergé vouloit une religion dominante , et l'on imagine aisément pourquoi. Entendez-vous par-là , lui disoit-on , la religion qui règne dans l'empire presque sur tous les esprits ? La religion catholique , apostolique et romaine est cette religion en France , c'est un fait reconnu , et un décret n'ajouteroit rien à son évidence. Entendez-vous une religion qui exige que les loix fassent un partage inégal des avantages de la société , entre ceux qui la professent et ceux qui ne la professent pas ? C'est une injustice. M. de Menou propose alors de déclarer que par respect pour la seule religion entretenue aux frais de l'état , l'Assemblée ne croit pas pouvoir prononcer sur la question qui lui est soumise. Grand tumulte. M. Gerle paroît de nouveau à la tribune : « La motion que j'ai faite hier , dit-il , paroît renfermer des inconvéniens ; l'avis du préopinant ne présente pas les mêmes dangers ; je l'adopte de tout mon cœur , et je renonce au mien ».

Ce fut un coup de foudre pour la droite qui se trouve terrassée par le retrait de cette motion : elle cherche à se relever et à la reproduire. Toute la gauche est debout et demande à aller aux voix. Des flots d'orateurs se pressent à la tribune. M. de Cazalès veut être entendu. La majorité ne veut plus rien entendre, et l'appel nominal décide à la pluralité de 495 voix contre 400, que la discussion est fermée.

Malgré le décret, l'abbé Maury insiste pour avoir la parole. Le président mollit, hésite : M. de Mirabeau le somme de faire son devoir et d'exécuter les ordres de l'Assemblée. Une foule d'amendemens se succèdent. M. d'Esprémenil et l'abbé Maury, sous prétexte d'en proposer de nouveaux, rouvroient toujours la discussion sur le fond même de la question. Mais on couvroit aussitôt leurs voix et on les rappeloit au point de la délibération, ce qui ne pouvoit se faire sans de violentes contestations. C'étoit un mouvement continuel de ceux qui montoient à la tribune pour parler et de ceux qui en descendoient sans avoir pu prendre la parole. Enfin la priorité se déclara pour

une motion de M. de la Rochefoucault , qui entrant dans les vues de M. de Menou , leur donnoit plus d'extension et de développement.

M. d'Estourmel invoque ses cahiers , parle des constitutions du Cambrésis , du serment fait par Louis XIV devant Cambrai en 1677 de ne jamais souffrir que cette province reçoive dans son sein d'autre religion que la religion catholique , apostolique et romaine. M. de Mirabeau s'élance à la tribune. Il tenoit à la main le procès-verbal du 13 Février ; il en fait la lecture. « Voilà , dit-il , ce qui s'est passé , et ce rapprochement prouve assez que nous sommes d'accord sur les principes que cette Assemblée constituante et non théologienne a toujours professés. Au surplus , Messieurs j'observerai au préopinant que ni vous , ni moi , ne pouvons être surpris que Louis XIV ait promis aux provinces Beligiques de proscrire chez elles toute autre culte que celui de la religion catholique. Sous un règne tant célébré pour la révocation de l'édit de Nantes , on trouvera aisément de grands monumens de persécution. Mais puisqu'en se permet des citations historiques sur cette ma-

tière, je vous supplierai de ne pas oublier, que d'ici, de cette tribune où je vous parle, on aperçoit la fenêtre d'où la main d'un monarque françois armée contre ses sujets par d'exécrables factieux, qui couvroient leurs intérêts personnels de l'intérêt sacré de la religion, tira l'arquebuse qui donna le signal de la Saint-Barthelemi. Je demande qu'on aille aux voix ».

Aux voix, aux voix, s'écrie une partie de l'Assemblée. Les demandes, les refus, les attaques, les répliques volent de part et d'autre, comme cette grêle de coups portés et rendus dans une mêlée. La puissance de la raison, la force de résistance, qu'inspirent tant d'intérêts compromis, l'énergie patriotique que rien ne balance, alloient emporter la victoire; les chefs des noirs s'avisent d'un expédient pour parer le coup. M. de Foncault s'écrie que l'Assemblée n'est pas libre, qu'une garde redoublée environne la salle. Mille cris confus, des interpellations, des reproches s'adressent à l'instant au général. Il répond que si la garde est doublée, c'est pour que l'Assemblée en soit plus libre; qu'il n'est point de garde national qui

ne versât jusqu'à la dernière goutte de son sang pour l'inviolabilité de chacun des membres de l'Assemblée.

M. de Foucault insiste ; mais l'Assemblée ne prend pas le change. La motion de M. de la Rochefoucault est reprise à l'instant et décrétée en ces termes , au milieu de tous les obstacles que le parti le plus violent , le plus opiniâtre , le plus fécond en ressources eut pu susciter :

« L'Assemblée Nationale , considérant qu'elle n'a et ne peut avoir aucun pouvoir à exercer sur les consciences et sur les opinions religieuses ; que la majesté de la religion et le respect profond qui lui est dû ne permettent point qu'elle devienne le sujet d'une délibération ; considérant que l'attachement de l'Assemblée Nationale au culte catholique , apostolique et romain ne sauroit être mis en doute au moment même où ce culte va être mis par elle à la première place dans les dépenses publiques , et où , par un mouvement unanime de respect , elle a exprimé ses sentimens de la seule manière qui puisse convenir à la dignité de la religion et au caractère de l'Assemblée Nationale ,

décède qu'elle ne peut, ni ne doit délibérer sur la motion proposée, et qu'elle va reprendre l'ordre du jour concernant les biens ecclésiastiques ».

Des cris de joie, d'un côté; de l'autre, des cris de fureur, des imprécations, des menaces finirent cette séance qui ne fut qu'une suite de bourasques et de tempêtes. On entendit dans le cours de ces longs débats, plusieurs militaires parler en ecclésiastiques; plusieurs ecclésiastiques, l'œil fier, et le geste menaçant, s'exprimer en guerriers. On vit les passions irritées emprunter toutes les formes, combattre avec toutes les armes, et se débattre encore dans leur défaite contre la raison victorieuse.

Les mêmes passions qui agitoient l'Assemblée se faisoient remarquer dans l'immense multitude qui remplissoit les Tuileries et toutes les avenues de la salle. Mais la rage aristocratique réprimée par la terreur demeurait concentrée, et l'ardeur des patriotes éprouvant moins d'opposition, réagissoit avec moins de violence. Cependant il est vraisemblable que sans les efforts de la garde nationale, ils auroient donné aux chefs du parti

anti-populaire de terribles témoignages de l'indignation qu'ils inspiroient. MM. de Cazalès, Mirabeau le cadet et l'abbé Maury ne durent la vie peut-être qu'à cette garde nationale que le côté droit avoit ce jour-là même calomniée en la présentant comme une troupe de satellites qui gênoit la liberté de l'Assemblée ; aussi, dès le lendemain crurent-ils devoir lui rendre plus de justice.

Il fallut enfin revenir à ce redoutable projet du comité des dîmes. Nouveaux combats pour éluder une décision définitive. L'Assemblée, pour prévenir les nouveaux orages qui commençoient à renaître, décréta qu'elle prononceroit sans désespérer sur les quatre premiers articles. Elle y parvint, non sans beaucoup de peine ; les sept autres furent décrétés six jours après, à la séance du 20 Avril, et rien ne s'opposa plus à la grande mesure des assignats, qui fixoit depuis long-tems l'attention de l'Assemblée.

ART. I. « L'administration des biens déclarés, par le décret du 2 Novembre dernier, être à la disposition de la nation, sera et demeurera dès la présente année confiée aux administrations de départemens et de districts, ou à leurs directoires, sous

les règles, les exceptions et les modifications qui seront expliquées.

II. » Dorénavant et à compter du premier Janvier de la présente année, le traitement de tous les ecclésiastiques sera payé en argent, aux termes et sur le pied qui seront incessamment fixés. Néanmoins les curés des campagnes continueront d'administrer provisoirement les fonds territoriaux attachés à leurs bénéfices, à la charge d'en compenser les fruits avec leurs traitemens, et de faire raison du surplus, s'il y a lieu.

III. » Les dîmes de toutes espèces abolies par l'article V du décret du 4 Août dernier et jours suivans, ensemble les droits et redevances qui en tiennent lieu, mentionnés audit décret, comme aussi les dîmes inféodées appartenantes aux laïcs, à raison desquelles il sera accordé une indemnité aux propriétaires sur le trésor public, cesseront toutes d'être perçues, à compter du premier Janvier 1791, et cependant les redevables seront tenus de les payer à qui de droit, exactement, la présente année, comme par le passé; à défaut de quoi, ils y seront contraints. La dîme sur les fruits décimables crus pendant l'année 1790, sera néanmoins perçue, même après le premier Janvier 1791.

IV. » Dans l'état des dépenses publiques de chaque année, il sera porté une somme suffisante pour fournir aux frais du culte de la religion catholique, apostolique et romaine, à l'entretien du ministre des autels, au soulagement des pauvres et aux pensions des ecclésiastiques, tant séculiers que régu-

liers , de manière que les biens mentionnés au premier article puissent être dégagés de toutes charges , et employés par le corps législatif aux plus grands et aux plus pressans besoins de l'état. La somme nécessaire au service de l'année 1791 sera incessamment déterminée.

V. » Il n'y aura aucune distinction entre cet objet de service public et les autres dépenses nationales. Les contributions publiques seront proportionnées de manière à y pourvoir , et la répartition en sera faite sur la généralité des contribuables du royaume , ainsi qu'il sera incessamment décrété par l'Assemblée.

VI. » Il sera incessamment procédé par les assemblées administratives , à la liquidation des dîmes inféodées , et de manière à ce que l'indemnité des propriétaires soit assurée avant l'époque à laquelle leurs dîmes cesseront d'être perçues.

VII. » Sont et demeurent exceptés , quant à présent , des dispositions de l'article premier du présent décret , l'ordre de Malte , les fabriques , les hôpitaux , les maisons et établissemens de charité et autres où sont reçus les malades , les collèges et maisons d'instructions , d'études et de retraite , administrés par des ecclésiastiques ou par des corps séculiers , ainsi que les maisons des religieuses occupées à l'éducation publique et au soulagement des malades ; lesquels continueront , comme par le passé , et jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné par le corps législatif , d'administrer les biens , et de percevoir , durant la présente année seulement , les dîmes dont ils jouissent , sauf à pourvoir , s'il y a lieu , pour

les années suivantes, à l'indemnité que pourroit prétendre l'ordre de Malte et à subvenir aux besoins que les autres établissemens éprouveroient par la privation des dîmes.

VIII. » Tous les ecclésiastiques, corps, maisons ou communautés de l'un ou de l'autre sexe, autres que ceux exceptés par les articles précédens, continueront de régir et exploiter, durant la présente année, les biens et dîmes qui ne sont pas donnés à ferme, à la charge d'en verser les produits entre les mains des receveurs de leurs districts; ils seront néanmoins autorisés à retenir le traitement qui leur aura été accordé. A l'égard des objets donnés à bail ou à ferme, les fermiers et locataires seront également tenus de verser les loyers ou fermages dus pour les fruits et revenus de la présente année, dans la caisse du district. Les comptes desdits ecclésiastiques, corps, maisons et communautés, et ceux de leurs locataires et fermiers seront communiqués préalablement à la municipalité du lieu, pour être ensuite vérifiés et appurés par les assemblées administratives ou par leurs directoires.

IX. » Ils seront tenus, pareillement leurs fermiers, régisseurs ou préposés, ainsi que tous ceux qui doivent les portions congrues, de les acquitter dans la présente année, comme par le passé, d'acquitter toutes les autres charges légitimes, même le terme de la contribution patriotique, échu le premier de ce mois; à défaut de quoi ils y seront contraints. Il leur sera tenu compte de ce qu'ils auront légitimement payé, ainsi qu'il appartiendra.

X. Les baux à ferme des dîmes, tant ecclésiastiques qu'inféodées, sans mélange d'autres biens ou droits, seront et demeureront résiliés à l'expiration de la présente année, sans autre indemnité que la restitution des pots-de-vin, celle des fermages légitimement payés d'avance, et la décharge de ceux non payés, le tout au *pro rata* de la non-jouissance. Quant aux fermiers qui ont pris à bail des dîmes, conjointement avec d'autres biens ou droits, sans distinction de prix, ils pourront seulement demander réduction de leurs pots-de-vin, loyers et fermages, en proportion de la valeur des dîmes, dont ils cesseront de jouir, suivant l'estimation qui en sera faite par les assemblées administratives ou leurs directoires, sur les observations des municipalités.

XI. » Aussi-tôt après la publication du présent décret, les assemblées de district ou leurs directoires feront faire, sans aucuns frais, même du contrôle, un inventaire du mobilier, des titres et papiers dépendans de tous les bénéfices, corps, maisons et communautés de l'un et de l'autre sexe, compris au premier article, qui n'auront pas été inventoriés par les municipalités, en vertu du décret du 20 Mars dernier, sauf auxdites assemblées à commettre les municipalités pour les aider dans ce travail; et les uns et les autres se feront également remettre les inventaires faits dans chaque bénéfice ou maison, après la mort du dernier titulaire ou religieux ».

C H A P I T R E X I I .

Des finances. De la situation où elles se trouvoient avant l'Assemblée Nationale. Ses travaux et ses mesures pour les rétablir.

JAMAIS on ne conçut en finance une idée plus hardie que celle de l'acquittement des dettes de l'état, par des billets qui étoient la représentation et qui devoient être le prix de ces immenses possessions domaniales et ecclésiastiques, devenues propriétés nationales. Jamais aussi de si grands, de si pressans besoins n'appelèrent une mesure si puissante et si active. Les erreurs et les crimes de dix siècles à réparer; un milliard quatre cent quarante-quatre millions empruntés dans l'espace de douze ans, à rembourser; la machine politique à soutenir, au milieu des agitations et des ruines; le trésor public à alimenter, pendant la cessation presque absolue du paiement des impôts; enfin la banqueroute à écarter et l'empire à sauver : telle étoit la tâche des représentans de la nation. Il faudroit des volumes pour présenter le double

tableau de la misère du gouvernement et des prodigieux efforts du comité des finances ; ces immenses détails excédroient d'ailleurs les bornes que nous avons dû nous prescrire. Mais il est des écrivains dont le génie égale les profondes connoissances, et qui ont le précieux talent de peindre en quelques traits ce qui paroîtroit exiger un cadre beaucoup plus étendu. De ce nombre est M. de Montesquiou, l'un des membres les plus laborieux de l'Assemblée constituante. Dans son dernier rapport, il traça ce tableau avec un pinceau digne des plus grands maîtres, et les vues d'un administrateur consommé dans cette matière. C'est servir nos lecteurs et la chose publique, que d'en emprunter ici les principaux traits.

« Ce seroit une étrange erreur de penser qu'il eût suffi de rétablir le niveau entre la dépense et la recette, pour faire cesser le désordre de nos finances et la misère des peuples. Le faux éclat du luxe de la capitale et la magnificence de nos établissemens publics, pouvoient faire illusion quelque tems encore ; mais les principes de la vie étoient épuisés. Deux impôts affreux, la gabelle et les aides,

pesoient, depuis plusieurs siècles, sur la classe indigente, sans aucune proportion avec les facultés, puisqu'ils grevoient les premiers besoins de la subsistance, à-peu-près égaux pour tous les hommes. Le tabac, besoin factice, mais placé au premier rang par l'empire de l'habitude, étoit chargé de droits qui en quintuploient la valeur; il participoit ainsi aux vices inhérens à la gabelle et aux aides; il violoit, comme eux, les premiers principes d'une juste répartition.

» Le cultivateur, écrasé d'avance par ces impôts indépendans de son travail et de ses récoltes, se voyoit encore enlever par la dîme, le cinquième de son produit net. C'est de ce point qu'il partoît pour être assujetti à l'impôt territorial, aux vingtièmes, et à l'impôt personnel. Une inégalité monstrueuse, établie en sens inverse de toutes les règles de la raison et de la morale, accordoit, pour quelques-uns de ces impôts, des titres d'exemption à l'opulent privilégié, et réunissoit le poids de toutes les charges sur le pauvre. M. Necker avoit, à la vérité, dans son premier ministère, fixé pour vingt ans le taux de la taille, et les extensions arbitraires étoient in-

terdites. Mais, malgré ce bienfait, qui n'avoit été accordé qu'à une époque où la charge étoit énorme, il étoit mathématiquement démontré que le moindre accroissement aux impôts eût peuplé le royaume de mendiants, puisque la moitié du produit des terres passoit au fisc ou à ses agens d'une manière ou d'une autre. Des vexations de tout genre, tant publiques que secrètes, des visites domiciliaires payées par ceux chez qui elles portoient la désolation, des pièges tendus souvent par les employés des fermes et de la régie, à la bonne foi et à la simplicité des contribuables, des saisies, des exécutions rigoureuses, tel étoit le fruit de notre régime fiscal, et le cortège odieux de notre administration.

» Des impôts aussi vexatoires avoient besoin d'être protégés par un code barbare. Des peines atroces poursuivoient des crimes que des loix injustes avoient créés, et si le malheureux cultivateur, à force de vertus et de privations, parvenoit à leur échapper, le strict nécessaire restoit à peine à celui dont le travail infatigable reproduisoit chaque année les premières, les véritables richesses. C'est à ces conditions qu'il étoit permis de respirer

l'air de la France sous ces cabanes qui en couvrent la plus grande partie.

» Après les travaux de la culture, l'industrie, qui emploie les matières premières, et le commerce qui en facilite l'échange, devoient être, sans contredit, les premiers objets des soins du gouvernement. La liberté est l'ame de ces deux grands moyens d'abondance et de prospérité, et par-tout le commerce et l'industrie ne rencontroient que des entraves. Les douanes intérieures, les barrières des villes, les péages multipliés sur les rivières, et d'autres sur les routes, les droits sur toutes les marchandises, les jurandes, les privilèges exclusifs, obstruoient tous les canaux, paralysoient tous les talens. Les besoins toujours renaissans du trésor public, n'avoient jamais permis, ni de sacrifier une portion de revenu, ni même de faire des essais d'un meilleur régime, au risque de retarder une perception. Les compagnies de finance, chargées de percevoir, soit à titre de ferme, soit comme simples régisseurs, avoient été assujetties à faire des avances considérables, et à fournir de gros cautionnemens. Pour être en droit de les dépouiller, il falloit

du moins être en état de les rembourser, et un gouvernement obéré ne pouvoit même en concevoir l'idée. Il étoit bien plus simple de suivre la route frayée, d'inventer de nouvelles combinaisons, et de renouveler des baux toujours plus avantageux pour le fisc et plus onéreux pour la nation. De-là résulteroit nécessairement, outre tous les autres inconvéniens politiques, celui d'une augmentation de prix sur tous les ouvrages de manufactures et sur tous les échanges. C'étoit un nouvel impôt sur le peuple déjà épuisé de tant d'autres manières.

» Les hommes qui exerçoient même fidèlement ce terrible empire sur les personnes et sur les propriétés, devoient être en bute à la haine, et ne pouvoient être défendus que par la crainte. Le peuple qui, depuis deux ans, commençoit à se douter qu'il avoit des droits, ne connoissoit alors, du gouvernement sous lequel il vivoit, que les commis des fermes qui le pilloient, et le subdélégué qui signoit le rôle des impositions, ou l'ordre de ses contraintes. Après avoir long-tems vécu sous un tel régime, l'éclair de la liberté devoit être le signal de la licence, et le naturel

dégénéré par la servitude, pouvoit facilement être entraîné à des excès. Cette réflexion seule explique tout ce que nous avons vu. Le peuple ne pouvoit voir que des tyrans dans tous ceux qui exerçoient une autorité sur lui, parce que toutes les autorités l'avoient conduit à la misère et au désespoir. L'impôt le plus juste lui rappellera long-tems encore ceux qui lui enlevoient le nécessaire. C'est l'habitude et le sentiment de son bonheur qui lui rendront sa bonté primitive, et qui allégeront pour lui le poids des charges publiques.

» Si l'on considère ensuite l'état de ce même peuple sous d'autres rapports, on ne sera plus étonné que de la patience avec laquelle tant de malheureux ont supporté la foule de maux accumulés sur leur triste existence. Comment l'habitant de nos villages soutenoit-il la vue des hommes dont le bonheur apparent contrastoit si fort avec sa misère? Ils exerçoient tous sur lui un pouvoir plus ou moins onéreux. Nous avons parlé de la vexation dirigée par les agens du fisc. Le peuple en avoit bien d'autres à supporter. Des moines, son évêque ou son curé dîmoient sa récolte; son seigneur recueilloit un ancien

droit de propriété sur son champ et sur sa chaumière ; le gibier , les pigeons de cet homme privilégié vivoient à ses dépens. Se permettoit-il quelques murmures, des gens d'affaires, des juges, des procureurs-fiscaux, des gardes - chasse lui intentotent des procès et lui enlevoient souvent les restes de l'avidité des traitans. Voilà les souvenirs que le peuple a dû retrouver à son réveil. Il faut bien lui pardonner quelques signes d'un juste, ou même d'un injuste ressentiment.

« Le gouvernement qui devoit tout vivifier par principe et même par intérêt , avoit été assez aveugle pour étouffer ainsi la reproduction jusques dans ses germes. Cependant ses revenus n'avoient jamais pu suffire à ses besoins ou réels ou supposés. L'usage du crédit public dans une certaine latitude, n'est pas fort ancien. L'art d'emprunter, celui sur-tout de combiner les emprunts, poussé dans ces derniers tems à sa perfection , a été précédé d'un système différent et au moins aussi funeste. Dès long-tems les ministres des rois ont sacrifié les générations futures aux nécessités ou aux fantaisies du moment. A l'époque dont je parle , et c'étoit le résultat

du désordre de plusieurs siècles, on avoit trafiqué, au nom du roi, de tout ce qui donnoit des droits à exercer sur le peuple. Juges, officiers supérieurs et inférieurs de cette foule de tribunaux qui existoient; chefs de l'armée, de l'administration, de la finance, gagistes de toutes les classes, domestiques même du roi et de sa famille, tous avoient été astreints à verser des sommes plus ou moins fortes dans le trésor public. La plupart des emplois rendus héréditaires pour prix de ces avances, étoient devenus le patrimoine d'un grand nombre de familles. Enfin tous ceux qui payoient, recevoient, écrivoient, comptoient, professoient un art, exerçoient un métier; tous, sans exception, avoient acheté le droit ou la permission de regagner sur le peuple avec usure, soit par des vexations, soit par des privilèges, soit par l'augmentation du prix de leur travail ou de leur commerce, ce que leur titre leur avoit coûté. L'antiquité d'un abus est une sorte de consécration : la vente d'une clientèle paroissoit aussi naturelle, aussi simple que la vente d'une terre. Lorsque l'habitude en sera effacée, on aura peine à croire qu'une

nation célèbre a vécu sous un tel régime , et qu'il étoit dans toute sa vigueur aux plus brillantes époques de son histoire.

« L'imagination la plus active n'auroit pu inventer de nouveaux moyens pour satisfaire à de nouveaux besoins. Il ne restoit plus depuis long-tems de charges à créer pour les vendre encore. La dette publique dont l'histoire et les réductions tyranniques seroient la honte de ce dernier siècle , plus encore que de tous les précédens ; la dette étoit montée à un point , qu'il n'étoit plus possible d'excéder. Au défaut d'emprunts revêtus d'un caractère public , on avoit vendu les revenus de l'année suivante ; et cette manière de consommer l'avenir à l'avance , depuis long-tems n'étoit plus un secret. Le mot d'anticipation ne présentoit plus qu'une idée commune. Enfin , à défaut d'emprunts et d'anticipations (car tout a un terme) on avoit pris le parti de retarder indéfiniment le salaire et les intérêts dus par l'état. Il n'existoit pas une partie de l'administration (la solde des troupes exceptée) où il n'y eût un arriéré de plusieurs années , dont il étoit même impossible de constater la quotité , et qui n'avoit été com-

pris par aucun ministre dans les comptes de son administration. Ceux à qui l'Assemblée Nationale a confié le soin de débrouiller ce cahos, sont tous les jours plus étonnés et de la dilapidation de l'ancien gouvernement, et de la patience de ses créanciers. Ici l'injustice étoit d'autant plus horrible, qu'elle étoit secrète, que le plus scandaleux désordre n'avoit point de limites, et qu'il ne pouvoit être arrêté par le salutaire frein de la honte.

« Telle étoit la situation des finances au premier Mai 1789, époque de l'ouverture des Etats-Généraux. On n'en connoissoit alors le délabrement général que par la différence calculée entre la recette supposée complète, et la dépense supposée fixe, c'est-à-dire, exempte de fantaisies, de besoins extraordinaires, de calamités imprévues. Cinquante-huit millions étoient en caisse. La vieille machine du gouvernement étoit encore toute entière. Le peuple commençoit à montrer de l'inquiétude, mais aucun mouvement n'en avoit été la suite. Les revenus de l'état arrivoient assez régulièrement entre les mains de ceux qui en avoient fait l'avance; et presque toujours ce qu'ils recevoient, ils le prêtoient

de

de nouveau au trésor public , jusqu'à l'année suivante. De petits emprunts ouverts avant et depuis le retour de M. Necker au ministère , tant en Languedoc qu'en Bretagne , en Provence , en Artois , etc. , apportoitent encore de tems en tems quelques supplémens au trésor public. Les paiemens de rentes constamment ralentis , ainsi que ceux des dépenses courantes , augmentoient l'arriéré , mais prévenoient l'épuisement des caisses. L'Assemblée Nationale , à peine formée , avoit consacré les droits des créanciers de l'état ; mais fidèle aux ordres de la nation , elle avoit renvoyé l'examen des finances après l'établissement des bases de la constitution.

« Le voile , prêt à se déchirer , ne l'étoit pas encore , lorsqu'une insurrection générale éclata contre un gouvernement que le peuple ne pouvoit plus supporter. D'un bout du royaume à l'autre , les barrières qui fermoient les villes , celles qui séparoitent les provinces , furent renversées. Les commis , chargés de percevoir la gabelle , les aides , le tabac , les droits d'entrées , furent chassés de leurs bureaux. On pillâ les magasins ; les denrées de contrebande pénétrèrent par-tout , et le

règne de la violence anticipa celui de la raison.

« La première opération de finances que fit l'Assemblée Nationale, fut, en rappelant les citoyens à l'ordre et à la tranquillité nécessaires à ses travaux, d'adoucir les loix fiscales si sévères sur les prohibitions, de modérer les droits les plus onéreux, et de maintenir provisoirement les autres.

» La secousse violente du mois de Juillet 1789, avoit brusquement interrompu la majeure partie des perceptions. La réduction volontaire de quelques revenus qui eut lieu peu de tems après, la nécessité de faire des achats de grains chez l'étranger, celle de faire face à des faux-frais de tout genre, épuisèrent bientôt le trésor public. Le ministre des finances fit part de ses alarmes à l'Assemblée Nationale, et proposa deux mesures de circonstances; l'une, d'un sacrifice volontaire sous le nom de contribution patriotique; l'autre, d'un emprunt qu'il jugeoit nécessaire pour passer les mois de Septembre et d'Octobre. L'Assemblée décréta les demandes du ministre; mais la contribution patriotique devoit être précédée de déclara-

tions, de formalités inquiétantes qui en retardèrent l'effet. L'emprunt, quoique fort avantageux aux prêteurs, avoit contre lui les circonstances où l'on se trouvoit. Aussi, tandis que ces ressources ne répondoient point à l'espoir de leur inventeur, la crainte qu'il ne dissimuloit pas, et qu'exagéroit le parti de l'opposition, affoiblissoit le crédit des anticipations, et tarissoit ainsi les sources où l'administration étoit accoutumée à puiser.

» La caisse d'escompte, toujours sous la sauve-garde d'un arrêt de surséance, jouissoit encore d'un crédit d'habitude. Le ministre y chercha le remplacement de tous les moyens qui lui échappoient. L'Assemblée Nationale en permit l'emploi; et quatre-vingt millions fournis en billets de caisse, joints aux foibles produits de l'emprunt national, conduisirent jusqu'à la fin de l'année.

» Dans cet intervalle, une grande question politique avoit été discutée. Les distinctions d'ordres qui partageoient les citoyens en trois castes différentes, venoient d'être abolies en même tems que le régime féodal, les privilèges des corps et ceux des provinces.

Le clergé cessant d'être une corporation, ren-
troit par une conséquence immédiate dans la
classe de tous les citoyens. Il étoit chargé
d'une fonction publique très - respectable ;
mais cette fonction ne devant occuper qu'un
certain nombre d'individus, ceux - là seuls
avoient droit à une rétribution. L'état de-
voit les payer comme il paye tous les hom-
mes employés à son service, dans des propor-
tions différentes, sans doute, mais d'après
des règles fixes et déterminées. La possession
commune du territoire ne pouvoit survivre à
la dissolution du corps, qui n'étoit possesseur
qu'à titre collectif, qui ne l'étoit qu'à con-
dition de remplir un service public, et la
propriété passoit de droit à ceux qui, désor-
mais, se chargeoient d'acquitter ce service,
c'est-à-dire, à la nation.

» Après une longue discussion, ce prin-
cipe fut reconnu, et la nation eut, tout-à-
coup, à sa disposition, un domaine immense,
qui, dès-lors, fut consacré à l'acquit de la
dette publique. C'étoit le rendre à sa desti-
nation primitive, celle de soulager les peu-
ples en éteignant des capitaux dont les inté-
rêts montoient à une somme exorbitante.

Cette reconnoissance d'un principe sévère, mais incontestable, fut taxée de brigandage et d'impiété; mais l'opinion publique l'emporta bientôt sur de vaines déclamations.

» C'est d'après les mêmes principes, que l'ancien dogme politique de l'inaliénabilité des domaines de la couronne avoit déjà été pros- crit, et que ces domaines avoient été consac- rés de même à acquitter la dette de l'état.

» L'Assemblée Nationale, comme on vient de le voir, avoit déjà infiniment amélioré le sort du peuple; elle l'avoit affranchi de la ty- rannie des fiefs et des rigueurs du code de la ferme et de la régie générale; elle avoit fait verser dans la bourse commune le produit de tous les privilèges des corps et des indivi- dus; enfin, elle avoit adouci le poids des plus odieux impôts. En réunissant au do- maine national les biens du clergé, elle put fixer un terme prochain au tribut de la dî- me; et libre désormais de disposer d'une grande richesse territoriale, elle put conce- voir des plans plus vastes, et préparer la régé- nération totale, objet de tous ses vœux.

» Le commencement de l'année 1790 ap- prochoit, les plans de l'avenir n'étoient en-

core qu'ébauchés, et le calcul des besoins de la nouvelle année se présentent d'une manière effrayante; on ne pouvoit plus compter que foiblement sur les anticipations; manquer à les payer à leurs échéances, eût été s'exposer à un bouleversement général, et contrevenir aux décrets les plus formels. Suppléer à la masse presque entière des revenus, sembloit impossible. Le ministre, frappé, comme il devoit l'être, du danger de cette position, n'y vit encore de remède que dans le crédit de la caisse d'escompte. La conversion, en annuités, de sa créance sur l'état, pouvoit l'aider à se procurer des fonds : on la lui accorda. Des mandats négociables sur un capital de quatre cens millions de domaines nationaux, pouvoient garantir la rentrée de ses avances, on les lui offrit; et sous ces deux conditions, elle s'engagea à fournir quatre-vingt-dix millions de ses billets, et à continuer d'en acquitter une portion assez considérable tous les jours jusqu'au mois de Juillet suivant, ce qui dès-lors présentait de grandes difficultés.

» La frayeur que les divisions intestines inspirent toujours, avoit fait tout-à-coup

resserrer le numéraire , et ce n'étoit déjà qu'avec de grands sacrifices qu'on pouvoit en obtenir chez l'étranger. Cependant M. Necker comptoit encore sur le secours des capitalistes. La contribution patriotique étoit regardée comme une ressource bien plus considérable qu'elle ne l'a été réellement. Enfin , on commença l'année sans avoir des notions bien nettes sur les moyens de la finir , mais avec un espoir fondé sur diverses probabilités.

» C'est à cette époque des premiers jours de 1790 , que l'Assemblée Nationale commença à s'occuper sérieusement des finances. Sa première mesure eut pour objet de connoître enfin , et de déterminer à quoi montoient les paiemens retardés dans les différens départemens. Un décret suspendit en conséquence jusqu'après la liquidation ordonnée , le paiement de ce qui étoit arriéré à l'époque du premier Janvier 1790 , excepté les rentes et la solde des troupes. Il ordonnoit en même tems qu'à l'avenir toutes les dépenses seroient mises et entretenues au courant. Un comité fut spécialement chargé de prendre connoissance de cet arriéré , d'en vé-

rifier l'état et de le présenter à l'Assemblée Nationale. Alors aussi chacune des dépenses fut l'objet d'un examen détaillé : elles éprouvèrent toutes plus ou moins de réductions. Les pensions, déjà soumises à la censure d'un comité particulier, le furent à celle du public par des états imprimés. Le compte des recettes et des dépenses de chaque mois fut exactement publié. En même tems on se mettoit en état de faire usage de toutes ces ressources, par la dépossession absolue du clergé, par la suppression de tous les ordres religieux, et par la fixation du traitement des individus ecclésiastiques. Cependant la diminution des revenus publics devenoit d'autant plus sensible, que l'on trouvoit plus de difficulté chaque mois à renouveler les anticipations. Les assignations sur les domaines nationaux, créées à la fin de l'année précédente pour en aider la caisse d'escompte, ne se négocioient pas. La contribution patriotique rentroit fort lentement. Trois mois étoient à peine écoulés, et déjà l'on avoit épuisé les quatre-vingt-dix millions de la caisse d'escompte. Il étoit évident que les moyens prévus devenoient entièrement insuffisans. L'Assemblée, qui jugeoit

bien les embarras de sa position, et qui n'en méditoit pas moins la suppression et le remboursement de tous les offices de magistrature et de finance, l'abolition de la gabelle et des anticipations, ne pouvoit plus se contenter des petits moyens provisoires qu'on ne cessoit de lui offrir. Elle avoit besoin d'un plan plus vaste; il lui fut enfin proposé.

« L'immense richesse territoriale dont la nation avoit repris la possession, lui offroit des capitaux disponibles et de grandes valeurs à réaliser. Mais c'étoit une mine à exploiter plus qu'un secours actuel, et c'étoit sur-tout aux besoins du moment qu'il étoit aussi important que difficile de parer. Le sort entier de la révolution tenoit à ce que le service du trésor public ne fût pas un seul jour interrompu. On avoit déjà décrété au mois de Décembre que quatre cents millions de domaines nationaux seroient mis en vente; leur produit devoit acquitter les avances de la caisse d'escompte et suppléer aux recettes. Mais, pour accélérer l'effet de cette première résolution, on avoit suivi la marche usitée d'après les principes de notre ancienne finance. C'étoit des anticipations que l'on avoit tirées

sur des ventes éventuelles. Elles supposoient une négociation d'effets, mais ceux-là n'ayant pas une échéance fixe, n'étoient pas négociables. Cette opération laissoit le trésor public à la merci des capitalistes, qui auroient bien su obtenir à vil prix des valeurs aussi peu recherchées, et qui en auroient à peu de frais envahi le gage. Depuis cette première disposition toute routinière, les circonstances étoient bien changées. On voyoit évidemment qu'au milieu des contradictions et des résistances, on ne triompheroit pas de tant d'obstacles, sans s'être mis, par des mesures d'un ordre supérieur, au-dessus de tous les embarras que les ennemis de la révolution auroient à tout moment l'art de reproduire.

» Il falloit se frayer une route nouvelle et grande comme les circonstances où l'on se trouvoit. C'est alors qu'on osa faire entendre une vérité palpable pour tout esprit dégagé de préjugés. On osa dire que s'il étoit impossible de mettre tout-à-coup en circulation le prix du territoire dont l'aliénation étoit décrétée, on pouvoit, par l'effet de la volonté générale, créer des signes représentatifs de sa valeur, qu'on pouvoit les distribuer avec la

certitude qu'ils participeroient à la réalité évidente de leur gage, qu'ils partageroient la confiance accordée aux signes métalliques, et qu'après avoir, comme ces derniers, vivifié la circulation, ils finiroient par se convertir, en faveur de leurs possesseurs, dans les domaines eux-mêmes qu'ils avoient représentés. Alors, au lieu de posséder une masse d'immeubles d'un débit lent et difficile, au lieu de se traîner languissamment à la poursuite de ces secours incertains qui perpétuoient l'ancien désordre, l'Assemblée Nationale, par l'effet d'une seule résolution, s'affranchissoit de toutes ses entraves, pouvoit attaquer à-la-fois tous les abus destructeurs, et s'élever à la hauteur de ses conceptions.

» Cette courageuse proposition devoit être vivement contredite. Quelques personnes confondoient de bonne foi le papier-monnaie, si justement proscrit par tous les écrivains politiques, avec un papier portant une hypothèque spéciale. Ellés en concluoient l'augmentation subite du prix des denrées les plus nécessaires, la cessation de notre commerce, la destruction de nos manufactures, enfin la banqueroute. D'autres, parmi les

nelle à l'impôt territorial. Différens comités étoient en même tems chargés des plus importants travaux; l'un, de préparer le système entier des contributions publiques; un autre, de diriger et d'accélérer la vente des biens nationaux; un troisième, de rassembler les matériaux nécessaires à la liquidation de tous les offices de judicature; un autre enfin, de recueillir toutes les pièces qui constatoient la dette de l'état ».

C H A P I T R E X I I I.

Du livre rouge. Sa publication. Des ordonnances au comptant. Bureau de trésorerie proposé par M. Necker. Ses scrupules sur les assignats. Leur première émission. vains efforts pour les discréditer.

EN approufondissant les causes de cet énorme déficit contre lequel l'Assemblée Nationale avoit eu principalement à lutter dans l'immense carrière qu'elle avoit parcourue jusqu'à cette époque, on découvroit tous les jours de nouvelles déprédations, on dévoiloit de nouvelles turpitudes. Depuis vingt ans surtout les ministres exploitoient la France comme une mine inépuisable, la travailloient chacun à leur manière, et pour reculer le moment de crise, employoient tous les palliatifs les plus propres à l'accélérer et à le rendre plus terrible. Depuis plusieurs années on ne doutoit plus à la cour qu'il ne fût enfin près d'arriver. Les favoris eux-mêmes persuadés que tant de profusions finiroient par amener une réforme complète,

ou craignant qu'un ministre vertueux ne voulût un jour les forcer à dégorger l'or qu'ils avoient englouti, songèrent à mettre à couvert le prix de leurs bassesses. Les uns firent convertir leurs pensions en un capital payé par le trésor royal ; d'autres les firent recevoir comme argent effectif dans les emprunts ; quelques-uns poussèrent l'impudence jusqu'à faire des soumissions pour ces emprunts et à se faire payer ensuite l'intérêt des sommes qu'ils avoient promises, mais qu'ils n'avoient pas versées dans les caisses de l'état. On apprit qu'il existoit un registre particulier de ces iniquités, sous le nom de *livre rouge*, et on résolut de se le procurer.

Les premières instances furent inutiles. Ce livre contenoit les déprédations commises sous Louis XV ; et le roi, par respect pour la mémoire de son ayeul, répugnoit à dévoiler lui même les crimes du dernier regne. Il céda cependant et consentit à en donner connoissance aux commissaires du comité des pensions, sous la seule condition que l'inquisition ne s'étendrait pas au-delà de son regne.

La première communication leur en fut

donnée chez M. Necker en présence de M. de Montmorin, le 15 Mars après midi. Le ministre des finances leur ayant rappelé le desir du roi, que l'on ne prît aucune connoissance de la dépense secrète de son ayeul, les membres du comité, fidèles aux principes de l'Assemblée Nationale, s'abstinrent d'y porter leurs regards, et commencèrent la lecture du registre au premier article du règne actuel. Cette lecture finie, le comité demanda que ce livre lui fût envoyé au lieu de ses assemblées, pour y être examiné librement, et pour que ses membres pussent prendre toutes les notes qu'ils jugeroient à propos. Il fut convenu que la portion qui avoit rapport au règne de Louis XV. seroit scellée d'une bande de papier. On lui accorda sa demande, et il commença par s'assurer qu'il étoit sans altération et dans toute son intégrité.

Ce livre fameux est un registre de dépenses composé de cent vingt-deux feuillets, relié en maroquin rouge. On a employé pour le former du papier de Hollande de la belle fabrique de D. et C. Blauw dont la devise empreinte dans le papier est *pro patria et libertate.*

Les dix premières feuilles renferment des dépenses relatives au règne de Louis XV, les trente-deux qui suivent appartiennent au règne du roi ; le surplus est en blanc. Le premier article en date du 19 Mai 1774, porte 200,000 l. pour une distribution faite aux pauvres à l'occasion de la mort du feu roi. Le dernier article en date du 16 Août 1789, énonce la somme de 7500 liv. pour un quartier de la pension de madame d'Ossun.

Chaque article de dépense est écrit de la main du contrôleur général, et ordinairement paraphé de la main du roi : le paraphe est une L avec une barre au-dessous. Ainsi ce livre porte successivement l'écriture de MM. l'abbé Terray, Turgot, de Clugny, Necker, Joly de Fleury, d'Ormesson, de Calonne, de Fourqueux, Lambert et Necker. En général les articles de la même main sont sous une même suite de numéros ; et lorsque l'administrateur cesse d'être en fonction, il y a un arrêté quelquefois de la main du roi, quelquefois de la main du ministre, avec la signature entière du roi. Parmi les articles de MM. Turgot, de Clugny et de Fleury, il s'en trouve quelques-uns qui ne sont pas paraphés.

Le total des sommes portées sur le livre rouge depuis le 19 Mai 1774 jusqu'au 16 Août 1789, monte à 227,985,517 liv. Le comité divisa le total en plusieurs chapitres. — Aux frères du roi. — Dons et gratifications. — Pensions et traitemens. — Aumônes, indemnités, avances et prêts. — Acquisitions, échanges. — Affaires des finances. — Affaires étrangères et postes. — Dépenses diverses. — Dépenses personnelles au roi et à la reine.

La partie de ces dépenses qui fixa le plus les yeux du public, fut avec raison celle des secours extraordinaires accordés par le roi à ses frères. Sous le ministère seul de M. de Calonne, MONSIEUR avoit touché treize millions huit cens vingt-quatre mille deux cent onze livres, et M. d'Artois quatorze millions cinq cent cinquante mille livres, ce qui forme un total de vingt-huit millions trois cent soixante-quatre mille deux cent onze livres. Un travail très-curieux de M. de Calonne en faveur de M. d'Artois, présenté au roi le 28 Septembre 1783, relaté à la suite de ce chapitre, prouve qu'outre la somme précédente, ce prince avoit touché pour ses dettes sept millions cinq cens mille livres, ce qui porte

les sommes qu'il a puisées dans le trésor public à vingt-deux millions cinquante mille livres , indépendamment des rentes viagères d'un million par an.

Dans ce mémoire on porte les dettes du prince à quatorze millions six cents mille livres, non compris des rentes viagères montant à neuf cents huit mille sept cents livres. Pour faire face à cette dette, le ministre proposoit au roi de payer quatre millions en 1784, et les onze millions sept cents mille livres restans en sept paiemens de seize cents mille livres d'année en année, hors le dernier de douze cents mille livres. Total quinze millions. Le motif que M. de Calonne présentoit au roi pour l'engager à payer ces énormes dissipations, étoit *l'importance d'assurer la tranquillité du prince*, et la promesse qu'il faisoit de ne plus contracter de dettes. Il eut au moins la pudeur de demander *un secret absolu sur ces arrangements*.

Les chapitres des dons et gratifications, pensions et traitemens, et sur-tout celui des acquisitions et échanges, présentent une suite de gaspillages et d'escroqueries aussi honteux pour les ministres qui en étoient les com-

plices ou qui les toléroient , que pour les vils courtisans qui en profitoient (a). C'est sur ce livre dont le souvenir rappellera long-tems et l'affreuse insouciance de l'ancienne administration , et l'insatiable avidité de cette foule de superbes mendiens et de favoris de toutes les espèces , qu'étoit portée la dépense de trois cens mille livres qu'il en coûtoit annuellement à la France pour que le gouvernement pût trahir la foi publique en violant le secret des lettres , et les satrapes de la cour épier les confidences les plus intimes des parens et des amis , afin d'assurer leur ambition inquiète et d'immoler à leurs caprices tout ce qui pouvoit leur porter ombrage.

Le public n'avoit pu voir sans indignation cette liste de déprédateurs qui dévoroient la substance du peuple. Mais il fut bien plus étonné quand la publication du *livre des décisions* vint lui montrer pour huit cens soi-

(a) Il faudroit copier le livre entier pour suivre le cours de ces criminelles dilapidations. Nous nous bornerons à en citer un seul article ; c'est un don de douze cents mille livres fait à M. de Polignac , en récompense de ses services.

xante millions d'ordonnances au comptant dans l'espace de huit ans. Ces ordonnances de comptant avoient été originairement adoptées pour faire acquitter par le trésor royal des dépenses dont il ne fournissoit ni les détails ni les quittances à la chambre des comptes. L'objet primitif de cette marche étoit de ne pas donner de publicité à des dépenses qui, par leur nature, paroissent devoir demeurer secrètes, telles que plusieurs de celles des affaires étrangères. Cette forme qui donnoit beaucoup de simplicité et de rapidité à la comptabilité, la fit étendre dans la suite à plusieurs objets sur lesquels le secret n'étoit pas regardé comme nécessaire, mais dont la forme auroit pu susciter des délais ou des obstacles de la part de la chambre des comptes. Le montant de ces ordonnances s'éleva à cent seize millions en 1779 sous le premier ministère de M. Necker, et l'état qu'il en fit imprimer, ne présente guère de sujet à la censure. Mais il faut convenir que cette méthode offroit beaucoup de facilités pour voiler des brigandages et des dilapidations. Ce ministre le sentit lui-même, et lorsqu'il fut rappelé à l'administration, il prit le sage parti de les

réduire; elles ne furent en effet portées qu'à douze millions en 1789.

La mésintelligence survenue à ce sujet entre le ministre des finances et le comité des pensions, et une espèce de querelle peu convenable de part et d'autre qui en fut la suite, porta une grande atteinte à la popularité déjà très-ébranlée du premier. Placé entre les aristocrates qui le dénigroient, et les zélateurs ardens de la liberté qui le jugeoient avec une rigueur quelquefois injuste, le critiquoient et le harceloient de mille manières pour diminuer, disoient-ils, le danger de l'idolâtrie du peuple, il ne put résister long-tems au choc combiné des deux partis. D'ailleurs uniquement occupé de subvenir aux besoins du moment, il n'osa concevoir un plan complet et régénérateur des finances, et il faut convenir que les réparations partielles qu'il ne cessoit de proposer pour étayer la vieille machine du trésor royal, ne pouvoient suffire ni à l'espérance, ni aux besoins de la nation, et n'étoient point assorties aux principes et à la marche de la révolution.

Au milieu de cette crise violente, M. Necker ne vit de ressources que dans la formation

d'un bureau de trésorerie, qui, sous l'approbation et l'autorité du roi, fixeroit toutes les dépenses journalières, détermineroit tous les modes de paiement, surveilleroit toutes les recettes, dirigeroit enfin toute l'action du trésor public, sans aucune exception ni réserve. Mais une disposition qui lui paroissoit essentielle, étoit que la plupart des commissaires de la trésorerie fussent pris dans le sein de l'Assemblée Nationale. Il y trouvoit l'avantage de commander à l'opinion publique, d'éclairer plus particulièrement le corps législatif sur la marche de l'administration, et de prévenir par des explications que ses propres membres pourroient toujours donner à l'instant, des discussions qui faisoient perdre un tems précieux, arrêtoient l'action du gouvernement et altéroient le crédit qu'il étoit si essentiel de maintenir et de fortifier.

Cette mesure qui pouvoit être sage en elle-même, étoit en ce moment une grande faute de politique de la part du ministre. Il ne pouvoit ignorer combien la défiance si nécessaire et si active, sur-tout dans les premiers momens de la conquête de la liberté, étoit facile à irriter dans cette Assemblée. Elle avoit déjà

décidé par un décret qu'aucun de ses membres ne pourroit dans le cours de la session accepter de place du pouvoir exécutif, même en donnant leur démission, et MM. de Biron, le Coulteux, Nourrissart et Volney qui avoient antérieurement été nommés à des places considérables, s'étoient empressés de rendre hommage à la loi en y renonçant. Loin de consentir que ses membres pussent être associés au ministère, elle se refusa constamment, malgré toute l'éloquence de M. de Mirabeau, à leur accorder voix consultative. C'étoit donc s'exposer à une improbation éclatante que de lui demander de revenir sur un décret qu'elle regardoit comme indispensable pour assurer les principes de la constitution au moment où elle en posoit les bases; et s'il étoit un département pour lequel elle eût voulu faire une exception, ce n'étoit assurément pas celui des finances.

Une faute plus grave est de n'avoir pas, dans le principe, proposé lui-même et soutenu avec force la grande et importante mesure des assignats. On ne peut le soupçonner de n'avoir pas aperçu toute l'étendue de cette ressource; mais toujours retenu par des considérations

sidérations plus spécieuses que réelles , et une espèce de prédilection d'habitude pour la caisse d'escompte , il hésitoit sans cesse et n'eut pas le courage de donner à l'opinion cette impulsion puissante qui eût peut-être ressuscité le crédit et l'auroit sauvé lui-même.

Nous pensons comme lui , que la morale doit être la base de la politique , que toute opération qui la viole , est essentiellement funeste et doit être proscrite. Mais assurément il falloit être bien scrupuleux pour avoir des doutes sur la moralité de l'émission d'assignats hypothéqués sur un objet réel , sur le produit de la vente des biens ecclésiastiques et domaines nationaux , et sur le produit du rachat des rentes et droits dépendans de ces propriétés. La désignation des objets qui devoient être mis en vente les premiers , n'ajoutoit aucune valeur à celle de ce gage inappréciable. La seule mesure nécessaire étoit de rendre libres de toute hypothèque étrangère les immeubles que représenteroient ces assignats , afin que ceux qui en seroient nantis n'éprouvassent aucune crainte sur les portions de propriété représentées par les effets dont ils seroient porteurs. C'est ce qu'avoit fait

l'Assemblée en adoptant le projet du comité des dîmes.

Le ministre paroissoit effrayé de l'idée d'une création de billêts circulans , assez vaste pour satisfaire à-la-fois tous les besoins du trésor public ; et l'Assemblée elle-même partageoit ses craintes à ce sujet. Cependant les circonstances étoient pressantes, et des demi-mesures eussent été plus dangereuses qu'utiles. De plus on n'ignoroit pas que la quantité de numéraire n'avoit jamais été dans le royaume en proportion avec les besoins de l'agriculture et du commerce , que ces besoins étoient encore augmentés par la disparition des métaux monnoyés, et qu'une abondante expansion des richesses nationales devenoit indispensable pour raviver les sources taries de la prospérité publique. Mais on étoit si étonné de ces idées, que l'on ne crut pouvoir forcer le cours des assignats qu'en leur attachant un intérêt, ce qui étoit évidemment contradictoire à l'idée de monnoie qui emporte essentiellement l'idée de *mesure* et de *gagé de valeur*. Il est vrai que , sur la demande du commerce , on réduisit cet intérêt à trois pour cent, qu'il fut gradué jour par jour, et qu'on

remboursa sur-le-champ les billets de caisse servant d'assignats et qui étoient chargés de cinq pour cent d'intérêt.

Une des craintes qui paroissoit affecter le plus le premier ministre, et dont les troubles et les défiances que les ennemis de la chose publique ont su entretenir si long-tems, n'ont que trop réalisé les conjectures, c'étoit de voir, par le discrédit des assignats, les habitans de Paris et des provinces, associés inégalement et selon le hasard de leur position, aux inconvéniens attachés à la circulation des billets de caisse, inconvéniens bien dissemblables, selon qu'on est soi-même débiteur ou non. « Il faut donc, dans une pareille circonstance, disoit-il, partager les sacrifices et les adoucir autant qu'il est possible ».

Rien ne pouvoit alors paroître moins vraisemblable qu'un tel événement. Les domaines nationaux étoient, au premier aperçu, évalués à deux milliards, et une connoissance plus approfondie de leur valeur fit présumer depuis qu'elle pourroit approcher et peut-être excéder celle de quatre milliards. Chaque assignat, aux yeux de tout homme de bonne-

foi, représentant une portion de ces biens; un champ, un pré, une vigne, une maison, étoit vraiment la monnoie et le contrat de cette portion territoriale qui en répondoit. Discréditer l'assignat étoit donc discréditer l'arpent de terre, l'édifice qu'il représentoit, ce qui paroissoit impossible sans un prodige de malveillance ou de stupidité, contre lequel venoient se briser toutes les armes du raisonnement. L'Assemblée n'étoit pas obligée d'opposer prodige à prodige, pour opérer la conviction, et dans tous les cas, entre la banqueroute et la ruine de la nation, et les pertes résultantes du déchet de sa monnoie, il n'y avoit pas à balancer.

Les ennemis de la liberté sentirent bien que le succès de cette opération renverseroit infailliblement leur plus chère espérance, celle de forcer la banqueroute; aussi combattirent-ils ce projet avec la plus grande vigueur dans l'Assemblée Nationale, et n'omirent-ils rien, même après le décret, pour faire échouer cette mesure. Les brochures, les libelles, les pamphlets furent répandus sur toute la surface de l'empire. M. Bergasse aussi voulut éclairer la France sur le danger

de la dernière et seule ressource qui lui restoit, et la soulever contre ce *papier-arpent* ; mais il le confondit avec les billets du système de Law, ce qui lui valut un nouveau brevet d'extravagance. L'instruction de l'Assemblée Nationale fit cesser les bourdonnemens de tous ces insectes, et les municipalités se présentèrent en foule pour faire leurs soumissions à l'effet d'acquérir des portions considérables de ces biens. Celle de Paris, qui avoit eu le mérite de presser cette vente, eut aussi l'avantage de donner l'exemple et de souscrire pour un achat de deux cens millions.

C H A P I T R E X I V.

Désordre de l'administration de la ville de Paris. Mouvemens contre révolutionnaires excités à Lyon. Moyens employés pour ébranler le patriotisme de l'armée, jeter la division dans les régimens. Conspiration Maillebois, Bonne-Savardin. Complicité de M. Guignard de Saint-Priest.

CETTE première émission d'assignats délivra le trésor public des inquiétudes dont l'environnoient mille besoins, qui devenoient sans cesse plus pressans, et donna à l'Assemblée Nationale plus de tranquillité et de hardiesse dans ses opérations. Mais tandis qu'elle organisait les diverses parties de l'administration générale, mille désordres particuliers se succédoient dans toute l'étendue du royaume, et sembloient devoir le replonger dans l'anarchie. La licence des écrits ne connoissoit plus de bornes, et propageoit, au grand détriment de la chose publique, la licence des opinions. Un de ces écrivains frénétiques gagés par les ennemis de la liberté

pour la détruire à force d'excès , Marat qui sembloit n'avoir pris le nom d'ami du peuple que pour le trahir et le perdre plus sûrement, en lui prêchant sans cesse au nom de la patrie la violence, le meurtre et l'incendie, avoit été décrété de prise-de-corps par le châtelet. Après trois mois de silence, ce tribunal fut pressé par les chefs de l'administration de mettre à exécution ce jugement.

Ce n'étoit pas chose facile. Le district des Cordeliers , sur lequel résidoit Marat, affectoit la souveraineté. Il s'étoit érigé en juge des tribunaux, et aucune sentence ne pouvoit être exécutée dans son enceinte sans le *visa* de quatre commissaires nommés à cet effet. Il fallut commander un bataillon entier de gardes nationales et un corps de cavalerie pour donner aux huissiers les moyens de remplir leur commission. Ils se présentent au domicile de ce particulier : un corps-de-garde placé dans la maison les arrête et les invite à requérir le *visa* des *conservateurs de la liberté*. Les commissaires arrivent, l'affaire est discutée ; le *visa* et les signatures étoient déjà posés. Le district s'assemble, le *visa* est biffé. On déclare par un arrêté,

qu'on s'opposera à son exécution , et des commissaires sont nommés pour en référer à l'Assemblée Nationale. Les huissiers se retirent et vont rendre compte de leur mission au lieutenant criminel et au commandant général. Cependant l'Assemblée déclare mal fondée l'opposition du district , et les huissiers reçoivent un nouvel ordre de retourner au domicile de l'accusé. Le commandant du bataillon du district des Cordeliers fit alors, sur leur réquisition , retirer les sentinelles , et les officiers du tribunal entrèrent dans la maison où l'on juge bien qu'ils ne trouvèrent personne. Cette affaire qui se passoit vers la fin de Janvier , excita une grande rumeur. On ne parla long-tems que de cette violation de territoire. On eût dit que le bataillon du district des Barnabites étoit un corps de troupes Sardes ou Autrichiennes qui avoit fait une invasion sur les frontières du royaume.

Un autre événement excita une nouvelle fermentation. Le président de ce district , M. Danton , dont le caractère fongueux faisoit redouter l'influence , fut accusé d'avoir dit à l'Assemblée , le jour que l'on fit des recherches chez M. Marat : « Eh bien , s'il

le faut, nous ferons venir le fauxbourg Saint-Antoine ». — Le châteleet oublia comme l'avoit fait le district lui-même, quelles étoient les limites de sa juridiction, et comme si les membres d'une assemblée légale pouvoient être justiciables d'un tribunal, à moins de lui être dénoncés par cette assemblée elle-même, il osa lancer contre ce citoyen un décret de prise de corps. L'indignation fut universelle, et le district le ramena aux principes par un arrêté très-bien motivé, et par une adresse à l'Assemblée Nationale.

La ville de Paris se trouvoit vraiment alors sans gouvernement. Ce n'étoit pas faute d'administrateurs; au contraire, on ne voyoit qu'assemblées délibérantes : vingt autorités rivales s'élevoient les unes à côté des autres, et se croisoient dans tous les sens. Les districts envoyoient inscrire des protestations jusques sur le registre des représentans; une espèce de commune, sous le nom du comité central, s'étoit établie à l'archevêché et censuroit la commune de l'hôtel-de-ville. Bientôt le bureau municipal se sépara de l'assemblée générale dont il n'étoit que l'agent, et se donna le nom de municipalité : il n'y avoit

plus de centre de pouvoir, et le 9 Avril, les deux cents quarante représentans de la commune, considérant les dangers qui devoient résulter pour la capitale, de la confusion de toutes les autorités, et espérant qu'une nouvelle élection pourroit les ramener à un centre commun, arrêtèrent de donner collectivement leur démission. Cependant en exécution des décrets de l'Assemblée Nationale, et pour ne pas exposer la chose publique, ils résolurent de continuer leurs fonctions, jusqu'à ce qu'ils fussent légalement remplacés. Deux ou trois districts seulement adhérèrent à cet arrêté; quelques-uns rappelèrent leurs députés sans leur donner de successeurs; le plus grand nombre déclara que les deux cent quarante n'avoient pas eu le droit de faire cette démarche, et leur enjoignit de rester à leur poste jusqu'à l'organisation définitive de la municipalité.

L'intérieur du royaume n'étoit guère plus tranquille. On travailloit depuis long-tems les provinces méridionales, et dans plusieurs villes l'opulente aristocratie fatiguoit sans relâche le patriotisme des citoyens, et provoquoit des rixes, qui toute fatales qu'elles lui

étoient presque toujours , ne pouvoient la corriger de son insolence. Dès le commencement de la révolution , la diversité de sentimens s'étoit manifestée très-ouvertement à Lyon , et comme il arrive presque toujours , la résistance qu'opposèrent les deux partis , augmenta l'attachement de chacun à ses opinions , et son éloignement pour ses adversaires. On sentoît l'avantage de pouvoir établir dans une ville aussi riche et aussi peuplée une espèce de chef-lieu et de capitale du parti contre-révolutionnaire. Pour y parvenir , il falloit avoir une municipalité qui fût dans les mêmes principes et écarter par la terreur les patriotes des places de l'administration : voici comment on s'y prit. Il s'étoit formé à Lyon , en 1789 , une troupe de sept à huit cents volontaires , qui , revêtus d'un uniforme particulier et formés par quelques suisses aux exercices militaires , s'étoient répandus dans les divers quartiers , et faisoient le service avec la milice bourgeoise , mais sans se confondre avec elle , et sous les ordres de leurs officiers particuliers. Cette distinction et le dédain qu'ils affectoient pour la milice excita entre les deux corps une division que l'on regarda :

comme très-favorable au projet que l'on méditoit , et l'on eut soin de l'entretenir au lieu de la faire cesser.

M. Imbert, premier échevin, qui commandoit en l'absence du prévôt des marchands, n'avoit pas eu de peine à captiver , par des marques de bienveillance, l'attachement d'une jeunesse naturellement confiante. Ce commandant ne passoit pas pour ami de la révolution , et le dévouement que lui montraient les volontaires , augmentoit la défiance et les soupçons.

Sur ces entrefaites , les représentans des gardes nationales dauphinoises, provençales, languedociennes et vivaraïses se rendirent au nombre de douze mille sous les murs de Valence, et formèrent une des premières confédérations en faveur de la liberté. Les volontaires de Lyon furent invités à cette fête patriotique ; ils prirent l'avis du consulat qui fut pour la négative , et ils avouèrent qu'il n'avoit fait que confirmer la disposition où ils étoient eux-mêmes.

Ces sentimens anti-civiques excitèrent le mécontentement des bourgeois , qui envoyèrent une députation à M. Imbert pour le prier
de

de ne jamais les faire relever au poste de l'arsenal par des jeunes gens, pour la plupart étrangers, qui auroient dû se ranger sous leurs drapeaux s'ils n'avoient eu que le même intérêt. L'aigreur que mit le commandant dans ses réponses, irrita les esprits. Le dimanche 7 Février, le bruit se répandit que les volontaires devoient venir s'emparer du poste. Quatre capitaines de la milice bourgeoise accourent chez M. Imbert pour lui représenter les malheurs qui pourroient en résulter : les attroupemens commençoient déjà. Il donne sa parole de ne les y point envoyer. Ces officiers retournent au quartier pour calmer l'effervescence, et engager la multitude à se retirer. Elle n'étoit pas encore dissipée, que l'on voit arriver en armes cent cinquante volontaires. Ce nombre extraordinaire pour relever un poste de quatorze hommes, paroît annoncer des vues hostiles. On accourt, on s'attroupe autour d'eux. A l'entrée de la rue de l'arsenal, ils font halte, chargent leurs fusils et se présentent au poste. On refuse de les reconnoître : ils se rangent en bataille vis-à-vis. Le peuple indigné les charge d'injures et de

menaces. Alors ils s'ébranlent et se divisent pour retourner sur leurs pas; mais soit frayeur, soit pétulance de jeunesse, plusieurs d'entr'eux en se retirant font feu sur la multitude. Le peuple entre en fureur; dans un instant l'arsenal est forcé, et quarante mille fusils arment ses mains. Les volontaires sont vivement poursuivis, deux sont jetés à la rivière; la fuite la plus rapide peut seule soustraire les autres à la mort.

Le régiment d'Ambert suisse, caserné auprès de la ville et en possession de quelques postes, reçoit ordre de marcher au secours des volontaires : il obéit. Le peuple auquel on l'avoit rendu suspect, l'assaille d'une grêle de pierres; et tire sur cette troupe plusieurs coups de fusil; le sang coule et crie vengeance. *Point de vengeance*, disent les officiers, et ces braves soldats endurent comme s'ils étoient insensibles, les violences et les outrages de la multitude. Le soir, quand l'orage parut apaisé, le commandant en rentrant chez lui est lâchement sabré : délivré par de braves citoyens des mains des assassins, il a la courageuse prévoyance de les prier de cacher cet événement à sa troupe. M. Im-

bert s'enfuit ou se cache , et peu de tems après , on remplace par une municipalité patriote le consul et les échevins.

Dans le même tems , on s'occupoit à mettre le désordre dans les régimens , à les armer les uns contre les autres , et sur-tout contre les gardes nationales , et à les forcer à se débander afin de pouvoir réunir dans la capitale et aux environs les soldats de la contre-révolution. On commençoit à distribuer ces fameuses cartouches jaunes à l'aide desquelles on parvint à exclure des régimens ceux qui osoient se montrer amis de la constitution et de la liberté ; on faisoit venir des armées de mendiants étrangers , et l'on ne voyoit sur les chemins que de longues files de vagabonds sardes , piémontois , napolitains qui couroient à Paris comme des chiens affamés qui vont à la curée. On dégarnissoit de troupes les places frontières ; on employoit les plus criminelles manœuvres pour soulever les garnisons. A Metz , à Saumur , à Vitry-le-François , on les excita à la révolte ; à Lille , quatre régimens furent mis en état de guerre par l'adresse perfide de MM. Livarot et Noyelles qui ne cherchoient qu'à commencer une guerre générale

par des querelles particulières. Les régimens *Royal des Vaisseaux* et *la Couronne* étoient connus par leur patriotisme ; on sema la zizanie entre ces deux corps et les soldats de *Colonel-Général* et de *Normandie-Chasseurs* ; on échauffa ces derniers par la boisson , on répandit avec profusion parmi eux des billets imprimés sur lesquels étoient ces mots : *Le roi est prisonnier à Paris , et nous ne le sauverons pas !*

Il ne fut pas difficile de faire éclater des divisions habilement fomentées. Après plusieurs combats particuliers, les deux partis firent feu par pelotons l'un sur l'autre dans plusieurs rues de Lille. Le 8 Avril, vers le soir , *Royal - Vaisseaux* et *la Couronne* se rangèrent en bataille sur la place, *Colonel-Général* et *Normandie* sur l'esplanade : on s'attendoit à une action générale , lorsque les deux derniers se retirèrent avec M. Livrot à la citadelle ; et les deux premiers reçurent ordre de sortir de la ville. Mais dix mille citoyens prennent les armes , et déclarent qu'ils ne souffriront pas que ces guerriers patriotes abandonnent leur défense. Des négociations s'entament ; la plus grande partie de *Colonel-*

Général qui n'avoient marché qu'à regret contre leurs frères, reconnoissent qu'ils ont été induits en erreur par des traîtres, déclarent qu'ils ont fait serment à la nation, à la loi et au roi, et qu'ils défendront la liberté et la constitution jusqu'au dernier soupir. Bientôt la paix est générale, et M. de Livarot arrêté par ses propres soldats, est constitué prisonnier dans la citadelle, où il demeure jusqu'à ce qu'un ordre du roi le rappelle à Paris pour y rendre compte de sa conduite. Plusieurs officiers s'enfuirent à Tournay, et furent remplacés sur-le-champ par des soldats nommés par leurs camarades.

On commençoit alors à concevoir les soupçons les plus graves contre le ministère. On ne croyoit plus ni au patriotisme de l'archevêque de Bordeaux, ni à celui de M. de La-tour-Dupin, et l'on avoit plus que des doutes sur la loyauté de M. de Saint-Priest; on lui donna même en plusieurs occasions des témoignages non équivoques de la défiance qu'il inspiroit. Il avoit donné ordre à M. d'Hervilly, colonel du régiment de Rohan, de réunir et faire mouvoir les divers corps rassemblés en Bretagne. Le but de ces mou-

vemens étoit , disoit-il , la nécessité de réprimer les brigands qui infestoient la province. Mais les Nantais à qui cet officier notifia ses pouvoirs , craignant que l'on ne voulût former des cantonnemens pour réunir sur divers points des forces militaires auxquelles il seroit ensuite difficile de résister , lui firent observer qu'il n'y avoit en Bretagne ni troubles , ni brigands , et que par conséquent il étoit inutile de former des camps volans. Ils ne lui dissimulèrent même pas que sa mission leur étoit très-suspecte , et M. d'Hervilly ne crut pas devoir passer outre. On va voir si leur défiance de M. de Saint-Priest étoit exagérée.

C'étoit à-peu-près à cette époque que le comité des recherches recueilloit les premières preuves de la conspiration de M. de Maillebois. Des avis venant de Nice et de Turin lui en avoient tracé les principaux articles. La dénonciation qui lui en fut faite par M. Massot de Grand-Maison , secrétaire de ce général , et l'arrestation de M. Bonne-Savardin , principal agent des conjurés , ne lui laissèrent bientôt plus de doute sur le crime et sur ses auteurs.

M. de Bonne , né sujet du roi de Sardaigne ,

étoit venu chercher fortune au service de France. Attaché à M. de Maillebois, il l'avoit suivi en Hollande et étoit revenu à Paris avec lui. En Juillet 1789, il avoit été employé dans l'armée de Broglie, et il paroît que depuis ce tems il fonde toutes ses espérances sur la contre-révolution. Un livre-journal sur lequel il avoit coutume d'inscrire toutes ses démarches, et qui fut saisi dans ses bagages, apprend que depuis la révolution il alloit voir continuellement M. de Maillebois, soit à Paris, soit à Thury. Il voyoit aussi de tems à autre M. l'ambassadeur de Sardaigne où il ne paroît pas qu'il allât précédemment, du moins suivant ce livre-journal qui commence au premier Février 1788, et presque jamais il ne manquoit, soit en allant chez cet ambassadeur, soit en revenant, de passer chez M. de Maillebois.

Ce dernier avoit la confiance des princes, et on assure que M. d'Artois le proposa au roi lors du blocus de Paris. Mais le choix de sa majesté étoit déjà fixé sur M. de Broglie. Aussi décrié par son ambition et sa cupidité, que renommé pour ses talens militaires, il crut devoir saisir l'occasion favorable de

regagner par une trahison le bâton de maréchal de France, qu'une trahison l'avoit empêché d'obtenir, et d'effacer par un crime heureux le déshonneur dont il avoit souillé ses lauriers. Ennemi juré du maréchal de Broglie, peut-être compta-t-il aussi pour quelque chose le plaisir d'humilier par les succès qu'il se promettoit, un rival qui avoit échoué dans une pareille entreprise. Quoi qu'il en soit, voici le plan dont il devoit diriger l'exécution, et sur lequel M. Bonne-Savardin entama les négociations à Turin au commencement de Mars 1790, tel qu'il fut remis au comité des recherches par M. Massot de Grand-Maison.

Précis du mémoire copié par M. Massot, sur l'original de M. de Maillebois.

Le 22 Février dernier, il est parti pour Turin un courrier chargé de différentes dépêches, entr'autres, d'une lettre adressée à M. le comte d'Artois, dans laquelle il est prié de donner croyance et confiance au *courrier* (a) sur les objets dont il lui fera les propositions.

(a) M. de Maillebois est désigné dans ce mémoire sous le nom d'un militaire, & M. de Bonne-Savardin, sous celui d'un *courrier*.

Voici un résumé très-succinct des principaux articles contenus dans l'instruction du courrier.

Un *militaire* éclairé offre à M. le comte d'Artois ses services pour le faire rentrer en France d'une manière convenable à sa dignité (au cas que le prince n'eût pas d'autres vues). Ce militaire, qui croit la chose possible, propose d'engager le roi de Sardaigne à prêter vingt-cinq mille hommes de troupes et à faire une avance de six millions;

D'engager l'Espagne à entrer dans ce projet, soit en fournissant des troupes, ou en faisant une avance de huit millions ;

De tâter l'empereur, pour savoir s'il seroit aussi dans l'intention de fournir des secours de l'une ou de l'autre espèce.

On paroît sûr que les ducs des Deux-Ponts, margrave de Baden, landgrave de Hesse, etc. appuieront de toutes leurs forces le plan, puisqu'ils sont décidés à soutenir leurs droits en Alsace.

Cette confédération formée, il est question de fabriquer un manifeste dans le cabinet du prince, rédigé par MM. Mounier et Lally-Tolendal, et fondé sur la déclaration du mois de Juin.

Ce manifeste, après avoir été revu par le militaire, seroit publié avant d'entrer en campagne.

On commenceroit par marcher vers Lyon, où l'on espère n'éprouver que peu de difficultés, par les privilèges qu'on accorderoit d'abord à cette ville pour son commerce.

Un autre corps d'armée seroit dirigé par le Brabant.

Et le troisième marcheroit par la Lorraine.

On compte que ces trois corps d'armée se grossiroient infiniment par tous les gens du parti anti-patriotique.

On gagneroit, par les menées d'agens adroits et à force d'argent, les troupes qui sont sur les frontières.

Les trois corps d'armée s'avanceroient jusqu'à Corbeil, Senlis et Meaux, désarmeroient sur leur passage et aux environs toutes les municipalités, leur feroient prêter serment au roi, et les forceroient à rappeler leurs députés, au cas que les états-généraux tinssent encore leurs séances.

Paris seroit bloqué, et l'on espère, par ce moyen, faire venir la nation à résipiscence.

Dans le cas où ce plan seroit acceptée, M. de Maillebois demandoit une avance de deux mille louis; et l'assurance d'une place de général au service de Sardaigne, si le projet sur la France venoit à échouer.

Ces propositions ne furent pas agréées pour lors, les circonstances ne paroissant pas assez favorables. La cour de Sardaigne n'étoit nullement décidée à lui donner une place de général, ni une gratification telle qu'il la demandoit. Elle étoit d'ailleurs bien loin de pouvoir livrer ainsi au hasard des événemens vingt-cinq mille hommes et six millions.

Après beaucoup de conférences et de pourparlers, on finit par répondre à M. de Bonne, que les choses n'étoient pas assez avancées; qu'il auroit fallu commencer par préparer une insurrection dans quelque province, et la conduire à l'éclat; que pour lors peut-être on auroit pu agir; qu'il faudroit beaucoup de tems pour négocier et obtenir les secours napolitains, espagnols et allemands; que l'on n'étoit pas encore en mesure de ce côté, quoiqu'on y travaillât, et qu'on ne fût pas sans espérance.

On desiroit qu'en attendant, on cherchât le moyen de rapprocher du roi M. de Maillebois; de déterminer le monarque et les parisiens, par des cabales bien combinées, à le porter à la place de M. de la Fayette qu'on tâcheroit de rendre suspect à sa majesté. Si l'on ne pouvoit réussir à le porter à la place de commandant général, on pourroit lui procurer le ministère de la guerre, ou un commandement de province, dont on gagneroit peu-à-peu les garnisons à prix d'argent. Pendant ce tems on prépareroit au dehors des moyens de profiter de l'insurrection que l'on auroit suscitée dans l'intérieur. On

recommandoit aussi d'éloigner des affaires M. de Montmorin dont on ne pouvoit rien espérer , et de ne rien négliger pour ôter à M. de Liancourt la confiance du roi.

Telles étoient les instructions que l'on donna à l'envoyé de M. de Maillebois , qui repartit pour la France peu de jours après. Mais peu de jours avoient bien changé la face des affaires.

En partant pour Turin , M. de Bonne avoit prié M. de Grand-Maison de lui copier un mémoire écrit de la main de M. de Maillebois , dont l'écriture étoit très-difficile à lire (c'est celui dont on vient de voir le précis) ; mais ce dernier effrayé des idées qu'il contenoit , ne consentit à remettre cette copie à M. de Bonne , qu'à condition qu'il la transcriroit lui-même en sa présence , et la lui rendroit aussi-tôt. Il y consentit ; M. Massot la jeta au feu et lui remit l'original.

M. de Bonne partit le 22 pour Turin. Le soir même , M. Massot , frappé de l'énormité de cette conjuration , mit par écrit les principales idées que sa mémoire put lui fournir , et dès ce moment résolut de quitter cette maison , afin de n'être pas compromis dans

une affaire de cette nature. Pour ne pas faire soupçonner à M. de Maillebois qu'il étoit instruit de son projet, il prit le parti d'écrire à sa mère de le rappeler sous un prétexte qui ne pût lui donner d'ombrage. Dans cet intervalle, le général le prévint qu'il devoit arriver des lettres de M. de Bonne; qu'il avoit jugé à propos qu'elles fussent à son adresse; qu'elles porteroient une indication particulière de deux étoiles, et lui recommanda de les lui remettre sans les ouvrir. Il en reçut en effet deux, qu'il remit à M. de Maillebois.

Ses craintes redoubloient sur les suites d'une telle correspondance, lorsqu'un coup du hasard lui fit découvrir que dans le cours de ces lettres, M. de Bonne avoit l'air de les lui adresser à lui-même en le désignant par ces mots : *mon cher Grand-Maison*. Alors il n'hésita plus et partit secrètement le samedi 20 Mars, du château de Thury.

Cette nouvelle fut un coup de foudre pour M. de Maillebois, il lui prit un tremblement général; ses dents claquoient, selon la déposition d'un de ses valets-de-chambres, ses lèvres remuoient sans cesse; il voulut parler, mais il ne put rien articuler; après

sa toilette , il s'appuya sur sa cheminée et dit d'un ton douloureux : « Massot . . . le cruel homme ! Il m'a trahi » . Il partit le lundi 22 Mars , sans dire où il alloit , et retourna en Hollande.

Un homme respectable ayant appris de M. Massot l'affreux secret dont il étoit dépositaire , vint sur-le-champ en faire part au comité des recherches qui invita M. Massot lui-même à s'y rendre. Après avoir fait sa déclaration , il protesta que le patriotisme seul avoit dirigé sa conduite , et qu'il n'entendoit en recevoir aucune récompense.

M. de Bonne apprit à son retour la fuite de M. Maillebois et partit aussi-tôt pour la Hollande , d'où après l'avoir vu , il revint à Paris. Il y resta caché quelques jours , et reprit la route de Savoie par le conseil et avec le passe-port de l'ambassadeur de Sardaigne. Il étoit heureusement arrivé au Pont-de-Beauvoisin , ville moitié françoise , moitié savoisiennne ; il mit pied à terre avant d'y entrer , dans l'espoir de passer plus facilement les barrières. Il étoit dix heures et demie du soir : son domestique étoit dans son cabriolet avec le passe-Port ; pour lui il mar-

choit doucement, et avec un air d'inquiétude qui engagea une femme à l'observer avec attention et à le suivre quelques pas. Il s'avança vers l'hôtel-de-ville, se plaça au milieu de la rue, examinant ce qui se passoit dans le corps-de-garde : quelqu'un en sortit avec une lumière. Aussi-tôt il recula en se cachant contre une boutique : un moment après il traversa la rue, et se glissa rapidement le long des boutiques, du côté opposé à l'hôtel-de-ville au-devant duquel étoit son cabriolet

Cette marche oblique donna de violens soupçons à cette femme qui en avertit un fusilier de la garde. Celui-ci s'approcha de la voiture et entendit l'officier prononcer le nom de M. de Savardin en rendant le passe-port. Il lui observa que c'étoit le nom de M. de Bonne désigné dans les papiers publics comme un des complices de la conjuration de Maillebois. Il lui fit part en même tems de l'avis qu'il venoit de recevoir d'une femme, sur la crainte que témoignoit cet étranger d'être aperçu. Le procureur de la commune à qui il fit le même rapport, l'invita à courir jusqu'à la barrière pour tâcher de l'arrêter. La bar-

rière étoit fermée; M. de Bonne s'adressant à l'officier de garde : « ouvrez-moi la barrière , lui dit-il , je veux passer en Savoie; je suis aide-de-camp de M. de la Fayette , mon passe-port est à l'hôtel-de-ville avec ma voiture ». L'officier refuse d'ouvrir sans ordre du commandant. Le prétendu aide-de-camp insiste. M. Permezel , (c'est le nom du soldat-citoyen qui l'avoit reconnu au nom de *Savardin*) arrive et le ramène au corps-de-garde de la maison commune. On le constitue prisonnier , on met le scellé sur ses papiers; il en déchire cependant plusieurs , entr'autres une lettre de M. de la Châtre à M. Mounier. Le lendemain le conseil général s'assemble et prend le parti de le faire transférer à Lyon. Après quelques jours de de détention à Pierre-Encise , il est conduit à Paris et renfermé dans la prison de l'Abbaye.

On trouva dans ses papiers des pièces de conviction d'autant plus fortes , qu'elles étoient écrites de sa main ; on en auroit vraisemblablement trouvé davantage , si , par une condescendance assez difficile à expliquer , on n'avoit jugé à propos à Lyon , de lui rendre une partie des effets sur lesquels la mu-

municipalité du Pont-de Beauvoisin avoit cru devoir mettre le scellé. Ce n'est guère l'usage des conspirateurs de tenir registre de leurs démarches, mais c'étoit celui de M. Bonne-Savardin ; témoin son livre de raison , sur lequel il inscrivait jusqu'aux particularités les plus indifférentes ; témoin encore le récit d'une conversation qu'il eut avec M. de Saint-Priest , alors ministre , le 5 Décembre 1789 , écrit tout entier de sa main. Il nous paroît intéressant de le rapporter ici , c'est la clef de la conduite d'une partie du ministère d'alors et une preuve des sentimens et des vues de M. de Saint-Priest , qui parloit aussi ouvertement que tant d'autres de son patriotisme et de son respect pour l'Assemblée Nationale.

Le comité des recherches s'occupoit , dans ce tems-là , de M. de Bézénval et des autres criminels de lèse-nation qui étoient entrés dans la conjuration du 14 Juillet ; il apprit que M. de Bonne avoit été employé dans l'armée de Broglie. Il lui écrivit le 4 Décembre , pour l'inviter à s'y rendre le lendemain. On vouloit lui demander des renseignemens sur divers détails relatifs au blocus de Pa-

ris. Il s'y rendit en effet; mais il crut auparavant devoir en prévenir M. de Saint-Priest, puis lui rendre compte de cette démarche comme on l'apprit par son livre de raison.

Récit adressé à M. de Maillebois, par M. Bonne-Savardin, de sa conversation avec Farcy (a).

Incertain du motif ou des soupçons que l'on avoit conçus contre moi, puisque l'on me mandoit au comité des recherches, je crus qu'il étoit prudent d'en prévenir *Farcy*. J'y fus et eus avec lui une conversation que je crois intéressante à mettre sous vos yeux.

Quand, lui dis-je, cela finira-t-il? — Il faudra bien qu'il y ait un terme, me dit-il; et si cette

(a) C'est ainsi qu'il appeloit M. de *Saint-Priest*. Pour l'intelligence de cette conversation, il faut savoir que MM. de Maillebois et de Bonne désignoient par des noms de convention les personnes en place, dont ils parloient dans leur correspondance emblématique; ainsi dans leur langage, *Farcy* veut dire *Saint-Priest*.

Berville. *Lafayette*.

Adrien. *Maillebois*.

Culent. *Broglie*.

Ermand. *d'Artois*.

Hardiment. . . *Bailly*.

espérance ne nous soutenoit, il faudroit mettre la clef sous la porte et attendre l'instant d'être égorgés. — Mais prévoyez-vous ce terme? — Le printemps, puisque c'est cette époque que le roi a choisie pour aller visiter les provinces. — Mais ne craignez-vous pas que toute cette milice n'y mette des entraves, qu'elle ne veuille vous suivre et rendre vos projets sans effet? — Eh bien! si elle est tentée de suivre, nous la laisserons faire; et quand une fois nous aurons le cul sur la selle, nous verrons. — Oui, lui dis-je, je conçois qu'alors il y auroit des moyens, si vous aviez des troupes: mais où en trouverez-vous? — Il ne répondit pas. — Comment vous débarrasserez-vous de *Betville*? Son ambition est vaste, et il est en mesure. — Eh! le pauvre diable, a-t-il repris, est plus embarrassé que nous. — On parle de ses projets; qu'il veut être connétable. — Et moi, dit-il, je crois qu'il veut être ce qu'il pourra, jusqu'à ce que la Constitution soit faite, et qu'alors il plantera-là toute cette multitude. — Mais, Monsieur, il ne la plantera-là que pour mettre quelque chose à la place. Son activité et son ambition ne lui permettront, ni d'être sans rien faire, ni de ne pas faire quelque chose d'utile. — Quand nous n'aurons que lui, les moyens ne nous manqueront pas. — Oui, lui dis-je, ils ne vous manqueront pas, mais vous manquerez de général, si vous ne vous attachez *Adrien*. — Ah! je suis en ce moment bien en mesure d'une pareille besogne & sûr de triompher des obstacles. — Des obstacles, Monsieur! il n'y en a point; il ne peut

y en avoir. Personne en France ne lui disputera en talens, en fertilité de ressources, en moyens de conciliation, et je crois qu'il y a long-tems qu'on auroit dû faire les sacrifices les plus considérables, si sa position les eût exigés. — Vous prêchez un converti; je le connois : mais cela n'est pas dans ma mesure. Au reste, je ne dis pas que cela ne soit pas. — Mais si malheureusement il en étoit autrement, prendriez-vous M. de *Culent*? — Quelle folie ! me répondit-il, il s'est conduit de manière à en ôter l'envie aux plus entêtés. — J'ai voulu prendre son parti, et nous nous sommes long-tems débattus. — Enfin, a-t-il repris, que fait-il, depuis cet instant? Pourquoi est-il où il s'est porté? Qu'en espère-t-il? Avec de l'énergie, une tête, il seroit allé habiter les mêmes lieux que *Erinand* ; là, il auroit été convenablement, puisqu'il y a des possessions. Mais la tête n'y est plus. Adieu ; quand vous aurez été à la ville, venez me dire ce qui se sera passé.

Suit l'exposé de l'entrevue à l'hôtel-de-ville ; ensuite le narrateur continue ainsi :

Je fus le dimanche matin faire part à Farcy de tout ce qui s'étoit passé ; il en fut indigné. *Hardiment* étoit chez lui : on dit que, prévoyant sa chute prochaine, il s'arrange pour avoir la bibliothèque du roi en retraite.

Il étoit difficile de douter, après une pièce de cette nature, du véritable esprit d'un mi-

nistre qui se livroit à des espérances et à des projets si coupables, et accueilloit avec tant d'indulgence un conspirateur dont les complots lui étoient connus. Le comité des recherches crut qu'il étoit important pour la chose publique de lui arracher enfin son masque, ou de le mettre dans la nécessité de détruire les soupçons qui s'attachoient à sa conduite et ne pouvoient que nuire au bien des affaires dans une place où la confiance est le plus ferme appui de l'autorité, et le dénonça nommément aux tribunaux, ainsi que MM. de Maillebois et Bonne-Savardin.

Fin du Tome quatrième.

586506

3BN

T A B L E

D E S C H A P I T R E S

C O N T E N U S

D A N S L E Q U A T R I È M E V O L U M E.

CHAPITRE PREMIER. *Nécessité d'une ressource extraordinaire pour sauver la France. Aliénation des biens du clergé. Tableau des divers périodes de l'opulence ecclésiastique. Artifices employés par les prêtres pour mettre à contribution la crédulité des peuples.* Pag. 1

CHAP. II. *Coalition de toutes les classes privilégiées contre la nouvelle forme du gouvernement. Rébellion excitée par l'évêque de Tréguier. Conciliabule de gentilshommes à Toulouse. Ligue des magistrats avec le clergé, la noblesse et les pays d'état. Prolongation des vacances de toutes les cours de justice. Démarche séditieuse des parlemens de Rouen et Metz, déferée par le roi à l'Assemblée nationale.* 44

CHAP. III. *Félicitations de citoyens anglois à l'Assemblée nationale. Troubles excités à Marseille par l'intendant et le parlement de Provence. Vexations de cette cour. Désordres occasionnés par une milice de privilégiés. Du prévôt Bournissac, et du tribunal du Châtelet.* 62

CHAP. IV. *Disposition générale de l'armée à l'égard du nouveau régime. Irritation du soldat contre M. Dubois de Crancey. Origine des troubles de Toulon. Imprudence et inflexibilité du commandant de ce port. Sa détention. Mesure de conciliation prise à ce sujet par l'Assemblée. Son zèle à poursuivre le despotisme dans tous*

TABLE DES CHAPITRES. 407

ses repaires. Apparition du doyen de l'espèce humaine au milieu des représentans. Pag. 86

CHAP. V. *Situation critique des finances. Causes générales et particulières de cette crise. Insuffisance des ressources de M. Necker. De la caisse d'Escompte. Projet du ministre de la transformer en banque nationale. Mesure provisoire adoptée par l'Assemblée pour alimenter le trésor public.* 113

CHAP. VI. *Etablissement de la caisse de l'extraordinaire. Vaine opposition du clergé à la vente de ses domaines. Profusion de libelles. Dons patriotiques de la ville de Neuchâtel. Offres intéressées des oppresseurs de Genève. Démarche des Brabançons auprès des Représentans de la Nation. Réunion de la Corse à l'Empire François. Parlement de Rennes à la barre de l'Assemblée Nationale.* 144

CHAP. VII. *Nouvelles tentatives des privilégiés, de l'église, de la robe et de l'épée. Projet de contre-révolution attribué à M. de Favras, dénonciation, développement et moyens d'exécution de ce projet. Procédure et jugement du châtelet contre M. de Favras. Son testament de mort. Son supplice.* 179

CHAP. VIII. *Adhésion solennelle de Louis XVI aux principes de la constitution. Serment individuel des membres de l'Assemblée Nationale. Empressement de tous les citoyens à imiter leur exemple. Particularités diverses à ce sujet.* 235

CHAP. IX. *Artifices employés pour soulever les campagnes. Désastres qui en furent la suite. Violences exercées contre les commis de la ferme par le peuple de Béziers. Loi provoquée par la négligence de la Municipalité de cette ville. Tableau des vexations féodales. Leur suppression.* 258

CHAP. X. *Affaire du Parlement de Bordeaux. Colonies françaises. De la forme nouvelle de leur administration. Tyrannie des colons blancs.*

408 TABLE DES CHAPITRES.

<i>fausses mesures décrétées par le corps législatif. Leur influence sur les désastres de nos îles.</i>	Pag. 280
CHAP. XI. <i>Suppression des ordres religieux. Motifs secrets de la résistance qu'elle éprouve. Renouveau de la proposition de terminer la législature. Motion incidente de M. Gerle, relative à la religion Catholique. Débats orageux à ce sujet. Généreux procédés de la garde nationale parisienne envers ses calomniateurs. Opération du comité des dîmes.</i>	309
CHAP. XII. <i>Des finances. De la situation où elles se trouvoient avant l'Assemblée Nationale. Ses travaux et ses mesures pour les rétablir.</i>	338
CHAP. XIII. <i>Du livre rouge. Sa publication. Des ordonnances au comptant. Bureau de trésorerie proposé par M. Necker. Ses scrupules sur les assignats. Leur première émission. Vains efforts pour les discréditer.</i>	362
CHAP. XIV. <i>Désordre de l'administration de la ville de Paris. Mouvements contre-révolutionnaires excités à Lyon. Moyens employés pour ébranler le patriotisme de l'armée, jeter la division dans les régimens. Conspiration Maillebois, Bonne-Savardin. Complicité de M. Guignard de Saint-Priest.</i>	378

Fin de la Table du tome quatrième.



